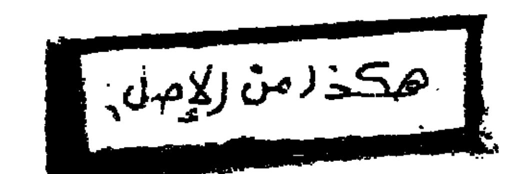


Arts et spectacles : le Festival d'automne

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14817 – 7 F

JEUDI 17 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Jérusalem-Damas via Paris

LA France attendait son heure pour jouer enfin, seule ou au sein de l'Europe, un rôle substantiel dans le processus de paix au Proche-Orient. En changeant « non seulement de gouvernement mais aussi de politique », comme le disait la semaine dernière à Paris le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, Israël lui a offert cette possibilité.

Et M. Roland Dumas s'est empressé de la saisir en se rendant lundi en Syrie pour y rencontrer le président Hafez El Assad, l'un des acteurs-clefs de la négociation israélo-arabe. La visite était d'autant plus inattendue que les relations entre Paris et Damas ont, ces derniers mois, été assez tendues, principalement à cause des affaires libanaises. La presse syrienne ne s'était pas privée ces derniers jours de vitupérer la France pour avoir jugé « déplorables des élections législatives en présence d'une armée étrangère » au Liban.

M. Dumas ne s'est pas fait violence pour se rendre en Syrie, dans la mesure où M. Pérès ne lui a rien demandé de précis, ne l'a chargé d'aucun message, mais seulement pressé de « convaincre les parties arabes (notamment palestinienne et syrienne) du sérieux des intentions israéliennes ». L'occasion était trop belle. Elle offrait au ministre français la possibilité de faire d'une pierre deux coups : dissiper le malaise laissé par les récentes élections législatives au Liban, et mettre en avant une possible influence de la France dans le processus de paix, grâce aux liens privilégiés qu'elle entretient avec le nouveau gouvernement israélien.

Paris peut tenter de l'exercer à deux niveaux : d'une part, en tentant d'organiser des rencontres israélo-arabes à un échelon plus élevé que celui des fonctionnaires chargés actuellement de la négociation ; M. Pérès l'a souhaité la semaine dernière ; d'autre part, apporter ses bons offices au sein des négociations multilatérales qui, sur des questions intéressant l'ensemble du Proche-Orient, se déroulent parallèlement aux pourparlers bilatéraux sur le conflit israélo-arabe. Le nouveau gouvernement israélien le demande aussi, jugeant, à ce stade, ces négociations inconsistantes et trop dispersées.

PARIS doit accueillir pour la première fois, à la fin du mois d'octobre, le groupe de travail sur la coopération économique régionale. Le sérieux de sa tâche ne saurait être assuré sans une participation de la Syrie, qui à ce jour boycotte les « multilatérales ». Or, la présence syrienne entraînerait, « ipso facto », celle du Liban...

Il est peu probable que le président Assad ait brusquement changé d'avis à l'occasion de la visite de M. Dumas, même s'il y trouvait par ailleurs son compte. Il a pu en effet réaffirmer à peu de frais qu'il était « favorable à un rôle français et européen qui aiderait le processus de paix à réaliser ses objectifs », mais surtout exposer ses propres vues sur l'avenir du Liban.

M. Dumas a annoncé qu'il se rendrait en octobre dans les pays du Golfe, probablement en Arabie saoudite. Si important soit-il, le poids du royaume wahhabite, au stade actuel du processus de paix, demeure secondaire. Aussi faut-il s'attendre désormais à une initiative française en direction de l'OLP.



Les remous monétaires en Europe et les incertitudes politiques en France

Nouvelles tensions sur les marchés

La Banque d'Angleterre a relevé de 10 à 12 % ses taux d'intérêt mercredi 16 septembre en fin de matinée, afin de soutenir la livre sterling, très attaquée sur les marchés des changes. Les Banques centrales d'Italie et d'Espagne ont dû également défendre leurs monnaies. Le cours du mark a atteint mercredi 3,41 francs français. Plus que jamais, l'issue du référendum français hante les marchés.

Inquiétudes

par François Renard

Après la divine surprise constituée, au début de la semaine, par l'abaissement des taux directeurs de la Bundesbank et l'enthousiasme prudent des marchés sur le thème *« c'est un retournement de tendance »*, l'ombre du référendum français du 20 septembre sur le traité de Maastricht plane à nouveau sur les marchés financiers, où les gains du lundi ont été partiellement reperdus mardi et surtout mercredi. Ils l'ont même été totalement en Italie, le loyer de l'argent à un mois, qui est retombé de 20 %-22 % à 16 %-17 % au lendemain de la dévaluation de la lire, retrouvant presque son niveau antérieur à 20 %.

Quant à la lire, sa tenue est très peu satisfaisante, notamment vis-à-vis du deutschemark.

Lire la suite page 22

Pas d'allégements fiscaux en 1993

Pas d'impôts nouveaux, mais pas d'allégements fiscaux : le projet de budget de l'Etat pour 1993 qui sera rendu public mercredi 23 septembre après le conseil des ministres ne contient pas beaucoup de nouveautés. Le déficit budgétaire annoncé sera voisin de 170 milliards de francs. Si le « non » l'emporte au référendum, le projet de budget sera durci et rendu public une semaine plus tard.

L'ombre du traité

par Alain Vernholes

Quel que soit le *résultat du référendum*, les débats qui commenceront dans un mois au Parlement sur le budget de l'Etat pour 1993 seront marqués et pour ainsi dire empoisonnés par le traité de Maastricht.

Si le *« oui »* l'emporte, l'opposition grandira, à droite comme à gauche, entre les tenants d'une plus grande rigueur – qui s'inquiètent de la capacité de la France à respecter les *« critères de convergence »* fixés par le traité – et ceux qui, au contraire, prônent une véritable relance budgétaire par le déficit. Les premiers n'acceptent qu'à contrecœur la consigne donnée au début de mai par le premier ministre de ne pas augmenter les impôts l'année prochaine alors que l'effondrement des rentrées fiscales vide les caisses de l'Etat.

Lire la suite page 23

L'état de santé du président de la République

M. Mitterrand souffre d'un cancer de la prostate

M. François Mitterrand, qui était hospitalisé depuis six jours, après avoir subi, vendredi 11 septembre, une opération de la prostate, devait quitter l'hôpital Cochin, mercredi après-midi 16 septembre, pour reprendre ses activités *« après une brève convalescence »* et voter dimanche à Château-Chinon.

Le troisième bulletin médical, diffusé mercredi matin par les médecins du chef de l'Etat, précise que le président de la République souffre d'un *cancer de la prostate*. Selon l'Elysée, la gravité de cette maladie *« décelée à ses débuts »* n'est pas telle qu'elle puisse empêcher M. Mitterrand de continuer à exercer pleinement sa charge.

Lire nos informations page 30

Un choix stratégique

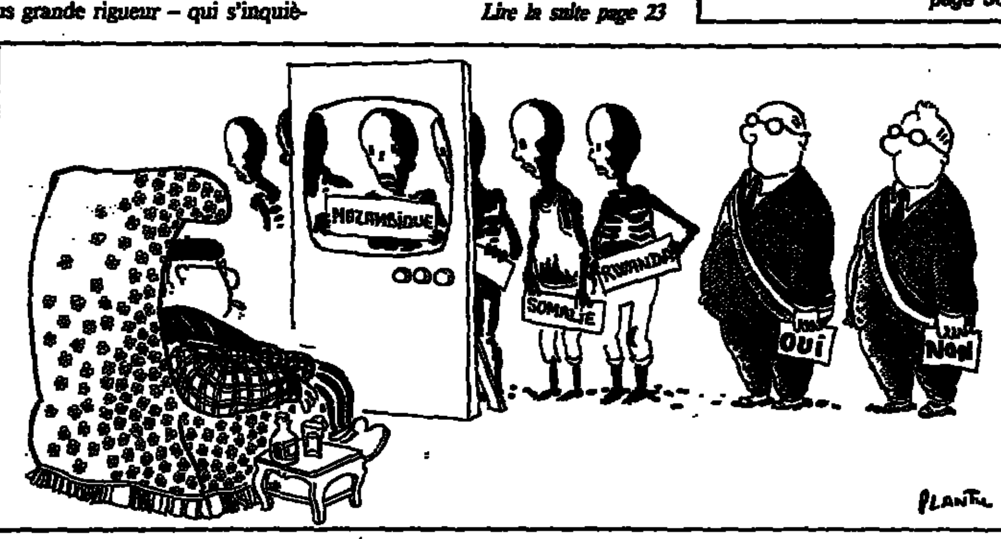
Une victoire du « non » replongerait l'Europe dans les jeux de bascule des alliances opposées

par Daniel Vernet

Les mille et une raisons qui militent en faveur du « non » ne résistent pas à un seul argument : le « oui » est un choix stratégique, dicté par quarante-cinq ans d'une politique européenne en rupture avec une Histoire séculaire et tragique. La question se résume ainsi : les Français vont-ils, dans leur majorité, approuver solennellement une stratégie visant à établir une coopération de plus en plus poussée entre les Etats, au sein d'une Communauté où les *intérêts nationaux ne seraient* ni oubliés ni niés, mais confrontés et dépassés ? Ou vont-ils prendre le risque de revenir à un système d'alliances éphémères et contradictoires, à des jeux de pouvoirs et de contre-pouvoirs, qui ont déjà mené le continent à deux catastrophes en moins d'un demi-siècle ?

La discussion s'est, en France, naturellement cristallisée autour de l'Allemagne, parce que les rapports entre les deux pays sont le nœud des conflits du passé et le fondement de l'intégration européenne de l'après-guerre. Elle a pris parfois un tour déplaisant que le président de la République lui-même a regretté. Partisans et adversaires de la ratification de Maastricht ont utilisé « la peur de l'Allemagne » pour appuyer leur cause, mêlant allègrement les incertitudes de la *politique extérieure* et les *supposés* démons intérieurs, comme si, presque trente ans après le traité de l'Elysée, les fantasmes et les préjugés l'emportaient encore sur l'analyse.

Lire la suite page 4



Lire aussi

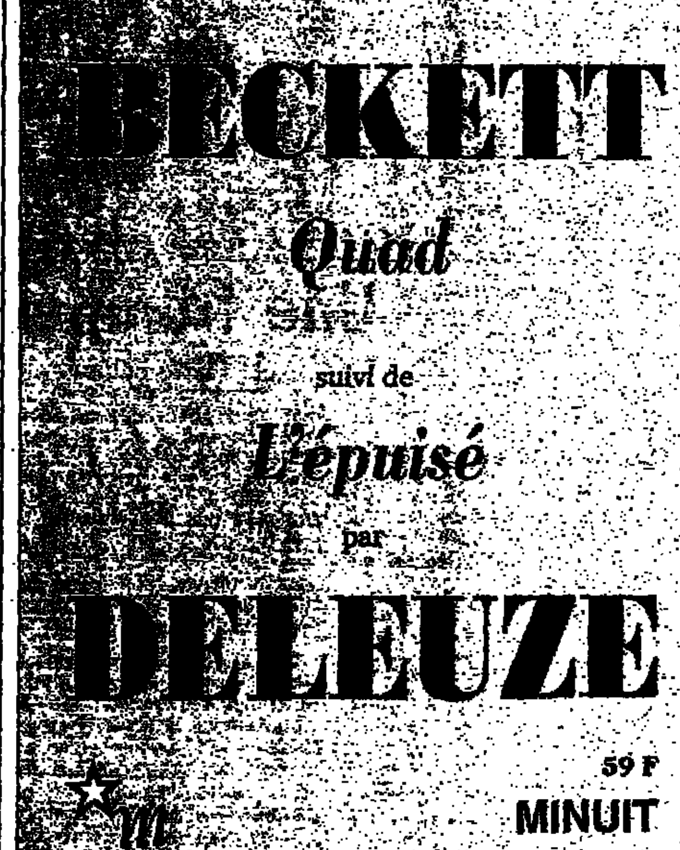
- *Débats : « ... Mais quelle était la question ? »*, par Daniel Bensaïd, Alain Dugrand et Gilles Perrault ; « L'Europe fermée », par Christine Daure-Serfaty ; « *Une tromperie* », par Pierre Lefranc
- « Et après ? » par PATRICK JARREAU
- Les retrouvailles de M. Barre et M. Giscard d'Estaing par DANIEL CARTON
- *Maastricht vu d'Auvergne* : III. – Petite histoire d'un comité par GILLES PARIS
- Un entretien avec Bruno Mégret — Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD
- Région par région, le choix des élus

pages 2 à 5

Un entretien avec le premier ministre polonais

Tout en estimant que la « thérapie de choc » économique lancée il y a trois ans *par le premier gouvernement* post-communiste à Varsovie a *« ouvert la brèche »* et *« facilité la tâche »* à tous ses successeurs, le chef de la coalition au pouvoir depuis juillet, M[me] Hanna Suchocka, prône, dans l'entretien *qu'elle nous a* accordé, un passage *« moins brutal »* au capitalisme. Chrétienne-démocrate, elle *se* félicite de ses *« bonnes relations »* avec l'Eglise catholique, soulignant le rôle modérateur de celle-ci dans les conflits sociaux. A propos du débat sur Maastricht, *cette juriste de formation* craint qu'une victoire du « non » en France ne renforce *les courants nationalistes* et antieuropéens en Pologne.

Lire page 6 l'entretien avec M[me] Suchocka



SCIENCES ◆ MÉDECINE

Jacques Testart contre l'« eugénisme doux »

Jacques Testart récidive. Il y a six ans, il lançait dans ces colonnes un débat sur la légitimité de certaines recherches aux confins de la médecine procréative et de la médecine prédictive. A la veille de la *publication* d'un nouvel ouvrage, il s'élève contre les progrès d'un nouvel eugénisme qu'il qualifie de *« doux »* et de *« démocratique »*. Il demande l'interdiction du diagnostic génétique sur les embryons humains. M. Testart estime d'autre part que dans sa forme actuelle le projet de loi sur la bioéthique ne répond *pas aux multiples questions soulevées par le développement de la* procréation médicalement assistée et de la génétique moléculaire.

Lire page 16 l'entretien recueilli par JEAN-YVES NAU

ÉDUCATION ◆ CAMPUS

■ Le collège du bout du monde ■ Les facs hongroises jouent l'Europe ■ *L'Université des Douze à petits pas* ■ *Le bizutage entre* initiation et perversion.

pages 19 à 21

ARTS ◆ SPECTACLES

■ La XXI[e] édition du Festival d'automne ■ Philip Glass, un pape au royaume post-moderne ■ *Roger Woodward, compositeur et chef* d'orchestre australien, interprète Yannis Xenakis ■ Rétrospective Emmanuel Nunes, l'héritier de Boulez et de Stockhausen ■ Des mots et des sons, d'Arnold Schoenberg à Robert Ashley ■ Merce Cunningham à Garnier.

pages 31 à 46

Le sommaire complet se trouve page 30

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأصل

DÉBATS

Maastricht

... Mais quelle était la question ?

par Daniel Bensaïd, Alain Dugrand et Gilles Perrault

« Dans les cas douteux, on tranchera pour le vrai » (Karl Kraus)

MÊLANT grossièrement le chantage au chaos et l'appel aux bons sentiments, les campagnes pour le «oui» au référendum évoquent la célèbre boutade de Woody Allen : *« La réponse est oui ! Mais rappelez-moi la question. »* Il ne s'agit pas de se prononcer le 20 septembre *pour* la fraternité universelle contre l'esprit de clocher ou de chapelle. Il s'agit très précisément de ratifier ou de rejeter un traité.

On a dit qu'il n'y a guère, dans cette affaire, de «oui» heureux. Sans doute existe-t-il aussi un *«non» malheureux* et hésitant, chez tous ceux qui répugnent à juste titre à mêler leur voix à celles des *Le Pen et de Villiers, et qui voudraient* pouvoir dire «oui» à l'Europe, à l'effacement des frontières, à l'élargissement des horizons. *Hélas, les performances de publicité* mensongère n'y peuvent rien : Maastricht n'est pas l'Europe.

C'est même le contraire : au *mieux une moitié d'Europe* tronçonnée, au pis une Europe à plusieurs vitesses, inégalitaire et en morceaux. D'abord parce que le traité perpétue la cassure entre l'Europe nantie et son nouveau tiers monde à l'Est. Gommées d'un côté, *les frontières sont reconstruites plus* loin et plus hautes, avec miradors et « camps de transit » pour Albanais, Bosniaques et autres Abkhazes. Ensuite, parce que l'application prévue des critères de convergence signifierait un approfondissement *des différences et des* exclusions au sein même de la Communauté. Maastricht fait de la construction européenne une course *éliminatoire* sur critères monétaires. Après le vote danois, les Douze ne sont plus que onze. Dix et demi en réalité, puisque la *Grande-Bretagne* s'est mise en réserve de la monnaie unique et s'est ostensiblement tenue à l'écart d'un volet social pourtant *vide. A moins d'une cure* d'austérité déflationniste intensive, l'Italie et l'Espagne arriveront hors délais. Qu'importe, répondent les ultra-maastricheurs : l'essentiel serait de ligoter l'Allemagne avant qu'elle ne retrouve ce que Michel Rocard appelle *« ses penchants historiques et géographiques »*. Soyons francs : l'Europe devient dans ce discours l'alibi d'une germanophobie symétrique à celle du nationalisme rance et cocardier. Et soyons nets : cette Europe par la sélection monétaire *ne se fera ni à douze ni à dix*. Combien à l'arrivée ? Cette « intégration négative par neutralisation réciproque », selon la formule de Paul Thibaud, laissera bien des frustrations et des ressentiments qui hypothéqueront durablement l'édification d'une autre Europe.

Une impasse politique

Le pot au lait de Maastricht serait un élixir magique anti-chômage ? *Hélas, le traité ne fera* pas plus reculer le chômage que l'Acte unique dont les experts annonçaient monts et merveilles. *Les mesures de convergence* prévues pour le passage à la monnaie unique s'inscrivent – notre gouvernement s'en est assez vanté ! – dans la logique de la rigueur qui fait de la France le meilleur élève de la classe. La cure d'amaigrissement imposée à l'Italie ou à la Belgique pour rester dans le peloton aurait des effets récessifs indiscutables et des conséquences sociales explosives. *Les ajustements imposés se* traduisent déjà en Italie par la suppression de l'échelle mobile des salaires, en Espagne par l'attaque *frontale contre l'indemnisation* du chômage. Partout les dépenses de santé, d'éducation, et les services publics sont frappés par les restrictions budgétaires, et les systèmes de protection sociale sont attaqués, alors que les rémunérations, la protection sociale, le droit de grève restent en dehors du volet social. En clair : comment créer un espace monétaire européen homogène pour *la circulation des marchandises* (suppression des douanes et harmonisation fiscale) tout en refusant la libre circulation de la force de travail et l'alignement à la hausse des droits sociaux ?

Le pot au lait de Maastricht déborderait d'avancées démocratiques ? *Les partisans éclairés* du traité prétendent qu'il institue une volonté politique là où régnait la seule loi impitoyable du marché. *Ils* admettent bien qu'un flou subsiste entre les prérogatives de la Commission, du Conseil, du Parlement, *entre ce qui relève de l'Europe, des* Etats, ou des régions, entre les décisions à l'unanimité et celles à la majorité qualifiée, le tout noyé dans une subsidiarité opaque.

Or la *question* n'est pas technique. La confusion illustre une impasse politique. Ayant écarté l'option fédérale sans adopter pour autant celle d'une Europe confédérale, le traité perpétue un équilibre branlant. La multiplication des instances de décision aux fonctions mal délimitées engendrera des pouvoirs incohérents et irresponsables. Déjà vidé de contenu au niveau des Parlements nationaux, *le contrôle* du citoyen se perdra encore davantage dans ce labyrinthe. La véritable innovation de *Maastricht par rapport* à l'Acte unique, à savoir la monnaie unique et l'institution d'une banque centrale, n'en prendra *que plus de relief. La gestion de* cette monnaie unique par un conseil de douze gérants nommés pour huit ans sera donc dissociée des budgets dont on nous dit qu'ils relèveront pour l'essentiel et pour longtemps encore des États nationaux. *La monnaie n'est pas un simple outil mais un lien social unifiant un espace économique* : cette disjonction entre une politique *monétaire échappant à tout* contrôle électif et des politiques budgétaires nationales, est lourde de tensions explosives. *Soit la gestion* monétaire européenne pliera les budgets à sa discipline et dictera ses conditions aux législations sociales, *soit les rapports de forces sociaux* feront éclater ce corset monétaire.

De nouvelles fractures

Le pot au lait de Maastricht serait enfin chargé de paix perpétuelle ? Or l'ordre issu de la seconde guerre mondiale s'est effondré. *Une redéfinition des espaces* géopolitiques, une refonte des hiérarchies de dépendance et de domination sont en cours. *Elles passent* hélas ! par des conflits autant que par des conférences. Non réductible à une cause unique, l'explosion yougoslave *participe de ces nouvelles* fractures européennes. L'indépendance slovène et croate traduit aussi la tentative pour les mieux lotis de jouer seuls leur propre carte d'intégration européenne tandis que la Serbie se referme sur un populisme *agressif et xénophobe*. D'autres fissures viendront, dont les tensions entre Italie du Nord et du Sud ne sont qu'un signe avant-coureur. Plus largement, avec 18 % du revenu mondial pour 6 % de la population du globe, la Communauté *européenne apparaît déjà* comme un bunker face au désespoir d'un tiers monde étranglé par la dette ; et ce *bunker* compte déjà ses cinquante-trois millions de pauvres et de chômeurs, «exclus de l'intérieur». Il n'y a dans ces conditions *ni démocratie ni paix durables*. Les auteurs du traité en sont bien conscients qui rappellent l'*« étroite coopération »* nécessaire entre l'Europe militaire et l'OTAN sous hégémonie américaine pour de nouvelles missions de maintien de l'ordre mondial préfigurées par la guerre du Golfe.

Partisans d'une Europe sociale et démocratique, solidaire et fraternelle, *cette petite Europe* sauce financière n'est pas la nôtre. Un changement d'échelle est certes à l'ordre du jour. A nous de lui don*ner forme. D'inventer notre avenir.* De penser l'Europe dans la perspective du lendemain et non dans la rumination d'un monde révolu. Car – et ce n'est pas le moindre paradoxe – Maastricht, c'est encore l'Europe coupée en deux, l'héritage *de Yalta et de la guerre froide*, le dernier avatar d'un monde en train de disparaître. Remettre le projet européen sur ses pieds, l'ouvrir, passe d'abord par une politique sociale et un partage du travail harmonisant à la hausse les conquêtes sociales ; par un nouvel élan laïque ; par une politique active de coopération industrielle et écologique ; par une association culturelle et politique avec *les pays d'Europe de l'Est* qui le désirent ; par un désarmement nucléaire immédiat et par la suppression de la dette du tiers monde ; par le choix clair d'une Europe confédérale respectueuse de la libre association des peuples et des *nations*.

Parce que la question du *20* septembre engage l'avenir, les petits calculs aboutissent à des politiques de gribouilles. Il serait, nous dit-on, *indécent de mêler un «non»* de gauche aux «nons» de droite, mais tout à fait respectable de mêler un «oui» libéral tempéré à un «oui» *libéral tout court ? Logique* référendaire oblige : c'est l'inconvénient des réponses simples à des questions complexes.

S'il y a de bonnes et fortes raisons de refuser Maastricht – et tel est bien le cas – il ne faut pas laisser la droite xénophobe monopoliser ce refus pour lui donner son interprétation. Il importe qu'un courant de gauche, unitaire, lui dispute le *sens* et *le contenu de ce* «non». Il existe en particulier un moyen simple d'opposer au «non» raciste et xénophobe un «non» *internationaliste et solidaire : en* défendant le droit de vote de tous les immigrés qui vivent et travaillent dans les pays de la Communauté, *au lieu d'introduire de nouvelles* discriminations en le réservant aux seuls «étrangers européens». Car le «non» de droite et *le «oui» sont au moins d'accord* sur ce point : le droit de vote des étrangers européens aux élections locales n'est pas un précédent *extensible mais un verrou supplé*mentaire contre une mesure abandonnée depuis longtemps par les gouvernements socialistes.

« Trancher pour le vrai », c'est répondre sans détours à la question posée. La nouveauté essentielle de Maastricht réside dans la monnaie unique. Elle traduit une manière bien particulière, libérale, de faire l'Europe. *Qu'on ne vienne pas nous* dire qu'il n'y en a pas d'autre. S'il n'y a pas le choix, s'il n'y a plus ni enjeux ni alternative, si l'économie érigée *en fétiche dicte sa loi, c'en* est fini du débat démocratique : rien d'étonnant à ce que le civisme s'affaisse alors devant l'indifférence. Parce que *nous ne nous résignons* pas aux diktats bureaucratiques et monétaires d'une histoire ventriloque, en votant «non», nous voterons pour une autre Europe.

▶ **Daniel Bensaïd, Alain *Dugrand et Gilles Perrault*, écrivains, ont signé l'appel «Pour un non de gauche, pour l'Europe, contre *Maastricht*».**

TRAIT LIBRE

L'Europe fermée

par Christine Daure-Serfaty

NOUS sommes nombreux à être *mal à l'aise devant* l'affrontement du «oui» et du «non» au traité de Maastricht – en tout cas nous les Européens qui avons une partie de nous-mêmes ancrée hors de l'Europe, dans ce que l'on continue d'appeler le tiers-monde et qui est tout simplement le monde.

Depuis longtemps, il était facile de voir que la construction de l'Europe, *pour laquelle je suis*, bien évidemment, n'apportait pas de profonds changements dans les *mentalités ; la campagne pour le* référendum le confirme, celle des «oui» comme celle des «non» de droite – car où est l'intérêt de passer d'un chauvinisme régional ou national à un chauvinisme européen, du petit terroir au moyen et *au plus grand*, si on garde à l'intérieur de chacune de ces boîtes le même regard, la même agressivité *envers les autres qui sont* eux-mêmes tapis dans le compartiment voisin ? C'est l'esprit des nations qui *la composent que l'Europe* devrait élargir, et non les dimensions du territoire, comme elle devrait ouvrir des portes au lieu de *mieux les verrouiller : une prison* qui s'agrandit reste une prison, ce n'est pas la liberté.

Mais il y a plus grave.

Je ne suis pas toujours sûre de savoir exactement ce qu'est l'Europe, où elle commence et où elle finit, ni trop quand elle est née, ni très bien ce qu'elle est. Si on en *reste aux conventions géographiques* – ce promontoire à l'ouest de l'Asie et au nord de l'Afrique, attaché autrefois à l'Amérique *et* balayé par toutes les invasions, – oui, bien sûr, je suis pour l'Europe, pour tout ce qui repousse nos frontières *et bouscule nos habitudes*.

Mais l'identité de l'Europe, ce qui, à mes yeux, a pu faire sa grandeur, et qu'elle est en train de perdre, personne *n'en parle : le* cœur du débat est là encore escamoté. Parce qu'elle entrouvre quelques Etats – bien peu, – on oublie qu'elle se ferme durement, implacablement, sur le reste du monde.

La misère du monde

Parce qu'elle prétend nous défendre contre nos rivaux économiques d'Amérique ou d'Asie, on *oublie qu'elle nous range* avec *eux* du même côté de la grande fracture qui, en cette fin de siècle, sépare *radicalement les hommes en deux* : ceux qui gèrent dans l'inégalité des formes d'abondance, et ceux qui continuent à se débattre et à mourir *dans la pire des pénuries*. Parce qu'elle n'a plus de conflits avec ses anciens adversaires : Anglais, Allemands et communistes de l'Est, elle prétend assurer la paix, et on oublie qu'elle désigne nos nouveaux ennemis, ceux devant lesquels nous construisons nos murs et nos défenses, les affamés du monde qui prétendraient venir *chez nous pour manger à leur faim*.

De l'intérieur de notre forteresse, nous créons des visas, nous en réduisons le nombre, nous ne voulons pas voir ni savoir que des clandestins se noient dans des mers toutes proches, sur les plages de nos vacances au sud de l'Espagne, ni que la famine tue *et va continuer* à tuer des millions d'Africains. Il y a là quelque chose d'insupportable, *à quoi on ne peut dire* que «non».

Les affamés sont nos nouveaux «barbares», et, quinze siècles après la chute de l'Empire romain, nous construisons un autre limes ; pourtant, nous le savons : rien n'arrête les hommes qui ont faim, et les limes ne tiennent pas longtemps sous la poussée des multitudes qui n'ont plus rien à perdre.

C'est donc en vain que nous élevons *nos barrières autour de cette* Europe fermée, close et mortifère et, de surcroît, ce sera notre honte. *«La mort de tout homme me diminue, car je fais partie de l'humanité ; aussi, ne demande pas pour qui sonne le glas, il sonne pour toi»*. C'était la voix de John Donne, un Européen, en 1600. *Hélas ! à la fin de ce siècle*, tandis que tant d'hommes meurent à nos portes, nous constatons, sans même nous sentir amoindris, que *« nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde... »*, et nous en restons là. *Est-ce tout ce que l'on* retiendra de nous ?

▶ **Christine Daure-Serfaty a publié *Tazmamart, une prison de la mort au Maroc* (Stock, 1992).**

Une tromperie

par Pierre Lefranc

UN ancien collaborateur du *général* de Gaulle ne peut qu'éprouver un *sentiment* voisin de l'indignation lorsqu'il entend affirmer que l'Europe qui est *en puissance dans l'accord* de Maastricht se situe dans la droite ligne de la pensée du *général* de Gaulle.

Il *s'agit là, en effet*, d'une déformation flagrante de la vérité et, bien que cette tromperie soit *démontrée par la production* de textes authentiques indiscutables et des plus explicites, les auteurs *de cette imposture, sourds* à toute preuve, persistent et brandissent en chaque occasion, *évidemment dans le but de rallier les* hésitants, cette théorie mensongère.

Il est indéniable que les principaux *auteurs du projet* de Maastricht souhaitent que ce texte constitue l'acte de naissance *d'une Europe fédérale et supranationale* et, si le mot n'y figure pas, c'est qu'il en a été retiré à la *demande des Britanniques*. Le président de la République française n'a d'ailleurs pas caché *dans sa récente intervention* que cette Europe fédérale constituait l'objectif qu'il poursuivait.

Or le général de Gaulle a constamment *affirmé son opposition* formelle à ce type d'Europe qui reviendrait à abolir l'histoire, la langue, *les traditions et les institutions* des nations et il a préconisé une Europe des Etats qui permette aux peuples appelés à la composer de conserver leur identité et de demeurer maîtres de leur indépendance.

Que ceux qui restent attachés aux grands objectifs définis par le champion de la liberté des peuples *à disposer d'eux-mêmes* soient pénétrés de cette opposition entre sa pensée et le traité qui leur est soumis, et qu'ils ne se laissent *pas égarer* par de mauvais prêcheurs parfois peinturlurés de croix de Lorraine.

De Gaulle s'est suffisamment exprimé sur l'Europe, et de façon non équivoque, *pour que l'on* puisse avoir la certitude de ne pas abuser de sa mémoire en *affirmant qu'il* n'aurait jamais apposé la signature de la France au bas de son acte de décès élaboré à Maastricht.

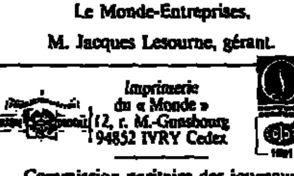
▶ **Pierre Lefranc est président de *l'Association nationale* d'action pour la fidélité au général de Gaulle.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

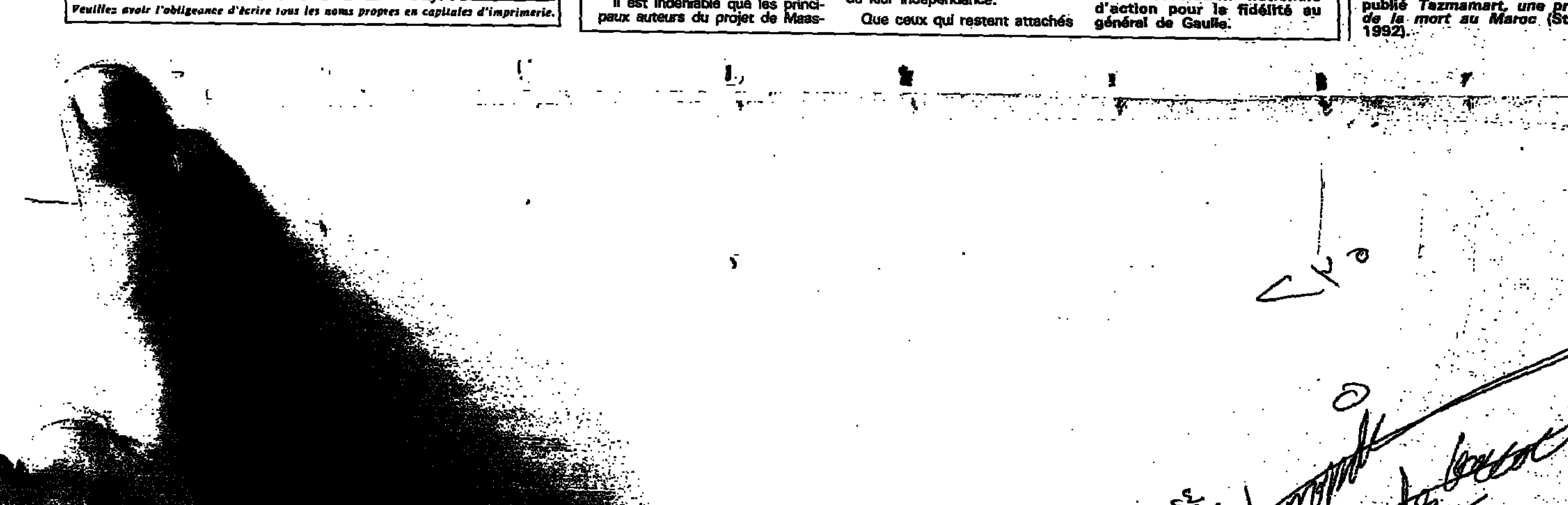
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.



Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33



L'Europe fermée

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Et après ?

MAASTRICHT a redonné sa dignité à la politique. Bon gré mal gré, les responsables ont dû faire campagne, se mettre à l'écoute des citoyens pour se faire entendre d'eux. Le courant s'est remis à passer entre les dirigeants et la société, sans dissiper tout à fait la salutaire méfiance de l'électeur envers ceux qui sollicitent son adhésion. Précisément parce qu'il ne s'agit pas d'une élection, les Français se sont sentis d'autant plus à l'aise pour se saisir du problème qui leur est posé. Leur rôle étant, en la circonstance, de porter des idées et de nourrir le débat, et non pas seulement de travailler à leur carrière, les politiques ont retrouvé l'oreille des citoyens.

Ennoblie, la politique reprend ses droits. *Voter «oui» ou «non» à Maastricht*, c'est aussi donner la préférence, à gauche comme à droite, à différents responsables et à différentes stratégies. Ce débat-là prend autant d'importance que celui qui porte sur le traité lui-même.

Du côté de la majorité, les choses sont claires. Si c'est «oui», *«pourquoi partir?»*, a expliqué M. Roland Dumas, mardi 15 septembre, sur Europe 1. *«Nous n'avons pas achevé notre tâche*, a indiqué le ministre des affaires étrangères. *Elle commencera, au contraire. (...) Nous serons bien placés pour exécuter ce qui aura été décidé.»*

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a paru moins assuré des intentions de M. François Mitterrand, puisqu'il a accepté d'envisager, sur Radio-J, l'hypothèse selon laquelle le président de la République pourrait décider que *«sa tâche accomplie, il arrête son mandat»* (*le Monde* du 16 septembre). Il a précisé aussitôt que ce n'est pas son *«hypothèse principale»* et, mercredi matin, sur Europe 1, il a même indiqué qu'il l'*«écarte tout à fait»*. *«Le président*, a souligné M. Strauss-Kahn, *a toujours dissocié le résultat du référendum et le respect, auquel il est attaché, des échéances républicaines.»*

A droite, la confrontation sur les suites possibles du référendum est on ne peut plus vive. *«Nous savons bien tout le profit que M. Mitterrand pourra retirer en matière de politique intérieure d'une victoire du «oui» : l'absolution de toutes ses erreurs, le moyen de réduire l'ampleur et la signification de la victoire de l'opposition aux élections législatives»*, a affirmé M. Philippe Séguin, devant quelque cinq mille personnes, mardi soir à Amnéville, en Moselle. *«Le président de la République sera relégitimé»*, a renchéri M. Charles Pasqua au cours de la même réunion.

AU même moment, invité d'un dîner-débat à la salle de la Mutualité, à Paris, M. Jacques Chirac assurait que, si le «oui» l'emporte, *«ce ne sera pas la victoire de M. Mitterrand»*, et il ajoutait : *«Ce sera, même, sa défaite.»* Et encore : *«Ce sera, en toute hypothèse, un cruel camouflet pour le président de la République»*, car *«l'Europe, qui faisait l'objet il y a quelques mois seulement, avant qu'il ne s'en mêle, d'un consensus général, est aujourd'hui un objet de division»*. Bref, M. Chirac *«doute fort que, quel que soit le résultat du référendum, M. Mitterrand puisse s'en glorifier»*.

Ceux qui veulent voter «non» contre M. Mitterrand perdent donc leur temps, selon le maire de Paris. Mais ceux qui envisageraient de le faire pour permettre une recomposition politique ont tout aussi tort, à en croire M. Séguin, qui, mardi, sur France-Inter, a exclu toute évolution de ce genre. Le RPR, a-t-il affirmé, sortira *«renforcé»* d'une victoire du «non», et M. Chirac *«sera le meilleur fédérateur du «oui» et du «non»*. Le député des Vosges est *«plus confiant que jamais dans la capacité* [du président du RPR] *à accéder à la magistrature suprême»*.

L'ancien ministre des affaires sociales considère, à la différence de son allié, M. Pasqua, que la crainte du désordre dans l'opposition ne peut qu'inciter les électeurs de droite à voter «oui». L'un veut capitaliser pour l'avenir ; l'autre, liquider sans tarder les créances qu'il s'est constituées sur leur parti commun.

PATRICK JARREAU

Les retrouvailles de M. Barre et de M. Giscard d'Estaing

CALUIRE-ET-CUIR

de notre envoyé spécial

Petit miracle de l'Europe? Après avoir accepté, samedi dernier, l'invitation à Toulouse de M. Dominique Baudis qui, en pleine fièvre rénovatrice du printemps 1989, avait pourtant réclamé sa mise à la retraite, puis retrouvé lundi à Vincennes Mme Simone Veil, qui avait refusé de faire avec lui liste commune pour les élections européennes de juin 1989, M. Giscard d'Estaing a renoué avec M. Raymond Barre, mardi soir, pour parler encore et toujours de l'Europe, à Caluire-et-Cuir, dans la banlieue lyonnaise. Cela n'était plus arrivé depuis le 9 juin 1985. C'est grâce à l'Europe qu'ils se sont connus dans les années 60, alors que l'un était jeune ministre des finances et l'autre vice-président de la Commission européenne. C'est l'Europe qui les rapproché de nouveau. L'Europe et M. Charles Millon, qui avait proposé aux intéressés ces retrouvailles.

Devant près de trois mille personnes qui ont salué comme il se devait ce couple reformé, M. Giscard d'Estaing s'est montré d'une extrême amabilité avec son ancien premier ministre, en qui il s'est plu à reconnaître *«l'homme d'Etat, de sagesse, de grande expérience et d'ardente conviction européenne»*. M. Barre fut plus approximatif, mais d'une bonne courtoisie, en soulignant à plusieurs reprises le rôle éminent tenu par l'ancien chef de l'Etat pour l'édification de l'Europe. M. Giscard d'Estaing écouta attentivement M. Barre rapporter quelques confidences du général de Gaulle. M. Barre écouta attentivement M. Giscard d'Estaing développer ses vues sur la monnaie unique. Bref, une aimable conversation d'hommes bien élevés.

Si elle avait été poussée plus loin, sans doute quelques dissonances auraient été perceptibles. Sur la politique agricole commune, sur l'effort allemand consenti pour la signature du traité, ou encore sur l'utilité du référendum. Comme M. Millon, M. Barre, qui ne semblait pas obnubilé par la survie de l'union de l'opposition, a aussi pris moins de gants que M. Giscard d'Estaing pour fustiger le comportement des hérauts du «non» qui contreviennent, selon lui, à une règle essentielle en politique, *«celle de l'honnêteté intellectuelle»*.

De même, interrogé sur les répercussions politiques du choix de dimanche prochain, M. Barre s'est-il bien gardé de tenir le discours de M. Giscard d'Estaing, selon lequel la *priorité, quoi qu'il advienne*, sera en mars prochain *«de mettre fin à la gestion socialiste de la France»*. *«Je ne suis pas un grand expert en politique, je regarde les événements les uns après les autres»*, a-t-il dit, avant d'ajouter : *«Les problèmes qui vont se poser vont aller bien au-delà de la scène politique. Il faudra remettre les affaires en ordre, et cela sera un peu douloureux, il ne faut pas le cacher.» «Surmontons nos peurs, nos craintes, nos fantasmes*, a conclu le député du Rhône, *pour une réponse tournée vers l'avenir. Ne sacrifions pas à ces craintes irrationnelles le résultat d'une politique qui a été menée pendant quarante ans.»*

Le président de l'UDF s'est montré, lui, plus prudent et plus pragmatique : *«Chaque vote compte*, a-t-il assuré. *Un vote de responsabilité où chacun et chacune d'entre nous détiendra une parcelle très précise de la destinée de la France. Les personnes âgées diront «oui» en pensant à leurs souvenirs. Les jeunes voteront «oui» en pensant à leur avenir. Quant aux autres, leur motif devrait être de montrer la capacité de la France à jouer un rôle en Europe.»*

DANIEL CARTON

□ **Meeting commun du PCF et de la LCR à Marseille.** – Environ deux cent cinquante personnes ont assisté, mardi 15 septembre, à Marseille, à un meeting commun de responsables de gauche, dont MM. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), et Guy Hermier, député communiste des Bouches-du-Rhône, appelant à voter «non» au référendum afin de *«préserver les chances d'une Europe sociale et démocratique»*. M. Yves Vidal, député (non inscrit) et ancien premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône du PS, a participé à cette réunion, de même que M. Raymond Genet, représentant l'AREV (Alternative rouge et verte).

Chez les Verts

Le «oui» de la raison contre le «non» du cœur

CAEN

de notre envoyé spécial

Mardi 15 septembre, à Caen, les Verts ont encore enrichi la panoplie des débats possibles mais inimaginables il y a seulement six mois en opposant deux des leurs sur une même tribune : Mme Dominique Voynet, porte-parole du mouvement, favorable au «non» dit «de gauche» et M. Yves Cochet, partisan d'un «oui» résigné. *«Faire de la politique c'est évaluer dans quel camp on est*, dit l'un de sa voix grave. *Mon «oui» ne sera pas un «oui» pour l'Europe que je souhaite. Mais je redoute l'Europe du «non».* *«Je suis fatiguée de me déterminer par rapport à Le Pen ou à Pasqua*, confiait l'autre sur le mode charmeur. *Je refuse de me laisser enfermer dans la question de savoir si mon «non» sera un «non» sale ou un «non» propre.»*

Ils se connaissent depuis plus de dix ans. Lui, le Breton, spécialiste en informatique, âgé de quarante-six ans, et elle, l'ancienne championne de natation devenue médecin anesthésiste, de douze ans sa cadette, ont jadis conjugué leurs enthousiasmes et leurs obstinations au sein du comité de campagne du candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1981, un certain Brice Lalonde. Depuis lors, ils se passent le relais d'année en année pour conduire, au sein des Verts, le principal courant minoritaire opposé à la majorité de M. Antoine Waechter. Quand, soudain, Maastricht les a séparés. Mais pas tout à fait.

Pour les besoins des caméras de France 3, mardi soir, ils ont remonté ensemble l'escalier qui conduit à l'Atelier du Lis, au Centre des congrès de Caen. *«C'est sûr que tu vas gagner*, dit alors Yves à Dominique. *Tu vas employer les arguments du cœur et moi ceux de la raison.»* Pour Yves, *«européen convaincu et maastrichien modéré»*, il s'agit de ne pas sombrer dans le *«gauchisme méthodologique»*. Pour Dominique, *«les engagements pour l'avenir sont comme un nœud autour du paquet, mais le paquet lui-même est inacceptable»*. M. Cochet pense que, contre le *«jacobinisme»* français, *«l'Europe de Maastricht offre une nouvelle méthode»*. Pour Mme Voynet, Maastricht ne représente rien d'autre *«qu'un accord de coopération entre gouvernements»*.

Selon un sondage tout à fait aléatoire réalisé à l'entrée de la salle et à la fin de la réunion, le «oui de la raison» n'a gagné que deux voix en deux heures et le «non» sept. Mais Mme Voynet assure raison garder : *«Si le «non» l'emporte et s'il faut renégocier, ce n'est pas avec Le Pen ou Séguin que je voudrais le faire*, dit-elle, *mais avec Yves Cochet et tous ceux qui ne seront pas heureux d'avoir voté «oui»*.

JEAN-LOUIS SAUX

□ **Les conseillers régionaux écologistes de Paris pour le «oui».** – Jugeant qu'il serait *«misérable»* de réduire le référendum du 20 septembre à un *«enjeu de politique politicienne»*, les sept conseillers régionaux de Paris élus sur les listes de Génération Ecologie et des Verts ont appelé, mardi 15 septembre, à voter «oui» à Maastricht. *«Les accords de Maastricht, bien que perfectibles, marquent des avancées dans la construction européenne et obligent à un rattrapage social entre l'Europe riche du Nord et l'Europe pauvre du Sud»*, ont-ils affirmé.

«Si le «oui» l'emporte ce sera une défaite de M. Mitterrand»

affirme M. Chirac

M. Jacques Chirac a lancé, mardi 15 septembre à Paris, devant mille cinq cent personnes réunies pour un dîner-débat au Palais de la Mutualité, un appel préventif à l'unité de son mouvement et à l'unité de l'opposition. *«Il n'y a pas de bons et de mauvais Français. Il n'y a pas de bons et de mauvais gaullistes»*, a affirmé le président du RPR, en recommandant de ne pas transformer le référendum en plébiscite, ainsi que MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin sont tentés de la faire, car *«les préoccupations de politique intérieure sont toujours les plus mauvaises conseillères lorsqu'il s'agit de définir le destin d'une nation dans son contexte international»*.

Profitant du fait que «ni le «oui» ni le «non» ne peuvent être porteurs d'un projet cohérent pour le redressement social, économique et moral de la France», M. Chirac a appelé *«le mouvement gaulliste et, au-delà, l'ensemble de l'opposition démocratique et républicaine»* à se retrouver, dès le 20 septembre au soir, *«solidaires et mobilisés pour gagner les prochaines élections législatives et pour assurer l'alternance politique dont notre pays a besoin». «C'est à ce combat contre le socialisme qui a affaibli et divisé la France, combat vital pour la nation, que je vous convie tous, et j'aurai à cœur de le conduire à ma place et de toutes mes forces»*, a-t-il conclu.

M. Jean Tibéri, député de Paris et premier adjoint à la mairie de Paris, s'est ensuite fait l'interprète de la salle en posant au président du RPR une série de questions qui témoignaient de l'angoisse de son auditoire. M. Chirac s'est inscrit en faux à plusieurs reprises, parlant même de *«fantasme»* à propos de l'immigration. *«Si le «oui» l'emporte*, a déclaré le maire de Paris, *ce sera une défaite de M. Mitterrand.»* Rappelant le précédent du référendum de 1972 qui, selon lui, avait été interprété comme un échec pour Georges Pompidou, l'ancien premier ministre a indiqué que ce résultat sera acquis *«de justesse»*, ce qui sera *«un cruel camouflet pour le président de la République»*.

Lançant de vibrants appels en faveur du «oui», notamment à destination des agriculteurs, M. Chirac a invité son auditoire à ne pas faire de la France le *«mauvais élève de la classe»* ou le *«mouton noir de l'Europe»*.

O. B.

Maastricht, vu d'Auvergne

III. – *Petite histoire d'un comité*

THIERS (Puy-de-Dôme)

de notre envoyé spécial

Le président de l'Association des vieux travailleurs est un Thiernois comme on n'en fait plus. A soixante-neuf ans, ce retraité accroché à sa cité, laquelle glisse de plus en plus dans la plaine, peste volontiers contre les usines et les maisons qui s'étendent à leur aise loin du cœur de la ville, privant celui-ci de sang neuf. Râleur comme pas un lorsque les intérêts de son association ne sont pas assez pris en compte dans le *«bulletin paroissial de la mairie»* socialiste, M. Guillaume Delignière bougonne tout autant quand on lui parle des Allemands. Cette vieille animosité remonte à 1944.

Il venait tout juste de *«foutre le camp des Chantiers de jeunesse»*. Dissimulé dans les toilettes de la gare de Clermont-Ferrand, le jeune Delignière retenait son souffle en écoutant passer la patrouille allemande sur le quai voisin. Mobilisé en 1945, il avait bien eu, alors, la médiocre satisfaction de les voir *«le ventre vide, alors que, nous, on avait les poches pleines»*, mais la vitesse de récupération et la puissance de l'Allemagne, qu'il croyait pour longtemps broyée par les bombes, a toujours conforté sa méfiance.

M. Delignière va pourtant voter en faveur du traité de Maastricht.

Prendre des risques

Ce n'est pas tellement l'article 30A ou le 60B qui le motivent. *«Il faut voter «oui», c'est tout. Voyons! Si on vote «non», on arrête tout! Qu'est-ce qu'on fera tout seuls?»* clame-t-il de sa grosse voix, sûr de son fait, convaincu *«par Victor Hugo»* que les Allemands constituent, en fait, *«la tête»* d'une Europe dont les Français seraient *«le cœur»*. Pour faire bon poids, M. Delignière a enfin recours à un argument d'un maniement délicat : *«Pinay, tout vieux qu'il est, va lui aussi voter pour le «oui»*. C'est dire.

Le président de l'Association des vieux travailleurs ne met pas son bulletin de vote dans sa poche. Pour la première fois de sa vie, il participe, même, à un petit comité rassemblant des Thiernois en faveur du «oui». Une entreprise inédite dans cette petite ville de quinze mille habitants.

C'est un kinésithérapeute de choc, président d'un club de volley-ball qui fait les beaux jours de la troisième division nationale, qui en a eu l'idée. Agacé par les sondages vibrionnants et par les inscriptions «Non à Maastricht» peintes en blanc sur la route de Vichy en lieu et place des hommages rituels rendus aux champions cyclistes, M. Yves Robert s'est mis à l'œuvre sur le tard, il y a une dizaine de jours. *«Ce qui m'intéresse, c'est la politique générale lorsqu'il s'agit d'une grande idée, ou alors la politique au niveau local, dans une petite société, où on tient à la fois le tenant et l'aboutissant. Sinon, je m'abstiens ou je vote blanc. Pour le référendum, on conjugue le général et le local. c'est pour ça que j'ai eu envie de faire quelque chose pour l'Europe»*, assure-t-il.

«Spontanément» favorable au traité de Maastricht, M. Robert se garde de tout dogmatisme. *«Ma femme de ménage m'a dit : «Je ne sais pas trop quoi faire, si je dis «oui», je peux me tromper, mais si je dis «non», c'est pareil.» C'est tout à fait exact. Simplement, les problèmes que poserait éventuellement le «oui» me paraissent plus faciles à corriger que ceux du «non». De toute façon, il ne faut pas avoir peur de prendre des risques. La démocratie permet tout de même de changer les gens quand on le veut, quand on sent qu'on ne va pas dans la bonne direction. Pour Maastricht, on verra bien à l'usage.»*

Reste que mettre sur pied un comité pour le «oui» dans une petite ville n'est pas une sinécure, surtout quand on s'y prend quinze jours avant le vote et quand on se méfie comme de la peste des étiquetages politiques. A Paris, on trouve des pétitionnaires et des signataires à la pelle. C'est même pour certains, que l'on imagine toujours à l'affût, le stylo dévissé, une seconde nature. A Thiers, où tout le monde se connaît, c'est une tout autre affaire. L'objectif fixé, en apparence modeste – la publication d'un petit article dans la presse régionale – n'a pas été une promenade de santé.

De multiples palabres

Lorsque M. Robert s'est mis à l'ouvrage, au début de la semaine dernière, il a dû essuyer pas mal de déconvenues. Pour recruter, tout d'abord, une quinzaine de noms susceptibles d'éveiller la curiosité, l'idée étant de *«faire parler et de faire réfléchir sur l'Europe». «Il y a eu ceux dont j'étais archi-sûr qu'ils votaient «oui» et qui, en fait, avaient décidé de faire le contraire. Il y a eu aussi ceux qui s'enflammaient au téléphone, mais qui se calmaient vite fait quand j'indiquais que notre affaire serait publique.»*

Vendredi 11 septembre au soir, après une semaine de démarches, vidé, qui plus est, par une journée intensive à son cabinet, où il avait comme à son habitude, mine de rien, «sondé» ses patients, le kinésithérapeute, entre deux coups de téléphone, se prenait à douter de son entreprise. *«Pourquoi je me lance là-dedans? Je ne sais pas si on va aller au bout. J'ai l'impression que le «non» va passer de toutes les façons. On le voit partout sur les murs. J'ai soigné un triathlète, ce matin, qui m'a dit qu'il avait peur de l'immigration. C'est dingue! Un sportif qui n'est pas positif!»*

Le lendemain, pourtant, la liste était enfin bouclée. Une liste rutilante, dosée comme un échantillon d'institut de sondage, estampillée cent pour cent «société civile», avec son retraité, sa veuve de guerre, son étudiant, ses sportifs de haut niveau, ses musiciens, ses chefs d'entreprises et son syndicaliste CFDT. De quoi faire pâlir d'envie M. Jack Lang.

Après de multiples palabres, les quinze parvenaient même à se mettre d'accord sur un texte que chacun voulait, au départ, marquer de son sceau. Le «comité pour le «oui», rebaptisé «Appel de soutien», assurait son attachement à *«la dynamique de quarante années»* et affirmait l'attachement des peuples à *«la paix»* et aux *«progrès économiques et sociaux»*, assurés par le traité sur l'Union européenne.

M. Robert n'était pas pour autant au bout de ses peines. En effet, il restait encore à convaincre la presse locale, l'agence locale de *la Montagne* et l'hebdomadaire thiernois *la Gazette*, pour le moins surpris par cette démarche toute aussi tardive qu'inhabituelle. *«Cela ne mène à rien de précis, c'est pour le principe»*, concluait, alors, le kiné, comme pour s'excuser de son audace. A Thiers, au moins, Maastricht aura fait mentir le mot de Paul Valéry, selon lequel *«la politique est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde»*.

GILLES PARIS

FIN

هكذا من الأصل

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Un entretien avec M. Bruno Mégret

«Si le «non» l'emportait, il faudrait demander une renégociation du traité de Rome et de l'Acte unique» nous déclare le délégué général du Front national

«A l'occasion d'autres consultations, le Front national s'est beaucoup plus engagé. Comment expliquez-vous la modestie de votre campagne?

– Je ne partage pas cet avis. Le Front national s'est engagé massivement et sans réserve. La différence avec d'autres échéances est que nous sommes très largement occultés dans les médias. Sur le terrain, quoi qu'il en soit, nos militants ont collé des centaines de milliers d'affiches et distribué des *millions* de dépliants et de tracts. Toute une série de réunions se tiennent en province avec nos orateurs nationaux. Dans la période très courte de cette campagne, on pouvait difficilement faire plus. J'ajoute que nous avons organisé des grandes manifestions nationales à La Trinité, à La Baule, à Reims et au Zénith à Paris.

– Vous ne pouvez pas contester que les autres partisans du «non», notamment M. Philippe Séguin, font campagne quotidiennement depuis de nombreuses semaines alors que ce n'est pas votre cas.

– Nous avons fait campagne pendant des mois et des mois, non pas dans les salons des médias nationaux mais sur le terrain au moment des élections régionales. Cet été, les jeunes du Front national ont sillonné les plages de France. Et aujourd'hui encore, les gros bataillons du «non» sont constitués par les militants et les électeurs du Front national.

» C'est vrai que Philippe Séguin a été intronisé champion du «non» par M. Mitterrand et par les tenants du «oui». C'est une intronisation un peu suspecte. Elle lui donne beaucoup de facilité pour s'exprimer dans les médias engagés derrière le «oui». En choisissant soi-même son adversaire, on a tendance à prendre le moins dangereux. On l'a bien vu au cours du débat télévisé avec M. Mitterrand : M. Séguin a manifesté plus d'onctuosité que de pugnacité. Chez tous les marginaux du «non», il y a un problème de cohérence : ils prétendent vouloir sauver la nation française contre le traité de Maastricht mais ils ne le font pas sur d'autres sujets, comme l'*invasion* immigrée.

«La ligne rouge de la souveraineté»

– Ne pâtissez-vous pas du fait que les partisans du «non» dans l'opposition parlementaire occupent un espace politique qui était le votre précédemment?

– Disons qu'à propos de Maastricht ils se sont, en effet, placés sur notre terrain, celui de l'idée nationale. Nous nous en réjouissons car c'est un renfort pour notre combat.

– Vous vous en réjouissez, sans vous en inquiéter?

– Non. Nous avons sur eux une formidable supériorité : un mouvement politique qui est structurellement et unanimement en cohérence avec ce que nous défendons. Eux prônent le *«non»* tout en restant dans des partis dont l'état-major défend le «oui». Ils auront un problème à régler après le référendum, soit en quittant ces partis, soit en en prenant le contrôle. Surtout pour les élections législatives.

– Il vous paraît plus important de faire campagne contre Maastricht ou contre le président de la République?

– On ne peut dissocier le projet mondialiste de Maastricht de celui qui en est l'artisan et le plus grand défenseur. M. Mitterrand est, en France et en Europe, l'un des plus actifs promoteurs de l'Europe fédérale. Notre combat politique se fait à la fois contre le projet et celui qui l'a conçu. Notre «non» est double. C'est un «non à Maastricht» et un «non à Mitterrand».

– Le débat ne risque-t-il pas ainsi d'être détourné de son objet?

– Non. Le traité de Maastricht ne tombe pas du ciel de façon inattendue. M. Mitterrand a dit lui-même que c'est une étape dans un processus. Processus que nous combattons depuis longtemps car il est bureaucratique et mondialiste.

– Selon vous, ce processus a débuté avec la signature du traité de Rome en 1957?

– Il était en germe à l'époque. Certes, la préférence communautaire, par exemple, existait dans le traité de Rome, C'est un principe identitaire et national qui est sain. Mais il a été totalement dévoyé et abandonné dans la pratique. Et, depuis, l'Europe a subi une constante dérive mondialiste. Si le «non» l'emportait, il faudrait demander une renégociation du traité de Rome et de l'Acte unique, c'est-à-dire sur une réorientation de la construction européenne. La suite du «non» à Maastricht doit être un changement de cap à 180 degrés : le passage de l'Europe mondialiste à l'Europe des patries car ce traité franchit la ligne rouge de la souveraineté.

«Un coup d'arrêt aux entreprises mondialistes»

– N'avez-vous pas plus à perdre d'une victoire du «non» que d'une victoire du «oui»?

– Ce qui est bon pour la France est bon pour le Front national, car nous sommes au service de notre pays. La victoire du «non» aurait des conséquences considérables. Ce *serait sans* doute le début d'une nouvelle période politique. Majoritairement, le peuple français donnerait un coup d'arrêt aux entreprises mondialistes. Il s'agirait également d'une sanction très grave contre le président de la République et les socialistes. Plus globalement, ce serait le désaveu de la classe politique et de l'établissement – état-major des partis, patrons-vedettes et milieu artistique, – qui se prononcent majoritairement pour le «oui». Par voie de conséquence, ce serait une *victoire* du Front national. Pour la première fois, une de ses idées principales, la défense de la nation, serait reconnue majoritaire, sans ambiguïté.

– Ne pensez-vous pas que les principaux bénéficiaires d'une victoire du «non» seraient les mêmes que ceux qui apparaissent le plus dans la campagne électorale?

– C'est effectivement ce que l'on tentera de laisser croire. Pour éviter une trop grande déstabilisation de la classe politique, il y a même peut-être une manœuvre pour faire en sorte que l'établissement se retrouve des deux côtés de la barrière, à travers MM. Pasqua, Séguin et de Villiers. Mais, au-delà de ces habillages, *ce qui compte ce n'est* pas l'apparence médiatique mais la réalité politique qui se manifeste par des forces organisées. Quels candidats incarneront le «non» aux législatives? Quelle sera l'étiquette politique qui symbolisera le *«non»*? Il n'y aura que le Front national. Sauf si MM. Pasqua et Séguin ont pris le pouvoir au RPR.

– Dans cette hypothèse, ce serait un coup dur pour le Front national?

– Cela aurait le mérite de la clarification chez eux. Et de notre côté, je ne vois pas MM. Pasqua et Séguin transformer le RPR en un Front national *bis*.

– Mais ils pourraient reprendre des électeurs perdus.

– *Ils n'y parviendront pas car* précisément ils ne vont pas au bout de la logique nationale dans laquelle ils se placent actuellement : c'est plus facile d'être contre Maastricht que contre l'immigration. Tant qu'ils n'iront pas au terme de leur raisonnement, ils ne seront pas des concurrents du Front national.

– A plusieurs reprises, vous avez utilisé le terme «mondialiste». Cela ne traduit-il pas l'obsession d'un complot conduit par des forces occultes et qui a pour but de faire naître une crainte irrationnelle dans l'électorat?

– J'ai n'ai pas parlé de complot et de forces occultes...

– Ces termes sont employés par M. Le Pen et par la presse lepéniste.

– Moi, je vous ai parlé d'idées car la grande question politique aujourd'hui, et Maastricht le montre *clairement*, c'est la *question* nationale. D'un côté, il y a la vision mondialiste, de l'autre, la vision identitaire. Du côté national, il y a *clairement* le Front national, du côté mondialiste, c'est plus flou car il existe un certain nombre de lobbies et d'organisations qui agissent dans les arcanes du pouvoir.

– Pouvez-vous définir simplement le mot «mondialiste»?

– Le mondialisme, c'est l'utopie qui voit le bonheur du monde humain dans la suppression de toutes les *différences* et de toutes les identités. Il cherche à créer le gouvernement mondial par destruction des nations, par mixage des races, par suppression des frontières et par mélange des cultures. De l'utopie marxiste qui voulait supprimer les classes, réduire les inégalités *et construire* le paradis rouge, on est passé à l'utopie mondialiste qui veut supprimer les différences et créer le paradis multicolore.»

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD

Un meeting de M. Le Pen

Sur l'air de l'«Algérie française»

«La phase finale de la bataille de Maastricht est lancée, et nous allons la gagner», a affirmé M. Le Pen, président du Front national, mardi 15 septembre à Paris. Ce traité *«nul et non avenu»* est *«un mensonge, une arnaque des peuples, un morceau de fromage hollandais dans un piège à rats»*, a assuré le chef de file de l'extrême droite, qui a daubé sur *«la volonté têtue»* des *«constructivistes»* d'instaurer *«un système supranational, une Europe fédéraliste dans laquelle nous ne serions plus maîtres chez nous»*.

Cette diatribe contre la construction européenne, responsable de la ruine *«de pans entiers de notre économie»*, M. Le Pen l'a doublée d'une vive critique de M. François Mitterrand. *«La cathédrale ésotérique du cabaliste de l'Elysée, ce n'est pas un clocher mais une banque fédérale»*, aux mains *«de fonctionnaires structurellement apatrides»*, a-t-il expliqué avant de souhaiter que *«grâce à notre vote, Maastricht soit la dernière fausse facture de Mitterrand»*. Le président du Front national a invité ses militants à scander *«Mitterrand fous le camp!»* sur l'air du slogan «Algérie française», *«comme il y a trente ans»*...

Auparavant, M. Le Pen avait, il est vrai, évoqué la disparition de Pierre Sergent, ancien activiste de l'OAS *(lire page 28)*. Avant d'observer une minute de silence à sa mémoire, M. Le Pen avait assuré que la condamnation à mort par contumace pour activités terroristes prononcée à l'encontre de l'ancien parachutiste avait constitué *«un de ses titres d'honneur»*.

G. P.

Un choix stratégique

Suite de la première page

Sans doute l'Allemagne, qui n'est *plus tout* à fait la République de Bonn, traverse-t-elle une des crises les plus graves de ses quarante dernières années : montée de la violence raciste, déficits publics, crainte de l'inflation et de la récession, instabilité sociale dans les nouveaux *Länder* de l'Est. *Toutes* ces manifestations sont à la fois causes et expressions d'une crise d'identité que la réunification, loin de *résoudre*, a exacerbée.

Sans doute la fin de la division du continent a-t-elle fait resurgir le dilemme bismarckien : l'Allemagne était trop faible pour dominer l'Europe et trop forte pour se couler dans un ordre européen, disait-on au siècle dernier. La RFA avait cru *résoudre* l'*équation*, ou, *plutôt*, la division imposée par les vainqueurs du Reich l'avait-elle résolue pour *elle*. *L'Allemagne mutilée* n'avait d'autre choix que de se couler dans la construction européenne, qui apportait à la fois la *considération internationale* et un répit à ses déchirements identitaires.

Une interrogation sur le rôle de la France

Avec la réunification, les dirigeants allemands ont fait le choix de la continuité, de l'ancrage à l'Ouest et à la Communauté européenne, au prix de sacrifices plus *ou moins lourds* selon les cas, supportables quand il s'agit d'abandonner une souveraineté dont ils *ont appris à craindre les excès*, douloureux quand il faut créer une monnaie unique signifiant la fin du deutschemark, symbole de la *prospérité* et de la stabilité. Il serait paradoxal que ce soit justement à ce moment-là que *les Français* choisissent de leur claquer au nez la porte de l'Europe.

Paradoxal et dangereux. Moins parce que les démons allemands se réveilleraient, comme si une fatalité antique pesait sur ce peuple, *mais parce que le nationalisme, si* vigoureux à l'est du continent, risquerait de n'épargner plus personne, effaçant d'un trait les *«acquis de la guerre froide»*.

Derrière l'Allemagne et les inquiétudes qu'elle suscite se cache en fait une interrogation implicite sur la France, son action extérieure *et sa place dans le monde*, après la chute du communisme. La France a vécu pendant quarante ans des «dividendes de Yalta» : prééminence sur une Allemagne internationalement sous tutelle, siège permanent au Conseil de sécurité, appartenance au *club* des *puissances* nucléaires. Ces trois fondements du «rang» de la France ne sont aujourd'hui plus aussi pertinents *que par le passé*. *Le premier* a disparu avec la réunification; le second est contesté par les nouvelles puissances, notamment par l'Allemagne, qui ne désespère *pas* de trouver une place digne de son poids à la faveur d'une réforme des Nations unies; quant à *la force* de dissuasion, la disparition de la menace à l'Est et la multiplication des risques tous azimuts exigent pour le *moins* une *redéfinition* de ses moyens et de sa fonction.

Le traité de Maastricht ne répond pas à toutes ces questions. On peut même penser que les Douze, lors des négociations sur l'Union politique et monétaire, les ont sciemment éludées pour ne pas *s'avancer sur un terrain* où les inconnues sont plus nombreuses que les certitudes. Mais mieux vaut *les poser dans l'ensemble* communautaire plutôt que de chercher à les résoudre chacun pour soi, ou *pis : à les nier*. Allemands et Français ont fait au cours des dernières années quelques progrès dans cette voie. Sur les problèmes de défense, malgré des positions à l'origine opposées, malgré les ambiguïtés et les *arrière-pensées*, ils *ont constitué* un embryon de ce qui pourra devenir plus tard une défense européenne.

Certes, ils sont encore loin de pouvoir mener en commun une action cohérente. La guerre en Yougoslavie en offre la triste illustration, et il serait naïf de croire que *«si Maastricht avait existé, les Européens auraient pu agir plus efficacement»*, comme le disent parfois les partisans du «oui». Ce ne sont pas seulement les moyens qui ont manqué, c'est une vision partagée. Ce ne sont pas les mécanismes de concertation qui ont été insuffisants, ce sont les intérêts divergents, voire les réflexes nationaux, qui ont pris le dessus.

L'absence d'une vision partagée

Mais l'Europe minimale qui existe déjà, et qu'un «non» français à Maastricht mettrait en danger, a au moins permis que les Etats d'Europe occidentale ne reforment pas, à l'occasion de la crise yougoslave, les constellations d'alliances ancestrales. *Même parés* des meilleures intentions humanitaires ou démocratiques, Allemands et Français n'en étaient pas *très loin*; ils *se sont arrêtés* à temps, parce que les solidarités tressées au cours de trente ans de coopération ont été plus fortes *que* les pesanteurs historiques. Sur ce parcours, Maastricht n'est qu'une étape.

Beaucoup restera à faire – si le «oui» l'emporte – pour rendre irréversible le choix de ceux qui œuvrent depuis des décennies pour une Europe fondée sur l'amitié franco-allemande; mais rien ne sera détruit de ce qui a déjà été accompli. Si c'est le «non»...

DANIEL VERNET

POINT DE VUE

Qui convaincre de quoi ?

par Olivier Duhamel

PARADOXE dangereux : deux Français sur trois pensent que le *«oui»* va *gagner*, mais ils ne sont à peu près qu'un électeur sur deux à indiquer une intention de vote en faveur du *«oui»*. *Est-il possible que* les Français n'aient pas compris que la victoire du «non» n'est pas exclue, pas du tout exclue? Ce point s'avère *aussi compliqué que* décisif. Rappelons-nous. De mai à fin août, tous les responsables ou presque affirment que le «oui» est certain. *Les Français* n'apprécient guère. Le «non» monte, *monte*. Jusqu'à ce que l'opinion découvre que le «non» pouvait l'emporter. D'où le (petit) sursaut en faveur du *«oui»*.

La fin août aura été un moment décisif, en ceci que la dynamique du «non» a été cassée par sa révélation. Suit l'émission réussie de *François Mitterrand* et le tapage, plus contestable, sur ses effets, et la supposée progression considérable du «oui». D'où la stagnation du «oui». Autrement *dit, contrairement à ce que croient* ceux qui ont en charge la mobilisation de l'opinion, annoncer une victoire assurée du «oui» renforce le vote «non». *Première condition donc, que* les Français perçoivent la réalité, le risque d'une victoire du «non».

Deuxième difficulté, nous avons affaire à un référendum schizophrénique, *plus encore qu'en* 1969. Etes-vous pour l'Europe? Les Français répondraient «oui» à 70 %. Etes-vous pour Mitterrand? Les Français répondraient «non» à 70 %. *Enlevez d'un côté* les 20 % fidèles à Mitterrand et pro-européens, de l'autre les 20 % hostiles et à Mitterrand et à l'Europe, *il reste 60 % d'électeurs confrontés* à un dilemme douloureux. D'où l'absolue nécessité pour les tenants du «oui» de faire comprendre qu'une victoire du «non» *porterait un coup sérieux* à l'Europe. Ce ne devrait pas être trop difficile puisque c'est ainsi que pense le monde entier qui regarde la France. Et *pourtant*, les partisans de l'Union européenne n'y parviennent pas tout à fait. Parce que nombre de Français ne veulent pas sortir de la schizophrénie *imposée et adoptent du coup* le discours de Séguin, selon lequel «non» à Maastricht n'est pas «non» à l'Europe – condition *sine qua non* de validation d'un vote «non». Deuxième condition d'une victoire du «oui», que les Français au fond d'eux-mêmes admettent cette vérité, qu'un succès du *«non» sera en fait un «non»* à l'Europe.

Troisième difficulté, les conséquences de politique intérieure apparaissent confuses. Cette incertitude peut aider le «oui», *chez les peureux – à la différence* de 1969, ne pointe aucun Pompidou pour réparer les pots cassés. Cette incertitude peut aider le «non», *chez les curieux* – comme en 1968, les refus se coagulent sans souci du lendemain. Joue en faveur du «oui» la proximité des législatives, la certitude qu'ont les *Français qu'ils pourront dire «non»* aux socialistes dans six mois. Joue en faveur du «non» la perspective de la cohabitation, le risque *pour ses adversaires que* François Mitterrand reste en place jusque 1995. Le chef de l'Etat a magnifiquement répliqué aux Minc, *d'Ormesson and co. qu'en somme* on lui demandait de partir dans tous les cas de figure. Mais la réussite d'une pirouette ne règle *pas le problème. Et le problème* existe, quoi qu'en disent les électeurs. Certes, ils affirment massivement que leur vote est *déterminé par* le traité, *pas par leur* sentiment pour Mitterrand. Mais, outre qu'il s'agit d'une réponse de convenance, voire d'autovalorisation, *leur opinion sur le traité a été*, dans nombre de cas, *déterminée* par leur opinion sur Mitterrand. Il est des électeurs de mauvaise *foi*, comme *Pasqua*, *Séguin ou* de Villiers – qui avaient approuvé l'Acte unique et qui auraient approuvé Maastricht s'ils étaient au pouvoir mais le refusent *parce qu'ils n'y sont pas*. Pour les autres, ceux qui hésitent encore, il faut qu'ils considèrent qu'un «oui», si durable pour l'Europe, *sera éphémère en politique intérieure*. Que le «oui» arraché aux opposants, dirigeants et électeurs, les rendra plus durs après et non plus complaisants. *Qu'à l'inverse un «non»*, aucunement *éphémère pour* l'Europe, ne garantit pas le départ de Mitterrand.

Troisième condition d'une victoire du «oui», que les Français se *persuadent de l'évidence* que le «non» ne les débarrasserait pas à coup sûr de Mitterrand et que le «oui» ne lui ouvre pas un nouveau règne.

Consultation à haut risque

Qui peut convaincre ceux qui ne sont pas définitivement convaincus, et *qui sont accessibles* à la *raison*, dans les quelques jours qui restent. Convaincre les jeunes, massivement en faveur du «oui» il y a peu, mais ayant évolué à *contre-courant. Convaincre* les femmes, qui ont, plus que les hommes, rallié le «oui», puisque ce sont elles qui ont arrêté la dynamique du «non» début *septembre* et *qu'elles peuvent encore* assurer la victoire du «oui». Convaincre les agriculteurs, passés de manière si extravagante dans l'hostilité quasi unanime alors *qu'ils auraient* plus que *quiconque* à perdre d'un recul de l'Europe. Convaincre les RPR, qui ont plus varié en trois mois que tous les autres *(47 % de «non» fin juin, 70 % de «non» fin août, 60 % de «non» début septembre*, d'après les enquêtes de la SOFRES). Convaincre les UDF, dont un bon tiers *refuse encore le «oui» malgré* le profondeur de leur attachement à la construction européenne. Convaincre les sympathisants écologistes, on ne peut plus volatils. *Convaincre les sans-attache* partisane, qui sont légion. Qui peut convaincre que le vote ne porte pas sur Mitterrand? Pas le président, nécessairement suspect. Il *est au demeurant* exclu qu'il annonce un départ en cas de «oui», et le ferait-il que l'aveu dramatique d'un tel échec n'assurerait même pas de façon certaine *l'adoption du traité. Guère les* responsables socialistes, ils ne peuvent appeler à ce qu'on les sanctionne en mars prochain. Restent les Européens *non socialistes*.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que *ceux qui ont résolu le dilemme* schizophrénique en faveur de l'Europe soient les mieux placés pour aider les électeurs à trancher entre leurs désirs *contraires et rappeler tant la fermeté de leur opposition* que la force de leur conviction. Qui peut convaincre que le «oui» n'est pas assuré? Tous les observateurs *sérieux qui* savent bien que le *«non»* peut *gagner*. Qui peut convaincre enfin du plus important, que c'est de l'Europe qu'il s'agit? Tous les honnêtes gens qui *ont la parole et ne peuvent* sérieusement croire que l'Europe se porterait mieux en cas de victoire du «non». Or telle n'est pas la moindre *vertu de ce référendum à haut* risque. Tous les Français ont la parole. Tous débattent entre eux. Un voisin peut être plus convaincant qu'un politicien. Ceux *qui ont fait vraiment le choix de l'Europe* en sont désormais les propagandistes les plus sûrs.

► **Olivier Duhamel, politologue, est professeur à l'université Paris-I.**

EN BREF

□ **La commission des affaires étrangères du Sénat roumain approuve le traité de Maastricht.** – La commission des affaires étrangères du Sénat a approuvé, mardi 15 septembre, le traité de Maastricht. Les *sénateurs devaient* l'examiner en séance pleinière mercredi, l'adoption devant intervenir dans la journée de jeudi. La décision de la commission sénatoriale est le premier pas formel en vue d'une ratification qui ne sera complète qu'après le vote des deux Chambres. Le président du conseil, M. Giulano Amato s'était engagé à faire voter le traité par l'une des deux Chambres, avant le référendum français. – *(AFP, AP.)*

□ ***Le premier ministre danois pour le «oui».*** – Le premier ministre danois, M. Poul Schluter a émis l'espoir, mardi 15 septembre, que les Français voteront *«oui»* dimanche prochain lors du référendum sur Maastricht. *«Si c'est un «non» français, la coopération européenne tombera au creux de la vague et cela comporte des éléments de risque (...). Si c'est un «oui» français, les autres pays ratifieront en quelques mois.»* – *(AP.)*

هكذا من الأصل

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Le choix des élus d'une région à l'autre

Nous publions la deuxième partie du recensement, région par région, des prises de position des élus – députés, sénateurs, parlementaires européens, présidents des conseils généraux et régionaux – sur le traité de Maastricht. La première partie de cette liste a été publiée dans *le Monde* du 16 septembre. Celle concernant l'outre-mer sera publiée dans notre prochain numéro.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

AUDE

Oui : Joseph Vidal (PS, d.), Régis Barailla (PS, d.), Jacques Cambolive (PS, d.), Raymond Courrière (PS, s. et prés. cons. gén.), Roland Courteau (PS, s.).

GARD

Oui : Jean Bousquet (UDF, d.), *Jean-Marie Cambacérès (ex-PS, d.)*, Georges Benedetti (PS, d.), Alain Journet (PS, d.), Gilbert Baumet (FU, s. et prés. cons. gén.), Claude Pradille (PS, s.), André Rouvière (PS, s.).

Non : Gilbert Millet (PC, d.).

HÉRAULT

Oui : Willy Dimeglio (UDF-PR, d.), Gérard Saumade (PS, d. et prés. cons. gén.), Georges Frêche (PS, d.), Bernard Nayral (PS, d.), Alain Barrau (PS, d.), Jean Lacombe (PS, d.), *Gérard Delfau (PS, s.)*, André Vézinhet (PS, s.), Marcel Vidal (PS, s.).

Non : René Couveinhes (RPR, d.), *Jean-Claude Martinez (FN, p. e.)*.

LOZÈRE

Oui : Adrien Durand (UDF-CDS, d.), Jacques Blanc (UDF-PR, d., prés. cons. rég.), Joseph Caupert (UDF-PR, s.), Janine Bardoux (UDF-PR, prés. cons. gén.).

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Oui : Pierre Estève (PS, d.), Henri Sicre (PS, d.), Paul Alduy (UDF-PSD, s.).

Ne se prononcent pas : Claude Barate (RPR, d.), *Jacques Farran (UDF-PR, d.)*, André Daugnac (UDF-CDS, s.), René Marquès *(UDF, prés. cons. gén.)*.

LIMOUSIN

CORRÈZE

Oui : François Hollande (PS, d.), Jean Charbonnel (maj. p., d.), Jacques Chirac (RPR, d.), Henri Belcour (RPR, s.), Georges Mouly (UDF-rad., s.), Jean-Pierre Dupont (RPR, prés. cons. gén.).

CREUSE

Oui : André Lejeune (PS, d.), Gaston Rimareix (PS, d.), William Chervy (PS, s.), Michel Moreigne (PS, s.), *Thierry Chandernagor* (PS, prés. cons. gén.).

Non : Jean-Claude Pasty (RPR, p. e.).

HAUTE-VIENNE

Oui : Robert Savy (PS, d. et prés. cons. rég.), Jean-Claude Peyronnet (PS, d. et prés. cons. gén.), Marcel Mocœur (PS, d.), Alain Rodet (PS, d.), Jean-Pierre Demerliat (PS, s.), Robert Laucournet (PS, s.).

Non : Jacques Tauran (FN, p. e.).

LORRAINE

MEURTHE-ET-MOSELLE

Oui : André Rossinot (UDF-rad., d.), Claude Gaillard (UDF-PR, d.), Daniel Reiner (PS, d.), Michel Dinet (PS, d.), Jean-Yves Le Déaut (PS, d.), Jean-Paul Durieux (PS, d.), Roger Boileau (div. d., s.), Claude Huriet (UDF, s.), Hubert Martin (UDF-PR, s.), Richard Pouille (div. d., s.), Marie-Claude Vayssade (PS, p. e.).

Non : Gérard Léonard (RPR, d.), François Guillaume (RPR, p. e.), Jacques Baudot (UDF-CDS, prés. cons. gén.).

MEUSE

Oui : Gérard Longuet (UDF-PR, d. et prés. cons. rég.), Jean-Louis Dumont (PS, d.), Rémi Herment (UDF, s. et prés. cons. gén.), Michel Rufin (div. d., s.).

MOSELLE

Oui : Jean Laurain (PS, d.), Denis *Jacquat* (UDF-PR, d.), Aloyse Warhouver (FU, d.), Jean Seitlinger (UDF-CDS, d.), Charles Metzinger (PS, d.), Jean-Marie Demange (RPR, d.), René Drouin (PS, d.), André Bohl (UDF-CDS, s.), Jean-Eric Bousch (RPR, s.), Jean-Pierre Masseret (PS, s.), Philippe Leroy (RPR, prés. cons. gén.).

Non : Jean-Louis Masson (RPR, d.), *André Berthol* (RPR, d.), Jean Kiffer (div. d., d.), Roger Husson (RPR, s.), Paul Souffrin (PC, s.), *Marie-Anne Isler-Beguin* (Verts, p. e.).

VOSGES

Oui : Christian Pierret (PS, d.), Serge Beltrame (PS, d.), Christian Poncelet (RPR, s. et prés. cons. gén.), Albert Voilquin (UDF-PR, s.).

Non : Philippe Séguin (RPR, d.), Christian Spiller (div. d., d.).

MIDI-PYRÉNÉES

ARIÈGE

Oui : Augustin Bonrepaux (PS, d.), René Massat (PS, d.), Germain Authié (PS, s.), Robert Naudi (PS, prés. cons. gén.).

AVEYRON

Oui : Jean Briane (UDF-CDS, d.), *Jean Rigal (MRG, d.)*, Jean Puech (UDF-PR, s. et prés. cons. gén.), Marc Censi (UDF-PR, prés. cons. rég.).

Non : Bernard Seillier (UDF-PR, s.), Yves Fremion (Verts, p. e.).

Ne se prononce pas : Jacques Godfrain (RPR, d.).

HAUTE-GARONNE

Oui : Dominique Baudis (UDF-CDS, d.), Gérard Bapt (PS, d.), Claude Ducert (PS, d.), Robert Loïdi (PS, d.), Jacques Roger-Machart (PS, d.), *Jean-François Lamarque* (PS, d.), Pierre Ortet (PS, d.), Claude Cornac (PS, s.), Jean Peyrafitte (PS, s.), Gérard Roujas (PS, s.), Henri Saby (PS, p. e.), Pierre Izard (PS, prés. cons. gén.).

Non : Hélène Mignon (PS, d.), Maryse Bergé-Lavigne (PS, s.), Sylviane Ainardi (PC, p. e.).

Blanc ou nul : Gérard Onesta (Verts, p. e.).

GERS

Oui : Jean Laborde (PS, d.), Jean-Pierre Joseph (PS, d.), Robert Castaing (PS, s.), Aubert Garcia (PS, s.) Aymeri de Montesquiou (UDF-rad., p. e.).

Non : Yves Rispat (app. RPR, prés. cons. gén).

LOT

Oui : Bernard Charles (MRG, d.), Françoise Malaval (PS, d.), André Boyer (MRG, s.), Marcel Costes (PS, s.), Maurice Faure (MRG, prés. cons. gén.).

HAUTES-PYRÉNÉES

Oui : Pierre Forgues (PS, d.), Claude Gaits (MRG, d.), Claude Miqueu (ex-PS, d.), François Abadie (MRG, s.), *Hubert Peyou* (ex-MRG, s.), Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS, p. e.), François Fortassin (MRG, prés. cons. gén.).

TARN

Oui : Pierre Bernard (PS, d.), Charles Pistre (PS, d.), Jacqueline Alquier (PS, d.), Louis Brives (div. g., s.), Thierry Carcenac (PS, prés. cons. gén.).

Non : Bernard Antony (FN, p. e.).

Ne se prononcent pas : Jacques Limouzy (RPR, d.), François Delga (div d., s.).

TARN-ET-GARONNE

Oui : Hubert Gouze (PS, d.), Jean-Paul Nunzi (PS, d.), Yvon Collin (MRG, s.), Jean-Michel Baylet (MRG, prés. cons. gén.).

Non : Jean Roger (MRG, s.).

NORD-PAS-DE-CALAIS

NORD

Oui : Pierre Mauroy (PS, d.), Bernard Derosier (PS, d.), Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS, d.), Denise Cacheux (PS, d.), Robert Anselin (PS, d.), Bernard Carton (PS, d.), Gérard Vignoble (UDF-CDS, d.), Jean-Pierre Balduyck (PS, d.), Yves Durand (PS, d.), Albert Denvers (PS, d.), André Delattre (PS, d.), Marc Dolez (PS, d.), Jean *Le Garrec (PS, d.), Christian Bataille* (PS, d.), Umberto Battist (PS, d.), Marcel Dehoux (PS, d.), Guy Allouche (PS, s.), Jacques Bialski (PS, s.), André Diligent (UDF-CDS, s.), Roland Grimaldi (PS, s.), Jean-Louis Borloo (div. d., p. e.), Gérard Caudron (PS, p. e.), Bernard Frimat (PS, p. e.), Jacques Vernier (RPR, p. e.).

***Non :** Claude Dhinnin (RPR, d.)*, Serge Charles (RPR, d.), Charles Paccou (RPR, d.), Georges Hage (PC, d.), René Carpentier (PC, d.), Alain Bocquet (PC, d.), Fabien Thiémé (PC, d.), Marie-Fanny Gournay (RPR, s.), Arthur Moulin (RPR, s.), Claude Prouvoyeur (CNI, s.), Yvan Renar (PC, s.), Maurice Schumann (RPR, s.), Hector Viron (PC, s.), *Pierre Ceyrac (FN, p. e.)*, Marie-Christine Blandin (Verts, prés. cons. rég.).

***Ne se prononcent pas :** Maurice* Sergheraert (div. d., d.), Jean-Paul Bataille (UDF-PR, s.), Jacques Donnay (RPR, *prés.* , cons. gén.).

PAS-DE-CALAIS

Oui : Jean-Pierre Defontaine (MRG, d.), *André Delehedde* (PS, d.), Léonce Deprez (UDF-PSD, d.), Guy Lengagne (PS, d.), Dominique Dupilet (PS, d.), André Capet (PS, d.), Roland Huguet (PS, d. et prés. cons. gén.), Claude Galametz (PS, d.), Marcel Wacheux (ex-PS, d.), Noël Josèphe (PS, d.), Jean-Pierre Kucheida (PS, d.), Jean-Claude Bois (PS, d.), Albert Facon (PS, d.), *André Delelis (PS, s.)*, Henri Gallet (PS, s.), Daniel Percheron (PS, s.), Roger Poudonson (UDF-CDS, s.), Jean-Marie Alexandre (PS, p. e.).

Non : Philippe Vasseur (UDF-PR, d.), Jean-Luc Bécart (PC, s.), Henri Collette (RPR, s.), Désiré Debavelaere (CNI, s.).

BASSE-NORMANDIE

CALVADOS

Oui : Francis Saint-Ellier (UDF-PR, d.), Dominique Robert (PS, d.), Yvette Roudy (PS, d.), Nicole Ameline (UDF-PR, d.), François d'Harcourt (app. UDF, d.), René Garrec (UDF-PR, d. et prés. cons. rég.), *Philippe de Bourgoing* (UDF-PR, s.), Ambroise Dupont (UDF-PR, s.), Jean-Marie Girault (UDF-PR, s.), Anne d'Ornano (UDF-PR, prés. cons. gén.).

MANCHE

Oui : Jean-Marie Daillet (FU, d.), René André (RPR, d.), Claude Gatignol (UDF-PR, d.), Bernard Cauvin (PS, d.), Jean-Pierre Tizon (UDF, s.), Pierre Aguiton (UDF-PR, prés. cons. gén.).

Non : Alain Cousin (RPR, d.), Jean-François Legrand (RPR, s.).

***Ne se prononce pas :** René Travert* (CNI, s.).

ORNE

Oui : Francis Geng (UDF-CDS, d.), Michel Lambert (PS, d.), Henri Olivier (CNI, s.).

Non : Daniel Goulet (RPR, d.), Hubert d'Andigné (RPR, s. et prés. cons. gén.).

HAUTE-NORMANDIE

EURE

Oui : Alfred Recours (PS, d.), Ladislas Poniatowski (UDF-PR, d.), Alain Bureau (PS, d.), Freddy Deschaux-Beaume (PS, d.), Joël Bourdin (UDF-PR, s.), Henri Collard (UDF-rad., s. et prés. cons. gén.).

Non : Jean-Louis Debré (RPR, d.), Alain Pluchet (RPR, s.).

SEINE-MARITIME

Oui : Michel Bérégovoy (PS, d.), Dominique Gambier (PS, d.), Pierre Bourguignon (PS, d.), Laurent Fabius (PS, d.), Jean-Claude Bateux (PS, d.), Paul Dhaille (PS, d.), Antoine Rufenacht (RPR, d. et prés. cons. rég.), Jean Vittrant (PS, d.), Jean-Marie Leduc (PS, d.), Jean Beaufils (PS, d.), Alain Le Vern (PS, d.), André Bettencourt (UDF-PR, s.), Paul Caron *(UDF-CDS, s.)*, Tony Larue (PS, s.), Jean Lecanuet (UDF-CDS, s. et prés. cons. gén.), Jean-Louis Bourlanges (UDF-CDS, p. e.).

Non : André Duroméa (PC, d.), Geoffroy de Montalembert (RPR, s.), Robert Pagès (PC, s.).

PAYS DE LA LOIRE

LOIRE-ATLANTIQUE

Oui : Monique Papon (UDF-CDS, d.), Jean-Marc Ayrault (PS, d.), Jacques Floch (PS, d.), *Edouard Landrain (UDF, d.)*, Xavier Hunault (div. d., d.), Olivier Guichard (RPR, d. et prés. cons. rég.), *Claude Evin (PS, d.), Joseph* Maujoüan du Gasset (UDF-PR, d.), François Autain (PS, s.), Charles-*Henri de Cossé-Brissac* (UDF-PR, s. et prés. cons. gén.), Bernard Legrand (div. d., s.), Martine Buron (PS, p. e.), Bernard Thareau (PS, p. e.).

Non : Elisabeth Hubert (RPR, d.), Lucien Richard (RPR, d.), Michel Chauty (RPR, s.), Luc Dejoie (RPR, s.).

MAINE-ET-LOIRE

Oui : Roselyne Bachelot (RPR, d.), *Hubert Grimault (UDF-CDS, d.)*, Edmond Alphandéry (UDF-CDS, d.), Jean Bégault (UDF, d.), *Maurice Ligot (UDF, d.)*, Hervé de Charette (UDF, d.), Marc Laffineur (UDF, d.), Auguste Chupin (UDF-CDS, s.), Jean Huchon (UDF, s.), Charles Jolibois (div. d., s.), Jean Sauvage (UDF-CDS, prés. cons. gén.).

MAYENNE

Oui : Jean Arthuis (UDF-CDS, s., prés. cons. gén.), René Ballayer (UDF-CDS, s.).

Non : François d'Aubert (UDF-PR, d.), Henri de Gastines (RPR, d.), Roger Lestas (UDF-PR, d.).

SARTHE

Oui : Gérard Chasseguet (RPR, d.), Raymond Douyère (PS, d.), Guy-Michel Chauveau (PS, d.), Jean-Claude Boulard (PS, d.), *Michel d'Aillières (UDF-PR, s.)*, Jacques Chaumont (RPR, s.), Roland du Luart (UDF-PR, s.).

Non : François Fillon (RPR, d. et prés. cons. gén.).

VENDÉE

Oui : Philippe Mestre (UDF, d.), Pierre Métais (PS, d.), Michel Crucis *(UDF-PR, s.)*.

Non : Jean-Luc Preel (UDF, d.), Pierre Mauger (RPR, d.), Philippe *de Villiers* (UDF-PR, d. et prés. cons. gén.), Louis Moinard (UDF-CDS, s.), Jacques Oudin (RPR, s.).

PICARDIE

AISNE

Oui : René Dosière (PS, d.), Jean-Pierre Balligand (PS, d.), Bernard *Lefranc* (PS, d.), *Paul Girod (UDF*, s. et prés. cons. gén.), François Lesein (UDF-rad., s.), Charles Baur (UDF-PSD, p. e. et prés. cons. rég.).

Non : Daniel Le Meur (PC, d.), André Rossi (UDF-rad., d.) Jacques Braconnier (RPR, s.).

OISE

Oui : Olivier Dassault (RPR, d.), Jean-François Mancel (RPR, d. et prés. cons. gén.), Jean Anciant (PS, d.), Michel Françaix (PS, d.), François-Michel Gonnot (UDF-PR, d.), Jean-Pierre Braine (PS, d.), Michel Souplet (UDF-CDS, s.).

Non : Arthur Dehaine (RPR, d.), Amédée Bouquerel (RPR, s.), Jean Natali (RPR, s.).

SOMME

Oui : Jean-Claude Dessein (PS, d.), Gilles de Robien (UDF-PR, d.), Pierre Hiard (PS, d.), Jacques Becq (PS, d.), Jacques Fleury (PS, d.), *Charles-Edmond Lenglet* (div. d., s.), Jacques Mossion (UDF-CDS, s.), Fernand Demilly (UDF-PSD, prés. cons. gén.).

Non : Gautier Audinot (div. d., d.), Max Lejeune (UDF-PSD, s.), Maxime Gremetz (PC, p. e.).

POITOU-CHARENTES

CHARENTE

***Oui :** Georges Chavanes* (UDF-CDS, d.), Jérôme Lambert (PS, d.).

Non : Michel Alloncle (RPR, s.).

Ne se prononcent pas : Pierre-Rémy Houssin (RPR, d. et prés. cons. gén.), Jean-Michel Boucheron (ex-PS, d.), Pierre Lacour (UDF-CDS, s.).

CHARENTE-MARITIME

Oui : Michel Crépeau (MRG, d.), Jean-Guy Branger (UDF, d.), Roland Beix (PS, d.), Pierre-Jean Daviaud (PS, d.) Jean de Lipkowski (RPR, d.), Claude Belot (UDF-rad., s.), François Blaizot (UDF-CDS, s. et prés. cons. gén.), Marie-José Denys (PS, p. e.).

Non : Michel Doublet (RPR, s.).

DEUX-SÈVRES

Oui : André Clert (PS, d.), *Jean-Pierre Marché* (PS, d.), Albert Brochard (UDF-CDS, d.), Jean Dumont *(UDF-PR, s.), Georges Treille* (UDF-rad., s.), Michel Hervé (PS, p. e.), André Dulait (UDF, prés. cons. gén.).

Non : Jean de Gaulle (RPR, d.).

VIENNE

Oui : Jacques Santrot (PS, d.), Jean-Yves Chamard (RPR, d.), Guy Monjalon (PS, d.), René Monory (UDF-CDS, s. et prés. cons. gén.), Guy Robert (UDF-CDS, s.), Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR, p. e. et prés. cons. rég.).

Non : *Arnaud Lepercq (RPR, d.)*.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Oui : François Massot (PS, d.), André Bellon (PS, d.), Fernand Tardy (PS, s.).

Non : Jean Rinaldi (RPR, prés. cons. gén.).

HAUTES-ALPES

Oui : Daniel Chevallier (PS, d.), Patrick Ollier (RPR, d.), Marcel Lesbros (UDF-PR, s. et prés. cons. gén.), *Pierre Bernard-Reymond* (UDF-CDS, p. e.).

ALPES-MARITIMES

***Oui :** Charles Ehrmann* (UDF-PR, d.), Martine Daugreilh (ex-RPR, d.), Rudy Salles (UDF-PR, d.), Pierre Merli (UDF-rad., d.), Louise Moreau (UDF-CDS, d.), José Balarello (UDF-PR, s.), Pierre Laffitte (UDF-rad., s.).

Non : Emmanuel Aubert (RPR, d.), Christian Estrosi (RPR, d.), Suzanne Sauvaigo (RPR, d.), Pierre Bachelet (RPR, d.), Honoré *Bailet* (RPR, s.), Charles Ginesy (RPR, s. et prés. cons. gén.), Jean-Marie Le Pen (FN, p. e.).

BOUCHES-DU-RHÔNE

Oui : Roland Blum (UDF-PR, d.), Jean-François *Mattei* (UDF-PR, d.), Philippe Sanmarco (PS, d.), Janine Ecochard (PS, d.), Jean-Claude Chermann (maj. prés., d.) Michel Pezet (PS, d.), Marius Masse (PS, d.), Christian Kert (UDF-CDS, d.), Henri d'Attilio (PS, d.), François *Bernardini (PS, d.), Jean-Claude* Gaudin (UDF-PR, s. et prés. cons. rég.), Louis Philibert (PS, s.), Jacques Rocca Serra (maj. prés., s.), André Vallet (PS, s.), Robert Vigouroux (maj. prés., s.), Frédéric Rosmini (PS, p. e.), Lucien Weygand (PS, prés. cons. gén.).

Non : Guy Hermier (PC, d.), Jean Tardito (PC, d.), Yves Vidal (ex-PS, *d.), Paul Lombard (PC, d.), Léon* Vachet (RPR, d.), Jean-Pierre Camoin (RPR, s.), Louis Minetti (PC, s.), Bernard Boissière (Verts, p. e.), Bruno Mégret (FN, p. e.).

Ne se prononce pas : Jean-Pierre Peretti Della Rocca (div. d, d.).

VAR

Oui : Daniel Colin (UDF-PR, d.), Louis Colombani (UDF-PR, d.), Yann Piat (UDF-PR, d.), Hubert Falco (UDF-PR, d.), Arthur Paecht (UDF-PR, d.), Maurice Arreckx (UDF-PR, s. et prés. cons. gén.), François Trucy (UDF-PR, s.), Alain Bombard (PS, p. e.).

Non : Jean-Michel Couve (RPR, d.), René-Georges Laurin (RPR, s.), Bernard Le Chevallier (FN, p. e.).

VAUCLUSE

Oui : Guy Ravier (PS, d.), André Borel (PS, d.), Jean Gatel (PS, d.).

Non : Jean-Michel Ferrand (RPR, d.), Jacques Bérard (RPR, s.), Alain Dufaut (RPR, s.), Régis Deroudilhe *(div. d., prés . cons. gén.)*.

RHÔNE-ALPES

AIN

Oui : Jacques Boyon (RPR, d.), Charles Millon (UDF-PR, d. et prés. cons. rég.), Michel Voisin, (UDF-CDS, d.), Jean-Paul Emin (UDF-PR, s.) Jean Pépin (UDF-PR, s. et prés. cons. gén.).

Non : Lucien Guichon (RPR, d.).

ARDÈCHE

Oui : Claude Laréal (PS, d.), Henri-Jean Arnaud (RPR, d.), Jean-Marie Alaize (PS, d.), Henri Torre (UDF, s. et prés. cons. gén.).

Non : Bernard Hugo (RPR, s.).

DRÔME

Oui : Roger Leron (PS, d.), Alain Fort (PS, d.), Henri Michel (PS, d.), Georges Durand (UDF-PR, d.), Jean Besson (PS, s.), Gérard Gaud (PS, s.), Jean Mouton (UDF-CDS, prés. cons. gén.).

ISÈRE

Oui : Richard Cazenave (RPR, d.), Jean-Pierre Luppi (PS, d.), Michel Destot (PS, d.), Didier Migaud (PS, d.), Alain Moyne-Bressand (UDF-PR, d.), Georges Colombier (UDF-PR, d.), René Bourget (PS, d.), Yves Pillet (PS, d.), Jean Boyer (UDF-PR, s.), Guy Cabanel (UDF-PR, s.), Charles Descours (RPR, s.), Jean Faure *(UDF-CDS, s.)*, Alain Carignon (RPR, prés. cons. gén.).

Non : Jean-François Delahais (PS, d.).

LOIRE

Oui : Jean-Pierre Philibert (UDF-PR, d.), François Rochebloine (UDF-CDS, d.), Jean Auroux (PS, d.), Pascal Clément (UDF-PR, d.), François Mathieu (UDF-rad., s.), Louis *Mercier (UDF-CDS, s.), Claude Mont* (UDF-CDS, s.).

Non : Christian Cabal (RPR, d.) Théo Vial-Massat (PC, d.), Henri Bayard (UDF-PR, d.).

Ne se prononce pas : Lucien Neuwirth (RPR, s. et prés. cons. gén.).

RHÔNE

Oui : Bernadette Isaac-Sibille (UDF-CDS, d.), Michel Noir (ex-RPR, d.), Jean-Michel Dubernard (ex-RPR, d.), Raymond Barre (div. d., d.), Jean Rigaud (UDF, d.), Jean-Paul Bret (PS, d.), Jean-Jack Queyranne (PS, d.), Francisque Perrut (UDF-PR, d.), Gabriel Montcharmont (PS, d.), *Martine* David (PS, d.), Marie-Josèphe Sublet (PS, d.), Roland Bernard (PS, s.), Francisque Collomb (UDF, s.), Serge Mathieu (UDF-PR, s.), Franck Sérusclat (PS, s.), René Trégouët (RPR, s.), Pierre Vallon (UDF-CDS, s.), Henri Chabert (ex-RPR, p. e.), Marguerite-Marie Dinguirard (Verts, p. e.), André Soulier (UDF-PR, p. e.), Djida Tazdait (Verts, *p. e.), Michel Mercier* (UDF-CDS, prés. cons. gén.).

Non : Alain Mayoud (UDF-PR, d.), Jean Besson (RPR, d.), Michel Terrot (RPR, d.), Emmanuel Hamel (RPR, s.), Mireille Elmanan (PC, p. e.), Bruno Gollnisch (FN, p. e.).

SAVOIE

Oui : Jean-Paul Calloud (PS, d.), Michel Barnier (RPR, d. et prés. cons. gén.), Roger Rinchet (PS, d.), Jean-Pierre Blanc (UDF-CDS, s.), Jean-Pierre Cot (PS, p. e.).

Non : *Pierre Dumas* (RPR, s.).

HAUTE-SAVOIE

Oui : Jean Brocard (UDF-PR, d.), Bernard Bosson (UDF-CDS, d.), Michel Meylan (UDF-PR, d.), Claude Birraux (UDF-CDS, d.), Raymond Bouvier (UDF-CDS, s.), Jacques Golliet (UDF-CDS, s.), Bernard Pellarin (UDF, s. et prés. cons. gén.).

Non : Pierre Mazeaud (RPR, d.).

Enquête de THIERRY BRÉHIER et ANNE CHAUSSEBOURG, **avec le concours de nos correspondants.**

□ **Rectificatif.** – Nous avons indiqué par erreur, dans la première partie de notre liste (*le Monde* du 16 septembre), que M. Jean Guigné était député RPR des Yvelines alors qu'il est socialiste. D'autre part, M. Paul Loridant, sénateur socialiste de l'Essonne, est comptabilisé parmi les parlementaires ne se prononçant pas alors qu'il votera contre le traité de Maastricht.

Une écrasante majorité pour le « oui »

Les résultats de notre enquête confirment que le président de la *République aurait obtenu* facilement du Parlement l'autorisation de ratifier le traité de Maastricht : 434 députés sont favorables à la construction de l'union européenne selon les modalités que prévoit cet accord, alors qu'ils ne sont que 124 à être décidés à voter « non » ; de même 210 sénateurs vont glisser un bulletin « oui » dans l'urne, alors qu'ils ne sont que 95 à s'apprêter à user du bulletin « non ».

M. Jacques Chirac est minoritaire parmi les parlementaires de son parti. Que les tenants du « *non* » *dominent largement le* groupe RPR du Sénat (70 contre 23) tient pour une large part au poids de M. Charles Pasqua sur ses troupes ; mais ceux qui soutiennent son combat, et celui de M. Philippe Séguin, sont aussi majoritaires au sein du groupe RPR de l'Assemblée nationale, même si leur avance est plus faible (72 contre 49). Il *se trouve même trois parlementaires* européens du RPR à voter « non » à Maastricht, alors que trois autres refusent de prendre position et qu'ils ne sont que sept à vouloir voter « oui ».

M. Philippe de Villiers est nettement moins suivi par ses « amis » de l'UDF. Il n'a trouvé que 11 alliés dans son groupe à l'Assemblée nationale sur 90 membres et que 6, sur un effectif total de 51, dans celui des « Républicains et indépen*dants » du Sénat. M. Jean-Pierre* Chevènement n'a pas été plus heureux : il n'y a que huit *députés socialistes et trois sénateurs* de son parti pour le suivre. Les parlementaires socialistes sont dans leur immense majorité favorables à Maastricht (259 députés sur 273 et 62 sénateurs sur 66). Il en va de même chez les centristes : sur les 38 membres de leur groupe au Palais-Bourbon, 36 votent « oui », un seul « non » et un refuse de se prononcer ; *sur les 68 du Palais du Luxembourg*, 62 sont pour le « oui », un pour le « non », un votera « blanc *ou nul* » et quatre ne se prononcent pas.

De leur côté, les parlementaires communistes sont unanimes à avoir choisir le « non ». Les divisions de l'état-major des Verts se retrouvent chez leurs élus. Sur leurs neuf parlementaires européens, deux sont pour le « oui », trois pour le « non », deux pour le vote nul et deux ne *se prononcent pas.*

Enfin, sur les 22 présidents de conseils régionaux métropolitains, 19 appellent à voter « oui ». Les présidents de conseils généraux sont un peu plus partagés : ils sont 63 à soutenir le « oui », 24 à défendre le « non », 9 à refuser de se prononcer.

Th. B.

Abréviations et sigles

CNI : Centre national des indépendants.
div. d. : divers droite.
div. g. : divers gauche.
FN : Front national.
FU : France unie.
Maj. p. : majorité présidentielle.
MRG : Mouvement des radicaux de gauche.
PC : Parti communiste français.
PS : Parti socialiste.
RPR : Rassemblement pour la *République*.
UDF : Union pour la démocratie française.
***UDF-CDS :** Centre des* démocrates sociaux.
UDF-PR : Parti républicain.
***UDF-PSD :** Parti social*-démocrate.
UDF-rad. : Parti radical.
Verts : Verts.
d. : député à l'Assemblée nationale.
s. : sénateur.
p. e. : membre du Parlement européen.
prés. cons. rég. : président du conseil régional.
prés. cons. gén. : président du conseil général.

Un entretien avec le premier ministre polonais

« Le passage d'un système à l'autre doit être moins brutal »

nous déclare Mme Hanna Suchocka

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Nommée à la tête du gouvernement *polonais, début juillet*, comme une solution de compromis après des mois de désastreuse paralysie politique, Mme Hanna Suchocka a passé avec succès l'épreuve d'un été social chaud, gratifiant même le gouvernement d'une remarquable remontée dans les sondages.

Cette juriste de quarante-six ans, célibataire, député de longue date, sait cependant que le plus dur est encore à venir : si la fragile coalition des sept partis – issus de Solidarité – qui composent son gouvernement *tient bon, c'est parce que* Mme Suchocka a su éviter jusqu'ici les sujets qui les divisent, comme celui de l'avortement. Le mélange de *pragmatisme, de bon sens et de* fermeté sereine que le premier ministre applique à la politique polonaise, allié à un contact chaleureux, lui permet, pour l'instant, *de naviguer sans trop d'encombre.* Européenne convaincue (elle parle français, anglais, allemand), membre de l'Union démocratique de l'ancien *premier ministre* Tadeusz Mazowiecki, Mme Suchocka ne fait pas mystère de profondes convictions chrétiennes-démocrates, tout en prenant ses distances avec les *orientations fondamentalistes* du courant chrétien national polonais.

« L'arrêt de la grève à l'usine FSM-Fiat de Tychy, mardi 15 septembre, met fin à une vague de conflits sociaux qui a affecté la Pologne tout l'été, alors que votre gouvernement entrait en fonctions. Vous êtes-vous sentie menacée par cette série de grèves ?

– Je crois qu'on en a un peu exagéré la portée. Certains ont tenté de les comparer aux grandes grèves de l'été 1980, alors que dès le début il était clair qu'il s'agissait de *tout autre chose. Moi et mon* gouvernement, nous avons d'emblée décidé de les traiter comme on le fait dans un système démocratique, c'est-à-dire qu'on ne *négocie qu*'avec les *représentants* légaux des grévistes, et qu'on part du principe qu'il existe d'autres moyens d'exprimer des revendications. *Il* est arrivé un moment où la population a commencé à comprendre que la grève ne payait pas. Et pendant ces deux mois les grèves n'ont ni fait tomber ni affaibli le *gouvernement... contrairement* à certaines prédictions.

– Face à ces grèves, vous êtes-vous sentie soutenue par le président Walesa ?

– *Oui, par exemple lorsque les* grévistes de Tychy lui ont demandé d'intervenir dans le conflit, le président a répondu qu'il ne pourrait venir négocier qu'une *fois* la grève *terminée*. C'était la ligne du gouvernement.

– Les rapports de M. Walesa avec votre prédécesseur, M. Olszewski, étaient notoirement mauvais. Vous voyez souvent le président ?

– Il me téléphone... Nous avons une ligne directe. Pendant ses vacances, il lui est arrivé de m'appeler. Et puis, il y a cette spécificité *polonaise que sont les messes* en marge des cérémonies officielles : cela donne l'occasion d'échanger quelques points de vue après la messe. *Le président a aussi pris* l'habitude d'organiser des petits déjeuners au Belvédère (1), après la messe.

– C'est-à-dire que les invités assistent d'abord à la messe, puis au petit déjeuner ?

– Oui, comme ça on ne perd pas *de temps ! Le président y invite* des gens d'horizons divers, des politiques, des hommes d'affaires, et on discute. J'y suis déjà allée deux *fois*, ce qui témoigne de nos bonnes relations, et le président m'a dit que j'avais une invitation permanente à la messe... et au petit déjeuner.

– Quelles erreurs des trois gouvernements post-communistes qui vous ont précédée cherchez-vous à éviter ?

– Il faut tenir compte du contexte : le gouvernement Mazowiecki, par exemple, a commis certaines erreurs, parce qu'*il était le* premier gouvernement non communiste ; il avait un très grand éventail de choix ; aujourd'hui, trois ans après, c'est plus clair, mais à l'époque, comment le savoir ? Moi, j'agis dans un environnement totalement différent, je commets certainement des erreurs, mais c'est incomparable : je n'ai *pas* la possibilité de commettre les mêmes !

» Une de nos conclusions est que la société n'est pas prête pour une politique monétaire rigoureuse. Mon gouvernement essaie donc *d'en tenir compte. Pas comme* le revendiquent les partis de gauche, mais nous avons compris que le passage d'un système à l'autre doit être moins brutal. *Ce qui crée* des tensions entre, par exemple, le ministre du travail et celui des finances... C'est pourquoi dans mon gouvernement, le ministre des *finances ne peut pas être une* personnalité de premier plan comme l'était Leszek Balcerowicz (2) dans le gouvernement Mazowiecki. Mais je ne considère pas que ce fut une erreur : Balcerowicz a fait beaucoup, il a pris sur lui de porter la première attaque pour créer un nouveau système. En ouvrant si grand cette brèche, *il nous a facilité* la tâche à tous. Car même si certains prétendent ne pas le voir, la Pologne a quand même considérablement changé !

– Qu'est-ce-qui vous frappe le plus ?

– Le positif, c'est ce qui concerne les libertés : l'ouverture des frontières, la liberté de circulation, le *passeport que l'on peut* garder à la maison ; tout le monde a déjà oublié ce que c'était, la queue devant le bureau des passeports, les contrôles, les fausses invitations qu'il fallait se procurer pour sortir du pays ! L'apparence des villes a beaucoup changé : tout d'un coup en se promenant on découvre que les *vitrines* sont propres... Avant, il fallait menacer les gens de peines administratives pour qu'ils lavent les vitres ! Et pourtant nous *sommes toujours* dans la phase transitoire, la population a toujours du mal à encaisser le choc : les magasins sont pleins, mais les portefeuilles vides. *Pourtant, je suis* profondément convaincue qu'aujourd'hui dans ce pays on vit mieux, il n'y a plus ce stress de la pénurie et de la queue à aller faire après le travail pour des produits qu'on ne trouvera pas.



Hypothèse de l'échec

– Mais il y a la découverte du chômage ?

– Bien sûr. La frustration ici a les mêmes fondements que dans *l'ex-RDA. C'est l'aspiration à ce* que, aux avantages du communisme – plein emploi, salaire minimal mais garanti, – s'ajoutent les aspects uniquement positifs du *capitalisme : magasins pleins,* portefeuilles pleins, etc. Mais tout le monde sait qu'un tel système n'existe nulle part. Le prix à payer pour les magasins pleins, c'est *le risque* : ne pas tout attendre de l'Etat.

– Pensez-vous pouvoir en convaincre les Polonais dans un délai relativement bref ?

– C'est le problème le plus difficile, celui des mentalités. Cela prend du temps. C'est ça, le plus gros danger. Et les luttes électorales ne créent pas de conditions favorables pour convaincre la population de la nécessité des transformations. Peut-être réussirons-nous ? *Il* faut du temps et de la patience, et les gens commencent à en manquer.

– Vous dites « peut-être ». L'hypothèse de l'échec vous paraît donc envisageable ?

– En tant que premier ministre, je ne peux même pas y penser. *Mais* en tant qu'individu je dois dire que tout me paraît possible.

– L'« économie de marché sociale » à laquelle vous et M. Mazowiecki vous vous référez est-elle une spécificité post-communiste ou bien pensez-vous à un modèle existant ?

– Les systèmes évoluent, mais disons qu'il s'agit du système sur lequel s'est basée l'Allemagne fédérale et, dans une certaine mesure, le *début de* l'ère Thatcher. Il ne s'agit pas de laisser totalement libre cours au libéralisme économique, mais de tenir compte des conditions *sociales* en engageant l'Etat dans ce *que* l'Eglise appelle le principe de subsidiarité, c'est-à-dire que le rôle de l'Etat soit limité aux devoirs qui ne peuvent être *exercés par les communes,* les associations, les familles ou les citoyens.

La crainte d'un « non » français

– L'Eglise, précisément, a joué un rôle dans le dénouement des grèves cette semaine ; pensez-vous qu'elle doive participer à la vie publique ?

– Dans le cas des grèves, il s'agit d'une médiation de l'évêque de Katowice, qui avait écrit une lettre estimant que la grève *n'était pas le* bon moyen de pression dans la situation présente. Il a ainsi préparé le terrain pour le dénouement. J'ai eu plusieurs bons entretiens avec les *responsables de* l'Eglise, dont le primat, au cours desquels on a réfléchi sur la manière d'aborder les relations Eglise-Etat dans *les* nouvelles conditions, comment l'Eglise *peut* soutenir l'action du pouvoir sans que cela passe pour le soutien à un groupe politique particulier. Personnellement, je trouve qu'actuellement ces relations sont très bonnes. J'en ai eu une autre preuve en voyant comment l'Eglise essayait de désamorcer certaines revendications des paysans.

– Vous avez décidé de tenir le gouvernement à l'écart de deux dossiers potentiellement explosifs : l'avortement et l'épuration. Votre position sur l'avortement est connue – vous êtes contre. Pensez-vous que la coalition gouvernementale puisse éviter longtemps ces deux sujets ?

– Ils sont entre les mains du Parlement. Nous ne pouvons qu'observer son travail et, dans le *cadre des lois de décommunisation*, veiller – nous le ferons – aux droits de l'homme. Ce sont des problèmes très délicats, d'ordre idéologique. *Mon* gouvernement *avait pris pour* principe de ne *pas* les aborder pour ne pas faire éclater la coalition. Jusqu'ici, il ne s'en est pas mêlé. Maintenant, comme ce *sont des expériences nouvelles* pour cette coalition, on va voir à quel point elle peut, sur la base de principes essentiels, élaborer un point de vue commun sur des *questions aussi controversées*. Mais, là, il faut être conscient qu'en ce qui concerne l'avortement, c'est impossible : cela relève d'idées complètement *à l'opposé* les unes des autres.

– Quelle importance revêt pour la Pologne le référendum français du 20 septembre sur le traité de Maastricht ?

– La Pologne s'est engagée dans la ratification du *traité d'association* à la CEE avec la perspective de l'adhésion totale, même si pour nous c'est une échéance bien plus lointaine que pour les pays ouest-européens. Un vote négatif en France risque de renforcer les groupes politiques qui, ici, ont toujours été opposés à l'entrée dans l'Europe : *ils verront que* la crainte d'une Europe unie n'est pas seulement le fait des pays de l'Est et de sociétés dites *nationalistes*. Si des pays *qui entretiennent* des liens étroits depuis des dizaines d'années éprouvent subitement des difficultés, cela compliquera considérablement le *processus d'élargissement* de la CEE aux pays de l'Est, dont la culture est très différente. C'est cela que je crains. »

Propos recueillis par
SYLVIE KAUFFMANN

(1) Le palais présidentiel à Varsovie.

(2) L'architecte de la « thérapie de choc ».

Le climat social reste incertain

Le gouvernement de Mme Hanna Suchocka a *remporté* un succès avec la suspension *sine die*, mardi 15 septembre, de la grève lancée il y a sept semaines à l'*usine automobile FSM de* Tychy : la direction n'a pas cédé sur les augmentations au-delà de ce qui avait été négocié fin juillet avec *Fiat*, propriétaire à *90 %* depuis mai dernier de cette usine qui produit des Cinquecento. La prise de contrôle effective n'a cependant pas *eu lieu* en *raison* du conflit.

Mais le *climat social* reste incertain : une grève organisée par les structures de base de Solidarité a touché plusieurs usines la *semaine* dernière et des milliers de membres de ce syndicat ont manifesté lundi à Varsovie – en l'absence de *leurs* responsables nationaux – en criant *« A bas Walesa ! »* et *« Voleurs ! »* devant la présidence de la République et le siège du gouvernement.

Pourtant, d'autres grèves récentes ont cessé grâce à des concessions modestes, conditionnelles *et plus ou moins cachées et* le conflit de Tychy avait valeur de test. Le gouvernement de Mme Suchocka y a fait preuve de sang-froid, s'abstenant d'envoyer la police pour évacuer l'usine. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE

Large victoire électorale des islamistes au conseil de l'ordre des avocats

LE CAIRE

de notre correspondant

Le courant islamiste a remporté haut la main les élections au conseil de l'ordre des avocats égyptiens qui ont eu lieu vendredi *11 septembre, en obtenant quinze* des vingt-quatre sièges du conseil, qui représente 130 000 avocats. Trois autres sièges sont allés à des sympathisants. Les candidats du Wafd (parti d'opposition libérale) et les nassériens n'ont obtenu que six sièges. Les islamistes n'ont toutefois pas réussi à faire élire un des leurs comme bâtonnier, poste qui est revenu pour la septième fois consécutive à un indépendant, Me Ahmad El Khawaga.

La victoire à ces élections est doublement importante. Après ceux des *ingénieurs* et des médecins, c'est le troisième syndicat de profession libérale qui tombe sous le contrôle des islamistes. Ces élections, au cours desquelles la liberté de vote a été respectée, sont révélatrices de la montée en puissance du courant islamiste dans le pays. Au début de la campagne, les intégristes affirmaient qu'en cas de victoire ils appliqueraient les préceptes de l'islam à la profession : pas de défense des alcooliques, des prostituées et des trafiquants de drogue, voile imposé aux avocates dans les tribunaux.

Même s'ils ont fait marche arrière devant une levée de boucliers, rien ne les empêche aujourd'hui de revenir progressivement à la charge.

ALEXANDRE BUCCIANTI

□ **LIBAN : un dirigeant phalangiste a été enlevé.** – *Un* membre du bureau *politique* du parti Kataëb (phalanges chrétiennes), M. Boutros Khaouand, a été enlevé, mardi 15 septembre, à son domicile, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, par des hommes armés en civil. Le parti a condamné *« ce rapt abject et provocateur, visant à la déstabilisation du pays »*. – *(AFP.)*

ALLEMAGNE : ancien avocat de la Fraction armée rouge

Klaus Croissant est accusé d'avoir été un espion de l'ex-RDA

L'avocat Klaus Croissant, soixante et un ans, ancien défenseur du terroriste Andreas Baader, a été inculpé et écroué par la justice allemande, mardi 15 septembre, pour espionnage au profit du régime communiste est-allemand (*le Monde* du 16 septembre). Me Croissant est soupçonné d'avoir fourni des renseignements sur les milieux d'extrême gauche aux services secrets de l'ancienne Sécurité d'Etat est-allemande (Stasi).

La « justice bourgeoise » semble *définitivement liguée* contre *lui*... Hier pourchassé pour son soutien au terroriste Andreas Baader, Me Klaus Croissant se trouve aujourd'hui victime des documents d'archives accumulés par la Stasi. Accusé dans les années 70 de conspirer avec son client en vue de mettre à bas l'impérialisme, le voilà soupçonné d'avoir manipulé dans les années 80 le groupe des *Verts au Parlement européen afin* de défendre au mieux les intérêts de l'ancienne RDA, et d'avoir renseigné les services secrets est-allemands sur la mouvance d'extrême gauche et les écologistes.

Ces révélations qui nous arrivent d'outre-Rhin, *assurant* que Klaus Croissant, sous le *nom* de code de « Taler », entretint de 1981 à la chute du communisme en 1989 de coupables rapports avec la Stasi, complètent-elles le portrait d'un avocat *de combat, militant* communiste avéré ? Achèvent-elles au contraire de brouiller un peu plus l'image d'un avocat aimant jouer les purs et tablant sur la naïveté des démocraties occidentales ? On *se rappelle en tout cas qu'il sut*, en 1974, habilement mobiliser en faveur de sa cause la gauche française, et tout particulièrement Jean-Paul Sartre.

Cette année-là, l'avocat allemand et l'écrivain français *assuraient avec éclat lors d'une conférence de* presse que les terroristes de la bande à Baader alors emprisonnés, auteurs de maints attentats et de quelques assassinats, étaient soumis à une forme de *« lavage de* cerveau ». Une large campagne *d'opinion se développait à son initiative*, cherchant à accréditer que les autorités ouest-allemandes voulaient la « mort » d'Andreas Baader et de ses compagnons.

Trois ans plus tard, en juillet *1977*, sentant sa liberté menacée, Klaus Croissant gagnait clandestinement la France et demandait l'asile politique. De fait, réfugié sur le sol français, l'avocat allemand réussit à transformer son cas en symbole. Alors *que* l'écrivain Jean Genet justifiait dans un « Point de vue », publié dans les colonnes du *Monde* le recours au terrorisme des compagnons de Baader par la violence de l'Etat fédéral, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* s'indignait : *« Trop d'hommes de gauche français ont attendu une pareille occasion qui leur permet de bourrer de coups les tibias de la République fédérale d'Allemagne qui les rebute. »*

Mais Klaus Croissant devait cesser de narguer la RFA le 30 septembre 1977. Arrêté par la police française, il fit alors l'objet d'une demande d'extradition que la *chambre* d'accusation de Paris acceptait à la mi-novembre dans un climat particulièrement tendu. Pour l'occasion, le procureur général de Paris, M. Paul-André Sadon, avait requis en personne au nom du ministère public, *ce* qui ne s'était pas vu depuis les procès du début du siècle contre les anarchistes.

La justice allemande devait finalement condamner celui qu'elle accusait d'avoir organisé un « système *d'information* » *entre* les terroristes emprisonnés à deux ans et demi d'emprisonnement en février 1979. Une peine généralement considérée comme modérée.

Libéré par anticipation en *décembre 1979*, Klaus Croissant revenait alors en France *le* 27 mai 1981, aidé par son confrère Me Jacques Vergès. Mais ce nouveau séjour français sera de courte durée. En regagnant Berlin, Me Croissant renouait avec l'*extrême gauche, quitte* à renseigner la Stasi, selon les nouvelles accusations qui pèsent sur lui.

L. G.

La visite du premier ministre israélien en Allemagne

M. Rabin s'inquiète des violences racistes

BERLIN

de notre correspondant

Profitant de sa venue en Allemagne *pour le congrès de l'Internationale* socialiste, qui s'est ouvert mardi 15 septembre à Berlin, le premier ministre israélien, *M. Itzhak Rabin, s'était rendu la veille* à Bonn pour y avoir des entretiens avec les dirigeants allemands. Les conversations ont essentiellement *porté* sur les *négociations de paix* au Proche-Orient et l'aide économique que le nouveau gouvernement israélien *souhaite obtenir des Occidentaux* pour appuyer sa politique d'ouverture.

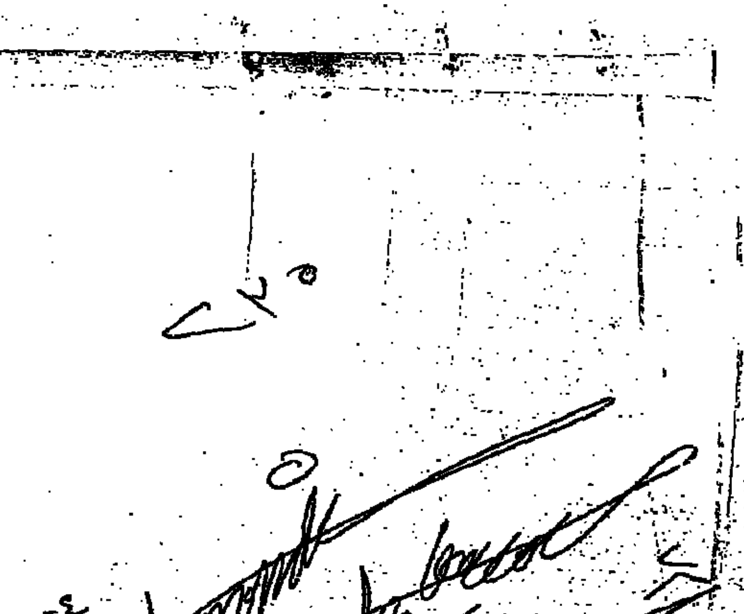
Avant l'arrivée de M. Rabin à Bonn, Israël n'avait pas caché son intention de demander à l'Allemagne d'*accroître*, à l'*image des* Etats-Unis, son effort financier, notamment pour aider à l'installation des Juifs venant de l'ancienne URSS, et lui demander aussi de jouer en sa faveur de son influence auprès de la Communauté européenne. *L'Allemagne* est un bailleur de fonds important pour l'Etat juif. A l'occasion de la guerre du Golfe, Israël avait lui aussi bénéficié de sa part de *compensations* financières. Des discussions sont toujours en cours entre les deux capitales au sujet des réparations promises par l'ancienne Allemagne *de l'Est*, peu avant la chute des communistes.

A l'issue de la rencontre entre M. Rabin et le chancelier Kohl, les services allemands ont publié un *texte indiquant laconiquement* que les deux pays souhaitaient renforcer leurs coopérations économique et technologique. Il y était souligné que le chancelier avait exprimé au premier ministre israélien son appréciation des efforts entrepris par son gouvernement dans les négociations de paix et avait accepté une invitation *à se rendre en visite en Israël*. Aux prises avec le financement de la réunification et les tensions sociales qu'elle engendre, Bonn ne s'estimait pas en mesure de prendre de nouveaux engagements précis. On y a fait savoir prudemment après les entretiens qu'il n'en avait pas été question.

Les violences racistes qui se propagent *actuellement* en Allemagne ont *été évoquées* au cours des entretiens. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a brossé un *tableau de la situation* et fait part au premier ministre israélien du sentiment de *« honte »* qu'il ressentait. Premier chef de gouvernement israélien à entrer dans le Reichstag, dont l'incendie en 1933 avait donné le signal des pires exactions nazies, M. Rabin a profité de son intervention devant *le* congrès de l'Internationale socialiste pour dire publiquement son inquiétude. Il a appelé les Allemands à considérer que ces attaques sont un *« signal rouge »* et à tout faire pour mettre un terme à des événements *« qui menacent de faire remonter à la surface une partie du passé »*.

H. de B.

□ **Le chancelier Kohl qualifie de « barbares » les attaques contre les foyers de demandeurs d'asile.** – Le chancelier Helmut Kohl, qui s'exprimait, mardi 14 septembre, devant un congrès de juristes à Hanovre, a qualifié de *« barbares »*, les attaques contre des foyers de demandeurs d'asile, désormais quotidiennes en Allemagne. Ainsi, une trentaine de jeunes extrémistes ont tenté d'*investir*, mardi soir, un centre d'accueil à Wismar (nord de l'ex-RDA), a indiqué un porte-parole de la police locale. Les assaillants ont lancé des pierres et des pavés contre le bâtiment qui héberge deux cents étrangers. Ce foyer avait déjà été, dans la nuit de lundi à mardi, la cible d'une trentaine d'extrémistes de droite. A Dresde, quatre hommes ont été arrêtés après avoir jeté des cocktails Molotov sur un foyer de *demandeurs d'asile*, sans faire de dégâts. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل

de la Fraction armée rouge

... est accusé ... espion de l'ex-RDA

Rabin s'inquiète ... violences racistes

SDDP

L ' U A P C R É E C A D E N T I E L

Quand on place un patrimoine, on n'a pas toujours envie d'attendre des années avant de toucher de l'argent. Avec Cadentiel, on sait tout de suite combien on va gagner, on choisit librement la façon et le moment où on va en profiter et les sommes sont versées directement sur le compte en banque. Tout est possible à tout moment. Sans compter les avantages financiers : avec Cadentiel vous payez moins d'impôts, vous bénéficiez d'un avantage fiscal immédiat et tout est fait pour faciliter la transmission des sommes investies. Contactez votre conseiller UAP. C'est simple, Cadentiel vous donne l'assurance de gagner. On est numéro un, oui ou non ? 36 14 UAP. N° Vert 05 12 22 22

Ne choisissez plus entre profiter de votre argent ou le faire fructifier.

UAP

Numéro 1 oblige

هكذا من الأصل

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Des divergences persistent sur l'éventualité d'un contrôle de l'espace aérien bosniaque

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ne sont pas encore parvenus à un accord sur l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine, a déclaré mardi 15 septembre le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, qui entamait une visite de cinq jours en France et en Grande-Bretagne. M. Cheney devait s'entretenir mercredi à Paris avec MM. Pierre Joxe et Pierre Bérégovoy et avec l'amiral Jacques Lanxade.

« Je pense qu'il faut dire qu'il y a encore des points de vue divergents entre les alliés – et même au sein des gouvernements – sur l'établissement d'une zone d'exclusion, et sur sa définition », a dit M. Cheney. Il a précisé que les Etats-Unis n'avaient toujours pas décidé s'ils appuieraient ou non cette idée à l'ONU. A New-York, le responsable des opérations de maintien de la paix des Nations unies, M. Marrack Goulding, a pour sa part estimé qu'il était urgent d'imposer une telle zone d'exclusion au-dessus de la Bosnie pour empêcher les avions Serbes d'attaquer des cibles musulmanes.

Bombardements serbes

L'un des groupes de travail créés dans le cadre de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie à Genève s'est également penché sur cette question. Il a transmis mardi aux deux co-présidents de la conférence, MM. David Owen et Cyrus Vance, un document adopté *« par consensus »*, dans lequel toutes les parties au conflit s'engagent à appliquer certaines mesures qui garantiraient la sécurité des vols et des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine. Les Serbes de Bosnie ont cependant fait part de certaines réticences à propos justement de l'interdiction des vols militaires, qui figure parmi ces mesures. Elle faisait partie déjà des conclusions de la réunion de Londres fin août, mais n'a pas été appliquée depuis.

MM. Vance et Owen ont adressé mardi une lettre au dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, pour *« déplorer »* les bombardements de quatre villes bosniaques (Bihac, Cazin, Sokolac et Dobronica) et lui demander le respect de ses engagements. Selon les observateurs de l'ONU, ces bombardements avec des roquettes et des bombes à fragmentation ont été menés par quatre avions au moins, venant apparemment de Banja-Luka. Dans leur lettre à M. Karadzic, les deux coprésidents ont *« reconnu que la reprise des hostilités n'était pas due exclusivement aux Serbes de Bosnie, mais que seuls ces derniers disposent d'une maîtrise aérienne »*.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a indiqué que l'administration était *« préoccupée »* par le fait que les pièces d'artillerie n'avaient pas été notifiées à l'ONU comme prévu. Il a fait état d'informations *« selon lesquelles le gouvernement bosniaque a lancé des contre-attaques et commencé à bombarder des points de concentration de l'artillerie lourde »* serbe.

Des combats se sont poursuivis mardi. Selon les responsables bosniaques, ils auraient fait, lundi et mardi, 25 morts à sarajevo, 80 dans l'ensemble de la République et 550 blessés. Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a confirmé sa décision d'envoyer son ministre des affaires étrangères à la réunion qui doit rassembler les parties au conflit vendredi à Genève, dans le cadre de la conférence internationale. Un membre de la présidence bosniaque, M. Ejup Ganic, a toutefois indiqué que les Musulmans n'avaient accepté d'y participer que sous la pression. *« Nous avons des doutes sur le sérieux de la volonté de l'Occident d'arrêter la guerre. Nous ne voulons pas donner une excuse à Cyrus vance pour nous faire apparaître comme l'agresseur. Nous avons le sentiment de subir un chantage »*, a-t-il dit. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Les Occidentaux vont demander la suspension de la « nouvelle » Yougoslavie

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

De nombreux participants à la *première journée de session de* l'Assemblée générale, mardi *15 septembre, ont dénié à la « nouvelle »* Yougoslavie (Serbie et Monténégro) *le droit d'occuper* à l'ONU le siège de l'ex-Yougoslavie, en raison de la politique de « purification ethnique » et d'atteinte aux droits de l'homme pratiquée par le régime de Belgrade.

Tour à tour, les pays de la région les plus concernés, la Croatie, la Slovénie et, surtout, la Bosnie-Herzégovine, sont intervenus dans ce sens, de même que l'Albanie. Le représentant turc, qui parlait au nom de la Conférence islamique, a également demandé que la « nouvelle » Yougoslavie soit expulsée de l'ONU et des autres instances de l'organisation.

En réponse, le chargé d'affaires yougoslave, M. Dragomir Djovic, a estimé que cette éventuelle sanction n'avait pas de base juridique et qu'il était malvenu de l'évoquer au moment où *« d'intenses efforts de paix sont menés, au sein des Nations unies »*, pour trouver une solution au conflit.

La Communauté européenne, tout en estimant que la « nouvelle » Yougoslavie n'a *« aucun droit »* pour réclamer le siège de l'ancienne fédération au nom d'une quelconque *« continuité automatique »*, s'est contentée de demander qu'elle ne soit *« pas autorisée à participer aux travaux des différentes instances des Nations unies »*, a indiqué l'ambassadeur britannique à l'ONU, Sir David Hannay. Cette formulation résulte d'un compromis intervenu le week-end dernier entre les Douze et en accord avec les Etats-Unis, qui avaient initialement réclamé la suppression du siège de l'ex-Yougoslavie. C'est cette position commune que les Occidentaux vont défendre lors de la réunion du Conseil de sécurité qui devrait se tenir dans les prochains jours et adopter une résolution à ce sujet.

Cette formule pourrait satisfaire la Russie, qui reste opposée à toute idée d'exclusion, ainsi que l'a confirmé le 15 septembre à Moscou un porte-parole du ministère des affaires étrangères, en estimant qu'il *« serait contre-productif d'envisager l'isolement de la Yougoslavie au sein des organisations internationales »*. Le cinquième membre permanent du Conseil, la Chine, n'a pas encore fait connaître sa position, mais son hostilité de principe à l'éviction d'un pays membre est connue. Depuis la création des Nations unies, en 1945, aucun pays n'a fait l'objet d'une mesure d'exclusion.

SERGE MARTI

AFRIQUE

Ouganda : pragmatisme avant multipartisme

Le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis près de sept ans, a fixé à 1994 l'organisation d'élections générales, malgré l'impatience de l'opposition

KAMPALA

de notre envoyé spécial

Multipartisme ou « a-partisme » ? La question est débattue avec passion aujourd'hui par une opposition bien décidée à retrouver son droit de cité et par les partisans du président Yoweri Museveni, soucieux de restaurer d'abord l'unité d'un pays que les régimes des présidents Idi Amin Dada et Milton Obote avaient laissé exsangue. Pour l'heure, les partis politiques sont tolérés mais leurs activités restent, en principe, suspendues.

S'appuyant sur l'engouement pour le multipartisme des pays étrangers, bailleurs de fonds, le Congrès du peuple ougandais (CPO) et le Parti démocratique (PD), deux partis « historiques », créés avant l'indépendance, font désormais feu de tout bois, multipliant les rassemblements politiques ou les nouveaux bureaux en province, et niant farouchement avoir négocié un accord à l'amiable, en 1986, qui prévoyait la mise en sommeil des mouvements politiques durant la période de transition.

Les « faucons » du Comité national exécutif, instance dirigeante du régime, ont fini par réagir en demandant l'interdiction pure et simple des partis. Interpellés par le chef de l'Etat, les députés du Conseil national de résistance (CNR, qui fait office de Parlement) ne les ont pas suivis : ils se sont finalement prononcés, le 11 août, pour une solution négociée entre pouvoir et opposition, et l'élaboration d'un projet de loi sanctionnant les excès.

Le système de « non-parti »

Mais les responsables du CPO semblent décidés à obtenir la légalisation de leurs activités avant la fin de la période de transition. Le chef de l'Etat, confirmant, en politique comme sur le plan économique, sa réputation de pragmatique, a promis, début septembre, que la transition s'achèverait *« en 1994 »* par l'adoption d'une nouvelle Constitution, suivie d'élections à bulletins secrets. Les partis d'opposition devront donc patienter encore deux ans avant de soumettre leurs candidats au suffrage des urnes. *« Personne*, a souligné le chef de l'Etat, *ne prolongera le gouvernement intérimaire au-delà de cette date. »* Aucun calendrier précis n'a, toutefois, été arrêté.

« M. Museveni est arrivé au pouvoir par les armes et il n'a donc aucune légitimité pour mettre en place les nouvelles institutions nationales », martèle M. Kagenda Atwoki, secrétaire à l'information du CPO, qui appelle à la convocation d'une convention interpartis pour discuter de la formation de la prochaine Assemblée constituante. Face à la détermination de l'opposition, le gouvernement défend son système original de « non-parti », le mieux à même, selon lui, de satisfaire *« le profond désir de paix des citoyens, fatigués de ces partis qui n'ont réussi qu'à diviser le pays par ethnies ou par religions et à mener le pays à la ruine »*.

Le schéma électoral mis en place depuis 1986, avec des élections à cinq échelons (du village au Parlement), suscite une participation populaire qui étonne encore les observateurs, alors que l'opposition n'y voit que manipulation. Apparemment sûr de son coup, le président a pris ses adversaires de court en proposant dernièrement l'organisation d'un référendum sur la question du multipartisme. Une proposition que l'opposition, craignant peut-être un vote-sanction, s'est empressée de rejeter.

L'autre cheval de bataille des contestataires reste la dénonciation des violations des droits de l'homme, et, en particulier, des exactions commises par les troupes régulières de l'Armée de résistance nationale (ARN) dans les villages du Nord et du Nord-Est, où survit une guérilla marginalisée. Une partie de ces exactions, révélées par Amnesty International, a été reconnue, en mai dernier, par le régime : un rapport sévère a été dressé, mettant en cause certains officiers, mais également le ministre d'Etat chargé de la défense, le major-général Tinyefuza, concernant notamment l'arrestation *« sans preuve suffisante »* de dix-huit opposants, soupçonnés de trahison et finalement relâchés, sous la pression, dit-on, des fournisseurs de l'indispensable aide étrangère.

Les derniers succès militaires de l'ARN, qui a tué deux chefs rebelles et forcé un troisième à se réfugier à l'étranger, se sont ajoutés à la reddition, depuis cinq ans, d'environ vingt mille hommes, à qui le gouvernement a promis l'amnistie et une assistance à leur réintégration. Selon les observateurs, les régions du Nord sont aujourd'hui pratiquement pacifiées. La Banque mondiale y a lancé, en juillet, un programme de réhabilitation de 70 millions de dollars.

Considéré comme l'un des « bons élèves » du Fonds monétaire international (FMI), l'Ouganda semble soucieux de conserver sa réputation, d'autant plus essentielle au redressement du pays que les recettes des exportations de café ne cessent de diminuer. Une réduction d'un tiers des effectifs de l'armée ainsi que la mise à pied de plusieurs milliers de fonctionnaires ont été annoncées et inclues dans le budget de l'année fiscale 1992-1993. Ce train de réformes, vraisemblablement suggérées par les organismes financiers internationaux, a déjà provoqué le licenciement de quelque dix mille personnes, dans le secteur public et le secteur privé. *« Je n'ai aucun regret quant aux licenciements. Ce pays a besoin de restructurations »*, a sèchement commenté le chef de l'Etat.

La réhabilitation des « Asians »

Autre décision impopulaire : l'indemnisation des Ougandais d'origine indienne - chassés du pays et spoliés de leurs biens par le maréchal Idi Amin Dada, en 1972. *« C'est une faute politique ! »*, s'écrie un commerçant du vieux Kampala, victime *« par ricochet »* de la réhabilitation des *« Asians »*. Comme beaucoup d'autres de ses collègues, il est aujourd'hui sous le coup d'une procédure d'expulsion. Derrière une rangée délabrée de boutiques « africaines » pointe le dôme crénelé d'un temple hindou en cours de réfection. *« Il faut en passer par là*, soupire un haut fonctionnaire, *nous n'avons pas les capacités ou la volonté de nous lancer dans des entreprises d'envergure. »*

Une seule condition a été posée par les autorités aux Ougandais d'origine indienne qui veulent récupérer leurs biens : qu'ils réinvestissent en Ouganda, faute de quoi ils toucheront simplement une compensation. A en juger par le nombre d'immeubles en ravalement dans la capitale, cette politique de « réconciliation » semble couronnée de succès. Le retour des *« Asians »* permettra-t-il de relancer une machine commerciale passablement grippée ? C'est, en tout cas, ce qu'espèrent les dirigeants de Kampala.

Malgré ses bonnes dispositions, l'Ouganda attend toujours les investisseurs. Le président Museveni, qui célébrera en janvier prochain le septième anniversaire de son arrivée au pouvoir, n'en finit pas d'éponger le passif de ses prédécesseurs. Aux immenses difficultés économiques s'ajoutent les ravages du sida. On estime à un million et demi le nombre des séropositifs, sur une population de dix-sept millions d'habitants.

JEAN HÉLÈNE

Les sombres prévisions du colonel Kadhafi

La Tunisie « disparaîtra » et ses habitants vont « mourir de soif »

TUNIS

de notre correspondant

Mauvaise humeur passagère ou provocation délibérée ? A deux reprises en quelques jours, dans des discours radiodiffusés, le colonel Mouammar Kadhafi a feint de s'apitoyer en termes plutôt méprisants sur la Tunisie, *« cette chose qui n'a pas d'avenir et disparaîtra inéluctablement »* (1).

Ce sont, assure-t-il, *« les études scientifiques »* qu'il a faites qui le conduisent à un *aussi sombre présage* : la population tunisienne qui s'accroît va *mourir de soif... faute de ressources hydrauliques.* Dès lors, *toujours selon le « guide » de la* Jamahiriya, la Tunisie est condamnée à choisir entre plusieurs formules : *« Soit elle s'unit à l'Algérie, soit elle s'unit à la Libye, soit elle traverse la mer pour rejoindre la France, soit elle meurt. »*

Les Tunisiens n'ont évidemment pas apprécié et l'ont fait savoir par la voie diplomatique. Mais, soucieux de ne pas trop envenimer les choses, le président Ben Ali s'est borné à déplorer publiquement *« les propos surprenants portant atteinte à la Tunisie et aux Tunisiens »* tenus par *« certains »*, sans doute *« dans le dessein de détourner l'attention de leur propre réalité »*. Il a aussi réaffirmé la solidarité de son pays avec *« le peuple libyen, qui supporte les conséquences d'une crise dont il n'est nullement responsable »*.

Comme il l'a laissé entendre à plusieurs interlocuteurs, le colonel Kadhafi ne pardonne pas à la Tunisie – pas plus d'ailleurs qu'à l'Algérie et au Maroc – de respecter l'embargo décrété par les Nations unies en avril à l'encontre de son pays et y voit *« une trahison »*.

Aussi, nombre d'observateurs n'excluent-ils pas que la polémique qu'il vient brusquement d'engager avec son plus proche voisin soit le prélude à son retrait de l'Union du Maghreb arabe (UMA), à laquelle il avait adhéré du bout des lèvres, avant de se tourner vers d'autres horizons. En effet, le « guide » libyen semble à nouveau en proie à ses obsessions unitaires qui, depuis longtemps, *n'ont plus d'écho au Maghreb.*

Dans l'un de ses récents discours n'a-t-il pas déclaré que, désormais, *« il entrevoit la voie de la véritable unité arabe »* passant par la Libye, l'Egypte et le Soudan ! Les Tunisiens, qui ont appris depuis vingt-trois ans à cohabiter tant bien que mal avec l'imprévisible régime libyen, ne s'émeuvent guère des nouvelles foucades du colonel, qu'ils ne prennent plus au sérieux depuis longtemps. Ils n'en demeurent pas moins vigilants, surtout dans l'éventualité d'une alliance entre Tripoli et Khartoum, alors que le Soudan est devenu le centre d'entraînement des troupes de choc du mouvement islamiste tunisien Ennahdha.

MICHEL DEURÉ

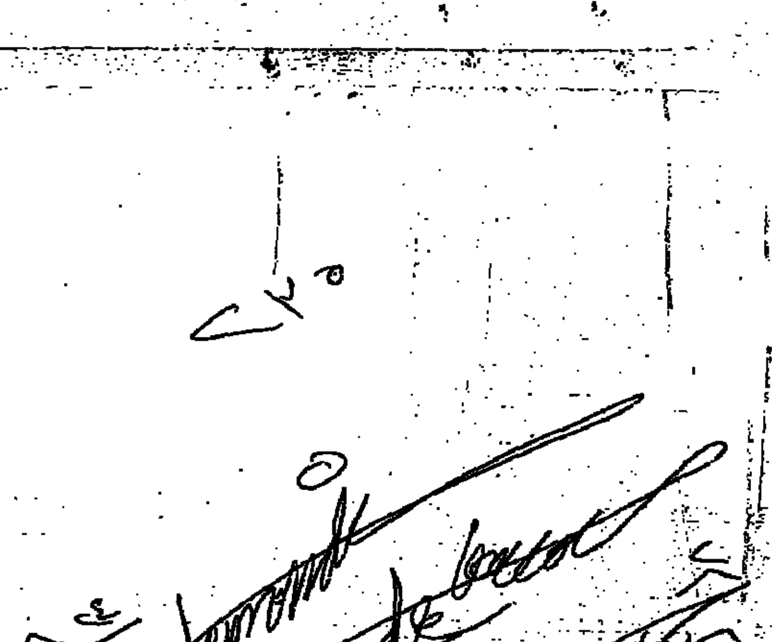
(1) Seul dans la presse tunisienne l'hebdomadaire *Réalités* a publié des extraits des deux discours du colonel Kadhafi.

□ **NIGER : la Croix-Rouge empêchée de remplir sa mission.** – Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pu obtenir de la *rébellion touarègue* le droit de rendre visite aux quarante-quatre prisonniers qu'elle détient, a indiqué mardi 15 septembre le représentant de l'organisation à Niamey. L'armée nigérienne avait fait d'une telle visite le préalable à toute intervention du CICR auprès des personnes capturées lors de l'opération déclenchée contre la rébellion touarègue. De sources médicales, on a indiqué mardi à Agadès, qu'un Touareg, grièvement blessé par les forces de sécurité au cours de cette opération, avait succombé à ses blessures. – *(AFP.)*

□ ***SOMALIE* : les parachutages de nourriture ont commencé.** – Le Programme alimentaire mondial (PAM, organisme des Nations unies) a annoncé, mardi 15 septembre, qu'il avait commencé à larguer de la nourriture dans des régions retirées de Somalie inaccessibles par d'autres moyens qu'aériens. D'autre part, le Pentagone a signalé le départ pour la Somalie d'un groupe d'intervention amphibie américain, comptant quelque *2 400 marines chargés d'aider* au transport des troupes des Nations unies. – *(AFP, Reuter.)*

□ ***RWANDA* : appel à l'aide de la communauté internationale.** – Le président Juvenal Habyarimana a lancé un appel à la communauté internationale, mardi 15 septembre, demandant une aide alimentaire d'urgence pour les habitants du nord du pays ayant fui la guerre civile. Selon le chef de l'Etat, plus de 300 000 personnes déplacées vivent dans des camps de fortune, aux environs de Byumba (non loin de la frontière avec l'Ouganda). – *(AFP.)*





هكذا من الأصل،

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les républicains attaquent à nouveau M. Clinton pour n'avoir pas servi au Vietnam

Mal à l'aise pour défendre le bilan économique et social de M. George Bush, les républicains attaquent leur adversaire démocrate, M. Bill Clinton, sur ce qu'ils perçoivent comme son point faible : la manière dont il a échappé à la conscription pendant la guerre du Vietnam. La dernière passe d'armes sur cette question sensible, mardi 15 septembre, s'est, semble-t-il, soldée par un match nul.

WASHINGTON

de notre correspondant

Dans un pays où l'on est volontiers hyper-patriote, où les forces armées ont fait l'admiration de tous à l'occasion de « Desert Storm », et où le président est un héros de la seconde guerre mondiale, le gouverneur de l'Arkansas est, sur cette question, extrêmement vulnérable. M. Bush entendait saisir l'occasion d'un discours à Salt-Lake-City (Utah), devant la convention de la Garde nationale (unités de réservistes), pour enfoncer le clou, c'est à dire mettre en balance ses états de service de pilote de guerre dans le Pacifique avec l'absence totale de passé militaire de M. Clinton.

Dans l'entourage de M. Bush, on expliquait qu'il s'agissait d'adresser à l'opinion une question implicite : M. Clinton, qui n'a jamais porté l'uniforme, est-il digne d'assumer le rôle de commandant en chef des forces armées, qui fait partie de la panoplie des fonctions présidentielles ? Apprenant la manœuvre, M. Clinton décida brusquement de venir lui aussi, et le même jour, devant la convention de la Garde nationale pour donner la réplique au président sortant. C'était ne pas céder à l'intimidation, accepter d'aller se battre sur le terrain choisi par M. Bush et tenter de neutraliser une nouvelle campagne sur cette période de sa vie qui ne cesse de le tourmenter.

Apparemment surpris et méfiant, le président n'a porté qu'un demi assaut. Il n'a pas directement attaqué M. Clinton. Il a rappelé son passé de plus jeune pilote de l'aéro-navale et, retenant ses larmes, évoqué les moments difficiles qu'il a connus l'an passé, dans son bureau de la Maison Blanche, aux heures les plus graves de la crise du Golfe. *« Est-ce que cela veut dire que celui qui n'a jamais vécu les horreurs de la guerre ne peut pas être un jour commandant en chef ? Pas du tout »*, a-t-il dit, avant d'ajouter : *« Cela veut dire que nous devons exiger les plus hautes qualifications morales de nos présidents parce qu'ils peuvent avoir à décider si nos filles et nos fils vont devoir aller risquer leur vie. »*

« Déserteur déserteur »

Deux heures plus tard, devant le même public, le gouverneur de l'Arkansas esquivait le débat. Il renonçait à expliquer, une fois de plus, les circonstances dans lesquelles il échappa à la conscription au moment de la guerre du Vietnam. Il s'est borné à affirmer qu'il était, lui aussi, pour une *« défense forte »* et qu'il n'hésiterait pas à ordonner une opération militaire. Il est vite retourné à son thème de prédilection, celui qui lui réussit si bien, l'économie, expliquant aux réservistes que la *« sécurité du pays, c'était d'abord la sécurité économique »* et qu'il n'y aurait pas de *« défense forte sans économie forte »*.

Le dossier est loin d'être clos. Avec ce sujet, les républicains croient tenir une des clés de l'élection : semer le doute sur la crédibilité du candidat démocrate. Dans certaines réunions électorales, M. Clinton est accueilli aux cris de *« déserteur, déserteur »*. Quand l'équipe du président ne laisse pas entendre que le candidat démocrate a failli à son devoir durant sa jeunesse, ce qui le disqualifierait aujourd'hui, elle relève qu'il n'a cessé de changer d'explications sur son passé militaire, ce qui témoignerait, au minimum, de son manque de *« fiabilité »*.

M. Clinton prête le flanc à cette dernière attaque. Il n'a jamais livré d'explication substantielle sur cette affaire. Il a fallu que la presse multiplie les enquêtes pour que le candidat démocrate fournisse, bribe par bribe, une version, peut-être encore incomplète, de cette période de sa vie. M. Clinton était mobilisable au début des années soixante-dix, en plein conflit vietnamien. Il a d'abord indiqué qu'il avait bénéficié d'un sursis, en tant qu'étudiant à l'université de Georgetown, à Washington. Il a, ensuite, ajouté qu'il avait pu prolonger ce sursis en se portant volontaire pour une préparation militaire à la faculté de droit de l'université de l'Arkansas. Explication un peu courte, puisque M. Clinton ne s'est jamais rendu à cette dernière université ; il étudiait à l'époque en Grande-Bretagne, à Oxford, après avoir reçu une bourse réservée aux plus brillants des étudiants américains.

Nouvelle explication du candidat démocrate : s'il ne s'est pas rendu à cette préparation militaire pour apprentis officiers, c'est qu'il avait alors décidé de résilier son sursis. Il s'était placé en position d'être immédiatement mobilisé. Et s'il ne l'a pas été, c'est, dit-il, parce qu'il n'a pas reçu d'avis, puis plus tard, lorsque la mobilisation se faisait par tirage au sort, parce qu'il avait tiré un numéro qui le mettait à l'abri. Les faits sont controversés. Selon certains, qui n'apportent pas de preuve définitive, M. Clinton aurait, en fait, reçu et ignoré un avis puis bénéficié de l'intervention d'un oncle – aujourd'hui décédé – auprès du bureau de recrutement de l'Arkansas.

Le débat tourne autour d'une question de fond, largement commentée dans la presse : peut-on reprocher à un jeune Américain, étudiant à l'époque du Vietnam, d'avoir tout fait pour éviter d'aller faire une guerre qu'une majorité de ses compatriotes condamnaient ? Elle est parfois formulée sous une autre forme, intégrant l'expérience de M. Bush : peut-on comparer l'attitude qu'ont pu avoir deux jeunes Américains face à la deuxième guerre mondiale et face au conflit vietnamien ? Certains héros de la guerre du Vietnam, comme le sénateur Bob Kerrey (démocrate, Nebraska), ont pris la défense de Bill Clinton. Ils accusent M. Bush de vouloir rouvrir, à des fins électorales, un des chapitres les plus douloureux de l'histoire du pays.

Tous les républicains ne sont pas forcément très à l'aise avec ce débat. Certains, et pas des moindres, ont eu, à la même époque, un comportement voisin de celui de M. Clinton. Le secrétaire à la défense Dick Cheney et le polémiste Patrick Buchanan, bénéficiant de sursis pour échapper à la conscription, n'ont pas porté l'uniforme un seul jour. Le vice-président Dan Quayle et le fils aîné du président se sont engagés dans la Garde nationale, ce qui les mettait, presqu'à coup sûr, à l'abri d'avoir à servir au Vietnam.

ALAIN FRACHON

□ **Exécution d'un condamné à mort en Virginie.** – Willie Leroy Jones, qui avait plaidé coupable pour le meurtre, en 1983, d'un vieil homme et de sa compagne, qu'il avait brûlée après l'avoir blessée par balle, a été exécuté sur une chaise électrique, mardi 15 septembre, dans l'État de Virginie. Le gouverneur noir de l'Etat, M. Douglas Wilder, a refusé sa grâce, qu'il avait précédemment accordée dans deux autres cas. Seize condamnés à mort ont été exécutés en Virginie depuis 1976, date à laquelle la Cour suprême a autorisé le rétablissement de la peine capitale. – *(UPI.)*

PÉROU

Offensive diplomatique contre les « ambassadeurs » du Sentier lumineux à l'étranger

Trois jours après l'arrestation d'Abimaël Guzman, le numéro un du Sentier lumineux, le gouvernement péruvien a indiqué, mardi 15 septembre, qu'il avait lancé une vaste offensive diplomatique pour sensibiliser les pays européens et américains à la présence chez eux de membres supposés de la hiérarchie de l'organisation terroriste. Se félicitant de la récente décision de la Suède d'expulser seize réfugiés péruviens soupçonnés d'appartenir au Sentier lumineux, le président Alberto Fujimori a cité l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Etats-Unis comme les autres principaux pays d'accueil. Cinquante Péruviens réfugiés à l'étranger vont être privés de leur nationalité, parmi lesquels l'ingénieur Maximilio Duran, qui vivrait à Paris et que les autorités péruviennes considèrent comme *« le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement en exil du Sentier lumineux »*. M. Fujimori a par ailleurs annoncé que les guérilleros qui se rendraient au Pérou n'effectueraient aucune peine de prison, sanction qui serait remplacée par un *« service militaire »*. – *(AFP.)*

BIBLIOGRAPHIE

Le Sentier lumineux forme extrême du communisme

Longtemps sous-estimé par une gauche mal à l'aise face à la résurgence de la lutte armée, par des gouvernements refusant *de voir ce reflet cruel d'une certaine réalité péruvienne*, et par une élite cruellement insouciante par tradition, le Sentier lumineux, dont le chef Abimaël Guzman vient d'être arrêté, est au cœur de l'actualité péruvienne. *Ne serait-ce que parce que* la progression de la subversion est aujourd'hui le problème numéro un du Pérou.

Les milieux conservateurs péruviens sont perplexes et peu prolixes car presque tous sont menacés de mort par le Sentier, *qui ne tolère ni la critique ni le* doute. La parution de deux ouvrages « étrangers » vient apporter de multiples sujets de réflexion sur un mouvement particulièrement rebelle à l'analyse rationnelle.

Simon Strong a été pendant plusieurs années correspondant à Lima du journal britannique *The Independent*. Son livre, bien articulé et très documenté, est d'abord une mise en garde aux Etats-Unis et à l'Europe, menacés, estime-t-il, par *« une avancée du fondamentalisme révolutionnaire »*. Alors que l'Occident célèbre la chute du communisme, une forme extrême de communisme prospère dans les Andes. L'insurrection « sendériste » met en cause *la stabilité de l'Etat péruvien* et pourrait, selon lui, se propager au-delà des frontières, d'abord en Bolivie et en Equateur et peut-être au-delà.

Des indices de la présence occasionnelle du Sentier chez ses proches voisins ont été signalés en effet depuis plusieurs années, sans que les *gouvernements intéressés aient* jusqu'à présent sonné l'alarme. Des groupuscules d'appui au Sentier existent aux Etats-Unis et en Europe et sont effectivement de plus en plus actifs. Strong semble penser que les énormes ressources (dont le montant exact est inconnu) tirées de la collaboration avec les trafiquants de drogue pourraient *aussi servir à la création* de comités de solidarité à Chicago, New-York, Londres ou Paris.

D'excellentes considérations sur les analogies évidentes entre les mondes andin et asiatique, bien que le Sentier n'exploite *pas systématiquement* les thèmes culturels pré-colombiens ; des informations rigoureuses sur des massacres perpétrés depuis douze ans par les insurgés et par les forces de l'ordre ; la position difficile de *l'église catholique et de secteurs nord-américains* ; une critique féroce des institutions : *Shining Path* est un travail de haute qualité. On peut cependant *regretter* une vision un peu caricaturale de la société. Quel est le Péruvien de la bourgeoisie qui peut se flatter de n'avoir aucune goutte de sang noir ou indien, ou même chinois ?

L'ouvrage d'Alain Labrousse et d'Alain Hertogue, moins *récent*, écrit dans un *style* nerveux et imagé, avait déjà *abordé les principaux thèmes*, fait le parallèle entre le Sentier et les Khmers rouges, décelé les mêmes insuffisances ou failles de vérité, et abouti souvent *à des conclusions identiques*. Sans tomber pourtant dans le noir pessimisme oppressant et sans espoir que dégage le livre de Strong. Mais c'est peut-être que l'Histoire va vite, même dans les Andes. Et *qu'en deux années seulement* la situation s'est considérablement dégradée.

MARCEL NIEDERGANG

▶ *Shining Path*, de Simon Strong. Harper Collins. Londres 1992.

▶ *Le Sentier lumineux du Pérou*, d'Alain Labrousse et Alain Hertoghe. La Découverte. 241 pages. 95 francs.

CANADA : le bicentenaire du Parlement du Québec

L'éternel apprentissage de la démocratie

Engagée dans une nouvelle campagne sur son avenir dans la fédération canadienne (un référendum doit avoir lieu le 26 octobre), la province de Québec n'en a pas moins pris le temps de célébrer dignement le bicentenaire de ses institutions parlementaires en organisant un colloque international sur la démocratie et ses nouveaux enjeux.

QUÉBEC

de notre envoyé spécial

C'est au début de l'année 1791 qu'un projet de Constitution pour la « province de Québec » avait été déposé avec succès sur le bureau du Parlement anglais (1). Les premières élections devaient se tenir au mois de juin 1792 sous l'autorité du lieutenant-gouverneur (représentant de la couronne britannique) Alured Clarke (1745-1832) et la première session du Parlement du Bas-Canada s'ouvrait le 17 décembre dans la chapelle de l'ancien palais épiscopal. Naissait ainsi une Assemblée nationale du Québec, qui conserve encore aujourd'hui les traits principaux du parlementarisme britannique originel (2).

Un colloque international consacré à la démocratie s'est tenu dans la capitale de la « Belle Province », les 9 et 10 septembre, à l'occasion de ce bicentenaire, pour rappeler que ce système politique n'est jamais un produit totalement achevé ni définitivement établi. *« Cet idéal devenu valeur permanente »* dans quelques pays, selon l'expression du président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Jean-Pierre Saintonge, demande des soins attentifs *toujours recommencés*. Les différents forums de ce symposium (démocratie et médias, démocratie et économie, etc.) ont permis d'approfondir le sens à donner au mot « démocratie » à l'aube d'un nouveau siècle. Des élus du Commonwealth et de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), des diplomates, des professeurs et des journalistes se sont retrouvés avec des invités aussi différents que MM. Bronislav Geremek, Amine Gemayel, Henri Emmanuelli et Pierre Salinger pour participer à ce symposium international.

Président d'honneur, M. Javier Perez de Cuellar a insisté sur la nature inégalable mais fragile du système démocratique : *« C'est un effort, un apprentissage, une création continus. »* Aux déçus, au blasés et aux contempteurs de la démocratie, l'ancien secrétaire général de l'ONU a rappelé que *« la démocratie n'est jamais parfaite et qu'il ne faut pas la juger par rapport à sa perfection théorique qui n'est qu'un point à l'horizon lointain : il faut la juger par rapport à ce à quoi elle s'oppose »*.

L'égoïsme des riches

Mais, paradoxalement, à l'heure où la démocratie gagne du terrain en Europe de l'Est, des signes inquiétants d'affaiblissement apparaissent dans nombre de « vieilles démocraties ». M. de Cuellar a souligné le *« risque »* de *« détournement potentiel de la vie politique par les partis et plus précisément par une corporation intermédiaire de politiciens professionnels qui résument les affaires de la Cité à quelques jeux de pouvoir spectaculaires (...) »*. Il a, au passage, lancé un appel aux pays riches pour qu'ils ne se contentent pas d'exhorter les pays pauvres à la démocratie sans s'engager sur la voie de la solidarité : *« Les pays riches prennent un risque immense : que les peuples finissent par assimiler la démocratie à l'égoïsme des riches, d'abord, et ensuite, à la perpétuation infinie de leur misère. »*

Au sein du forum « médias et démocratie », l'accent a été mis sur l'hostilité croissante qui se ferait jour entre le monde politique et les médias. Plusieurs intervenants ont même estimé que *« les hommes politiques sont aujourd'hui menacés par l'expansion de médias sans contrôle »*. Sur ce dernier point, les journalistes présents ont penché vers un renforcement déontologique orchestré par les médias eux-mêmes, sans interférence politique, tandis que certains élus semblaient préférer une méthode plus coercitive. De ces débats a également émergé l'idée selon laquelle le journaliste n'a pas seulement vocation à rapporter les faits qui concernent *« les trains qui n'arrivent pas à l'heure »*, mais aussi à rendre compte plus régulièrement de ceux qui sont bien à l'heure. Non pas pour sombrer dans un optimisme béat, mais parce qu'en ne révélant que les dysfonctionnements d'une démocratie le risque est grand de l'affaiblir en en donnant une image tronquée. Hier « héros positif », le journaliste est appelé aujourd'hui à devenir un « héros positivant »...

PIERRE SERVENT

(1) La France a cédé le Canada à l'Angleterre en 1763. La reine d'Angleterre est toujours le chef de l'Etat canadien, officiellement né en 1867.

(2) *Cap-aux-Diamants*, la revue d'histoire du Québec, a consacré un numéro spécial au bicentenaire des institutions parlementaires : « Un Parlement se raconte. »

Le français et... l'anglais perdent du terrain

MONTRÉAL

correspondance

Le français continue à perdre du terrain au Canada, mais l'autre langue officielle du pays, *l'anglais, ne progresse pas pour* autant. La langue maternelle d'un nombre croissant de Canadiens n'est en effet ni l'un ni l'autre, a révélé, mardi 15 septembre, l'organisme officiel Statistiques Canada, sur la base d'un recensement effectué en 1991.

Sous l'effet combiné de l'afflux d'immigrants et de la baisse de la natalité des Canadiens, le *pourcentage* de la population de langue maternelle tierce, les « allophones », est passé de 11,3 % en 1986 à 13 % en 1991, soit 4,1 millions de personnes. Les langues maternelles qui croissent actuellement le plus vite au Canada sont le chinois (immigrants en provenance de Hong-Kong), l'espagnol (d'Amérique latine) et le punjabi (de l'Inde et du Pakistan). L'italien reste toutefois la première langue non officielle du pays, devant le chinois et l'allemand.

La tendance historique au déclin des francophones s'est par ailleurs poursuivie : de 29 % en 1951, la part de la population canadienne ayant le français pour langue maternelle est passée à 24,3 % en 1986 puis 23,8 % en 1991 (6,5 millions de francophones). Le français perd aussi un peu de terrain au Québec, où la proportion de francophones est passée de 81,4 % en 1986 à 81,2 % en 1991. Parallèlement, la population anglophone a continué le mouvement de recul observé depuis un siècle dans la Belle Province. Les Anglo-Québécois composaient 8,9 % de la population de la province en 1986 contre 8,7 % cinq ans plus tard.

Dans l'ensemble du pays et pour la première fois de son histoire, la proportion d'anglophones a cessé d'augmenter. Elle s'est stabilisée en 1991 à 60,5 % de la population canadienne (16,5 millions) contre 60,6 % en 1986.

CATHERINE LECONTE

EN BREF

□ **BRÉSIL : Mme Danielle Mitterrand condamne l'embargo américain contre Cuba.** – Mme Danielle Mitterrand, épouse du président de la République, a inauguré, mardi 15 septembre à l'université de Brasilia, un colloque sur le thème « Le choix contre toute forme d'apartheid » et a condamné, dans son discours, l'embargo imposé par les Etats-Unis contre Cuba depuis 1961. Il s'agit, a-t-elle dit, *« d'une forme d'exclusion par idéologie »*. L'épouse du président français effectue au Brésil une visite privée en tant que présidente de la fondation France-Libertés, qui la mènera successivement à Rio-de-Janeiro, Rio Branco et Belem, avant de se rendre à Cayenne, en Guyane française. – *(AFP.)*

□ **CHILI : le chef d'un groupe terroriste a été arrêté.** – Jorge Espinola, dit « commandant Emilio », chef de la clandestine Armée des guérilleros du peuple, a été arrêté à Santiago par la police chilienne, mardi 15 septembre, avec trois de ses partisans. Espinola est soupçonné d'avoir pris en otage un patron de presse, libéré après le versement d'une rançon, et d'avoir participé, le 10 septembre, à une embuscade où trois policiers et un guérillero avaient été tués. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : reddition d'un des lieutenants de Pablo Escobar.** – Jorge Eduardo Avendano, évadé le 22 juillet avec le narco-trafiquant Pablo Escobar et sept autres comparses de leur prison d'Envigado, s'est rendu à la justice, mardi 15 septembre, à Medellin. La première reddition du chef du cartel de Medellin en juin 1991 avait été précédée de celles de quatorze de ses lieutenants. Escobar a indiqué qu'il pourrait accepter d'être détenu dans la prison d'Itagui, où sont déjà incarcérés d'autres membres de son cartel et où Avendano a été transféré. – *(AFP.)*

□ **JAPON : protestation auprès de Moscou à propos des Kouriles.** – Le gouvernement japonais a demandé à la Russie d'annuler un contrat récemment signé par le gouverneur de Sakhaline, accordant à une société de Hongkong un bail de cinquante ans à des fins d'exploitation touristique pour un terrain de 278 hectares situé à Shikotan, a indiqué, mercredi 16 septembre, à Tokyo, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Shikotan est l'une des quatre îles Kouriles prises au Japon par l'URSS en 1945. – *(AFP.)*

...ultipartisme

...sept ans, a fixé à 199...

...de l'opposition



CHRONOLOGIE

Août 1992 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

ÉTRANGER

3. – GÉORGIE : levée de l'état d'urgence à Tbilissi, décrété le 24 septembre 1991. Il reste en vigueur dans le reste du pays. Une amnistie de tous les partisans du chef de l'Etat déchu, Zviad Gamsakhourdia est également proclamée (6).

3. – RUSSIE-UKRAINE : les présidents russe et ukrainien, M. Boris Eltsine et M. Leonid Kravtchouk, concluent, à Moukhalatka en Crimée, un accord sur la flotte de la mer Noire, dont une gestion commune est prévue jusqu'en 1995 (5).

3-4. – AFRIQUE DU SUD : la grève générale lancée par l'ANC (Congrès national africain), pour obliger le gouvernement à accélérer la réforme du partage du pouvoir entre les Blancs et les Noirs est largement suivie par la population noire (1, 4, 5, 6, 9-10).

4. – SOMALIE : M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, se rend à *Mogadiscio pour* étudier l'aide à apporter à la Somalie où un quart *de la population (estimée à sept* millions), est menacée de mort par *la sécheresse et la guerre civile.* Le 12, l'ONU lance un programme d'aide qui démarre le 28 avec un pont aérien américain. Le 31 le PAM (Programme alimentaire mondial) double son plan d'assistance (5 au 10, 14 au 19, 21, 23-24, 25, 27, 31, 1/IX).

5. – PROCHE-ORIENT : Israël *suspend* la colonisation *« privée »* en Cisjordanie et à Gaza et annonce, le 9, *la révision prochaine* de la loi de 1986 interdisant les contacts avec l'*OLP. Le 11*, M. George Bush, à l'issue de son entretien avec M. *Itzhak Rabin*, premier ministre israélien, en voyage aux Etats-Unis du 10 au 13, annonce l'octroi de la garantie du gouvernement américain à l'emprunt de 10 milliards de dollars par lequel Israël compte financer l'installation d'immigrants juifs de l'ex-URSS (8 au 14).

7. – MOZAMBIQUE : le président *Joachim Chissano* et M. Alfonso Dhlakama, chef de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine), signent à Rome une déclaration commune qui les engage à parvenir à un accord de paix avant octobre 1992 (8, 9-10).

8. – ALGÉRIE : le gouvernement suspend la parution de trois quotidiens *qu'il accuse de « diffusion de fausses nouvelles »*. Le 15, un décret présidentiel *renforce* l'arsenal répressif contre les médias (15, 18, 19, 21).

10. – ÉQUATEUR : le nouveau président Sixto Duran Ballen, conservateur, élu le 5 juillet, succède à Rodrigo Borja (13).

11. – MAROC : le roi Hassan II forme un gouvernement chargé de préparer les futures élections législatives. M. Mohamed Karim Lamrani remplace M. Azeddine Laraki comme premier ministre (13, 22).

11-12. – LIBRE-ÉCHANGE : les Etats-Unis, le Canada et le Mexique *concluent* à Washington l'Accord de libre-change nord-américain (ALENA). Une *fois ratifié*, il abolira les barrières douanières entre *ces trois pays et sera* la zone de libre-échange la plus importante du *monde* (13, 14, 15, 18, 25, 28).

14. – GÉORGIE : les forces gouvernementales géorgiennes interviennent militairement en Abkhazie, République autonome de Géorgie sur la mer Noire, peuplée majoritairement de Géorgiens, d'Arméniens et de Grecs et de 20 % d'Abkhazes, pour délivrer le ministre de l'intérieur de Géorgie détenu par des partisans du président géorgien déchu Gamsakhourdia. Les séparatistes abkhazes, soutenus par *des volontaires du Caucase* du Nord et par le président tchétchène Djokhar Doudaev, *ont proclamé* la *« souveraineté »* de leur République en juillet. *Le 18*, la Géorgie impose de nouveaux dirigeants en Abkhazie. les *30 et 31*, les troupes géorgiennes lancent une nouvelle offensive et demandent la destitution du président du Parlement abkhaze Vladislav Ardzinba (13, 15, 17 au 21, 26, 27, 29, 1/IX, 2/IX).

14. – AFRIQUE DU SUD : un *massacre a lieu dans le ghetto noir* de Thembisa, au nord de Johannesburg. *En deux ans, le bilan* des morts par des violences raciales s'élève à *6229* (*15, 16-17, 19, 20*, 22).

16. – AFGHANISTAN : le limogeage du premier ministre Abdoul Sabour Farid, représentant le Hezb-*i-islami* de Gubulddin Hekmatyar, conduit à l'éclatement du gouvernement. *A Kaboul*, les *combats* entre les factions islamistes font de nombreuses *victimes. Le 31*, l'aéroport de Kaboul est rouvert (15, 18 au 21, 24 au 31, 2/IX).

17. – ÉTATS-UNIS : alors que M. George Bush est en baisse dans les sondages, la convention républicaine s'ouvre à Houston. Le 20, dans son discours de clôture, le président se fixe comme objectif de *gagner la « bataille économique »* et nomme, le 13, M. James Baker secrétaire général de la Maison Blanche. Son adjoint Lawrence Eagleburger le remplace à la tête du département d'Etat. (15 au 24, 26, 28).

20. – FINANCES MONDIALES : Malgré les interventions, le 11, de plusieurs banques centrales, le dollar frôle son plus bas cours historique contre le deutschemark à 1,4250 DM. Le 21, le dollar tombe à 4,84 francs, *son niveau le plus bas* depuis douze ans. Ce plongeon *affecte les places boursières* européennes et le Japon, où le gouvernement adopte un *plan* de relance le 28 (10, 13, 14, 18, 20, 22 au 29, 5/IX).

22-23. – ALLEMAGNE : les violences xénophobes perpétrées par de jeunes extrémistes contre un foyer de demandeurs d'asile à Rostock, port du nord de l'ex-RDA, se poursuivent pendant cinq nuits consécutives et s'étendent à d'autres endroits du pays les 29 et 30. Le 29, à Rostock, quinze mille manifestants dénoncent le racisme et les violences (25 au 30-31, 1/IX).

23. – LIBAN : les élections législatives sont fortement contestées du fait de l'occupation syrienne. Le 30, le boycottage du scrutin dans le secteur chrétien est suivi d'une grève générale qui aggrave la crise politique et économique (22 au 27, 1/IX).

24. – *PROCHE-ORIENT* : reprise des négociations israélo-arabes à Washington. Elles n'aboutissent pas à des décisions malgré les gestes d'ouverture d'Israël envers les Palestiniens et la Syrie. Pour la première fois notamment, Israël *admet* la *validité* de la résolution 242 de l'ONU – donc l'*éventualité d'un retrait partiel* – en ce qui concerne le Golan, conquis sur les *armées syriennes en 1967* (23-24, 25 au 29, 2/IX).

24. – CHINE-CORÉE DU SUD : l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays constitue un camouflet pour les régimes de la Corée du Nord et de Taïwan (23-24, 25, 30-31).

24. – BRÉSIL : la publication du rapport d'une commission d'enquête parlementaire accusant le président Fernando Collor de Mello de corruption provoque une grave *crise politique* (*5, 6, 13, 18, 20*, 24, 26, 28 au 31).

26. – ALGÉRIE : un attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger, non revendiqué, fait neuf morts et cent vingt-huit blessés (26, 28, 29, 30-31).

26. – TCHÉCOSLOVAQUIE : un accord conclu à Brno entre *M. Vaclav Klaus, premier ministre* tchèque, et M. Vladimir Meciar, premier ministre *slovaque*, prévoit la fin de la Fédération tchécoslovaque le *31 décembre 1992* (28, 29).

26. – ITALIE : Mme Liliana Ferraro succède au juge Giovanni Falcone, assassiné le 23 mai 1992, à la direction des affaires pénales du ministère de la justice. Le 7 le Parlement a adopté le decret-loi anti-Mafia (6, 14, 28).

27. – IRAK : une *zone d'exlusion* aérienne est imposée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France à l'Irak au sud du 32e parallèle pour protéger les populations chiites de cette région, réprimées par le président irakien Saddam Hussein (10, 11, 13, 18 au 22, 24 au 29, 31).

28. – TUNISIE : au terme du procès des militants du mouvement islamiste *Ennadha, commencé* le 10 juillet, trente inculpés sont condamnés à la *prison* à vie. *Le 30*, onze peines de prison à perpétuité sont également prononcées à l'issue de l'autre procès d'islamistes, les 108 membres des *« commandos du sacrifice »* (12, 19, 22, 29, 31, 1/IX).

31. – CONGO : l'ancien premier *ministre* Pascal Lissouba, élu chef de l'Etat le 16 par 61,32 % des voix *succède à Denis Sassou* Nguesso qui détenait le pouvoir depuis treize ans (*1, 10, 11, 13*, 22, 28, 31).

La guerre en Bosnie

Le 2 août, M. Franjo Tudjman est réélu président de la Croatie *avec 56,7 % des suffrages, le* 12, il forme son gouvernement. *Le 2*, le quotidien new-yorkais *Newsday* cite le témoignage de deux rescapés affirmant que des camps où seraient détenus des civils sont établis par les Serbes en *Bosnie à Omarska et Brcko*.

Le 3, le département d'Etat américain confirme l'existence de *« camps de détention »* en Bosnie. Le 4, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une *« déclaration par consensus »* demandant l'accès aux camps pour la Croix Rouge et les autres organisations internationales.

Le 5, la Russie reconnaît officiellement la République de Macédoine. Le 5, en conseil des *ministres*, M. François Mitterrand réclame *« un contrôle et une ouverture des camps »*. *Le même* jour, M. George Bush déclare qu'il ne veut pas voir des forces américaines s'embourber dans une guérilla. En France, la classe politique est divisée sur le principe d'une intervention militaire *française*.

Le 13, les opérations de *« nettoyage ethnique »* menées par les Serbes sont dénoncées à Genève par le CICR et, le 14, par la com*mission des droits de l'homme* de l'ONU.

Le 13, François Mitterrand, *dans un entretien à Sud Ouest*, rappelle qu'il n'y a d'action possi*ble pour la France que dans le* cadre des Nations unies et conclut : *« Ajouter la guerre à la guerre ne résoudra rien. »* Le 13, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte les résolutions 770 et 771. La première prévoit la pro*tection militaire de l'acheminement* de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine *et autorise* implicitement l'emploi de la force. La seconde exige l'accès aux centres de détention et condamne la pratique de *« l'épuration ethnique. »*

Le 13, Belgrade reconnaît officiellement la Slovénie. Le 14, la France annonce qu'elle est disposée à envoyer mille cent hommes *supplémentaires en Bosnie. Elle* est suivie le 18 par la Grande-Bretagne et le 20 par l'Italie, puis par la Belgique. Le bilan officiel de quatre mois et demi de siège de la capitale bosniaque s'établit à 1 829 morts, 24 387 blessés *et 6 850 disparus*.

Les 26 et 27, la conférence internationale de paix sur l'ex-*Yougoslavie s'ouvre* à Londres sous la co-présidence du premier ministre *britannique*, M. John Major, et du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, *en présence* des parties en conflit et de déléga*tions d'une trentaine de pays. Le* 26, Lord Carrington, qui présidait cette conférence depuis sa création par les Douze en septembre 1991, présente sa démission. Il est remplacé par Lord Owen. Le 27, la conférence se clôt par l'adoption d'*un « programme d'action »* qui servira de fondement à de nouvelles négociations le 3 septembre à Genève sous les auspices de la CEE et de l'ONU.

Le 28, l'UEO (Union de l'Europe occidentale), réunie à Londres *met à la disposition des* Nations unies environ cinq mille hommes.

Le 31, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki remet son rapport sur la mission qu'il a *effectuée* en Bosnie-Herzégovine du 21 au 26 août en tant que rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme des Nations unies. Le 31, les *députés « socialistes » et ultranationalistes serbes déposent au* Parlement de Belgrade une motion de censure contre M. Milan Panic, Premier ministre *de la « nouvelle Yougoslavie »* (Serbie et Monténégro), accusé d'avoir bradé les intérêts de la *Serbie lors de la conférence de* Londres (à partir du 1er août, 1/IX, 2/IX).

FRANCE

5. – TRANSFUSION SANGUINE ET SIDA : le procès des *responsables de la transfusion* sanguine, commencé le 22 juin, prend fin. *La défense plaide la relaxe du* docteur Michel Garretta. La seizième chambre correctionnelle de Paris rendra son jugement le 23 octobre (1, 3, 5 au 7, 28).

5. – EMPLOI : Mme Martine Aubry, ministre du travail et de la formation *professionnelle, annonce* un plan de relance du travail à temps partiel pour favoriser la création d'emplois. Un projet de loi sera présenté à l'automne (6, 7, 9-10).

6. – PORT-FRÉJUS : le préfet du Var *accepte que M. Philippe* Léotard se démette de ses fonc*tions de maire de Fréjus. Depuis le* 29 juin, dans l'affaire de Port-Fréjus, l'ancien ministre est inculpé d'*« ingérence, trafic d'influence et corruption »*. Le 17, son premier adjoint, M. Gilbert Lecat (UDF-PR), inculpé lui aussi, est *élu maire de Fréjus* (7, 19).

8. – PCF : M. Georges Marchais effectue jusqu'au 23 un voyage aux Etats-Unis à la tête d'une délégation du PCF. C'est la première fois qu'un secrétaire général du PCF se rend dans ce pays (8, 12 au 15, 19).

8. – ESPACE : les missions des navettes Atlantis et Antarès prennent fin respectivement le 8 et le 10. Si la mission de la navette américaine a rencontré des difficultés, celle d'Antarès (franco-russe) a été un succès (4, 7, 11).

9. – XXIIe JEUX OLYMPIQUES : *les vingt-deuxièmes Jeux* olympiques d'été de Barcelone, *commencés le 25 juillet, se terminent*. Environ quinze mille athlètes, représentant cent soixante-douze nations, cinq mille dirigeants ou entraîneurs ont participé. Soixante-cinq mille spectateurs ont assisté aux cérémonies de *clôture. Au palmarès* des huit cent douze médailles, la CEI arrive en première position avec *cent douze*, soit vingt de moins qu'à Séoul en 1988. *Les Etats-Unis* sont au deuxième rang avec cent huit médailles (quatorze de moins par rapport à Séoul), l'Allemagne, troisième, obtient quatre-vingt-deux médailles (contre cent huit pour la RDA et quarante pour la RFA en 1988). La France, en neuvième position, obtient vingt-neuf médailles, *dont huit en or. Les* prochains Jeux olympiques d'été auront lieu à Atlanta, Etats-Unis, en 1996 (1 au 12, 17, 18, 26).

11. – JUSTICE : dans une lettre *adressée* le *24 juillet* à M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, le *premier président de la Cour de* cassation, M. Pierre Drai, s'inquiète des *« dérives » de la justice* à propos de l'évolution des dossiers judiciaires liés aux « affaires » de financement des campagnes électorales et de l'arrêt Touvier, dont la Cour de cassation est saisie (12, 13, 15).

11. – PRESSE : un *conflit éclate* entre M. Alain Ayache et le comité intersyndical du *Livre* parisien (CGT) après la décision prise par l'éditeur de faire imprimer ses journaux *le Meilleur* et *Spécial dernière* dans une imprimerie du groupe Méaulle à Bernay (Eure) à des coûts moindres que l'imprimerie parisienne Offprint dont il est client, régie par les conventions du Livre. M. Ayache met en cause le monopole du syndicat du Livre, qui, le 28, dénonce les menaces sur l'emploi et appelle l'éditeur à négo*cier* (*10, 13, 14, 18 au 20, 22, 24*, 26 au 31).

12. – DÉCÈS DE M. FERNAND GRENIER, ancien ministre communiste dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle en 1944 et ancien député de la Seine-Saint-Denis (14).

13. – ASSURANCES ET SIDA : l'Union des assurances de Paris (UAP) revient sur sa décision de résilier ses contrats avec vingt-cinq centres régionaux de transfusion sanguine après une intervention du ministère des finances. Cette déci*sion s'inscrit* dans le conflit en cours depuis 1989 entre les compagnies d'assurances, *les pouvoirs* publics et les centres de transfusion *qui ne sont plus assurés depuis* le 1er juillet, les professionnels de l'as*surance refusant la prise en charge*, dans les conditions actuelles, des *risques inhérents à l'activité transfusionnelle* (28, 29, 30-31).

13. – M. YVON BRIANT, président du Centre national des indépendants (CNI), meurt dans un accident d'avion en Corse, ainsi que sa femme, directrice générale de la station de Radio NRJ, et son fils (15, 16-17, 23-24).

14. – DÉCHETS : la découverte simultanée des deux côtés du Rhin d'un trafic de déchets dangereux, suivie d'une série d'inculpations de Français pour importation illégale d'ordures venant d'Allemagne, entraîne une réglementation plus stricte en France, avec la parution, le 19, d'un décret modifiant l'importation de déchets sur le territoire français. Le 21, à Paris, Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, et son homologue allemand signent un accord mettant fin au commerce des déchets entre les deux pays (16-17, 18 au 22, 27, *30-31*, 2/IX).

17. – PRISONS : le décès d'un gardien de la prison de Rouen *agressé* par un détenu provoque un mouvement de protestation des surveillants de prison le 18. Le 19, les détenus se mutinent, notam*ment à Saint-Maur, aux Baumettes* à Marseille et à Mulhouse. Après l'*annonce par le garde des sceaux* de la création de sept cent trente *emplois* dans l'administration pénitentiaire, les surveillants de prison reprennent le travail *le 25* (19 au 27).

18. – INDICATEURS ÉCONOMIQUES : *en juillet les prix ont* augmenté de 0,3 %, la balance commerciale a été excédentaire de 6,2 milliards de francs et le nombre des chômeurs a diminué de 0,5 % (18, 27, 30-31).

21. – MORT DE *M.* TONY LAINÉ, psychiatre d'enfants (23-24).

28. – CROISSANCE ÉCONOMIQUE : les comptes nationaux pour le deuxième trimestre publiés par l'INSEE indiquent que la croissance économique n'a été que de *0,1 % par rapport au trimestre précédent* : ce chiffre confirme le mouvement de repli de l'économie entamé fin 1990 et l'absence de reprise en 1992 (29, 30-31).

29. – MORT DE M. FÉLIX GUATTARI, philosophe et psychanalyste, tenant de l'antipsychiatrie (1er/IX).

La ratification du traité de Maastricht

La campagne pour le référendum du 20 septembre

Le 5, le conseil des ministres adopte les décrets d'organisation de la campagne officielle qui se déroulera du 7 au 19 septembre.

Le 14, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, rend publique sa décision de saisir le Conseil constitutionnel sur la conformité du traité de Maastricht à la Constitution. Le 18, le gouvernement lance sa campagne pour le « oui » sous la coordination de M. Jack Lang, chargé de cette mission le 31 juillet.

Le 18, le ministre de l'éducation nationale et de la culture *déclare au « Monde » : « Le concert des « oui » doit faire entendre les instruments les plus divers, parce que l'Europe n'est pas monocorde... Un non est inimaginable »*. Alors que différents sondages (dont quatre rendus publics le 25) indiquent que les intentions de vote se partagent à peu près également entre le « oui » et le « non », le 19, M. Pierre Bérégovoy déclare sur Antenne 2 que *« la victoire du « oui » ne fait pas de doute. »*

Le 26, le premier ministre déclare sur TF 1 que M. François *Mitterrand « restera quoi qu'il arrive »* à l'Elysée au lendemain *du 20 septembre*.

Le 27, M. Jacques Chirac et M. Valéry Giscard d'Estaing lancent la campagne du RPR et de l'UDF en faveur du *« oui »* en souhaitant que l'opposition manifeste son unité et ne cède pas à la tentation d'un « vote sanction » contre M. Mitterrand.

Le 28, à la Baule, M. Jean-Marie Le Pen appelle ses militants à faire franchir au *« non »* la barre des 55 %.

Le 29, à Avignon, M. Laurent Fabius déclare que *« les risques de nationalisme sont plus forts que jamais (...) Avec le « oui », l'Europe avance. Avec le « non », l'Europe se casse. »* M. Lionel *Jospin défend* l'idée d'un *« oui critique »*.

Le 30, la décision des Verts de ne pas donner de consigne de vote, malgré la position en faveur du *« oui »* de M. Antoine Waechter, contrarie les efforts du PS *pour rassembler* le gauche en faveur de Maastricht. Le 30, *M. Bérégovoy reconnait, sur* Antenne 2, que son gouvernement *connaîtrait des « difficultés »* en cas de victoire du *« non »*.

Le 31, M. Jacques Delors affirme qu'en cas de victoire du « non », il quittera la présidence de la commission européenne (à *partir du 1*, 1/IX, 2/IX).

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الإصل،

SEMA GROUP

REMERCIE LE COMITÉ D'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES DE BARCELONE DE L'AVOIR CHOISI DEUX FOIS

Une première fois en décembre 1988 pour la réalisation de l'ensemble des logiciels de gestion opérationnelle des Jeux.

Une seconde fois en janvier 1991 pour assurer la totalité de la gestion du centre de calcul des Jeux.

Deux contrats d'un montant total de 100 MF représentant une épreuve de longue durée avec une date butoir, sans droit à l'erreur ni deuxième chance.

Gérant des volumes jamais vus dans l'histoire des Jeux Olympiques (4 fois les J.O. d'Albertville), Sema Group a su, grâce à la qualité de ses équipes et la fiabilité de ses systèmes informatiques, soutenir en coulisses le plus grand événement sportif de l'année 1992.

Pour cette réussite totale, Sema Group ne demande pas de médailles.
Sema Group donne rendez-vous aux sportifs pour les Jeux Méditerranéens de 1993.

Sema Group (7500 personnes - 4 milliards de francs de chiffre d'affaires) est le premier groupe européen d'intégration de systèmes informatiques.





هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

Après l'échec des discussions avec les syndicats des personnels

La chancellerie décide d'aggraver les sanctions contre les surveillants grévistes

Les discussions entre le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, et les syndicats des personnels pénitentiaires ont été rompues, mardi 15 septembre, après une journée qui s'est achevée dans le désordre et la confusion. M. Vauzelle proposait de suspendre les sanctions prononcées dimanche à l'encontre des surveillants, mais les syndicats ont exigé leur levée définitive et immédiate avant toute discussion sur le relevé de conclusions rédigé au mois d'août. L'heure est maintenant à l'épreuve de force : la chancellerie a décidé de prononcer désormais des exclusions temporaires d'un an au lieu de trois mois à l'encontre des surveillants grévistes. Alors que la prolongation du mouvement fait planer la menace de révoltes des détenus – des incidents ont déjà eu lieu notamment dans les prisons de Maubeuge, Dunkerque, Bonneville, – il apparaît que le ministère de la justice, en annonçant des sanctions dès le début du conflit et en tenant un discours de fermeté, a sans doute sous-estimé l'ampleur du désarroi des surveillants de prison.

Rendez-vous manqués, dialogues rompus, portes claquées : la journée de mardi, qui devait être une journée de dialogue, s'est achevée à 15 h 30 dans une totale confusion. La chancellerie, qui avait décidé de suspendre les sanctions, d'annoncer des mesures en faveur des veuves de surveillants tués en service, et d'élargir le champ des discussions sur la sécurité, pensait apaiser la colère des surveillants de prison. C'était compter sans les rivalités syndicales et l'amertume d'une *profession en deuil* qui n'a pas accepté les propos très durs tenus *depuis samedi dernier par le gouvernement*.

Le premier accroc avait lieu dès 10 heures : malgré l'insistance de la chancellerie, les surveillants de Force ouvrière (FO) refusaient de se rendre place Vendôme si toutes les *sanctions n'étaient pas levées*. Installés dans leurs bureaux de Grigny, les responsables de *FO* recevaient l'assurance que les sanctions seraient suspendues. *Ils* décidaient alors de mettre la barre plus haut en exigeant immédiatement une télécopie signée du ministre. La chancellerie refusait. FO, l'un des artisans du relevé de conclusions du mois d'août et l'un des interlocuteurs privilégiés du ministère de la justice, renonçait dès lors à se *rendre à cette discussion sur* la sécurité des personnels et des établissements qu'elle demandait depuis si longtemps.

Une réunion sur la sécurité

FO plaçait dès lors le garde des sceaux dans une position impossible : en l'absence de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), qui attendait elle aussi la levée des sanctions pour discuter, *M. Vauzelle se préparait à présider* une réunion sur la sécurité alors que les deux principaux syndicats de surveillants étaient absents. Les représentants de l'Union des syndicats pénitentiaires, de la CFDT, et du Syndicat national d'éducation et de probation de l'éducation surveillée, qui patientaient dans une salle de réunion en attendant la fin des tractations téléphoniques, apprenaient alors de la bouche du ministre que les sanctions étaient suspendues et que la pension de reversion des veuves de surveillants tués en service serait désormais fixée à 100 %. La chancellerie, qui espérait ramener l'UFAP et surtout FO à la table de discussions, décidait alors de fixer un *nouveau rendez-vous pour 15 heures*.

Force ouvrière y viendrait-elle ? Afin de ne pas apparaître comme un *«syndicat patronal»*, selon le mot de son éternel rival, l'UFAP, FO décidait de laisser cette décision aux mains de la base. Dès l'annonce de la suspension des sanctions, *le syndicat organisait* donc un référendum par télécopie auprès de l'ensemble de ses sections. La réponse ne tardait pas à venir : sur les 140 établissements consultés, 98 demandaient aux responsables nationaux de rejeter la proposition du ministre et d'exiger, non plus la suspension, mais l'annulation totale de toutes les sanctions. FO, qui avait dénoncé, au mois d'août, *«l'inconscience et l'irresponsabilité du tout ou rien»* de l'UFAP, exigeait donc du gouvernement un total désaveu.

En se montrant aussi combative que l'UFAP, *Force ouvrière tentait* de briser l'image de syndicat modéré qui lui avait valu, en 1991, de passer derrière son concurrent, lors des élections professionnelles des surveillants. *«Nous sommes maximalistes mais nous n'avons pas le choix,* soulignait le secrétaire général de FO, M. Serge Alberny. *Si nous voulons regagner la confiance de la base, nous devons exprimer fidèlement sa parole. Le gouvernement a fait un geste, nous prenons une grosse responsabilité en refusant son offre, mais le personnel est au désespoir et nous voulons être son porte-parole. On nous a trop souvent fait comprendre, ces dernières années, que nous n'étions pas assez à son écoute.»* Le rendez-vous de 15 heures se déroulait donc en l'absence du syndicat qui avait négocié, au mois d'août, le relevé de conclusions qui servait de base à la discussion. La réunion s'ouvrait dans un climat tendu : les responsables de l'UFAP, bien décidés à quitter immédiatement la salle si les sanctions n'étaient pas totalement levées, décidaient de rester debout autour de la table. Après une minute de silence à la mémoire du surveillant tué à Clairvaux, M. Vauzelle annonçait ses propositions : une suspension *immédiate des sanctions*, une levée complète en cas de reprise du travail, et un élargissement des discussions sur la sécurité.

L'erreur du gouvernement

Sans aborder le chapitre des éventuelles réformes pénitentiaires, le secrétaire général de l'UFAP, M. Gilles Sicard, exigeait alors la levée immédiate et sans conditions des sanctions. En l'absence d'engagement sur ce point, il décidait de quitter la salle, suivi quelques minutes plus tard par l'UGSP-CGT, la CFDT, l'Union des syndicats pénitentiaires, et Force ouvrière-personnels administratifs et techniques. Le garde des sceaux restait seul avec le Syndicat national d'éducation et de probation de l'éducation surveillée et Force ouvrière-personnels de direction. Une demi-heure à peine après l'ouverture des discussions, le dialogue s'achevait dans la *confusion* et le désordre. *«Tout cela est dramatique,* souligne le secrétaire général de FO-personnels de direction, M. Michel Beuzon. *Nous étions à deux doigts de nous engager dans des discussions approfondies sur l'administration pénitentiaire, et tout est ruiné.»*

Le gouvernement paie aujourd'hui très cher sa décision de sanctionner les surveillants dès le début du mouvement. Angoissé à l'idée d'affronter le référendum de Maastricht *en pleine* crise pénitentiaire, avait décidé, après l'évasion sanglante de *Clairvaux*, de tuer dans l'œuf le mouvement en se montrant ferme dès les premières heures. C'était méconnaître l'étendue du malaise pénitentiaire : les surveillants, qui ont perdu deux des leurs en trois semaines, n'ont pas accepté que leur deuil ait lieu sous la menace et les injonctions. *«La profession était totalement traumatisée par ces deux morts,* note un syndicaliste. *Je connais des surveillants qui ne veulent pas retourner en détention tellement ils ont peur. Il fallait nous laisser digérer tout cela et laisser passer l'enterrement avant de prononcer des sanctions. En ajoutant des exclusions aux morts de ces dernières semaines, le gouvernement a fait une erreur dramatique : aujourd'hui, les gens sont tellement écœurés qu'ils sont prêts à aller au suicide.»*

Le dialogue, désormais, est terminé. Après le départ des syndicats, la chancellerie a envoyé de nouvelles lettres de *mise en* demeure aux agents grévistes. Les sanctions, qui n'avaient pas dépassé jusqu'alors les exclusions temporaires de trois mois, iront désormais en s'aggravant : sans aller jusqu'aux révocations, au moins dans l'*immédiat*, le ministère de la justice a décidé de prononcer désormais des exclusions temporaires d'un an à l'encontre des surveillants qui refusent de reprendre leur service. L'épreuve de force est maintenant engagée, avec tous les risques qu'elle comporte : combien de temps les détenus supporteront-ils de rester en cellule sous la garde des forces de police et de gendarmerie, d'être privés de toute activité, de ne plus recevoir de visites, et parfois de ne plus passer à la douche ?

ANNE CHEMIN

L'évacuation de la centrale de Clairvaux

Réclamée par les surveillants *afin de permettre une fouille* générale après la sanglante évasion de détenus armés, l'évacuation, mardi 15 septembre, des 220 détenus de la maison centrale de Clairvaux (Aube) a provoqué les protestations des *gardiens des deux centres pénitentiaires* de la région Rhône-*Alpes choisis pour les accueillir.* Récemment construits, en service depuis quelques semaines, les centres d'Aiton (Savoie) et de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) *sont en effet prévus pour recevoir* des détenus condamnés à *des peines légères ou en* attente de comparution alors que ceux de Clairvaux subissent des longues peines ou sont réputés «difficiles» ou «dangereux».

«Aucune mesure sécuritaire n'est prévue à Aiton, et il n'est pas question d'envoyer les surveillants à la boucherie, a *déclaré M. Laurent Lhomme,* responsable local de l'UFAP, le principal syndicat de surveillants. *Il y a trop d'espace : rien que sur le terrain de sport, trois hélicoptères peuvent se poser.»* Un groupe de soixante-quinze gendarmes mobiles a été appelé *de Mâcon et déployé à l'intérieur du centre de détention.* Les surveillants se contenteront d'assurer un service minimum pour leur cinquante-six *«pensionnaires habituels».*

La situation est identique à Saint-Quentin-Fallavier où quatre surveillants sont touchés par les mesures d'exclusion temporaire *de trois mois. Sur les soixante-deux surveillants du centre*, une quinzaine seulement travaillent encore. Un nombre toutefois suffisant jusqu'à l'arrivée des *détenus de Clairvaux : le centre,* qui vient tout juste d'ouvrir, accueillait douze détenus. Depuis mardi, et l'arrivée sous haute escorte d'une partie des détenus de Clairvaux, il en abrite plus d'une centaine.

Les réactions

● **M. Michel Charasse : *«L'Etat doit se faire respecter».*** – M. Michel Charasse, ministre du budget, estime que *«la loi doit être appliquée»* dans les prisons, rappelant que le statut des surveillants ne leur accorde pas le droit de grève. *«L'Etat doit se faire respecter»*, a insisté le ministre, affirmant que *«plus de 9 000 emplois avaient été créés dans les prisons»* depuis 1975.

● **M. Jean-Louis Debré (RPR) : *«Une lourde responsabilité du gouvernement».*** – *«Il est triste de constater que, face* [aux] *revendications légitimes des gardiens de prison, le ministre de la justice n'a comme réponse que la mise à pied»*, a déclaré M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure et secrétaire national chargé de la justice. *«Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans les événements dramatiques qui ont eu lieu dans les prisons»*, a ajouté M. Debré, considérant que *«le personnel pénitentiaire n'a plus confiance dans le gouvernement socialiste».*

● **Union syndicale des magistrats : *«L'échec de la politique pénale».*** – L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) considère que la crise pénitentiaire *«témoigne de l'échec de la politique pénale menée depuis des années par les pouvoirs publics au détriment de l'efficacité de la justice et de la sécurité dans les prisons.»*

● **Association professionnelle des magistrats : *«Amateurisme et incohérence».*** – L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) s'inquiète *«de l'amateurisme et de l'incohérence»* avec lesquels la crise est gérée par le garde des sceaux et le premier ministre.

● **Syndicat des avocats de France : *«Investir dans la formation des surveillants».*** – *«Il n'est plus possible de laisser dire qu'il faut plus de gardiens et plus de prisons en France, alors que la construction de nouvelles prisons entreprises ces dernières années n'a fait qu'accentuer la crise pénitentiaire*, affirme le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche). *Plus de la moitié du budget de la justice est déjà consacrée à l'institution pénitentiaire. Il faut regrouper les surveillants afin qu'il y ait plus de sécurité dans moins de prisons. Il faut investir dans les conditions de sécurité et dans la formation de surveillants hautement qualifiés, dont le travail doit être enrichi par le suivi de la réinsertion des détenus.»*

Le témoignage d'un CRS

«Matons» malgré eux

«On a le cul sur la marmite, commente un officier de CRS, devenu «maton» malgré lui à la prison des Baumettes (Bouches-du-Rhône) et interrogé depuis Paris. *On découvre un monde inconnu qui risque à tout moment de nous sauter à la figure.»* Depuis le samedi 12 septembre, quatre compagnies républicaines de sécurité se relaient pour assurer l'ordre dans la célèbre maison d'arrêt marseillaise.

«Plus ça va, et plus on a l'impression d'évoluer dans la cage aux fauves», constate le policier. Non seulement les prisonniers ont vécu cloîtrés sans pouvoir mettre le pied hors de leur cellule depuis vendredi soir, mais tout ce qui améliore l'ordinaire de l'enfermement – les douches, les promenades, les visites des familles, le sport ou le club informatique – a été supprimé. En temps normal, quelque 500 surveillants s'occupent des 1 800 détenus des Baumettes. Aujourd'hui, une poignée de «non-grévistes» continuent de travailler dans cette prison morte. Et la petite centaine de policiers composant une compagnie essait d'oublier ce rapport de forces trop défavorable.

«Le temps joue contre nous»

Un début de mutinerie a surpris les forces de l'ordre dans la *nuit de lundi à mardi. Des détenus* survoltés avaient arraché les lits habituellement scellés aux murs. Les vieilles portes en bois ont volé en éclats sous leurs coups de boutoir répétés. Une centaine de détenus se sont égaillés dans les couloirs d'un des étages les plus vétustes des Baumettes. Jouant de la matraque, les CRS ont réussi à maîtriser la situation. Mais les portes n'ont pu être réparées : le piquet de grève installé par les surveillants interdit l'entrée de la prison aux serruriers.

L'inquiétude grandit dans les rangs des policiers déboussolés. *«Ce n'est pas notre métier, on est désemparés. Dans cette maison d'arrêt, on croise aussi bien des voleurs de bagnoles que des dangereux truands en attente d'un nouveau jugement,* poursuit le policier. *Les surveillants savaient à qui ils avaient affaire. Pas nous.»* Sans doute les rapports directs sont-ils limités par l'état de service minimum dans lequel végète la prison. A l'exception notable, cependant, des repas : les cellules s'ouvrent au passage du chariot qui distribue la nourriture sous escorte policière.

Ce sont les «gamelleurs» – des détenus volontaires et réputés fiables – qui s'occupent de la tournée des popotes. *«Aux cuisines, ces gars-là manient des hachoirs et des couteaux grands comme l'avant-bras,* explique le CRS, pas rassuré. *Puis ils poussent le chariot-repas et on les accompagne de cellule en cellule. Tout détenu est alors susceptible de cacher une arme blanche dans sa manche.»* Le blocus des Baumettes a cependant une conséquence inattendue : la drogue circule moins bien que d'habitude dans la prison. Mais du coup, les crises de «toxicos en manque» se multiplient.

Mardi, les parloirs *ont* été entrouverts pour seulement quelques familles des détenus afin de faire retomber la pression. Les surveillants grévistes des Baumettes en ont profité pour exiger une fouille complète des cellules comme préalable à la reprise du travail. Leur raisonnement a sa logique : les *parloirs* ont été assurés par des gens *«inexpérimentés», et des armes* peuvent avoir été introduites *dans la* prison. Généralement solidaires des mouvements de leurs «collègues» surveillants, et habitués à leur prêter main-forte lors des mutineries, les CRS constatent que, cette fois, les gradés de la «pénitentiaire» ont emboîté le pas de leur base. A Marseille comme ailleurs en France, les policiers affectés aux prisons redoutent avant tout de voir le conflit s'éterniser *«Le temps joue contre nous et la situation va très vite devenir intenable»* – et, aussi, de se retrouver coincés entre deux fronts hostiles – *«entre taulards et matons».*

ÉRICH INCIYAN

SOCIÉTÉ

...dicats des pers...

...lants grévistes

pénitentiaires

Maison d'arrêt maladie

ROUEN

de notre envoyé spécial

Une étrange épidémie frappe Bonne-Nouvelle, la prison de Rouen (Seine-Maritime). Un virus localisé, qui sévit uniquement dans cet établissement construit entre des terrains vagues et des cités HLM, dans les faubourgs populaires de la ville. Quatre-vingt-onze surveillants sur cent quarante et un sont en arrêt maladie depuis le 13 septembre ! Si certains gardiens sont effectivement souffrants, d'autres – la majorité, – ont trouvé là un moyen idéal pour *« faire la grève sans la faire »*, autrement dit se mettre à l'abri d'éventuelles sanctions tout en restant solidaires des « collègues ».

L'action sans les risques de l'action ! En ces temps conflictuels, la tactique pourrait se révéler contagieuse. A Rouen, en tous cas, les surveillants ne sont pas près d'y renoncer. L'échec des négociations de Paris entre les syndicats et la chancellerie ainsi que la persistance des menaces de sanctions n'ont pas entamé leur détermination. Les plus optimistes estiment que le conflit ne sera pas réglé avant le début de la semaine prochaine. A l'évidence, ils n'ont d'ailleurs pas prévu de guérir d'ici là, et les responsables syndicaux eux-mêmes s'avouent surpris par la fermeté de la base. *« Les gars sont sous pression. Nos femmes ont peur ; ce qui est arrivé à Clairvaux aurait pu arriver ici, c'est vraiment pas compliqué de faire rentrer des armes »*, explique l'un des « malades » de Bonne-Nouvelle.

« Stop au massacre »

La maison d'arrêt est donc toujours placée sous le contrôle des CRS, de quelques surveillants stagiaires et d'une demi-douzaine de gradés. Les CRS assurent la sécurité et les gradés se chargent de la distribution des repas. Les visites et toutes les activités habituelles (sport, ateliers, promenade...) sont suspendues. Seul, le service médical d'urgence est assuré. Les cinq cent quatre-vingts détenus, dont une quarantaine de femmes, ne quittent plus leurs cellules. En ses murs de briques rouges, qui lui valent le surnom de « prison des mille briques », cette maison d'arrêt, construite au siècle dernier, semble gagnée par une somnolence dont nul ne sait trop si elle doit inquiéter ou rassurer.

En fait, les surveillants de Bonne-Nouvelle pouvaient difficilement demeurer impassibles face à cette nouvelle crise. Le 15 août, lorsque l'un des leurs, Francis Caron, avait été tué par un détenu, le mouvement de protestation qui s'était ensuivi avait tout de suite pris une ampleur nationale. Aussi ont-ils immédiatement réagi, à leur tour, après la mort de Marc Dormont, le surveillant de Clairvaux tué lors de l'évasion du 11 septembre. Dès le lendemain, ils déclenchaient un mouvement de grève et confectionnaient une petite banderole accrochée devant l'entrée, à gauche du portail : *« Une fois encore, une fois de trop. Nous pleurons un des nôtres. Gouvernement : stop au massacre. »* Lorsque l'administration les a avertis qu'ils encouraient des sanctions financières (retenues sur salaires), ils cessèrent d'être des grévistes officiels et « se firent porter pâles ».

Ce qui ne les empêcha pas de formuler leurs exigences locales, comme le confirme M. Reginald Lesur, responsable de la section USP, syndicat, ici, majoritaire : *« A la suite du mouvement du mois d'août, un protocole d'accord avait été signé qui n'a pas été respecté. Les mesures de sécurité prévues n'ont pas été prises. Certains détenus présumés dangereux n'ont pas été transférés en centrale. Personne n'est venu de Paris pour étudier l'organisation du travail et nos besoins en effectifs, comme c'était prévu. On se moque de nous ! »*

PHILIPPE BROUSSARD

Le témoignage d'...

« Matons » malgré eux

L'inculpation du président de l'Assemblée nationale

L'attitude de M. Emmanuelli est vivement critiquée par les syndicats de magistrats

Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) a vivement critiqué, mardi 15 septembre, l'attitude de M. Henri Emmanuelli face au juge rennais Renaud Van Ruymbeke, qui l'a inculpé en tant qu'ancien trésorier du PS (*le Monde* du 16 septembre).

Estimant que le président de l'Assemblée nationale *« semble découvrir qu'il ne peut être, en raison de sa seule appartenance à un parti politique aux commandes du pays, un citoyen au-dessus des soupçons et des lois »*, le SM affirme que *« la classe politique, en cherchant ainsi à discréditer l'institution judiciaire, met en péril sa propre crédibilité et joue dangereusement avec l'avenir de la démocratie »*.

Le SM souligne qu' *« en refusant de signer le procès-verbal établi à l'issue de son premier interrogatoire par le juge d'instruction, M. Emmanuelli se comporte comme si la notification des charges pesant contre lui équivalait à la reconnaissance de sa culpabilité (...). Cette regrettable confusion constitue une négation pure et simple de la présomption d'innocence par celui-là même qui, récemment, en réclamait le bénéfice »*.

L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) critique pour sa part les commentaires sur l'instruction en cours exprimés par le premier ministre, qui avait pris la défense de M. Emmanuelli. L'USM dénonce *« le mépris que semblent afficher les plus hauts personnages de l'Etat à l'égard de l'autorité judiciaire »* et déplore que *« l'inculpation de M. Emmanuelli ait donné lieu à des manifestations partisanes de nature à jeter le doute sur l'égalité des citoyens devant la loi »*.

Enfin, M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure et chargé de la justice au sein de son mouvement, juge *« les propos de M. Emmanuelli indignes d'un président de l'Assemblée nationale »*.

RELIGIONS

Six ans après la rencontre d'Assise autour du pape

Plus de trois cents responsables religieux manifestent à Bruxelles pour la paix

Sur la Grand-Place de Bruxelles, mardi 15 septembre, trois cent cinquante responsables religieux, appartenant à douze confessions différentes, et plus de cinq mille personnes ont participé à une cérémonie de prières pour la paix en Europe. Cette manifestation mettait fin à une rencontre interreligieuse de trois jours qui, après celle d'Assise présidée par le pape en 1986, avait lieu, à Louvain et à Bruxelles, à l'initiative de la Communauté internationale de saint Eugidio.

Déclarant *« inconcevable que les religions soient des facteurs de guerres et de violences »*, un « appel de Bruxelles » a été signé par tous les représentants religieux. Le pape leur a aussi envoyé un texte dénonçant *« la tentation du repli sur soi en Europe, les divisions exaspérées, la résurgence des nationalismes »*.

Présent à la rencontre, M. Robert Mugabe, président du Zimbabwe, a fait également de l'ouverture au Sud la condition de la prospérité de l'Europe.

MM. David Shloum, grand rabbin israélien, Mohammed Mokthar Sellami, grand mufti de Tunis, des bouddhistes venus du Japon, des maîtres de l'hindouisme, ont participé aux travaux et échangé des baisers de paix avec de nombreux délégués des Eglises protestantes, anglicane, orthodoxes (dont le patriarche d'Alexandrie, Mgr Parthenios) et catholiques, dont les cardinaux Cassidy, président du Conseil pontifical de l'unité des chrétiens, Glemp, primat de Varsovie, Danneels, archevêque de Malines, do Nascimento, de Luanda (Angola), Helder Camara, etc.

Le bilan des actions du ministère de la jeunesse pendant les vacances

Mme Frédérique Bredin contre l'« année grise »

Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, devait présenter, mercredi 16 septembre au conseil des ministres, une communication portant sur le bilan des actions entreprises dans le cadre du plan « Eté jeunes ». Certaines de ces actions ont été complétées, dans les vingt-quatre départements retenus comme prioritaires au titre de la politique de la ville, par les opérations interministérielles « anti-Eté chaud » en direction des quartiers les plus défavorisés.

Le plan « Eté jeunes », qui avait pour ambition d'*« offrir à tous les jeunes, et en particulier à ceux qui d'ordinaire ne partent guère, des vacances actives et sportives »*, a touché, selon le ministère de la jeunesse et des sports, environ 500 000 jeunes. Il s'est fortement appuyé sur le temps fort des Jeux olympiques (retransmission des épreuves sur écran vidéo haute définition dans 140 quartiers, 1 000 jeunes envoyés à Barcelone, etc.). Dix-sept fédérations sportives (parachutisme, aviron, judo...) se sont impliquées et ont proposé à 10 000 jeunes des initiations, des stages, des tournois, sous la coupe de plusieurs athlètes de haut niveau.

Le doublement des aides

Comme prévu, 1 000 équipements sportifs de proximité (baptisés J-Sport) ont été réalisés à ce jour en deux ans (sur des terrains inoccupés ou aux équipements vétustes, etc.). A chaque J-Sport a été affecté un animateur à temps plein, chargé lui-même de former des animateurs issus des quartiers concernés. Mais, si 500 autres J-Sport sont déjà prévus pour 1993, la demande des collectivités locales est telle que le ministère reconnaît ne pouvoir satisfaire actuellement qu'un vœu sur quatre. Conséquence de Barcelone et du succès de la *dream team* américaine : le basket (10 % des demandes de projet) se taille aujourd'hui la part du lion.

Les Tickets sports (installations ouvertes pendant l'été, comme les bâtiments scolaires, campus d'université, centres de formation des professeurs d'éducation physique et sportive) ont été multipliés par dix entre 1991 et 1992. Grâce à 1 200 conventions passées notamment avec les communes, *150 000 jeunes ont pu ainsi, cet été*, se voir proposer une activité sportive gratuite et correctement encadrée. Le ministère envisage de promouvoir par la suite l'ouverture de ces installations – déjà effective pendant les petites vacances – pour le reste de l'année, afin, précise Mme Bredin, *« que l'on ne puisse plus parler d'été rose et d'année grise »*.

En marge de ces réseaux d'animateurs sur lesquels il entend s'appuyer tout au long de l'année, le ministère de la jeunesse et des sports a décidé de maintenir parallèlement ses efforts concernant l'aide directe à l'initiative des jeunes (170 millions de francs au budget 1992). Rien que pour l'été 1992, 70 000 jeunes ont ainsi pu obtenir une subvention allant jusqu'à 30 000 F, afin de réaliser au total 10 000 projets personnels à caractère culturel, humanitaire ou sportif (projets J) : réalisation d'un clip, tour de France en tandem, débroussaillage anti-incendie en Corse, restauration d'un vieux bateau, d'un hôpital en Roumanie. Ces projets, mis en œuvre avec ou sans l'aide de mouvements associatifs, peuvent être déposés à tout moment de l'année dans les directions départementales de la jeunesse et des sports.

Mme Bredin constate enfin avec satisfaction que la fréquentation des centres de vacances et de loisirs l'été ne cesse d'augmenter : 4 millions d'enfants cette année contre 2,6 il y a dix ans. Mais, notant que cette hausse s'effectue presque exclusivement au profit des centres de loisirs (destinés aux enfants qui ne partent pas), le ministère a décidé de relancer les aides aux centres de vacances (destinés aux colonies) en doublant, l'an prochain, les crédits alloués pour le fonctionnement et l'équipement de ces centres aux associations d'éducation populaire qui en assurent la gestion.

JEAN-MICHEL DUMAY

EN BREF

□ **Nouvelle inculpation de M. Jacques Floch, député PS.** – Député socialiste et maire de Rezé (Loire-Atlantique), M. Jacques Floch a été inculpé, lundi 14 septembre, de présentation et de publication de bilan inexact par un juge d'instruction d'Angers (Maine-et-Loire), M. Ivan Auriel. M. Floch avait déjà été inculpé par le magistrat, le 5 février dernier, de complicité d'abus de confiance dans le cadre du dossier impliquant l'industriel *nantais*, René Trager.

□ **Une nouvelle inculpation après la catastrophe du stade de Furiani.** – Une attachée de la préfecture de Bastia a été inculpée d'homicides involontaires et de coups et blessures involontaires, lundi 14 septembre, au cours de l'enquête sur la catastrophe de Furiani (Haute-Corse). Cette fonctionnaire avait animé, peu avant la rencontre de demi-finale de la Coupe de France opposant Bastia à Marseille, une réunion de techniciens de l'Etat dont certains étaient membres de la commission départementale de sécurité. L'annonce de cette inculpation a été vivement ressentie par les collègues de cette fonctionnaire *qui ont souligné son « rôle obligatoirement subalterne »* dans cette affaire. Seize personnes sont désormais inculpées dans ce dossier ouvert après l'effondrement, le *5 mai, d'une tribune provisoire du* stade Furiani, qui avait fait 15 morts et 1 650 blessés.



هكذا من الأمل

A Fontenay-le-Comte (Vendée)

L'armée de terre va accroître ses capacités de reconversion des engagés à la vie civile

L'armée de terre prévoit d'accroître, à Fontenay-le-Comte (Vendée), les activités de son Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) qui est chargé, par des stages de reconversion en liaison avec l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), de préparer le retour à la vie civile de ses engagés (hommes du rang et sous-officiers) en fin de contrat.

FONTENAY-LE-COMTE

de notre envoyé spécial

« Nous avons des devoirs envers ceux qui nous quittent », a affirmé le général Yves Crene, sous-chef d'état-major de l'armée de terre, en évoquant, mardi 15 septembre, le cas des engagés en fin de contrat devant M. Jacques Mellick, le secrétaire d'Etat à la défense, venu constater, au Centre militaire de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte, en Vendée, que cette population d'anciens militaires, une fois débarrassée de son uniforme, n'était pas *« laissée au bord du chemin, sans filet de protection »* et qu'il lui était offert *« une seconde chance »*.

Le CMFP est en quelque sorte *« une caserne à rebours »*, explique son chef, le lieutenant-colonel Pierre Olivaud, puisqu'il vise à faire d'un militaire un civil en lui proposant des stages de reconversion censés, sous le contrôle du ministère de la défense et du ministère du travail, *« fabriquer un citoyen productif »*.

A ce jour, quelque quatre cents sous-officiers, engagés en fin de contrat, appelés des départements ou territoires d'outre-mer et descendants des anciens harkis de la guerre d'Algérie suivent des stages, durant sept à huit mois, pour acquérir une formation dans vingt-trois spécialités différentes, du bâtiment, de la construction métallique, de l'électricité et du froid, de la mécanique générale, des activités du tertiaire (bureautique, comptabilité, vente ou services) et dans la télé-surveillance vol-incendie.

4 700 départs par an

« C'est une population fragile, qui a l'angoisse de l'avenir et qui peut même développer une certaine rancœur à la perspective de devoir quitter le cocon militaire », dit le lieutenant-colonel Olivaud. L'objectif est de leur donner une formation professionnelle reconnue par l'Etat, de les remettre à niveau sur le plan scolaire et de les aider à trouver un emploi grâce à une cellule-placement du CMFP qui travaille à l'échelle nationale (seulement 2 % des « reconvertis » trouvent à s'occuper en Vendée même).

Il faut croire que le CMFP ne trahit pas sa vocation, à en juger par les statistiques de M. Claude Cartier, le directeur de l'AFPA à Fontenay-le-Comte, qui assure que le taux de réussite aux diplômes professionnels y est de 92 % (quand la moyenne nationale culmine à 75 %) et que 78 % des stagiaires militaires ont un « job » civil dès la sortie du Centre, avec une proportion qui continue de grimper encore à 85 % six mois après la fin de la formation.

M. Mellick considère qu'il s'agit là d'*« une œuvre exemplaire »* et il confie aux instructeurs et aux stagiaires présents qu'il ne connaît aucune institution de l'Etat autre que l'armée, ni aucune entreprise nationale ou privée, qui se soit lancée dans une telle action de reconversion de ses personnels. Ce qui explique que la tâche reste immense, c'est précisément la nécessité pour l'armée de terre de renouveler les corps de sous-officiers ou d'engagés, dans le contexte actuel de déflation des effectifs pour cause de réduction du budget militaire. Avec ses 28 200 engagés, quand elle estime en avoir besoin de quelque 40 000 pour tenir le rythme de ses missions extérieures, l'armée de terre met fin, chaque année, à 4 700 contrats.

Certes, beaucoup de ces engagés, parce qu'ils ont une spécialité directement utilisable, cherchent par leurs propres moyens à décrocher un emploi civil. Le CMFP peut recevoir entre 400 et 500 stagiaires. L'objectif – et déjà des bâtiments sortent de terre à Fontenay-le-Comte – est de faire passer à 700 le nombre des stagiaires en 1994. On parle aussi de l'éventualité d'ouvrir un second centre, pour lequel il faut prévoir d'investir (hors infrastructure immobilière) pas moins de 110 millions de francs pour 450 places supplémentaires.

Pour l'instant, l'agrandissement en cours achoppe sur un « détail » administratif : la conclusion, qui tarde à venir entre les deux ministères concernés, d'une convention par laquelle l'AFPA devrait mettre douze nouveaux formateurs à la disposition d'un centre pour reconversion des militaires où, aujourd'hui, les places sont si chères qu'il faut s'y prendre parfois deux ans à l'avance pour s'inscrire dans certaines catégories de stages.

JACQUES ISNARD

□ ***Un ancien ingénieur du CEA inculpé et écroué pour trahison.*** – Un ingénieur en physique nucléaire, M. Francis Temperville, trente-cinq ans, a été inculpé, mardi 15 septembre, de « trahison », et placé sous mandat de dépôt par M. Roger Le Loire, juge d'instruction au tribunal de Paris. Il est soupçonné d'avoir livré à un agent soviétique des documents classés secret défense, concernant des tirs expérimentaux d'engins nucléaires effectués en 1989 et 1990 à Mururoa, dans le Pacifique. M. Temperville a travaillé de septembre 1989 à août 1990 à la direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il avait été approché par un agent soviétique se présentant comme étudiant, alors qu'il préparait un doctorat en physique nucléaire et donnait des cours.

Selon une revue spécialisée

La France prévoit de moderniser le plateau d'Albion avec des missiles dérivés des sous-marins nucléaires

La France a mis à l'étude la modernisation de son site de missiles nucléaires stratégiques en haute Provence (avec de nouveaux missiles sol-sol baptisés S.5) et elle a prévu de limiter à quatre (au lieu de cinq, actuellement) le nombre de ses sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques M.5. Cette double précision figure dans le numéro spécial du mensuel *Armées d'aujourd'hui* qui est préfacé par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, et qui est destiné à introduire le colloque international sur la sécurité organisé à la fin du mois de septembre à Paris et clos par un discours du chef de l'Etat.

Dans ce numéro hors série, *Armées d'aujourd'hui* développe longuement les engagements de la programmation militaire et fournit quelques précisions supplémentaires par rapport à de précédentes informations issues du ministère de la défense.

C'est le cas, en particulier, pour l'évolution des systèmes d'armes nucléaires. Ainsi, la « composante » principale de la force nationale stratégique comprendra quatre sous-marins de la classe du *Triomphant*, au lieu des cinq de la catégorie de *l'Inflexible* qui sont aujourd'hui en service. En 1995, le premier de la série de ces nouveaux sous-marins stratégiques sera opérationnel avec des missiles mer-sol M.45. C'est en 2005 qu'apparaîtra le nouveau missile M.5, qui équipera à tour de rôle les quatre sous-marins de nouvelle génération et qui emportera – sur des distances accrues – des ogives nucléaires « durcies » (c'est-à-dire résistantes) à des contre-mesures.

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, précise que, pour ce qui concerne l'équipement du plateau d'Albion en haute Provence, l'étude de la modernisation de cette « composante » de missiles sol-sol a été décidée. Les silos de ce site contiennent actuellement des missiles S.3D et, l'an dernier, le gouvernement a arrêté le développement du missile S.45 qui était censé les remplacer. Le projet qui est à l'étude vise à mettre au point une version sol-sol dérivée du missile mer-sol M.5 de la marine et prête pour l'an 2005.

Enfin, il est prévu de continuer les études d'un missile nucléaire aéroporté qui succédera au missile air-sol ASMP emporté aujourd'hui par les avions Mirage IV et Mirage 2000-N de l'armée de l'air et par les Super-Etendard de la marine. M. Mellick reconnaît que c'est *« à un horizon plus lointain »*.

480 000 hommes en 1997

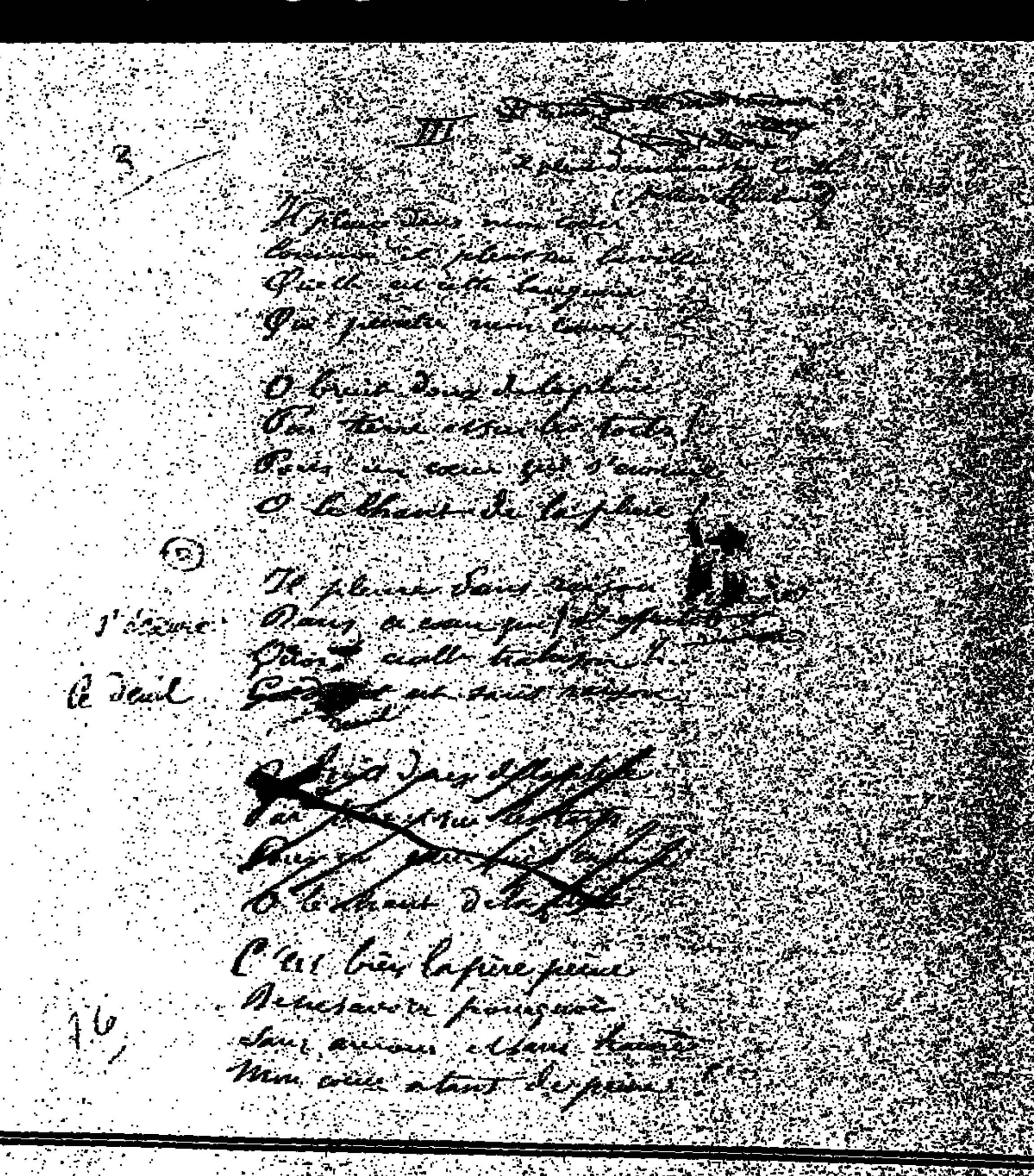
D'autre part, *Armées d'aujourd'hui* confirme que le corps d'armée franco-allemand, qui sera sur pied en 1995, participera à la défense commune des alliés, tant au sein de l'Union de l'Europe occidentales (UEO) qu'au côté de l'OTAN. Le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, est précis de ce point de vue : *« Il est clair que la réalisation de grands programmes d'armement, tout comme le règlement de crises majeures, ne seront plus désormais à la portée d'une seule nation européenne. »* *Armées d'aujourd'hui* va jusqu'à prédire, entre l'armée française (dont la taille sera plus réduite) et ses différents alliés, *« une répartition multinationale des tâches, tout en conservant un seuil minimal de capacités propres, et un haut niveau d'interopérabilité, tant au niveau du commandement, par l'utilisation de procédures communes, qu'en termes de matériels ou de soutien »*.

En 1997, les effectifs des armées françaises devraient être de 480 000 hommes (au lieu de 540 000 en 1991), avec la seule armée de terre réduite à 225 000 hommes (au lieu de 280 000).

De son côté, le chef d'état-major de la marine, l'amiral Alain Coatanéa, exprime des préoccupations sur l'avenir de son armée, à l'exception des sous-marins nucléaires stratégiques, des porte-avions ou de certains bâtiments de surface. *« Malgré les programmes en cours aujourd'hui ou prévus*, écrit-il, *le nombre des bâtiments de combat diminuera de 11 % dans les huit ans à venir et leur âge moyen passera de quatorze ans à plus de dix-sept ans. Les trois quarts de nos navires auront alors dépassé leur mi-vie, au lieu de la moitié aujourd'hui. »* Le chef d'état-major de la marine estime que le potentiel sera *« insuffisant »* pour les grands bâtiments d'escadre et de transport, et qu'il est *« sévèrement amputé »* en matière de sous-marins d'attaque et d'avions de patrouille maritime.

Enfin, pour la première fois, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Vincent Lanata, précise comment seront répartis les avions de combat Rafale qu'il espère pouvoir commander. *« Actuellement*, explique-t-il, *l'armée de l'air envisage d'acquérir environ deux cent trente-cinq Rafale répartis en quatre-vingt-quinze monoplaces et cent quarante biplaces. »* Ce partage correspond – suite au conflit du Golfe en 1991 – au désir des aviateurs de disposer de biplaces pour des missions tactiques, plus contraignantes, et de monoplaces, pour des missions de défense aérienne, jugées plus simples.

▶ ***Armées d'aujourd'hui*, 6, rue Saint-Charles, 75015 Paris ; numéro hors série 172 ; 82 p. ; 20 F.**



هكذا من الأصل

le plateau d'Albi...

...marins nucléaires

SPORTS

FOOTBALL : le premier tour aller des coupes d'Europe

Les saines ambitions de Caen

Vainqueur de Saragosse 3 buts à 2, mardi 15 septembre, lors du match aller du premier tour de la Coupe de l'UEFA, le Stade Malherbe de Caen n'a pas raté son entrée dans la cour européenne. A peine sorti d'une grave crise financière, le club, rigoureusement géré par une nouvelle équipe, reste modeste sur son avenir. Il se préoccupe plus du championnat de France que d'une aventure internationale.

CAEN

de notre envoyée spéciale

Dans la victoire, Daniel Jeandupeux a gardé la tête froide. Les propos de l'entraîneur du Stade Malherbe de Caen (SMC) offraient un étrange contraste après un match fou et magnifique remporté (3 buts à 2) par une équipe qui disputait la Coupe d'Europe pour la première fois de son histoire, vieille de soixante-dix ans. Rencontre joyeuse et pleine, fidèle à la réputation de cette équipe normande, offensive et généreuse, servie par onze Caennais en lévitation, Stéphane Paille et Xavier Gravelaine en tête, auteurs des trois buts.

Le match retour sera difficile en Espagne, mais les Caennais ne doivent pas se laisser griser par l'aventure européenne. Défait lors de ses quatre déplacements et avec deux victoires à domicile, le SMC est quatorzième en championnat de France. Or, seul le maintien en première division devrait conforter une situation financière encore fragile.

Caen « revient de loin ». Il y a huit ans encore, l'équipe évoluait en troisième division et s'est hissée au sein de l'élite en 1988. Empêtré dans une grave crise il y a un an (*le Monde* du 26 novembre) avec un déficit de près de 30 millions de francs pour un budget de 54 millions de francs, le club a failli mettre la clef sous la porte. Aujourd'hui, les choses sont à peu près rentrées dans l'ordre.

L'ancien président du SMC, Jean-Jacques Fiolet, a été remplacé en décembre par Guy Chambily, directeur d'une société de transports, réputé fin gestionnaire, plébiscité par tous les partenaires inquiets pour leur investissement : les collectivités territoriales ont offert 13,5 millions de francs et une quarantaine de sociétés réunies dans le Club leaders entreprises ont promis 14,5 millions de francs.

Près d'un quart de ces 28 millions de francs n'a pas encore été versé. Enfin, les « ventes » de Franck Dumas à l'AS Monaco pour 6 millions de francs, de Michel Rio au Havre pour 1 million de francs et le départ de l'onéreux Danois Olsen ont permis de respirer et d'engager cinq jeunes.

Interdite de chéquier

Le club n'est plus en liberté conditionnelle, les contrôles mensuels de la direction nationale de contrôle de gestion ont cessé en juin. Le budget a été révisé à la baisse pour ne pas dépasser 46 millions de francs. La Société à objet sportif (SOS), créée en décembre achève de rembourser les dettes de l'association, encore interdite de chéquier. Les exorbitantes primes européennes promises aux joueurs par l'équipe précédente vont manger 5 millions des 7,5 millions de francs de la recette européenne, provenant notamment des droits télévisés.

Il faudra aussi remplir le futur stade de 22 000 places qui remplacera, en juin 1993, le minuscule « chaudron » de 9 000 places planté sur les hauteurs de la ville et investi, en ce mardi « historique », par 5 000 supporters seulement. *« Avant Saragosse, dans deux semaines, l'équipe doit disputer deux rencontres de championnat et glaner le plus de points. Une dixième place finale ferait mon bonheur »*, dit Daniel Jeandupeux. A Caen, l'Europe reste un rêve, quand l'avenir tricolore est une réalité quotidienne.

BÉNÉDICTE MATHIEU

CULTURE

CINÉMA

Le nouveau film de Woody Allen

Très attendu, et pas seulement pour des motifs cinéphiles, « Epouses et maris » a été présenté au Festival de Toronto

TORONTO

de notre envoyé spécial

« Férocement drôle ! Un film précurseur » (Peter Travers, *Rolling Stone*). *« Un des meilleurs films américains »* (Ben Brantley, *Elle Magazine*). *« Un chef-d'œuvre d'invention »* (Bob Thomas, Associated Press). Tel est le ton général des premières critiques américaines concernant *Husbands and Wives (Epouses et maris)*, le nouveau film de Woody Allen, à la veille de sa sortie aux Etats-Unis, vendredi 18 septembre.

Mais, alors que les projections de presse ont eu lieu juste au moment où éclatait l'« affaire Allen-Mia Farrow-Sun Yi », comment être sûr que le film avait été vu en toute objectivité, que les critique n'avait pas voulu éviter de « tirer sur l'ambulance » ? Le scandale ayant quitté les manchettes des journaux pour les cabinets d'avocat, l'avant-première mondiale présentée le 14 septembre au Festival de Toronto permettait une vision plus sereine.

On savait que le scénario présentait des analogies avec l'« affaire ». De fait, à l'écran, Gabe (Woody Allen), professeur de lycée, voit son mariage de quinze ans avec Judy (Mia Farrow) se défaire, tandis qu'il tombe amoureux d'une de ses élèves, Rain (Juliette Lewis). Certains dialogues prennent aujourd'hui une résonance imprévue et troublante. Mais la similitude s'arrête là. Le mariage Gabe-Judy ne se défait pas parce qu'il s'amourache de Rain. C'est la séparation de leurs amis les plus proches, Jack et Sally (Sydney Pollack, Judy Davis), qui précipite la crise. Bien qu'on y rie beaucoup, *Epouses et maris* est un film sur l'usure. Plus encore : un sextuor (le sixième larron est l'acteur Liam Neeson) sur le malentendu, l'illusion sur laquelle se fondent souvent les couples qui, à l'heure du divorce, se demandent : *« Ai-je jamais su qui tu étais vraiment ? »* Comédie dramatique et romantique, *Epouses et maris* est dans le droit fil de *Hannah et ses sœurs*.

Mais si *Septembre* se voulait tchékhovien, si *Interieurs* était un hommage à Ingmar Bergman et *Ombres et brouillard* à Fritz Lang, *Epouses et maris* se rapprocherait plutôt du Jean-Luc Godard, à mi-chemin entre *Une femme est une femme* et *Une femme mariée*. La caméra, presque constamment portée à l'épaule, balaie une pièce ou remonte un couloir pour rattraper tel personnage, telle réplique à l'emporte-pièce, sa turbulence reflétant bien la confusion sentimentale. Le tout est entrecoupé d'interviews des personnages principaux. Au sortir de la projection, la réaction du public était très majoritairement favorable. Et sur, vingt personnes interrogées, une seule évoquait l'« affaire », en remarquant : *« Et alors ? Woody Allen a toujours incorporé des éléments de sa vie privée dans ses films. »* Que *Epouses et maris* fasse oublier le scandale serait sa plus belle récompense.

HENRI BÉHAR

□ **Vente d'un Van Gogh « classé » à Drouot.** – « Jardin à Auvers », une œuvre de Van Gogh, datant de l'ultime période de l'artiste (juillet 1890), sera mis en vente aux enchères le 6 décembre, a annoncé le commissaire-priseur Jean-Claude Binoche. Ce tableau a été « classé monument historique » par un décret du 28 juillet 1989, ce qui lui interdit toute sortie du territoire français. Si la toile avait pu être exportée, elle aurait atteint 300 millions de francs affirme le commissaire-priseur qui refuse de donner une estimation pour une œuvre destinée à demeurer en France. Son propriétaire, M. Jacques Walter, héritier de l'architecte et industriel Jean Walter qui a contribué à la collection aujourd'hui cédée au Musée de l'Orangerie à Paris, souhaitait exporter « Jardin d'Auvers » en Suisse. Mais, en vertu du classement du tableau, la licence d'exportation lui a été refusée. Un jugement du Conseil d'Etat, datant du 31 juillet dernier, l'a débouté de l'action en justice qu'il avait intentée.

THÉATRE

Affres et espoirs de la déconcentration

Nouveaux rapports avec l'Etat pour les directeurs d'entreprises artistiques et culturelles

Une nouvelle étape dans la décentralisation est mise en œuvre par le ministère de la culture et de l'éducation nationale : pour accélérer le processus de déconcentration budgétaire prévu par la loi de 1992, la direction du théâtre et des spectacles va prochainement confier aux directions régionales des affaires culturelles (DRAC) les crédits destinés à un certain nombre de centres dramatiques et de scènes nationales. Auparavant, seules dépendaient directement des DRAC les compagnies dites « en commission » – entendons les moins richement dotées.

Ce transfert de compétences n'est pas sans inquiéter les hommes de théâtre et autres patrons d'établissements concernés. Une centaine d'entre eux en ont débattu, les 12 et 13 septembre, au Théâtre du Parc d'Andrézieux, près de Saint-Etienne, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle du Syndicat des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC), qui regroupe 208 adhérents. Ils avaient invité M. Alain Van der Malière, nouveau directeur du théâtre et des spectacles, à en préciser le mode d'application. En s'efforçant de rassurer ceux qui redoutent une coupure entre le ministère *« de Paris »* et les régions, le directeur a annoncé *« non pas moins d'État, mais l'État autrement »*, dans une relation nouvelle *« de proximité et de sensibilité »* avec les entreprises culturelles. Si l'État transfère aux DRAC des tâches de *« gestion »*, il conserve ses responsabilités en matière de *« conception et relance des grandes orientations »*.

Certains membres du SYNDEAC ont exprimé des réserves : ils craignent de tomber entre les mains d'autorités régionales insuffisamment compétentes ou redoutent les effets pervers d'une politique girondine que tenterait l'esprit vichyssois... L'administration centrale est perçue comme garante de liberté, au-dessus des mêlées partisanes, pour beaucoup d'hommes de théâtre. Toutefois, les arguments et le charisme personnel du nouveau directeur du théâtre lui ont valu l'attention courtoise de l'assemblée.

Il reste à accomplir, dans l'urgence – avant le 1er janvier prochain – cette mission anti-jacobine. Alain Van der Malière envisage d'opérer la déconcentration pour l'ensemble des théâtres de trois ou quatre régions *« pionnières »* qui deviendront des sortes d'observatoires. Et il entend affiner les relais de communication entre Paris et ces régions. Parallèlement, il souhaite rapprocher des centres dramatiques et des scènes nationales d'autres établissements dépendant jusque-là des seules autorités locales – comme les théâtres municipaux – afin de rendre plus performants les organismes de diffusion. Le paysage culturel national y gagnerait en homogénéité : une façon de conjurer le spectre du morcellement régionaliste, et de faire circuler les valeurs de l'Etat.

La question des intermittents

L'autre question d'actualité abordée par le SYNDEAC au cours de cette rencontre a été celle des intermittents du spectacle. Le 30 septembre doivent prendre fin les avantages consentis en matière d'indemnisation du chômage. Les rapports présentés en juillet dernier par Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers, et par Jean Marimbert, maître des requêtes au Conseil d'Etat, ont proposé des solutions pour réduire le déficit des fonds d'indemnisation, imputé aux artistes et techniciens intermittents. La balle est aujourd'hui dans le camp du CNPF, mais le président du SYNDEAC, Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, qui a été réélu à la tête du syndicat pour l'exercice 1992-1993, annonce que son bureau fera d'*« importantes propositions »*, dans les prochains jours.

BERNADETTE BOST

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Un entretien avec M. Jacques Testart

« Il faut interdire à l'échelon mondial le diagnostic génétique sur les embryons humains »

Biologiste à l'INSERM, M. Jacques Testart est l'un des rares scientifiques français à mettre en garde contre les graves conséquences potentielles de certaines pratiques médicales et de recherches dans le domaine de la physiologie de la reproduction.

« Dans un ouvrage à paraître prochainement (1), vous lancez un violent cri d'alarme contre l'utilisation de certaines techniques médicales qui semblent conduire à l'installation d'une nouvelle forme d'eugénisme. Pouvez-vous, ici, résumer votre propos et vos craintes ?

– Nous assistons effectivement aujourd'hui à l'installation d'un nouvel eugénisme. Il s'agit d'un eugénisme démocratique, à la fois doux, mou et insidieux. Mon propos concerne avant toute chose le diagnostic génétique préimplantatoire, cette technique qui consiste à identifier certaines caractéristiques *génétiques de l'embryon humain.* Il peut être mis en œuvre à partir du *prélèvement* de quelques cellules lorsque les embryons humains ayant été obtenus par fécondation *in vitro* sont en dehors de l'organisme maternel.

– Ne pensez-vous pas exagérer dans votre démonstration quant aux risques inhérents à la future utilisation d'une telle technique ?

– Nullement. Ce type de diagnostic a déjà commencé à être mis en œuvre. Ainsi, une équipe britannique a déjà *publié (en 1990, dans* les colonnes de la revue médicale britannique *The Lancet)* les résultats d'un tel travail. Cette technique était *alors utilisée sur des embryons* de couples à qui l'on avait proposé la fécondation in vitro, alors qu'ils n'étaient nullement stériles. Ils présentaient un facteur de risque de transmission héréditaire d'une affection génétique grave.

» Depuis, plusieurs enfants sont nés après la réalisation d'un tel diagnostic. Des couples français concernés souhaitent déjà (et c'est, *ma foi, bien normal) bénéficier* d'un tel procédé. Il s'agissait au départ du dépistage sur l'embryon humain d'anomalies liées au sexe. Mais d'autres sondes génétiques commencent déjà à être utilisées et il n'y a aucune raison pour que l'ensemble des sondes utilisées dans le diagnostic prénatal ne soient demain converties en mini-méthodes, afin d'être utilisables sur quelques cellules seulement, prélevées sur des embryons âgés de deux à cinq jours.

– En quoi le diagnostic génétique préimplantatoire présente-t-il un risque eugénique ? En quoi ce diagnostic est-il différent du diagnostic prénatal mis en œuvre depuis de nombreuses années chez la femme enceinte et qui, hormis dans certains cercles catholiques, ne soulève guère en France d'inquiétude ou d'opposition ?

– Le diagnostic génétique préimplantatoire se situe, certes, dans *le prolongement du diagnostic prénatal,* mais aussi dans celui de la procréation médicalement assistée. Il se situe, en fait, au carrefour de ces deux pratiques. Ainsi, avec le diagnostic préimplantatoire, nous sommes à la rencontre de la médecine prédictive et de la médecine procréative. Il s'agit là d'une situation complètement nouvelle. Et il est totalement faux de dire, ou de *laisser entendre, que le diagnostic* génétique préimplantatoire n'est qu'une forme un peu améliorée du diagnostic prénatal. Il faut comprendre que nous sommes là face à un saut considérable, confrontés à un bouleversement total.



« Tout était encore un peu vague »

Avec le diagnostic prénatal, on «travaille» sur le fœtus et, en fonction des résultats, on décide soit de laisser la grossesse se poursuivre, *soit de l'interrompre en provoquant* ce qu'il est convenu d'appeler un avortement «thérapeutique». Avec le diagnostic génétique préimplantatoire, la situation est totalement différente : on «travaille» en amont de la grossesse sur de nombreux *embryons et* avec le projet de faire vivre le meilleur. A cet égard, ce *diagnostic génétique ouvre une* perspective totalement nouvelle dans la mise en œuvre de l'eugénisme, cet ensemble de pratiques visant à l'amélioration de l'espèce humaine ou de telle ou telle race qui la compose. Les inquiétudes sont d'autant plus justifiées que tout cela est contemporain du programme «génome humain», cette vaste entreprise qui vise à déchiffrer *les structures* et *les fonctions* de l'ensemble des gènes de l'espèce humaine. Ainsi, les marqueurs génétiques disponibles vont très rapidement se multiplier.

» On va alors progressivement démontrer que tous les œufs sont, d'une manière ou d'une autre, anormaux. Il n'y aura plus d'individus «normaux» parmi ceux en devenir et il ne faudra conserver que les «embryons» les moins mauvais, selon des critères qui restent à définir.

– Ne craignez-vous pas qu'en tenant de tels propos on vous accuse, dans les milieux médicaux et scientifiques, de «forcer le trait», de ne parler que de vos propres angoisses ?

– En 1986, j'ai écrit un ouvrage intitulé *l'Œuf transparent* (2), qui abordait déjà les questions dont nous parlons aujourd'hui. A ce moment-là, tout était encore un peu vague. Les menaces ne s'étaient pas *encore traduites dans les faits.* D'ailleurs, quelques gynécologues et quelques généticiens n'ont pas manqué de faire savoir, en particulier dans ces colonnes *(le Monde* du 17 décembre 1986) que je m'aventurais totalement, que tout ce que je décrivais ne se ferait jamais, qu'il n'y aurait ni marché, ni techniques *adaptées, etc.* Les *mêmes contradicteurs* avançaient alors qu'il existait *dans ce domaine,* avec l'avortement thérapeutique et le diagnostic prénatal, des techniques beaucoup plus simples pour empêcher la naissance d'un enfant anormal.

» *Six ans depuis ont passé.* Ce que l'on tenait pour impossible est devenu possible. On disait qu'il n'y avait pas de «clientèle». L'expérience montre qu'il y en a déjà une. A court terme, si l'on ne s'y oppose, ces techniques vont devenir de plus en plus disponibles, de moins en moins coûteuses et de plus en plus efficaces. Rien n'interdira alors que l'on fasse systématiquement bénéficier de ces procédés les couples pour lesquels on a réalisé une fécondation *in vitro* à cause d'infertilité. Imaginez : il ne s'agira plus seulement d'avoir un enfant, mais de se donner un enfant, sinon «normal», du moins ne portant pas tel ou tel risque génétique, à la fois pour lui et pour sa descendance. Cela concernera beaucoup de monde puisqu'en France il y a déjà trente mille tentatives annuelles de fécondation *in vitro.*

« En fonction de telle ou telle caractéristique génétique »

– Vous pensez donc que le fait de proposer le diagnostic génétique pré-implantatoire conduira vers la fécondation* in vitro *tout couple qui ne souffre ni de stérilité ni même d'une forme ou d'une autre d'infertilité ?

– Il y aura des demandes visant à s'assurer de la «normalité» d'un enfant à naître en dehors *même de cette thérapeutique de* l'infertilité. Quand on voit la dérive *qui s'est produite en quelques* années – et qu'avec d'autres j'ai souvent critiquée – dans les indications médicales de la procréation médicalisée assistée, on ne voit pas où pourraient se situer les barrières interdisant le recours à la procréation médicalisée assistée en dehors de la stérilité.

» Au départ, il y a une dizaine d'années, la fécondation *in vitro* n'était mise en œuvre que chez des femmes qui n'avaient pas de trompes utérines ou dont les trompes étaient obturées. Or, ces indications correspondent aujourd'hui à beaucoup moins de la moitié des femmes traitées. Il n'y a *aucune raison pour que cette dérive* ne gagne pas le champ du diagnostic génétique préimplantatoire. Mais le problème pourrait bien vite ne plus être celui-ci. Je pense qu'à court terme, le diagnostic préimplantatoire n'imposera plus le recours à la fécondation in vitro.

– Que voulez-vous dire ?

– Je pense que l'on en viendra très vite à faire sur la femme ce que l'on sait déjà très bien faire sur la vache : le lavage utérin. Il s'agit ici *de provoquer par voie médicamenteuse* une stimulation ovarienne. *Après un rapport sexuel fécondant,* on provoque un lavage utérin qui permet de recueillir les embryons. *Il* sera dès lors possible de pratiquer le diagnostic génétique pré-implantatoire sur ces embryons puis de mettre dans l'utérus de la future mère les embryons que l'on aura retenus en fonction de telle ou telle *caractéristique génétique.*

» Quelques équipes plus ou moins marginales ont déjà expérimenté ce procédé outre-Atlantique. En Italie, l'an dernier, une équipe a annoncé des taux de succès tout à fait remarquables. Il n'y a aucune difficulté *technique insurmontable,* d'autant que les interventions sur les processus de reproduction sont beaucoup plus faciles dans l'espèce humaine que dans la plupart des espèces animales. Pour ma part, j'ai, d'une manière générale, une *très grande confiance dans les possibilités* de la technique. C'est bien pourquoi j'ai peur.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 18

(1) *Le Désir du gène,* de Jacques Testart. Editions François Bourin. 281 pages, 129 F. Cet ouvrage ne sera disponible dans les librairies qu'à partir du 21 septembre.

(2) *L'Œuf transparent* de Jacques Testart. Préface de Michel Serre. Editions Flammarion. Collection « Champs ». 224 pages. 37 F.

▶ On notera également la publication du rapport de M. Franck Sérusclat, sénateur du Rhône, dans le cadre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, *Les Sciences de la vie et les droits de l'homme.* Editions Economica (456 pages. 200 F.)

▶ A lire également le fort intéressant « Ethique des choix médicaux », ouvrage rédigé sous la direction de Jon Elster et Nicolas Herpin. Actes Sud (165 pages, 130 F).

Archives glaciaires

Les variations des températures et des environnements des deux mille derniers siècles sont enregistrées dans la glace du Groenland

LES *campagnes internationales* GRIP (Greenland Ice Core Project) ont réussi, au cours des étés 1990, 1991 et *1992,* à carotter la calotte glaciaire du Groenland sur toute son épaisseur, soit sur 3028,8 mètres. Elles battent donc le premier forage, réalisé par les Russes *à leur station antarctique* de Vostok, qui a atteint la profondeur de 2200 mètres, et même *le second,* qui est arrêté provisoirement à 2546 mètres, mais qui devrait être continué jusqu'à la profondeur de 3700 mètres. Ainsi, les carottes de glace *remontées du «trou» groenlandais* contiennent-elles les archives climatiques des deux cent *mille* dernières années. Ce qui permettra des comparaisons avec celles qui viennent d'être extraites du deuxième «trou» de Vostok et qui sont en cours de publication.

Ces données groenlandaises sont importantes, car elles permettront de mettre en parallèle les variations *climatiques de l'hémisphère* Nord *et de* l'hémisphère Sud pendant l'actuel interglaciaire (ou holocène, jusqu'à – 10 000 ans), la dernière période glaciaire (ou würm, de – 10 000 à – 110 000 ans), le *précédent* interglaciaire (ou éémien, de – 110 000 à *– 130 000 ans) et l'avant-dernière* période glaciaire (ou riss, de – 130 000 à – 200 000 ans) au début de laquelle les carottes du premier «trou» de Vostok s'arrêtaient.

La glace des calottes arctique et antarctique est faite, en effet, de la neige annuelle tombée au fil des millénaires et transformée en glace par le poids des couches neigeuses accumulées peu à peu. La neige est faite d'eau, bien sûr, c'est-à-dire d'oxygène et d'hydrogène. Or la composition isotopique de chacun de ces éléments *est fonction de la température dans* laquelle s'est formée la neige. Plus il fait froid, moins il y a d'hydrogène lourd (le deutérium) et d'oxygène lourd (1). En dosant le deutérium par rapport à l'hydrogène 1 (le «*normal»*) et l'oxygène 18 *par rapport* à l'oxygène 16 (le «normal), on peut retrouver, à un demi-degré Celsius près, la température qui régnait au moment de la formation de la neige devenue la glace que l'on analyse.

En outre, on retrouve dans les cristaux de glace des échantillons de l'air contemporain de la formation de celle-ci. L'analyse de cet air très ancien permet donc de savoir combien, aux époques où l'air a été *emprisonné dans les cristaux* de glace, cet air contenait de gaz carbonique, de *méthane, d'oxydes d'azote* et d'oxyde de carbone, tous gaz à effet de serre naturellement présents dans l'atmosphère. Et ce, bien avant que la révolution industrielle du dix-neuvième siècle fasse augmenter la quantité de ces gaz.

Rappelons que *l'analyse des* carottes de glace de Vostok avait montré un parallélisme étonnant entre, d'une part, les températures, d'autre part, les quantités de gaz carbonique et de méthane présents dans *l'atmosphère au cours des cent quarante* mille dernières années. Plus il *faisait* chaud, plus il y avait – naturellement – de gaz carbonique et de méthane. Et inversement *(le Monde* du 7 octobre 1987).

Dans les carottes, on retrouve aussi les aérosols (acides sulfurique et nitrique, particules de lœss, etc). Ce *qui permet d'avoir des informations* sur le régime des vents, sur les climats, humides ou secs, qui régnaient dans diverses régions de la planète.

Une coopération européenne exemplaire

Les campagnes GRIP ont été suggérées par une proposition de la Fondation européenne de la science. Elles ont réuni le Danemark, dont dépend le Groenland, (qui a assumé 25 % de leur coût), la Suisse (21 %), la France (14 %), l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Islande. *Sans oublier* les Communautés européennes qui, dans le *cadre de leur «programme environnement»,* ont donné une subvention *égale à 15 % des 41 millions de* francs attribués au projet (non *compris le* coût des analyses et études qui rentrent dans le travail normal des laboratoires). *Sans oublier non plus* les transports effectués par des avions *C 130* sur *skis loués* «à prix d'ami» aux Etats-Unis.

Le site choisi, Summit, est le point le plus haut de la calotte du Groenland (3230 mètres) : la glace s'y écoule donc assez peu. Ainsi le trou subissait-il peu de déformation, et ce d'autant moins qu'il était rempli de kérosène maintenant ses parois ouvertes.

Summit est situé à environ *800 kilomètres au nord-est de Sondre* Strömfjord (sur la côte ouest). Bien entendu, les *trois campagnes de* forage ont eu lieu pendant l'été (de mai à août), si bien que la *température* oscillait *entre* – 15 °C *et* – 20 °C. En août 1990, les carottiers électromécaniques à deux couteaux en anneau, chefs-d'œuvre des Danois et des Islandais, étaient parvenu à la profondeur de 770 mètres. En août 1991, ils étaient descendus à 2280 mètres, ce qui couvrait la période des quarante mille dernières années.

Le 12 juillet 1992, le socle rocheux a été atteint ou presque. A cette profondeur, la glace, très dure, contenait de plus en plus de cailloux et de sables rouges. Ce qui a obligé à changer fréquemment les couteaux des outils de forage puis à s'arrêter par précaution un peu avant d'arriver au *socle.*

GRIP, qui a rassemblé sur place un maximum de quarante personnes, était organisé de telle façon que les premières analyses étaient faites sur place. Des mesures de conductivité ont ainsi permis de «voir» quasi immédiatement les périodes glaciaires et interglaciaires. Les *premières* ont «produit» des glaces un peu acide alors que la glace formée *pendant les secondes sont un peu* alcalines en raison de la présence de particules *carbonatées de lœss* venues, grâce aux vents, des zones alors désertiques de l'hémisphère Nord. L'acidité a fait aussi repérer des éruptions volcaniques majeures, telle celle du Tambora (1815, en Indonésie), une des plus importantes connues et une beaucoup plus importante qui s'est produite en 1259 sans que l'on puisse encore savoir où.

Sur place aussi, les Suisses de l'université de Berne *ont mesuré* l'eau oxygénée (H_2O_2), qui renseigne *sur les capacités d'oxydation* de l'atmosphère et, indirectement, sur la *teneur en ozone* (O_3) *de la* troposphère. De même, les Français du *laboratoire de glaciologie et de géophysique* de l'environnement du *CNRS (Grenoble)* ont analysé tout de suite les aérosols (acides sulfurique et nitrique) et les impuretés solubles dans l'eau véhiculés par la circulation atmosphérique. Ce qui donne des informations sur l'état de la *surface des continents (végétation ou* non, éruption volcanique ou non, etc.), sur l'évolution de la chimie et de la circulation de l'atmosphère.

Bien évidemment, de multiples échantillons ont été «mis en boîte». Le CEA (Saclay), les universités de Copenhague et de Reykjavik y doseront *les isotopes de l'hydrogène. Le* laboratoire du CNRS de Grenoble et l'université de Berne y mesureront les gaz à effet de serre et y retrouveront les températures. Les dosages de *béryllium 10, faits au Tandétron* (CNRS) de Gif-sur-Yvette et dans plusieurs laboratoires suisses, permettront de reconstituer les quantités annuelles de neige tombées à *Summit.*

Sans oublier les carottes qui seront stockées à l'université de Copenhague et réparties ultérieurement dans différents laboratoires selon les capacités de chacun d'entre eux. *Bref,* les résultats complets de GRIP ne seront pas connus avant un an ou deux. Alors seulement pourra-t-on avancer vers une meilleure compréhension des *variations des climats* et de l'environnement qui préoccupent fort l'humanité.

YVONNE REBEYROL

(1) Dans la nature, l'hydrogène est fait de *99,985* % d'hydrogène 1 (léger) et de 0,015 % d'hydrogène 2 (lourd ou deutérium) et l'oxygène de 99,762 % d'oxygène 16 (léger) et de 0,2 % d'oxygène 18 (lourd) – à quoi s'ajoute un tout petit peu d'oxygène 17 qui n'entre pas ici en ligne de compte.

Déchets, l'expérience suédoise

Alors que la France s'interroge sur les déchets étrangers qui l'envahissent la Suède se prépare de façon originale au stockage de ses déchets radioactifs

« WELCOME to the Aspö Hard Rock Laboratory». Clin d'œil et jeux de *mots fortuit*. L'inscription à l'entrée de ce qui sera, une fois terminé, un tunnel de 4 kilomètres de long plongeant à 500 mètres de profondeur, évoque, c'est vrai, le déluge des décibels d'une mélodie jouée en sous-sol pour ne pas déranger la tranquillité des habitants de la surface. En fait, rien de tel. Le HRL est un laboratoire creusé dans un granit vieux de plus de 1,3 millions d'années et dans lequel seront analysées les capacités de confinement des formations géologiques appelées à accueillir pour l'éternité les déchets de haute activité des quatre centrales nucléaires suédoises.

A la différence de son homologue canadien, l'URL de Pinawa, dans la province du Manitoba, le laboratoire souterrain d'Aspö ne sera pas transformé en site de stockage. Les travaux qui y seront menés visent seulement à étudier la structure et le comportement de la roche, les écoulements et la composition chimique de l'eau, ainsi que les techniques de forage. Ainsi sera-t-il possible, dans les années à venir, de sélectionner, à partir des *résultats obtenus*, deux sites de stockage possibles. Un seul d'entre eux sera bien sûr retenu. Comme l'indique Olle Zellman, le géologue maître des lieux, *«le HRL d'Aspö est une répétition générale»*.

Situé à 350 kilomètres au sud de Stockholm, baigné par la Mer Baltique, Aspö est d'une exquise beauté que ne ternissent pas d'ailleurs les bâtiments cliniques des trois réacteurs *du complexe nucléaire d'Oskarshamn*-Simpevarp et l'installation de stockage intermédiaire (CLAB) qui héberge, dans ses piscines bleues, ces fameux déchets de haute activité. Bien qu'ayant choisi parmi les plus beaux sites côtiers du territoire pour construire leurs centrales, les esthètes du nucléaire suédois sont soucieux de ne pas dégrader plus l'environnement.

La construction du tunnel du nouveau laboratoire reste ainsi tout à fait discrète. De même que les baraquements où travaillent techniciens et chercheurs attachés au projet. Pourtant, avec le percement de ce long boyau, ce sont 150 000 mètres cubes de roche qui seront dynamités et qu'il faudra déblayer. Le problème est déjà réglé : tout est vendu au port de la petite ville d'Oskarshamn, à une quinzaine de kilomètres du site, qui en a besoin pour ses propres travaux.

Le tunnel, large de 5,5 mètres et haut de 5 mètres, vient de franchir les 1 400 mètres et atteint la cote −200 mètres. Encore 130 mètres et le parcours rectiligne de la «descenderie» sera terminé. Puis, il plongera à 500 mètres en deux grandes boucles coudées. Sur l'îlot d'Aspö, à la verticale de ce qui sera l'emplacement du futur «village» scientifique, apparaît un début d'excavation : le puits de l'ascenseur qui transportera jusqu'au fond du laboratoire les hommes et le matériel. L'ensemble des travaux devrait être achevé fin 1994-début 1995.

La participation des Français de l'Andra

Les chercheurs n'attendront pas aussi longtemps. Déjà, ils recueillent et analysent les données fournies par une série de forages. Leur but : mieux comprendre la circulation de l'eau – le granit, milieu fissuré, étant plus complexe que des milieux poreux – et comparer la réalité avec les modèles prévus. Autre point : ils veulent connaître les effets perturbateurs des techniques de forage utilisées. Tout est important car ces études sont le *prélude à d'autres projets de recherche* et de développement ainsi qu'à des activités de démonstration, comme le maniement des lourds containers de cuivre qui, à partir de 2010 seront chargés des combustibles irradiés produits pas les centrales suédoises.

Le HRL d'Aspö fait en quelque sorte une suite logique au projet international Stripa, du nom de la mine de fer désaffectée située dans le centre de la Suède qui, dix années durant, a permis de réaliser tout une série d'expériences. On y a développé et validé, jusqu'en 1991, des méthodes d'étude et de caractérisation des roches, mais on y a également évalué les propriétés à long terme de la bentonite pour le «colmatage» des fissures dans le granit.

Si Stripa fut un projet indépendant OCDE/AEN dont le SKB- les autorités nucléaires suédoises-assura la direction et la réalisation, le HRL reste projet purement suédois auquel sont associés nombre d'organismes internationaux : le PNC et le CRIEPI japonais, l'AECL canadien et, depuis peu, l'ANDRA français et le TVO finlandais. D'autres négociations sont en cours avec le DOE américain et le NIREX britannique. Ce qui est une excellente occasion de comparer ses propres travaux à ceux des autres. Surtout quand on n'a pas encore décidé, comme c'est le cas de la France, du milieu dans lequel les déchets seront enfouis.

L'ANDRA, qui ne dispose pas de laboratoire de ce genre, a participé aux premières phases de Stripa et continue donc avec le HRL. *«Ce programme présente beaucoup de similarités avec la manière dont l'ANDRA envisage d'intervenir sur site granitique naturel. Ainsi, la modélisation des écoulements permet de confronter plusieurs écoles scientifiques. La participation au HRL nous donne donc accès au matériel et aux méthodes disponibles avec la possibilité de proposer nos propres techniques»*, explique Bernard Vignal, qui a déjà effectué plusieurs missions à Aspö/Oskarshamn.

Ces préparatifs, minutieux à l'extrême, résultats de vingt années d'expériences et d'études conduites un peu partout en Suède, plantent le décor de cette «générale». Toutefois, le principal protagoniste, le combustible irradié, restera dans la coulisse en attendant que son habit soit fin prêt pour la première. En effet, le scénario de référence prévoit – selon la méthode dite de KBS 3 acceptée en 1984 par le gouvernement social-démocrate d'alors – le confinement du combustible, non retraité comme en France ou en Grande-Bretagne, dans des capsules de cuivre de 80 centimètres de diamètre, 6 centimètres d'épaisseur et 5 mètres de long. Une fois ces crayons de combustible de 4 mètres installés dans ce cylindre, celui-ci sera rempli de plomb, puis entouré de briques de bentonite qui feront écran entre le cuivre et le silo de béton.

Deux options sont envisagées quant à la position des silos, verticale ou horizontale, et les résultats des expériences en cours devraient être présentées dans le courant de cette année. Egalement à l'étude, la conception de la capsule : cuivre seul ou une méthode cuivre plus acier développée actuellement par TVO en Finlande. Quoi qu'il en soit, le site, qui devrait occuper environ un kilomètre carré, abritera quelque 5 500 capsules, soit les 7 800 tonnes de combustibles irradiés produits par la Suède entre 1972, date du lancement du premier réacteur, et 2010, date de l'arrêt définitif du programme nucléaire prévue officiellement par la loi de 1980.

Un gros point d'interrogation contre le chômage

Tout cela est soigneusement expliqué par les autorités nucléaires suédoises du SKB qui consacrent 20 millions de couronnes par an à l'information. Pendant l'été, le SIGYN, le bateau «nucléaire» qui transporte les déchets au SFR de Forsmark – le site de stockage des déchets de faible et moyenne activité – au nord de Stockholm, a fait son habituelle tournée portes ouvertes le long des côtes pour expliquer la gestion du programme nucléaire suédois à un public pas toujours prêt à se laisser *convaincre*.

La phase ultime de ce programme pour savoir «Qui va hériter des déchets?» se présente donc toujours sous la forme d'un gros point d'interrogation qui n'attire guère les sympathies mais auquel il est vrai, il n'est pas urgent de répondre. Pourtant, au mois de juin, deux communes du Nord, situées en pleine Laponie suédoise, ont fait parler d'elles pour avoir invité SKB à des réunions d'information. Le Nord, peu peuplé, assis sur un granit du fond des âges, est aux prises avec un chômage problématique qu'un tel chantier pourrait en partie résoudre.

Les membres du groupe «d'Arjeplog», une petite localité pourtant très cosmopolite où viennent pendant l'hiver les constructeurs automobiles européens pour tester moteurs et pneus en climat froid, y ont pensé. Ce groupe est en fait une commission nommée par le gouvernement, chargée de proposer des mesures visant à la création de nouveaux emplois lorsque fermera, en 1996, la mine de plomb de Laisvall – la plus grande d'Europe – à une quarantaine de kilomètres d'Arjeplog. Deux cent cinquante emplois disparaîtront alors et le sort des quatre cents habitants de l'endroit est lié aux travaux de cette commission.

Stig Modin, le responsable du groupe, a donc eu l'idée d'organiser des séminaires à Laisvall pour discuter de l'avenir de la localité et d'inviter le PDG de SKB, Sten Bjurström. SKB a jugé l'idée du stockage sur le site minier «intéressante», mais a souhaité étudier la question de plus près à l'automne et ne pas «s'imposer». Cela dit, la construction de ce centre de stockage donnerait six cents emplois pendant dix ans et plus de deux cents à long terme, ce qui permettrait de maintenir Laisvall en vie.

En outre, SKB a *promis que* la localité qui acceptera le combustible irradié sur son territoire aura la possibilité de dire «non» après une période de quinze à vingt ans : cette formule «réflexion» est une trouvaille des autorités nucléaires qui espèrent ainsi rendre la potion moins amère. Partout en effet où ont été effectués des forages-tests, elles se sont heurtées à la vive hostilité des habitants et des organisations de défense de l'environnement. Il s'agira donc d'un stockage «définitif par étapes» explique Claes Thegerström, responsable à SKB du choix des sites : *«La première étape consistera à construire une installation de démonstration pour seulement 10 % du volume total, soit environ 700 tonnes de combustible. Les déchets seront conditionnés comme prévu et enfouis. Après quoi, nous examinerons les résultats et nous déciderons de continuer ou pas. Pour SKB, il semble à peu près évident que cette évaluation sera positive...»*

Pragmatisme démagogique, technique et bouclier scandinave devraient donc faire bon ménage. Mais, prudent, Claes Thegerström souligne qu'il *«faut de toute façon garder la possibilité de sortir les capsules. Chaque génération doit pouvoir choisir». «De tout à fait neutres, nous sommes devenus favorables à la poursuite de l'étude des possibilités»*, constate Stig Modin du groupe d'Arjeplog. Dans sa commune, les avis sont pourtant partagés sur la question et beaucoup redoutent l'impact négatif qu'aurait la présence d'une telle installation dans une région qui mise à fond sur le tourisme.

L'image que l'on donne à l'Europe d'une «Laponie vierge» risquerait d'être sérieusement abîmée, estiment ceux qui refusent la coopération avec SKB. Un référendum, serait une voie démocratique : dans ce cas, c'est à SKB d'en assurer les coûts, entend-on à Arjeplog. Plus au nord, près de la frontière finlandaise, à Overkalix (9 % de chômage officiel) site déjà étudié dans les années 70, on s'intéresse également au stockage. La cellule social-démocrate de cette commune sous régie social-démocrate a invité les experts. Mais, là non plus, pas de prise de position officielle. Seulement de vives critiques. *«Le temps travaille pour nous»*, assure cependant Claes Thegerström.

FRANÇOISE NIÉTO

Les adultes de Bonneuil

Où peuvent aller les enfants psychotiques de l'école de Bonneuil placés dans des familles lorsqu'ils atteignent l'âge de vingt-cinq ans ?

LES responsables de l'école «expérimentale» de Bonneuil (Val-de-Marne) parviendront-ils, comme ils le réclament, à obtenir le droit de continuer à suivre leurs patients de plus de vingt-cinq ans? Les quarante personnes qui, dans cet établissement créé en 1969 par Mme Maud Mannoni, travaillent au service d'une quarantaine d'enfants et d'adolescents atteints de troubles psycho-névrotiques plus ou moins graves, psychotiques, débiles, ou autistes, attendent le verdict de leur autorité de tutelle.

Le projet de Bonneuil se situe hors sectorisation, à la marge du système, dans le courant dit «antipsychiatrique» qui s'est développé dans les années 60-70. Pour l'équipe de Mme Maud Mannoni, docteur ès lettres et en sciences humaines, psychanalyste, la non-ségrégation, le «mélange» des pathologies, permet aux plus souffrants un effort d'identification stimulant. *«Si l'on met uniquement des autistes ensemble, ce n'est pas ainsi qu'ils vont commencer à parler»*, explique la présidente du Centre d'études et de recherches pédagogiques et psychanalytiques (CERPP), *l'association loi 1901 qui gère* l'école.

Le modèle thérapeutique choisi, sur les traces de Jacques Lacan, Donald Woods Winnicott (1) et Bruno Bettelheim, passe par la parole, le bien-être, le naturel. L'institution défend depuis sa création un traitement «hors les murs» de l'anormalité et, sauf exceptions, sans recours aux médicaments. Avant d'être un «cas», le jeune patient est d'abord considéré comme une personne. Sa séparation, au moins temporaire, d'avec le cercle de famille est posée en principe. *«La fonction du sujet malade est bien souvent d'assurer un certain équilibre du groupe familial (il arrive que ce ne soit pas l'enfant qui soit le plus malade)»*, souligne Mme Mannoni. Apaiser la culpabilité des parents demande *«un travail de grande finesse»*.

Chez un couple d'apiculteurs du village d'Evelle, près de Beaune, en Bourgogne, entre la cueillette des poires et celle des cassis, Raphaël, seize ans, a réappris à vivre. Petit zonard de banlieue, il se souvient de son arrivée à Bonneuil, quand il restait des heures perché sur un arbre, ou sur le toit. Il ne se sentait *pas comme les autres, pas débile.* Sur proposition d'un membre de l'équipe, il a accepté de venir faire les vendanges, mais juste pour l'argent. Il ne faisait *«aucune confiance aux adultes»*. Pourtant, il est resté. *«Je m'suis dit : j'suis coincé, alors autant m'accrocher*, raconte-t-il, *et à Paris, y s'en foutent des gamins.» «Mon rêve*, dit-il encore, *c'était éduc', m'occuper des zonards.»* A la rentrée, Raphaël commence un CAP de menuisier-charpentier à Dijon. *«La première fois que j'suis monté sur un toit de grange, ça m'a vraiment fait des sensations, et puis mon père est maçon, ça se ressemble...»* C'est sa mère, infirmière psychiatrique, qui avait entendu parler de Bonneuil.

«Parfois, on discutait toute la soirée»

Anne et Pierre Sirot, qui ont accueilli l'adolescent pendant deux ans et demi, n'ont pas l'agrément «famille d'accueil» délivré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Ils travaillent depuis sept ans avec les enfants de Bonneuil sans avoir jamais signé quoi que ce soit. Ils sont payés sur la base d'un prix de journée forfaitaire, un salaire équivalent à quatre heures de SMIC par jour, une indemnité de congés payés et une indemnité d'entretien (soit environ 190 francs).

Au départ, les deux jeunes exploitants avouent qu'ils n'auraient *«jamais fait la démarche.»* C'est plutôt *«le hasard»*, en la personne d'un ancien voisin, Gérard Chuard, psychologue à Bonneuil, qui les a conduits à tenter l'expérience. Et *«pour l'exploitation*, ajoute Pierre Sirot, *cela donnait un but»*. Sur les six enfants à problèmes qu'ils ont abrités au sein de leur foyer, ils ont essuyé deux échecs, deux gamins trop durs à supporter. Anne Sirot se remémore le passage de Priscille, leur première protégée : *«Quand on rentre du boulot, qu'on entend un grand discours sur la mort, il y a des moments où l'on craque.»* Il y eut aussi Vincent, qui déplaçait tout dans la maison, au propre et au figuré.

Aujourd'hui, ils feuillettent en connaisseurs ce qu'ils appellent le *«manuel de la parfaite famille d'accueil»*, un document de quinze pages distribué par la DDASS aux volontaires du département. Pour régulariser leur situation, ils ont passé des dizaines de coups de téléphone, attendu des heures, navigué d'un bureau à un autre. *«Vous faites 20 kilomètres, et ce n'est plus le même agrément!»*, s'insurge le mari. L'épouse renchérit contre certains critères retenus par les services départementaux : *«Le contenu du frigo, la poussière sous les tapis... Même si, parfois, la maison était dans un désordre incroyable, avec Raphaël, on discutait toute la soirée de la vie, de ses problèmes...»*

Gérard Chuard, leur interlocuteur et ami – *«On sait qu'on peut le joindre à toute heure»*, se rassure Anne Sirot, – vient de leur amener Franck, seize ans comme Raphaël mais un tout autre profil. Il a voyagé de Bretagne en Bourgogne dans la voiture du psychologue, sollicité au téléphone par une éducatrice de la DDASS qui fut stagiaire à Bonneuil et qui n'avait pas de famille d'accueil disponible à cette époque de l'année. Franck raconte son parcours, et son malaise, avec un recul étonnant. Il a passé sa vie dans des institutions jusqu'à son arrivée à l'école, où il s'est découvert une passion, la cuisine, et un avenir, cuisinier. *«J'étais incapable de poursuivre une scolarité normale avec mon histoire*, dit-il. *Je voulais continuer mon quotidien, éviter les contraintes, le travail. Je n'avais pas envie de changer.»* Deux stages plus tard, il se sent plus sûr de lui. Ce qui ne l'empêche pas de fuguer. Les différents rapports psychiatriques le disaient pourtant *«incapable de se déplacer seul dans les transports en commun»*.

Laurent, un grand jeune homme timide aux épaules rentrées, familier des Sirot – quatre années passées à leurs côtés, – fait toutes les trois semaines le voyage dans le Jura, jusqu'à Lons-le-Saulnier, où il retrouve ses parents. Du haut de ses vingt-deux ans, dans son langage où les mots se carambolent, il explique qu'à Evelle il a ramassé les poires, semé les haricots, enlevé les mauvaises herbes d'entre les framboisiers, donné le grain tous les matins aux poules, et, le 8 septembre, il commençait une formation à l'horticulture du côté de Chalon-sur-Saône. Laurent supporte mal l'oisiveté.

Quand ils dépassent l'âge de vingt-cinq ans, les jeunes psychotiques placés en famille d'accueil par Bonneuil ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale. Qu'adviendra-t-il de Laurent? Les Sirot pourront-ils continuer de partager leur vie avec lui? L'entreprise est risquée, car ceux-ci ne recevront plus de salaire.

Vingt-cinq ans, l'âge limite

Non loin de là, chez Marie-Madeleine Seguin, agricultrice retraitée à 2 000 francs par mois, le problème se posera sans tarder. Sous son aile, Emmanuel fêtera ses vingt-cinq printemps cette année. Passé l'âge limite, le jeune homme ne dépendra plus légalement de Bonneuil et devra retourner dans sa famille naturelle. Ses parents recevront l'allocation adulte handicapé (AAH, près de 3 000 francs par mois) et seront libres de la reverser à Mme Seguin, s'ils souhaitent que leur fils reste chez elle.

Mme Maud Mannoni est partie en guerre pour obtenir un «service de suite» pour les plus de vingt-cinq ans, qui, puisque les enfants grandissent, *«existe dans les faits depuis maintenant cinq ans»*. Bonneuil assume la situation grâce à un «compte de solidarité». Déjà, en 1980, après avoir livré bataille au sommet, elle avait obtenu l'annulation d'un arrêté du préfet d'Ile-de-France qui lui refusait l'ouverture d'un service de suite pour les 16-25 ans. Cette fois, l'ennemi à combattre est *«la décentralisation»*. L'institution, éclatée sur une vingtaine de départements, relève, par délégation de compétence de la DDASS-Etat, de la DDASS du Val-de-Marne. Si le préfet avait autorisé ce nouveau service de suite, il aurait dû entretenir sur ses fonds propres de jeunes adultes ressortissants d'autres départements...

Dans un rapport remis en juillet 1990 *(voir encadré)*, l'inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGAS) exprime ses *«plus extrêmes réserves sur les modalités de suivi des jeunes adultes lourdement handicapés insérés dans les familles d'accueil»* et souligne que, *«compte tenu notamment de l'éloignement et de la dispersion des familles d'accueil»*, Bonneuil ne correspond pas *«aux dispositions envisagées»* par un projet de réglementation *«en cours d'élaboration au ministère de la santé»*. Les inspecteurs suggèrent ainsi à l'école, plutôt que la création d'un nouveau service, la recherche de *«relais locaux»*. Mme Mannoni ne rejette pas le conseil et considère qu'en cas d'échec *«il est toujours temps d'utiliser les structures institutionnelles existantes»*, mais elle préfère, lorsqu'un enfant s'est inséré *«affectivement»* dans un milieu, lui éviter de retomber dans les méandres *«anonymes»* du secteur psychiatrique. Il n'y a pas si longtemps, les «ravis» ne vivaient-ils pas en paix au village?

LAURENCE FOLLÉA

(1) On pourra lire avec intérêt *le Bébé et sa mère*, de Donald W. Winnicott, qui vient de paraître aux éditions Payot (150 pages, 140 francs), et *l'Enfant dans sa famille. Le développement en péril*, de E. James Anthony et Colette Chiland, qui vient de paraître aux Presses Universitaires de France (750 pages, 480 francs).

La loi et l'ordre

Officiellement, *«la mission de l'IGAS est intervenue à la suite de nombreuses interventions de Mme Mannoni visant à dénoncer les prix de journée jugés insuffisants pour couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Ecole et de nature – selon elle – à menacer l'existence même de l'institution.»* Visiblement irritée par l'acharnement de Mme Maud Mannoni à défendre en haut lieu l'Ecole expérimentale de Bonneuil, et soucieuse de contrôler l'affectation des deniers publics qui lui sont accordés, l'Inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGAS) a enquêté sur le fonctionnement de l'Ecole entre décembre 1989 et avril 1990.

Le rapport met au jour un nombre important d'irrégularités de gestion. Malgré un budget jugé *«relativement modeste»*, l'association se voit reprocher des ressources essentiellement basées sur la participation des parents, et surtout, un manque de transparence financière. Mme Mannoni explique que, jusqu'alors en effet, les comptes étaient tenus *«sur le cahier d'une ménagère»*. Les autres observations vont de la sur-représentation du personnel dans les organes délibérants, à l'absence de budget prévisionnel, en passant par l'irrégularité du statut de certaines familles d'accueil, les *«lourdes responsabilités»* confiées aux stagiaires, l'illégalité des stages effectués par les mineurs au regard de l'Inspection du travail. Bonneuil s'est, depuis, octroyée l'aide d'un commissaire aux comptes et a remis peu à peu de l'ordre dans ses affaires.

Les structures de l'institution ont certes un statut juridique (un hôpital de jour de vingt-six places avec six appartements thérapeutiques pour l'internat, et un service de placement familial de dix places, tous deux agréés établissements sanitaires), mais il est parfois difficile de «faire tenir» une expérience marginale dans un cadre légal, qui, par définition, ne la prévoit pas.

La mission estime d'ailleurs que *«l'Ecole a exercé un rayonnement considérable sur le secteur de l'enfance inadaptée»*, que le projet *«a inspiré de nombreuses autres expériences engagées depuis en France»*. Reste un contentieux à régler : *«les relations conflictuelles avec la tutelle»*. Même si, en conclusion, les inspecteurs de l'IGAS constatent que *«les responsables de l'association et les services de tutelle ont été vivement incités par les membres de la mission à trouver la voie d'une collaboration fructueuse sur un objectif partagé en commun»*, l'affrontement dure depuis plus de vingt ans...

L. F.

Un entretien avec M. Jacques Testart

Suite de la page 16

«Dans votre ouvrage, vous décrivez dans le détail, souvent brillamment, des scénarios eugéniques inquiétants. Vous vous installez souvent en situation de procureur. Mais au terme de votre réquisitoire, vous ne formulez guère de propositions. Pourquoi?

– Il faut être simple. Je n'ai aujourd'hui qu'une seule proposition à formuler. Il faut interdire à l'échelon mondial le diagnostic génétique sur les embryons humains.

– Vous souhaitez donc ainsi interdire à des couples directement concernés par une affection héréditaire la possibilité de ne pas donner naissance à des enfants malades?

– Mais non, absolument pas. Le diagnostic prénatal et l'avortement thérapeutique suffisent à répondre à ce problème. J'ajoute qu'avec la multiplication des sondes génétiques, le diagnostic prénatal va se perfectionner. Il y a une forme d'autocontrôle, de mise en responsabilité puisque cette technique est proposée à des femmes enceintes, à des couples qui attendent un enfant déjà *in utero*. Je sais que l'on m'accuse parfois d'adopter ici une position judéo-chrétienne... Or, ni la souffrance ni la rédemption ne m'intéressent. Il se trouve toutefois que lorsqu'on a à souffrir, on fait attention et qu'à cet égard, l'avortement thérapeutique ne peut déboucher sur l'eugénisme.

– Vous estimez donc qu'en interdisant à l'échelon mondial le diagnostic génétique préimplantatoire, on parviendrait à prévenir l'installation de cet «eugénisme démocratique» que vous craignez?

– Je pense qu'on en réduirait considérablement la portée. Il s'agit d'un enjeu considérable qui dépasse les couples et les familles *a priori* concernées et qui engage les générations à venir. Il s'agit d'un enjeu d'espèce. Dans ce domaine, tout converge : les intérêts économiques, l'orgueil des Etats, le besoin sécuritaire ou la demande de confort des habitants des pays industrialisés, etc. J'ajouterai que l'eugénisme n'est qu'une forme particulière du racisme, c'est-à-dire une forme de peur de la différence, une peur de l'autre. Je suis, pour ma part, persuadé que l'on peut démocratiquement choisir une conception de l'espèce humaine contraire à la civilisation. On peut choisir la barbarie des lois naturelles et, grâce à la technique, mettre en compétition nos enfants dès la fécondation. Comme un libéralisme biologique...

– Quelle est la position du Comité national d'éthique quant au diagnostic génétique préimplantatoire?

– Ce Comité avait, en 1986, institué un moratoire de trois ans fondé sur une série de puissants arguments éthiques et philosophiques. En 1990, le même Comité a confirmé son moratoire mais de façon beaucoup plus timorée et, à mes yeux, beaucoup plus choquante, en expliquant *«qu'en l'état actuel des techniques»*, il n'était pas favorable à de tels travaux, ce qui revient à dire que l'éthique est modifiable en fonction des techniques. C'est une position à mon sens totalement pernicieuse.

– La force de votre analyse tient en partie au fait que vous êtes un scientifique impliqué professionnellement dans les recherches sur la physiologie de la reproduction. Vous avez aussi à ce titre une position quelque peu schizophrénique. Comment parvenez-vous à concilier ce qui de l'extérieur apparaît comme totalement contradictoire? Avez-vous ou non arrêté de «chercher» comme vous nous l'aviez déclaré il y a six ans (le Monde du 10 septembre 1986)?

– Il y a six ans, je vous disais que j'arrêtais de chercher là où la médecine prédictive rencontrait la médecine procréative. C'est à cet endroit qu'il fallait, qu'il faut toujours, mettre une barrière très nette. Sur ce point, je n'ai pas varié et jamais je ne participerai à de tels travaux. Je dirige aujourd'hui une petite unité de l'INSERM qui travaille sur un modèle souris-hamster avec comme orientation la mise au point d'un vaccin contraceptif pouvant être utilisé chez l'homme et chez la femme, un vaccin peu coûteux, efficace et réversible. Je pense qu'il y a dans le champ de la physiologie de la reproduction de très nombreuses recherches possibles et passionnantes.

«Le marché ne fait que commencer»

– On parle depuis plusieurs années déjà de légiférer dans le champ de la bioéthique. Un projet de loi devrait, si l'Elysée ne s'y oppose pas, être soumis aux parlementaires lors de la prochaine session. Quelle analyse faites-vous de la partie de ce projet relative à la procréation médicalement assistée?

– Ce projet de loi ne parle pas de l'embryon et le diagnostic génétique préimplantatoire n'y est pas évoqué. De deux choses l'une, soit on pense que le problème sera abordé plus tard, soit on estime qu'il est traité dans la partie du texte qui régit le diagnostic prénatal. Si tel était le cas, si le législateur estime que le diagnostic préimplantatoire n'est qu'un cas particulier du diagnostic prénatal, je ne suis pas d'accord.

» Je ne crois pas non plus à la solution qui consisterait, pour contrôler l'usage de cette technique, à ne donner l'agrément qu'à quelques équipes spécialisées. Le marché de la génétique ne fait que commencer et les généticiens eux-mêmes comprennent qu'ils ne maîtrisent pas et maîtriseront de moins en moins ces procédés. On ne peut pas non plus envisager une éthique hexagonale. Il faut une prise de conscience généralisée et interdire le diagnostic préimplantatoire à l'échelon mondial.

– Peut-être y a-t-il dans l'acceptation tacite du diagnostic génétique préimplantatoire le refus, inconscient encore, de se priver d'une technique qui permettra aux familles et aux nations d'obtenir des enfants «de meilleure qualité».

– Peut-être... Si je savais que le diagnostic pré-implantatoire se bornerait à ce qu'il est convenu aujourd'hui d'éliminer durant la grossesse par le diagnostic prénatal et sur lequel tous les généticiens et tous les pédiatres s'entendent, je ne serais pas contre. En revanche, je suis opposé aux débordements inévitables, à l'élimination d'embryons porteurs d'anomalies mineures. Je refuse que l'on mette une étiquette sur un enfant avant même qu'il soit né, qu'on lui crée un sort insupportable, qu'on lui enlève finalement la liberté d'être ce qu'il est.

» Je veux aussi combattre l'idée répandue par quelques historiens, quelques généticiens et beaucoup de gynécologues qu'il n'y a pas de risque d'eugénisme tant qu'on est dans un système démocratique. L'eugénisme est une théorie d'amélioration de l'espèce humaine de «progrès» qui ne nécessite nullement un régime nazi.

– Vous êtes donc contre l'amélioration de l'espèce humaine?

– Mais que veut dire améliorer l'espèce? Sera-t-elle «améliorée» si tout le monde est blond avec des yeux bleus? Tous les généticiens savent à quel point la diversité génétique est quelque chose d'essentiel et personne ne peut prévoir quelles caractéristiques seront les plus utiles dans le monde où l'homme vivra demain.»

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Le collège du bout du monde

Accueil des nouveaux professeurs, soutien individualisé aux élèves, partenariats locaux, l'équipe de la Grande-Borne, à Grigny, tente d'échapper à la fatalité de l'échec

ON ne visite plus la *Grande-Borne*. La ville-décor à taille humaine, rêvée par l'architecte René Ailland à l'aube des années 70, conçue comme un vaste terrain d'aventure avec ses oiseaux de béton à escalader et ses portraits de Rimbaud peints sur les facades, *vieillit dans son* coin, oubliée. *Il* y a vingt ans, ses contours arrondis et son géant à demi enfoui dans le sable, son cadran solaire et ses dunes pavées ont fait la «une» des magazines et des revues spécialisées.

Mais aujourd'hui ? Les immeubles se dégradent, les commerces ferment les uns après les autres, les pigeons de béton sont envahis d'herbes folles. Surtout, la cité reste une enclave, triangle isolé du monde, bordée par deux voies rapides et par l'autoroute A 6, qui coupe Grigny en deux. Le village comptait deux mille habitants en 1970, ils sont plus de vingt mille aujourd'hui, rien qu'à la *Grande-*Borne. L'immense cité est un îlot, un dortoir, une ville sans centre. *Les* bus s'y arrêtent à peine et les équipements sociaux, promis il y a vingt ans, ne sont jamais sortis de terre. C'est, enfin, une ville pauvre qui n'abrite que des pauvres, beau*coup de femmes seules et* de familles nombreuses d'origine étrangère. Et une ville jeune puisque 48 % de la population a moins de dix-neuf ans.

La Grande-Borne n'attire plus les visiteurs. Mais les dix-huit professeurs fraîchement nommés au collège Jean-Vilar jouent quand même les touristes. Depuis deux ans, le *jour de la rentrée*, M. Yves Furet, principal du collège, directeur de la zone d'éducation prioritaire (ZEP) et maire-adjoint (PS), affrète un car et offre à *«ses»* nouveaux une rapide plongée dans la cité. Succès garanti quand ils se prêtent au jeu : l'an dernier, cinq ou six seulement sur une vingtaine avaient été du voyage. Cette année, ils sont tous là : dix-huit nouveaux profs sur les cinquante-deux qui se partagent les neuf cents élèves du collège. *M. Furet ne se plaint pas* : certaines années, au collège comme dans les écoles primaires de la ZEP, c'est la moitié des enseignants qui partent et qui sont remplacés.

Résignés à jouer le jeu

Les «nouveaux» de l'année sont jeunes, sans expérience et pas franchement ravis de se retrouver là, même s'ils s'attendaient plus ou moins à «tomber» sur un collège difficile. Attentifs, vaguement inquiets, ils arpentent les placettes de la cité sous la houlette du chef de projet de développement social de la ville, M. Pichon. Ce dernier raconte : les trois mille huit cents logements sociaux qui changent d'occupants en moyenne tous les trois ans, le pont unique sur l'autoroute qui relie la cité au reste de la ville, l'insalubrité des appartements qui se dégradent, le réseau associatif en panne.

La cité de la Grande-Borne et le collège Jean-Vilar ne font qu'un, respirent au même rythme, abritent les mêmes enfants, sans frontière nette hormis les grilles du collège et la coupure symbolique que l'équipe d'enseignants et d'éducateurs s'efforcent de maintenir. Même origine, même cité : il n'y a aucun brassage social. Les deux éducatrices qui travaillent à mi-temps à l'intérieur du collège – une caractéristique unique en France – le disent bien : *«Le collège pour les gamins de la cité, c'est une deuxième maison. Ils font deux cents mètres à peine et ils sont en classe, ils ne changent jamais d'univers. Quand ils sont exclus du collège pour un jour ou deux, certains reviennent en permanence. Les disputes, les bagarres ou les conflits familiaux se règlent indifféremment dans le collège ou dehors.»*

Connaître la cité, savoir s'y repérer est une nécessité vitale. Or, chez les enseignants, quatre «anciens» du collège seulement, en plus du principal, habitent Grigny. Ce jeune prof d'histoire-géo qui entame vaillamment sa troisième année d'enseignement ne cherche pas à le dissimuler : il *«flippe»*. Enseignant dans un lycée du Val-de-Marne mais habitant l'Essonne, il *a souhaité se rapprocher* de son domicile mais il n'avait pas imaginé être nommé à la Grande-Borne. *«Si j'avais su, je serais resté où j'étais»* avoue-t-il.

Richard, son collègue de lettres classiques, est résigné à *«jouer le jeu»*. Sans enthousiasme. Il a fait ses premières armes dans l'enseignement supérieur, comme moniteur auprès des étudiants latinistes de Paris-IV. *«Je vais apprécier le changement, c'est sûr»*, souffle-t-il. Il se rassure : il doit faire deux heures de grec et ne devrait pas avoir les élèves les plus difficiles. *«Et puis, le collège est neuf et propre.»* De toutes façons, il attend, il espère, être à nouveau nommé à l'Université en octobre. S'il s'en va, un maître auxiliaire le remplacera. *«Sur le papier*, explique le principal, *tous nos postes sont pourvus par des titulaires. Mais, en cours d'année, nous voyons défiler une bonne dizaine de maîtres auxiliaires.»*

Comme tous les collèges, Jean-Vilar, a son lot d'accidentés, de profs qui craquent ou de congés de longue durée. En ce jour de pré-rentrée, chacun sait, par exemple, que M. T... aura juste le temps d'entrevoir ses élèves. Depuis deux ou trois ans, on ne sait plus très bien, *il assiste à la* journée de pré-rentrée, écoute poliment le discours du principal et déjeune avec ses collègues, passe au collège un jour ou deux, puis disparaît... jusqu'à la rentrée suivante. Dépression. On fait avec et le rectorat dépêche un maître auxiliaire.

Le commissaire et l'îlotier

Les profs craquent-ils davantage à la Grande-Borne qu'ailleurs ? Difficile à dire. Dans le collège, on *parle à mots couverts des cinq ou* six profs qui, l'an dernier, ont eu du mal à passer le cap des premières semaines. A la demande des élèves ou des professeurs, les deux éducatrices peuvent d'ailleurs intervenir dans les classes pour casser des tensions, résoudre un conflit, un problème de racisme. *«Dans un collège comme Jean-Vilar,* explique M. Furet, *il y a une solidarité entre les professeurs qu'on ne retrouve sans doute pas ailleurs. Nous avons un noyau dur d'enseignants qui sont ici depuis dix ans ou plus. J'essaie, le plus possible, de m'appuyer sur eux pour intégrer les 'nouveaux.»*

Yves Furet met effectivement le paquet sur la rentrée des enseignants et l'accueil des nouveaux. Réduite à la portion congrue dans la plupart des collèges, la journée de pré-rentrée est ici un moment-clé. Au menu, outre la visite de la Grande-Borne pour les nouveaux enseignants, une assemblée générale de tous les personnels, un repas pris en commun et des réunions en petits comités, par disciplines. Dans la salle polyvalente du collège, le proviseur est au micro. A sa droite, les deux conseillers d'éducation du collège, le principal-adjoint et le directeur de la SES (section d'éducation spécialisée) qui accueille une soixantaine d'élèves.

A sa gauche, M. Guy Vaney, commissaire divisionnaire et M. Patrick Leseur, sous-brigadier et îlotier dans le quartier. Dans le cadre des mesures annoncées en mai dernier par le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'intérieur (*le Monde* du 27 mai), le département de l'Essonne a été déclaré zone pilote pour les problèmes de sécurité dans les établissements scolaires (*le Monde* du 11 juin).

Reste que, dans une assemblée de professeurs, la présence d'un policier en tenue, fût-il un simple îlotier, détonne. *Le* commissaire voudrait rassurer mais visiblement il inquiète : *«C'est la première fois en trente ans de carrière qu'il m'est donné d'assister à une rentrée de professeurs*, lance-t-il. *Sachez bien que tout ce que vous faites, en bien comme en mal, nous le récupérons ensuite.»* Malaise. L'assistance ondule. *«Quelle horreur ! On fait ce qu'on peut»*, murmure une enseignante. *«C'est cela, c'est nous les profs qui sommes responsables»*, souffle une autre.

Le retour sur un terrain plus familier, la distribution des emplois du temps, ramène le calme. Chaque prof a sa petite chemise, distribuée avec gravité par le principal-adjoint qui précise en préambule : *«Quinze d'entre vous m'ont réclamé d'être déchargé de cours le lundi et treize le vendredi. Il n'y a pas de miracle, certaines journées seront chargées.»* Grincements dans les rangs : trop de niveaux différents, trop d'heures supplémentaires surtout. *«Moi qui doit quinze heures, on m'en a collé dix-neuf»*, peste une agrégée de lettres.

Le principal a obtenu, pour cette année, quatre-vingt-onze heures supplémentaires, soit l'équivalent de cinq postes. Bon gré mal gré, chaque enseignant en assure au moins deux, parfois quatre. Mais c'est la seule façon, explique le principal, d'assurer l'aide au travail personnel ou les cours en demi-groupe qui touchent toutes les classes du collège. Yves Furet ne le cache pas : les résultats scolaires de la plupart des élèves sont *«désespérants»*. D'où un arsenal pédagogique impressionnant : groupes de niveaux, quatrième d'aide et de soutien, actions spécifiques sur l'orientation auxquelles participent des enseignants volontaires, etc. Sans oublier une sensibilisation aux problèmes de santé, des classes patrimoine, l'ouverture à l'intérieur du collège d'ateliers vidéo accessible aux habitants et des séminaires de formation des élèves-délégués. A Jean-Vilar, les fameux 80 % au bac font sourire : un gros tiers des élèves accède en classe de seconde, soit deux fois moins que la moyenne nationale. Et les enseignants ne font pas preuve d'une sévérité excessive, bien au contraire, puisque la moitié de ces jeunes qui s'embarquent dans des études longues se cassent la figure dès l'année suivante. A la sortie du collège, un élève sur trois a déjà deux, voire trois ans de retard.

MOI, JE METS LES ÉLÈVES À PROBLÈMES DEVANT, LES DÉFAVORISÉS DERRIÈRE

PESSIN

On rêve d'une tête de classe

«Contrairement à ce qu'on imagine, tient à souligner Odile Maureille, professeur d'anglais depuis douze ans au collège, *ce qui est le plus difficile à vivre pour nous, les profs, c'est le faible niveau des élèves. C'est usant, au bout de quelques années, on n'a plus de repère, on rêve de retrouver une «tête de classe». La violence des élèves entre eux, les problèmes de discipline, le bruit ou les bagarres sont bien réels. Mais avec le temps, on apprend à faire face. Pour le reste, en revanche...»*

«Si faibles soient-ils, les résultats ne se dégradent pas et c'est déjà un exploit», corrige le principal bien décidé à soutenir le moral de ses troupes. Les résultats au brevet des collèges sont dramatiquement bas (38 % de reçus à la dernière session), c'est vrai. Mais l'introduction de l'allemand, du latin puis du grec a permis de constituer un petit pôle d'excellence. Les résultats ne sont guère brillants ? D'accord. Mais aucun jeune n'est à la rue en sortant de troisième. *«Pour moi, c'est un progrès essentiel*, insiste le principal. *Tous les élèves qui ont été refusés en seconde cette année ont trouvé une place dans un lycée professionnel. Il y a deux ou trois ans, 30 % au moins passaient directement du collège à la mission locale.»*

CHRISTINE GARIN

Les facs hongroises jouent l'Europe

Pour accélérer la modernisation et la démocratisation de son enseignement supérieur, Budapest attend beaucoup de l'aide de la CEE.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

SUPERBE, rutilante, impavide, la statue de Karl Marx veille toujours sur le grand hall solennel de l'université de sciences économiques de Budapest. Etudiants et professeurs croisent, sans un regard, le père du *Capital* que personne, semble-t-il, n'a songé à déboulonner. Il est vrai qu'après trois années de changements annoncés mais seulement esquissés, trois années d'espoirs, de désenchantements et de pesanteurs quotidiennes, la communauté universitaire hongroise a d'autres soucis en tête.

Survivre tout d'abord. *«Le gouvernement nous donne à peine assez d'argent pour joindre les deux bouts. Quand le budget alloué par le ministère de l'éducation augmente de 5 à 10 % et l'inflation de 35 %, il devient urgent de trouver de nouvelles sources de financement, de nouveaux modes d'organisation»*, constate M. Jozef Temesi, directeur du centre d'études internationales de l'université d'économie. *Rien* n'est moins évident, pourtant. L'aide des entreprises, par l'intermédiaire de fondations ou de contrats de recherche reste des plus hypothétiques. *«Pas encore assez mûr»*, note laconiquement M. Temesi. Quant à l'instauration de droits de scolarité pour les étudiants, elle est l'objet, depuis dix-huit mois, de débats laborieux dans le cadre de l'interminable discussion sur le projet de loi réformant l'enseignement supérieur. *«Ce serait très difficile d'un point de vue social»*, souligne M. Temesi.

A défaut, chacun se débrouille, comme l'explique M. Pal Varjas, secrétaire général de l'université de sciences économiques. *«Pour vivre de façon correcte à Budapest, il faut de 50 000 à 60 000 forints par mois. Le salaire de base d'un jeune professeur est moitié moins élevé. Chacun essaie de travailler à côté, c'est inévitable. Surtout quand les enseignants constatent que l'heure de cours à l'université est payée 300 forints alors qu'elle est payée 2 000 forints dans l'une des écoles de management privées qui se sont créées depuis trois ans. On a beaucoup de mal à garder nos jeunes profs brillants. La plupart essaient de travailler dans le privé ou de partir à l'étranger.»*

Le verrou du « numerus clausus »

Même constat du côté des étudiants. Selon Agota Scharle, représentante étudiante à Budapest, 70 % d'entre eux travaillent en dehors de leurs études, monnayant au mieux leur connaissance des langues étrangères ou de l'informatique. *«Mais il devient de plus en plus difficile de trouver un job à la sortie de l'université»*.

Difficile dans ces conditions de préparer l'avenir, de repenser et de moderniser de fond en comble un système d'enseignement supérieur corseté et ankylosé par quarante ans de régime communiste. Engagée depuis près de deux ans, la *réflexion piétine, malgré les déclarations* d'intention du ministère de l'éducation, de la Conférence des recteurs d'université et de l'Union des étudiants. Le projet de réforme qui devait, à l'origine, être discuté au Parlement à l'automne 1991, puis au printemps 1992, n'est toujours pas bouclé, après quatorze moutures et des mois de controverses.

Il est vrai que les enjeux sont considérables. Protégées depuis plusieurs décennies par une sélection draconienne à l'entrée, les vingt-cinq universités hongroises n'accueillent aujourd'hui que 41 000 étudiants, auxquels s'ajoutent les 35 000 étudiants des cinquante «collèges» d'enseignement supérieur débouchant en trois ans sur une formation professionnalisée. Au total, 10 % seulement d'une génération accède à l'enseignement supérieur et tout incite à ouvrir beaucoup plus largement les portes : la pression sociale, d'une part, les besoins en cadres qualifiés, d'autre part. L'objectif proclamé de tous côtés est de doubler le pourcentage d'étudiants d'ici à l'an 2000.

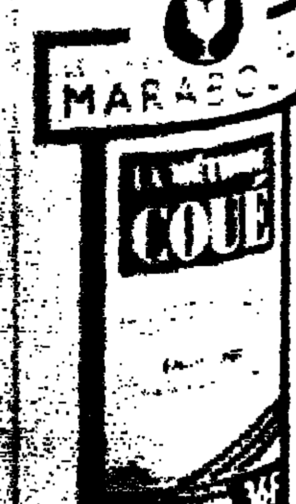
Mais à peine fixé, il est assorti d'innombrables réserves. *«Les universités seront libres d'accueillir plus d'étudiants que le* numerus clausus *fixé par le conseil de l'enseignement supérieur. Mais dans ce cas, elles seront obligées de réclamer des droits de scolarité»*, précise M. Istvan Bakos, directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation. De son côté, M. Szilard Sasvari, jeune député de l'opposition (FIDESZ) et président du sous-comité parlementaire pour l'éducation, souligne qu'il importe en premier lieu de *«préserver le niveau et de renforcer l'efficacité du système éducatif. Si nous augmentons le nombre d'étudiants, il faudra renforcer la sélection à l'intérieur de l'université»*.

Un universitaire pour cinq étudiants

L'écho n'est guère différent chez les universitaires. M. Jeno Bardos, doyen de la faculté de langues étrangères de l'université de Veszprem, dans l'ouest du pays, est sans ambiguïté. Augmenter les effectifs, peut-être, *«mais à condition qu'une proportion importante des étudiants s'oriente vers l'enseignement supérieur court, et ne vienne pas remettre en cause la qualité de notre enseignement universitaire»*. Les étudiants eux-mêmes sont très partagés. *«Ce ne serait pas correct de notre part, alors que nous sommes à l'université, de garder les portes fermées pour les autres»*, admet ainsi Steve, étudiant en biologie à l'université de Debrecen, dans l'est du pays. Mais, pour un de ses camarades, *«il n'est pas possible d'imaginer un étudiant supplémentaire à l'université Kossuth. Il n'y a plus de place et pas de fric»*.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 20



REPÈRES

ALTERNANCE. A l'occasion de la rentrée scolaire, M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a annoncé que tous les élèves de certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et de brevet d'études professionnel (BEP) bénéficieraient, d'ici trois ans, d'une formation en alternance entre le lycée professionnel et les stages en entreprise. Ce système d'alternance est introduit, cette année, dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, du bâtiment et des industries graphiques (soit 90 000 élèves). Il devrait être étendu l'an prochain aux secteurs de la vente, de l'automobile, des travaux publics, du sanitaire et social ou des vêtements sur mesure.

CONCOURS 1993. Le *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 3 septembre publie l'ensemble des dispositions relatives à l'organisation des concours de recrutement d'enseignants (agrégation, CAPES, CAPET, etc.) pour la session de 1993. Les inscriptions pour tous les concours seront ouvertes du mercredi 16 septembre au jeudi 12 novembre. Toutes les inscriptions se feront par la voie du Minitel et le *BO* publie le code des services télématiques de chaque académie. Quant au calendrier des épreuves écrites des principaux concours, il s'échelonnera, selon les disciplines, du 23 mars au 2 avril pour les CAPES (externe) et du 19 au 30 avril pour les agrégations (externes).

ERASMUS. Le nombre d'étudiants français concernés en 1992-1993 par le programme européen ERASMUS permettant de séjourner dans des universités de la Communauté sera de 15 138, sur un total de 90 000. Avec 203 des candidats au départ, les Français sont les plus nombreux à se déplacer : ils représentent 20 % des candidats au départ. Leur préférence va aux universités britanniques, où un sur trois choisit de se rendre.

FORMATION. Le Centre national d'enseignement à distance (CNED) et la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale proposent aux formateurs des personnels du système éducatif, aux futurs enseignants et chefs d'établissement un ensemble de cinq documents de description et d'analyse sur le fonctionnement de l'école, l'échec scolaire, l'orientation, les enseignants et les relations de l'école et de l'emploi. Un bon outil.

► **Connaissances du système éducatif. CNED, BP 500, 92171 Vanves Cedex. Tél : (1) 46-48-91-62, 600 p., 380 F.**

IUP. Les instituts universitaires professionnalisés (IUP) délivreront huit diplômes nationaux à caractère scientifique et sept diplômes nationaux concernant le secteur tertiaire. Leurs dénominations sont définies par un arrêté publié au *Journal officiel* du 22 août. Ce texte complète la mise en œuvre du titre d'ingénieur-maître délivré par les IUP.

MIGRATIONS. L'association Génériques, qui veut promouvoir la connaissance des migrations en France et en Europe, vient de créer un prix destiné à récompenser une thèse de doctorat ou un travail inédit de recherche ayant pour objet l'histoire des étrangers. Ouvert aux chercheurs de toutes les disciplines et doté d'une somme de 50 000 F, ce prix sera décerné par un jury présidé par M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), et composé d'historiens et de chercheurs spécialisés. Les manuscrits doivent être adressés, en deux exemplaires, avant le 30 novembre.

► **Génériques, 10, rue de la Fontaine-au-Roi 75011 Paris. Renseignements au 47-00-93-27.**

SYNDICAT. *L'Ecole libératrice*, organe du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC), fait des petits et s'offre un léger lifting. Ce syndicat ayant choisi, le 24 juin dernier, de se transformer en Syndicat des enseignants et de couvrir l'ensemble du champ éducatif de la maternelle au lycée, il fallait bien traduire, à travers le journal, cette brutale métamorphose. Le numéro un de *l'Enseignant* est paru le 9 septembre. Chaque livraison comprendra, désormais, quatre éditions différentes consacrées aux lycées et collèges, aux enseignants du technique, aux instituteurs et aux professeurs d'éducation physique. La présentation du journal n'a guère été modifiée et les instituteurs devraient sans problème retrouver leurs habitudes. Quant aux autres enseignants, il reste à les séduire et, surtout, à les faire adhérer au nouveau syndicat.

L'université des Douze à petits pas

Au-delà de leurs particularismes, les systèmes d'enseignement supérieur de la Communauté européenne affrontent les mêmes défis

« *PARMI les institutions qui existaient dans le monde occidental en 1520, seules quatre-vingt-cinq subsistent aujourd'hui sous une forme encore reconnaissable ; on y trouve l'Eglise catholique, les Parlements de l'île de Man, d'Islande et de Grande-Bretagne, quelques cantons suisses... et soixante-dix universités* » (1).

C'est le paradoxe de l'Europe des universités. Unis, tout au long du Moyen Age, par une culture et une langue – le latin – communes, brassant étudiants et savants sans souci des frontières, elle a *« précédé de près de cinq siècles l'Europe économique et politique »*. Dans le même temps, pourtant, de la Sorbonne à Oxford, de Louvain à Bologne, de Heidelberg à Coimbra ou de Delft à Prague, elle a fait naître des institutions depuis longtemps emblématiques de traditions, de langues, de sensibilités nationales. Au point que l'Europe des universités apparaît, aujourd'hui, comme un puzzle impossible fait de centaines d'institutions, de dizaines de diplômes différents, de cursus apparemment inconciliables et de particularismes insurmontables.

Article 126 du traité de Maastricht

Il n'est donc pas vraiment surprenant que l'enseignement supérieur et plus largement l'éducation aient été absents du traité de Rome de 1957. Il y a trente-cinq ans, la communauté universitaire, jugée trop soucieuse de cultiver ses différences, avait été laissée à l'écart de la Communauté européenne. Et il aura fallu attendre 1992 et le traité de Maastricht pour qu'elle y fasse officiellement son entrée, au moment même où les universités des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE, Suède, Norvège, Islande, Suisse et Autriche) multiplient les échanges avec leurs partenaires de l'Europe des Douze et où les universitaires d'Europe centrale et orientale se tournent vers l'Europe de l'Ouest pour renouer des liens rompus par quarante ans de communisme.

L'article 126 du traité de Maastricht témoigne d'une double ambition : encourager la coopération en matière d'éducation, de façon progressive et pragmatique, à l'image des initiatives lancées dans les années 80 (programmes d'échanges Erasmus et Comett notamment) ; mais ne pas brusquer les évolutions, ne pas chercher à harmoniser brutalement des politiques et des situations très diversifiées.

« La Communauté, souligne-t-il, *contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.*

» L'action de la Communauté vise à :

– développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres ;

– favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études ;

– promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement ;

– développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres ;

– favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs ;

– encourager le développement de l'éducation à distance. »

Cette prudence de la démarche, ce souci de ne pas braquer les sensibilités nationales relèvent en réalité d'une analyse réaliste. A défaut de diplômes communs, les universités européennes ont des problèmes communs. Elles sont toutes, à des degrés différents et sous des formes diverses, confrontées à quatre défis majeurs à l'horizon de l'an 2000. Mieux vaut favoriser cette prise de conscience et susciter, dans la foulée, des partenariats tous azimuts et tout terrain.

En premier lieu, tous les systèmes d'enseignement supérieur de la Communauté sont en pleine crise de croissance, malgré la stagnation ou la baisse démographique. On comptait 3,5 millions d'étudiants dans les douze pays de l'actuelle Communauté en 1970 ; ils étaient 5,3 millions en 1980, et le flot est monté jusqu'à 6,75 millions en 1990. Bref, si les réticences et les inquiétudes sont multiples, *« l'Europe vit aujourd'hui à l'heure de l'enseignement supérieur de masse »* (1). Avec, à la clef, de semblables mutations : diversification des publics étudiants, difficultés de logement et de financement des études, émiettement des lieux et des parcours d'études, renforcement de la sélection, alourdissement des taux d'échec ou d'abandon en cours d'études.

Le temps des pénuries

Le deuxième défi touche aux finalités mêmes de l'enseignement supérieur. Comme le soulignait récemment le mémorandum de la Commission des Communautés sur *« l'enseignement supérieur et la formation avancée »* (*le Monde* du 7 novembre 1991), les besoins constants du marché du travail en main-d'œuvre de haut niveau, tant dans les secteurs industriel, scientifique et technologique que dans ceux des services, de la gestion et de la vente, laissent présager *« un déficit général en qualification dans les secteurs de pointe »*.

Cette perspective impose, partout, une *« redistribution des priorités »* entre formation initiale et formation continue, afin de s'appuyer davantage sur la main-d'œuvre existante. Elle favorise d'autre part une diversification de l'enseignement supérieur en faveur de formations mieux adaptées – dans leur durée, leurs contenus et leurs méthodes – aux besoins économiques. Ainsi, pour l'Europe entière, les étudiants en lettres, qui constituaient le groupe le plus nombreux il y a vingt ans, se retrouvent maintenant en troisième position, derrière les étudiants en médecine et surtout en sciences économiques et sociales, dont les effectifs sont passés de 12 à 20 % du total depuis 1970. De même, la croissance des formations courtes (*polytechnics* britanniques, *fachhochschule* allemandes, IUT et BTS français, etc.) est partout spectaculaire.

Le troisième enjeu est celui de la pénurie d'enseignants. Si la situation est encore très différente entre la France, qui compte, en moyenne, vingt-cinq étudiants par universitaire, l'Allemagne (quinze étudiants par enseignant) et le Royaume-Uni (dix étudiants), le constat est général : il s'agit d'une population vieillissante dont le renouvellement sera d'autant plus difficile, dans les années à venir, que la profession souffre partout, à des degrés divers, d'une dévalorisation de son image sociale.

Dernier défi, enfin : celui du financement des systèmes universitaires. Y compris en France, où, malgré le volontarisme budgétaire des dernières années qui a redressé partiellement la situation, *« l'évolution des dépenses publiques d'éducation est loin de correspondre à la courbe de progression des effectifs »* (1). Dans toute l'Europe, cette baisse – relative – des crédits publics oblige les universités à diversifier leurs sources de financement et à redéfinir leurs relations avec l'Etat.

Face à ces enjeux communs et à la lente émergence d'un marché unique des jeunes diplômés, le rapprochement progressif des systèmes universitaires paraît inéluctable. Les programmes communautaires lancés depuis 1986 (Erasmus pour la mobilité des étudiants et des enseignants, Comett pour les relations universités-entreprises, Lingua pour l'enseignement des langues) ont amorcé le mouvement. Malgré les quelque 600 millions d'écus (plus de 4 milliards de francs) mobilisés depuis six ans, on est encore loin, cependant, de l'objectif initial : permettre à 10 % des étudiants européens d'effectuer une partie de leurs études dans une université des Douze. Les multiples réseaux constitués à la base entre établissements sur des projets communs devraient désormais prendre le relais et démultiplier les partenariats à l'échelle de la Communauté. Reste à savoir si cette évolution conduira à une Europe universitaire à plusieurs vitesses ou favorisera la mise en commun des moyens et des ambitions.

G. C.

(1) *L'Europe des universités, l'enseignement supérieur en mutation*, de Françoise Massit-Folléa et Françoise Epinette, La Documentation française, Notes et études documentaires, août 1992, 172 p.

Les facs hongroises jouent l'Europe

Suite de la page 19

M. Karoly Kocsis, recteur de l'université agronomique de Gödöllo et président de la Conférence des recteurs, balaye pourtant ces hésitations : *« Doubler le nombre d'étudiants en dix ans, c'est indispensable et c'est possible. Tout simplement parce que le système actuel est sous-employé et très coûteux »*. Et de pointer sans ménagement la pléthore d'enseignants dont bénéficient les universités : en moyenne, on compte un professeur pour cinq étudiants, et même un pour quatre dans les grandes universités. M. Imre Czinege, directeur d'un collège d'ingénieurs de Budapest, le confirme : en 1990, son établissement accueillait 600 étudiants encadrés par 115 professeurs ; le plan de développement pour 1995 prévoit 1 000 étudiants pour 100 professeurs.

Encore faut-il parvenir à secouer les habitudes, les situations acquises, les privilèges. Agota Scharle n'y va pas par quatre chemins : *« Désormais, à l'université de sciences économiques, les étudiants peuvent choisir leurs séances de travaux dirigés. Mais quand un prof n'a aucun étudiant alors qu'un autre en a quarante, personne n'ose faire le premier pas et en tirer les conséquences. »* Une réalité que ne conteste pas M. Karoly Kocsis. Si l'université hongroise compte des secteurs performants, souligne-t-il, elle souffre, globalement, d'un manque de bons professeurs. *« Un quart des universitaires seulement ont un doctorat »* lâche-t-il.

C'est en effet l'un des principaux facteurs de résistance au changement. *Depuis quarante ans*, l'université hongroise a été coupée de l'essentiel de la recherche, réservée – sur le modèle soviétique – à l'Académie des sciences et ses instituts de recherche. Non seulement les « académiciens » bénéficiaient d'avantages salariaux et professionnels conséquents mais ils étaient seuls habilités à délivrer le doctorat.

Les *projets de réforme en préparation* pour l'Université et l'Académie prévoient de mettre un terme à ce privilège mais on imagine facilement que le puissant lobby de l'Académie des sciences ne fait rien pour hâter le mouvement. D'autres clivages, politiques cette-fois ci, paralysent les velléités de réorganisation de la carte universitaire. Le régime communiste avait dispersé de petites universités, souvent monodisciplinaires, aux quatre coins du pays, la chimie à Veszprem, l'industrie lourde à Miskolc, l'agriculture à Gödöllo, etc. Nombreux sont ceux qui souhaitent, aujourd'hui, que ces pôles régionaux, le plus souvent modestes, soient renforcés par l'introduction de nouvelles formations.

Le pari de Tempus

Encore faudra-t-il bousculer les intérêts bien compris de chacun des partis de la coalition gouvernementale qui occupent l'un des ministères de tutelle de l'enseignement supérieur. Les chrétiens-démocrates tiennent le ministère de la santé et les facultés de médecine, le Parti agrarien l'agriculture et les instituts d'agronomie, le Forum démocratique, enfin, l'éducation et le reste de l'Université. *Chacun attend de l'autre* qu'il fasse le premier pas et ouvre les frontières de son fief. La création très prudente, à Debrecen, d'une association – Universitas – regroupant l'université Kossuth, la fac de médecine, *l'université d'agronomie*, le collège d'architecture, le collège de formation des enseignants et un institut de l'Académie des sciences, montre que le chemin sera long.

Dans ce contexte, l'ouverture internationale, en particulier vers les universités de la Communauté européenne, apparaît comme *« un levier très efficace pour reconstruire, moderniser et démocratiser notre enseignement supérieur »*, selon la formule de M. Tamas Lajos, professeur à l'université de technologie de Budapest et président, pour la Hongrie, du bureau Tempus, ce programme d'aide lancé par la CEE en faveur des universités d'Europe centrale et orientale. *« Pour débloquer le système très conservateur des universités hongroises et produire les ressources humaines plus qualifiées dont nous avons besoin*, ajoute-t-il, *il faut jouer à fond la coopération internationale et l'intégration européenne. »* Au passage, la manne financière de la Communauté – qui vient s'ajouter aux aides fournies par la Banque mondiale – provoque bien des vocations.

De fait, dès le lancement du programme Tempus au printemps 1990, les universités hongroises se sont mobilisées. En trois ans, elles se sont associées à 179 « projets européens communs », montés en partenariat avec des universités d'Europe de l'Ouest et destinés à moderniser l'enseignement supérieur et à faciliter les échanges d'étudiants et d'enseignants. Au total, sur 1990-1991-1992, les Hongrois ont bénéficié de près d'une vingtaine de millions d'écus (140 millions de francs) sur les 95 mobilisés par le programme Tempus.

Selon le bureau Tempus de Budapest, pour l'année 1992-1993, ce sont plus de 1 200 étudiants et 1 000 universitaires qui devraient ainsi bénéficier d'un séjour de un à trois mois ou plus dans des universités de la Communauté, tandis que de 600 à 700 universitaires de l'Ouest devraient venir enseigner en Hongrie dans le cadre d'échanges temporaires.

Sur le terrain, les retombées sont loin d'être négligeables. Pour M. Gyula Deak, professeur de chimie à Veszprem, et responsable de trois projets Tempus, les 60 000 écus obtenus pour des équipements ont ainsi permis d'acheter ordinateurs, fax et photocopieuses qui manquaient cruellement. Mais c'est au plan pédagogique et scientifique que l'impact a été le plus fort : *« Depuis qu'on a ouvert les portes sur l'étranger, on s'est rendu compte qu'on avait beaucoup de retard dans le domaine scientifique. Nos échanges avec l'université de Manchester, notamment, nous aident à restructurer nos cours, notre matériel pédagogique. Tout le problème maintenant va être de déterminer ce qui est transférable et adaptable au cursus hongrois. Mais il est certain que l'ouverture internationale conforte notre volonté de réforme. »*

Elle aiguise aussi les jalousies. A mots couverts, certains enseignants se plaignent que les réseaux de contact et de financement avec la CEE soient monopolisés par un petit nombre d'universitaires très au fait des procédures et des circuits efficaces. Moins diplomate, un étudiant de Debrecen qui ne parvient pas à trouver une bourse pour aller passer au moins un semestre à l'Ouest lâche, désabusé : *« Tempus est devenu un gruyère pour quelques profs. »* A quoi Tamas Lajos répond : *« Tempus est un levier qui a permis de mobiliser les universitaires entreprenants, ceux qui voulaient bouger. Le plus dur reste à faire maintenant : s'appuyer sur ce mouvement pour faire évoluer le reste du système »*. Ce sera, sans aucun doute, une autre paire de manches.

GÉRARD COURTOIS

Le bizutage entre initiation et perversion

Une ethnologue y voit un rite de passage, un psychiatre l'expression d'un malaise des étudiants

Au lendemain de la mise en garde adressée, le jour de la rentrée, par le ministère de l'éducation nationale pour éviter les débordements liés au bizutage (le Monde du 12 septembre), nous avons demandé à deux spécialistes d'analyser ce phénomène. Mme Brigitte Larguèze, ethnologue, termine une thèse sur ce sujet à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; M. Samuel Lepastier est médecin psychiatre attaché au centre hospitalier Sainte-Anne, à Paris.

« Le bizutage est aujourd'hui présenté comme donnant lieu à des dérapages inacceptables. Faut-il le voir exclusivement sous cet aspect négatif ?

– **Brigitte Larguèze** : Il peut être assimilé à un rite de passage dans la mesure où il permet, croient les bizutés et les bizuteurs, d'accéder à un nouveau statut et de faire partie d'un groupe. On le retrouve selon les mêmes règles dans des établissements différents à des époques différentes. Le premier temps est celui de la séparation : le futur initié n'a plus ni nom, ni passé, ni droits. Il est réduit à l'état de chose. Son apparence physique change, il porte une parure imposée, souvent ridicule. Il doit perdre tout signe extérieur distinctif rappelant son ancien statut et sa personnalité. Cette négation est renforcée par la perte de patronyme. Le nouveau est affecté d'un sobriquet dévalorisant, voire d'un numéro.

» Ensuite, succède à cette phase *une période décisive, celle du rite* de marge. Elle permet la « mise à plat » des personnalités et l'apprentissage de la culture propre à l'école, de ses coutumes et de son langage. Cette prise en main est toujours brutale et sans appel. Les anciens créent un climat de panique, mettent en place une mise en scène impressionnante, multiplient les insultes et les punitions. Calqué sur une symbolique militaire, le dressage va tenter de fondre chaque individu dans le groupe et ne lui laisser comme alternative que la soumission ou l'exclusion. Enfin, survient la revanche. Durant quelques heures, les rôles vont s'inverser. Ce rite de rébellion est un préliminaire à la réconciliation des deux groupes. L'agrégation des deux groupes est le plus souvent symbolisée par une fête générale. Anciens et nouveaux sont alors sur un pied d'égalité. L'administration y participe généralement.

– **Samuel Lepastier** : On observe les dérapages dans la deuxième phase. L'humiliation ressentie peut être très douloureuse pour les nouveaux. S'il perd sa propre estime, le sujet est ensuite amené à accepter n'importe quoi. Pour les bizuteurs, ce peut être le moyen de récupérer à bon compte un échec. Ce sont les redoublants qui bizutent, on se venge sur les cadets de ce qu'on n'a pas réussi. Les conduites agressives répètent les manifestations de jalousie dont peuvent être l'objet, dans les familles, les nouveau-nés de la part de leurs aînés.

» Dans le bizutage, l'aspect initiatique est réel. Mais il n'est peut-être qu'un prétexte, car son utilité sociale n'est pas évidente. Dans les sociétés primitives, ce qui est imposé au nom d'un ordre ou de forces supérieures a un sens. Le bizutage n'en a pas. *Il ne s'agit ni* d'une révolte, puisque le phénomène est toléré par les institutions, ni d'une façon de s'affirmer par rapport aux générations précédentes, car elles ne sont pas mises en cause.

– Comment en expliquer la recrudescence dans des établissements qui, jusqu'à présent, n'étaient pas concernés ?

– **Samuel Lepastier** : Des établissements prestigieux n'en ont pas, comme l'Ecole nationale d'administration (ENA). Mais là, le stage en préfecture, en début de scolarité, sert de rite de passage, comme quoi l'initiation peut être réalisée autrement que par le bizutage. Parallèlement, les bizutages sont de plus en plus communs dans des écoles privées ou des instituts universitaires de technologie (IUT). Ils sont organisés avec l'assentiment de la direction, qui y voit un moyen d'acquérir une identité. Pourtant, il est évident qu'il ne suffit pas d'un bizutage pour devenir une grande école ou que le diplôme soit prestigieux. C'est ici que les dérapages sont les plus nombreux.

Les petites écoles singent les grandes

– **Brigitte Larguèze** : Le développement du bizutage est un phénomène récent. Les « petites écoles » *singent ainsi les grandes en copiant* le rite d'accueil des nouveaux élèves. Il apparaît parfois même avant le baccalauréat. Il y a deux ou trois ans, les élèves des classes de première et de terminale d'un lycée de Perpignan accueillaient ceux de seconde par trois jours de bizutage. Ils leur faisaient faire des pompes, les insultaient. La direction de l'établissement, inquiète du *degré de violence atteint, avait dû* faire appel aux agents de la circulation pour protéger les « bleus » qui rentraient chez eux... Mais il ne s'agit pas là d'un véritable bizutage, plutôt de brimades d'anciens sur les nouveaux.

– Comment expliquer les dérapages ?

– **Brigitte Larguèze** : Les bizuteurs sont convaincus d'agir en « pédagogues » et affichent une bonne conscience inébranlable. Les bizutés, quant à eux, en acceptent pour la plupart le principe. Victimes consentantes, ils font preuve d'une passivité et d'une absence de révolte déconcertantes. *La* peur de se singulariser, le sentiment de panique par rapport au groupe extrêmement structuré des anciens contribuent à expliquer cette soumission, mais n'y suffisent pas. Il existe en fait entre ceux qui subissent et ceux qui font subir une complicité tacite : *« J'accepte parce que je veux faire partie du groupe et je fais subir parce que je suis membre du groupe. »* La dureté du parcours est à la mesure de l'objectif : sanctionner une différence, instaurer des frontières entre les élus – les membres du groupe – et les exclus.

– **Samuel Lepastier** : Le bizutage est dévoyé. Au dix-neuvième siècle, il visait à effacer les différences entre les élèves pour favoriser l'émergence d'un esprit de corps. Aujourd'hui, en pratique, ce sont les sujets les plus fragiles, ceux qui ont le plus besoin d'être intégrés *qui sont choisis pour cible.* En mettant à nu les faiblesses de chacun, les bizuteurs pensent permettre l'intégration. Il s'agit d'une conduite perverse. Humilier le faible soit disant pour son bien ne laisse aucune échappatoire. S'il ne se rebelle pas, c'est un lâche, et on avait le droit de l'humilier. S'il répond, il ne joue pas le jeu. Comme dans certains stages de *motivation d'entreprise, il est* impossible de dire que ce n'était pas bien. Dénoncer le bizutage, c'est se décerner à soi-même un brevet d'incapacité.

Les proviseurs désarmés

» De plus, pour les bizuteurs, *une élite se constitue dans la transgression.* Or on ne retrouve que très rarement le bizutage comme moment-clé de la formation de l'individu. Dans les sociétés primitives, l'initiation est quelque chose de fondamental. Une minorité d'étudiants resteront traumatisés par les excès du bizutage. Bien entendu, il n'est pas à lui seul un facteur suffisant mais, sur une personnalité fragile, il peut entraîner une déstabilisation. La fixation de la personnalité peut se faire dans un sens beaucoup plus pathologique qu'elle ne l'aurait été sans bizutage. Des soins prolongés peuvent être nécessaires.

– Fallait-il réglementer le bizutage ?

– **Brigitte Larguèze** : La circulaire prise par le ministère de l'éducation nationale ne concerne que les collèges et les lycées. Il ne s'agit pas donc d'une véritable réglementation. De toute façon, le bizutage s'arrêtera le jour où les élèves le décideront. C'est possible, car il y a beaucoup de discussions sur la nécessité ou non de le maintenir. La décision leur appartient car les directions d'établissement sont désarmées. Que faire lorsque trois cents élèves réclament un bizutage. L'interdire ? Il aura alors lieu dans la rue.

– **Samuel Lepastier** : Une réglementation n'a pas de sens si l'on n'en comprend pas les causes. La recrudescence du bizutage paraît témoigner d'un malaise devant la *faillite des engagements religieux et* politiques et l'incertitude d'un monde où les diplômes ne suffisent plus à assurer l'avenir. En même temps, le bizutage est complexe. Le surmonter n'est pas un gage de réussite. Il ne dispense pas d'apprendre, ni de réussir aux examens. Au mieux, il permet d'entrer dans un moule. On peut toutefois se demander si une élite doit se constituer par la violence et la transgression affichée des interdits. »

Propos recueillis par
MICHÈLE AULAGNON

Maîtres-auxiliaires en réserve

Le ministère souhaite limiter le recours aux enseignants non titulaires

L'ÉDUCATION nationale parviendra-t-elle un jour à se débarrasser de ses maîtres auxiliaires (MA), ces « soutiers » de l'enseignement au statut précaire qu'on appelle à la rescousse quand il manque un professeur ? En hausse constante depuis... le dernier plan de titularisation de 1983, l'auxiliariat avait atteint à la *rentrée 1991 son niveau record d'il y* a dix ans : 40 000 enseignants non titulaires, soit près d'un enseignant du second degré sur dix.

L'augmentation constante du nombre des auxiliaires pourrait toutefois s'arrêter cette année. Tout d'abord, même si elle ne suffit pas à couvrir tous les besoins, l'augmentation du nombre des étudiants qui se présentent aux concours de recrutement apporte, chaque année, un peu plus de « sang neuf » dans les classes (*le Monde* du 10 septembre). D'autre part, le nombre de maîtres auxiliaires qui se présentent aux concours et qui les réussissent est en progression : ils étaient 3 297 en 1992 contre 2 505 en 1991. Enfin, des dispositions nouvelles concernant la formation des MA reçus aux concours ont aussi pour effet de réduire l'auxiliariat. Cette année, en effet, les maîtres auxiliaires qui ont décroché le CAPES ou l'agrégation ont été *envoyés directement dans des* classes, en « service complet » de 18 heures.

Briser le cercle infernal

Cette dernière disposition suscite des remous. Si, au SGEN-CFDT, on reconnaît que les besoins en formation des anciens MA ne sont pas les mêmes que ceux de jeunes professeurs stagiaires sortant de l'IUFM, et s'apparentent davantage à des besoins en formation continue, au Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), en revanche, on s'insurge. *« Des maîtres auxiliaires sont privés d'emploi »*, note le SNES, parce qu'on envoie sur le terrain, sans formation, les maîtres auxiliaires reçus aux concours. A cela, le ministère oppose la logique du « coup d'arrêt » : *« A quoi bon vouloir briser net, et durablement, le cercle infernal du recours à l'auxiliariat si l'on doit recourir... à des auxiliaires pour remplacer les auxiliaires titularisés que l'on placerait en stage ! »*, note-t-on à la direction des personnels enseignants des lycées et collèges (DPE).

Et les responsables du ministère plaident qu'ils n'ont pas l'intention *de laisser tomber les MA au* chômage. Au contraire : dans un premier temps, ces derniers pourraient se voir proposer des affectations dans une académie voisine, voire sur des postes de maîtres suppléants dans le primaire.

Ensuite, il pourrait être offert en priorité aux maîtres auxiliaires non réembauchés de suivre, en IUFM, les formations leur permettant de préparer les concours de recrutement de la session 1993. En ce cas, les MA pourraient bénéficier soit d'une allo*cation de première année d'IUFM*, soit d'une « allocation-formation » qui offre à des agents non titulaires du secteur public n'ayant pu être réemployés les moyens de renforcer leur qualification. Ce dispositif, qui n'avait encore jamais été utilisé dans *l'éducation nationale*, est calqué sur l'allocation formation reclassement (AFR) et permet également de différer d'un an l'ouverture des droits à l'allocation chômage.

« Ces dispositions, rappellent cependant les organisations syndicales, *ne peuvent faire oublier les carences de l'éducation nationale en matière de gestion prévisionnelle des effectifs ». « J'enseigne depuis neuf ans les sciences physiques*, témoigne un MA de la région parisienne, *l'éducation nationale a toujours su où me trouver quand elle avait besoin de moi. J'ai préparé deux fois le CAPES, sans succès. Alors à quoi bon m'inscrire aujourd'hui en première année d'IUFM ? »*

JEAN-MICHEL DUMAY

COURRIER

Pois chiche

Je suis mère de quatre enfants et jusqu'à une date récente, aucun d'eux n'avaienent été victime d'un accident à l'école. Or, récemment, mon fils de trois ans a failli s'étouffer, en classe, en manipulant un pois chiche qu'il a enfoncé dans son nez. Je conçois volontiers qu'il existera toujours une part de risque dans les jeux et les activités physiques des enfants, même s'ils sont bien surveillés. Mais est-il raisonnable de laisser de très jeunes enfants jouer avec des marrons, *des haricots rouges et des pois* chiches ? Ou bien attend-on un accident mortel pour interdire ces petits objets à l'école maternelle ?

Mme POUPARD DE HEMPTINNE
(Paris)

L'imagination au pouvoir

Sur la lancée des processus dialectiques qui conduiront à la discrimination entre lycées AVEC et lycées SANS... préservatifs, on pourrait imaginer de nouveaux bonds en avant, dans la conquête prophylactique de l'immunité aléatoire de nos jeunes élites intellectuelles. Pourquoi ne pas réserver, dans la pagination du livret scolaire, une feuille détachable avec pochettes de préservatifs, en prévision de la distribution dudit livret, suite au succès dans les épreuves du baccalauréat ? Ce serait une manière rationnelle d'éviter que les réjouissances liées aux conquêtes de l'intelligence ne fassent rimer baccalauréat avec sida. Ainsi serait préservé un harmonieux et écologique équilibre, recherché dans d'autres domaines, entre consommation et préservation.

D'autres hypothèses de travail pourraient être proposées aux citoyens réticents devant ces innovations. *La plus révolutionnaire* serait d'ailleurs la suppression du bac et, par voie de conséquence, la baisse des défoulements érotiques multitudinaires liés à cette épreuve de fin de parcours, compte non tenu des diverses frustrations provoquées par cette mesure. Il serait temps de confirmer par des actes que l'imagination revendique toujours le pouvoir.

JACQUES AUPIN
(retraité de l'enseignement, Toulouse)

Heures supplémentaires

Dans *le Monde* du 17 août, vous évoquez les difficultés qu'un substitut de Chambéry éprouve pour obtenir rémunération de ses heures supplémentaires. Je ne peux que lui souhaiter plein succès dans sa démarche. Mais je dois signaler que la référence prise, soit une *« base moyenne de 172 francs horaire accordée, par exemple, aux professeurs certifiés des lycées »* est (hélas !) fallacieuse : il ne s'agit pas *seulement de rémunérer ainsi une* heure supplémentaire de travail, mais *deux* à *trois* heures, équivalence admise par l'administration.

En effet, quand un professeur effectue une heure supplémentaire *d'enseignement devant ses élèves,* base de sa rémunération, il la prépare, corrige les exercices et devoirs donnés aux élèves, fait des recherches documentaires, des travaux de duplication... souvent le soir, en week-end ou pendant une partie de ses « vacances » (éléments évidemment variables selon la discipline, les classes enseignées, l'individu).

Au demeurant, tous les professeurs savent que cette rémunération « moyenne » est inférieure à celle des heures « normales », ce qui est original pour des heures supplémentaires (cela à partir du milieu de carrière environ).

Or, si un enseignant gagnait, mensuellement, 172 F x 160 = 27 520 F, cela se saurait, et une partie des *difficultés* de recrutement des professeurs serait certainement résolue. Mais il atteint difficilement la moitié de cette somme...

D. CHARLES
(Le Havre)

ÉCONOMIE

BILLET

L'OPEP entre hausse et stabilité

L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui se réunit à partir de mercredi *16 septembre à Genève,* est dans une situation paradoxale. *Depuis février, les pays de* l'organisation sont censés respecter un plafond de production de 23 millions de barils/jour. Avec une exception pour le Koweït, qui est libre de ses mouvements, tandis que l'Irak reste sous le coup de l'embargo de l'ONU. En pratique, l'OPEP bafoue ses engagements, mais sans sanction de la part du *marché, au contraire.* Selon les dernières statistiques de *l'Agence internationale de* l'énergie (AIE), la production de l'organisation (Koweït inclus) frisait 24,3 millions de barils/jour en août. Soit un million de mieux que le plafond théorique. Or, malgré ces incartades, loin de baisser, les prix du brut se raffermissent au *fil des semaines.* Depuis le début 1992, le prix moyen du baril importé par les pays de l'AIE a crû de près de 2 dollars.

L'explication tient à la situation sur le marché international. Même en l'absence de forte *reprise économique dans* les pays industrialisés, seule l'OPEP est à même de satisfaire une demande condamnée à croître avec l'hiver. La production effective de l'OPEP devrait ainsi grimper à 25 millions de barils/jour à la fin de l'année, un niveau proche de la capacité *maximale de l'organisation* tant qu'elle est amputée de l'Irak. Les prix ne peuvent que suivre le mouvement de hausse. Fixé à 21 dollars en juillet 1990, le «panier» de brut OPEP (un mélange de sept pétroles) ne dépassait pas 16,71 dollars le baril en début d'année. A la *mi-août, il était revenu* à 19 dollars. A l'ouverture de la conférence de Genève, il frise 19,50 dollars. *«Notre objectif principal est de défendre le prix de 21 dollars»,* a déjà assuré le nouveau ministre algérien du pétrole, M. Hacène Mefti. Il a de bonnes chances d'être atteint.

«Que l'OPEP décide à l'issue de la réunion de relever légèrement ou pas son plafond de production, les cours vont augmenter de 1 dollar ou 1,5 dollar du seul fait de l'augmentation de la demande», assure M. Peter Bogin, du Cambridge Energy Research Associates (CERA), un cabinet de consultants américains. Pareille perpective ne peut que réjouir les pays, comme l'Iran ou l'Algérie, traditionnellement favorables à des prix du pétrole élevés. Elle ne devrait pas *déplaire pour autant aux* «modérés» de l'OPEP, conduits *par l'Arabie saoudite. C'est que* les pays de l'organisation, à des degrés divers, pâtissent aujourd'hui de la faiblesse de la devise américaine. Reflux saisonnier de la demande en brut, possible retour de l'Irak sur le marché international : avec la fin de l'hiver, la situation de l'OPEP s'annonce autrement plus difficile qu'aujourd'hui. Pour ne pas la *compliquer davantage,* les participants à la réunion de Genève *seront sans doute* tentés par un maintien du *statu quo.*

JEAN-PIERRE TUQUOI

Les tensions sur les marchés des changes

La Banque d'Italie est massivement intervenue pour éviter que la lire ne tombe dans de nouveaux abîmes

Les bénéfices de la dévaluation n'auront pas duré longtemps : *seule une intervention* massive de la Banque d'Italie a évité, mardi 15 septembre, deuxième jour après le réalignement monétaire, que la lire ne tombe dans de nouveaux abîmes.

ROME

de notre correspondant

La monnaie *italienne* est toujours à la recherche d'un nouvel équilibre à l'intérieur du système monétaire européen (SME). Deux *fois – dans la matinée et* au moment du fixing, – la Banque *centrale a dû engager dans* la bataille 600 milliards de lires *(l'équivalent de 2,7 milliards* de francs) qui se sont ajoutés aux milliers de milliards dépensés dans la vaine tentative de calmer la spéculation et d'éviter la dévaluation. Après une ouverture à 793,25, le deutschemark a franchi la barre de la nouvelle parité centrale, fixée à 802,488, et a grimpé jusqu'à 805 – sur certains ordinateurs est même apparu le chiffre de 810 – pour se stabiliser enfin à 801,92 lires pour un deutschemark.

Rumeur de démission

Le dollar aussi s'est renforcé et frôle les 1 200 lires, pour terminer à 1 180,90. La Bourse a ressenti les effets des difficultés du marché des changes en perdant 1,74 %, ce qui, rapporté sur l'année, représente pour l'indice MIB une chute de l'ordre de plus de 26 %. Assez pour faire dire que la petite reprise d'après la dévaluation a *eu* une durée d'à peine quarante-huit heures. Pour M. Fabio Mussi, responsable des questions du travail *pour le PDS (ex-PCI), principal* parti d'opposition, *«la méfiance vis-à-vis de l'Italie est totale. Le gouvernement a trouvé des alliés dans le patronat et certains secteurs des syndicats mais c'est le marché qui est passé à l'opposition...»*

Cette journée difficile, à quelques heures de la dévaluation, n'a pas été marquée seulement par la tempête monétaire. Elle a été troublée aussi par des rumeurs – comme celle d'un accord secret en Allemagne entre Bundesbank et gouvernement fédéral pour déterminer la limite d'intervention dans la défense d'une monnaie du SME, – deux réunions d'urgence, des déclarations quelquefois contradictoires. Dans la matinée, commençait même à circuler la nouvelle de la possible démission de M. Giuliano Amato, le président du conseil. *Celui-ci se rendait au* Quirinal, où le président de la République *lui offrait son soutien* tout en réclamant une loi contre la corruption.

Réforme des retraites

Une bonne nouvelle pour le gouvernement est venue du front de la santé, où certaines économies budgétaires étaient acceptées – un ticket modérateur à la charge du malade jusqu'à hauteur de 85 % pour certains médicaments – et par la réforme du système des retraites : désormais aussi bien les hommes que les femmes pourront prendre volontairement leur retraite à soixante-cinq ans, mais ils auront besoin d'une période de cotisation de vingt années contre quinze ans actuellement.

Le calcul de la pension, enfin, ne *se basera plus sur la moyenne* des cinq dernières années de salaire *mais sur dix ans. Une économie,* selon certaines estimations optimistes, qui pourrait aller jusqu'à 40 000 milliards de lires en trois ans (180 milliards de francs environ).

Le gouvernement, après la dévaluation, s'est vite mis au travail sur la nouvelle loi de finances qui doit être *présentée pour la fin septembre.* Le ministre du Trésor, M. Piero Barucci, a dû démentir toute une série de rumeurs à ce propos mais a admis l'hypothèse d'un *«emprunt obligatoire»* basé sur la transformation en bons du Trésor – à un taux non élevé, et non négociables avant quelques années – d'un prélèvement fiscal généralisé.

(Intérim.)

Inquiétudes

Suite de la première page

Suite de la première page

La Banque d'Italie, qui, lundi, avait dû acheter des livres sterling et des francs français pour les soutenir, a dû, mardi, vendre plus de 500 millions de marks (1,6 milliard de francs) afin de stopper l'ascension de la devise allemande et a poursuivi ses interventions mercredi encore plus massivement.

Tout se passe comme si les milieux financiers internationaux trouvaient insuffisants les 7 % de dévaluation de la lire, sur le thème «rien n'est réglé». On sait que la Bundesbank avait réclamé davantage. Certes, l'atmosphère n'est pas bonne à Milan, où la plupart des experts, particulièrement dans les milieux universitaires, refusaient toute dévaluation, surtout à chaud. Mais il faut bien tenir compte de l'approche du référendum français, qui remplit tout le monde d'inquiétude. En cas de victoire du «non» le 20 septembre, une nouvelle tourmente monétaire se lèvera, qui ébranlera cette fois-ci la livre sterling, peut-être la peseta espagnole, outrageusement surévaluée, que la Banque d'Espagne a dû soute*nir à nouveau vis-à-vis du mark,* comme elle l'avait fait à deux reprises la semaine dernière. Cette victoire compliquerait la tâche d'un gouvernement italien contraint de panser à la hâte les plaies d'une opération chirurgicale sans anesthésie ni soins d'accompagnement. A Milan, mardi après-midi, courait même la rumeur d'une démission du président français avant le 20 septembre. Cette inquiétude sur l'issue d'une consultation capitale pour le sort de l'Union économique et monétaire explique que la Banque de France ait refusé de suivre la Bundesbank et les banques centrales de Belgique, des Pays-Bas, d'Autriche et de Suisse dans la diminution de leurs taux directeurs.

Comme la Banque d'Angleterre, elle a jugé imprudent d'abaisser sa garde avant le 21 septembre. En cas de victoire du «non», elle serait obligée non seulement d'annuler cette baisse, mais encore de relever ses taux directeurs pour mieux maîtriser les remous monétaires qui ne manqueraient pas de suivre. Sans doute personne, sur les marchés, ne parle de réalignement du franc français (métaphore pudique pour dévaluation). Les performances de notre pays en matière d'inflation (+ 0,1 % en août) et de commerce extérieur sont trop évidentes pour être contestées. Mais mieux vaut tenir ferme la barre en cas d'orage pour éviter des mouvements trop aberrants. Certes, *certains opérateurs critiquent* la Banque de France, taxant son immobilisme de pusillanimité, mais quel gouverneur prendrait le risque?

On a beau jeu de souligner que le franc français a beaucoup moins profité de la dévaluation de la lire qu'on l'avait espéré. Le cours du mark à *Paris* – qui était revenu, lundi, de 3,40 francs à 3,3880 francs – se retrouvait, mercredi matin, à son niveau précédent. Son recul par rapport à la veille du week-end a donc été annulé. A vrai dire, il est difficile qu'il en soit autrement pendant la semaine en cours, tout entière consacrée à l'attente.

Seul le dollar consolide ses progrès dans l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt allemands un peu plus tard. Il retrouve ses cours de 5,05 francs et de 1,49 DM atteints lundi contre 1,45 DM et 4,90 francs à la veille du week-end. Quant à la Bourse de Paris, elle a reperdu mardi la moitié de ses gains du début de la semaine et la totalité mercredi.

FRANÇOIS RENARD

Atmosphère de crise à Londres

***Le 10 Downing Street a pris soin* d'affirmer que l'annulation inopinée du voyage officiel du premier ministre, mercredi 16 septembre, en Espagne, pour visiter Expo' 92 n'était pas due à la crise monétaire, mais cette mise au point était un peu tardive pour être efficace : le gouvernement ne pouvait envoyer *plus mauvais «signal» aux marchés* financiers. Accompagnée de rumeurs infondées à propos d'une réunion urgente de M. John Major avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre, cette décision a alimenté une atmosphère de crise *dans la City.* En fin de *matinée,* la Banque d'Angleterre décidait de remonter de deux points, à 12 %, ses taux d'intérêt pour défendre la livre sterling. Celle-ci restait pourtant faible, proche de son cours plancher au sein du SME.**

LONDRES

de notre correspondant

La Banque d'Angleterre a dû intervenir, mardi 15 septembre, pour soutenir la livre, celle-ci atteignant 2,7774 deutschemarks à New-York, soit son niveau le plus bas depuis que la monnaie britannique a rejoint le mécanisme de change du système monétaire européen (SME), en octobre 1990, et un niveau inférieur à celui de son cours plancher autorisé de 2,7780 deutschemarks. Elle s'est ensuite *légèrement* redressée, à 2,7800 deutschemarks. Cette faiblesse confirme que la légère détente observée sur les marchés des changes à la suite de la baisse des taux d'intérêt allemands, est bel et bien achevée. Monnaie la plus faible du SME depuis la dévaluation de la lire italienne, la livre apparaît comme la *prochaine victime* désignée en cas de réalignement monétaire, *ce qui explique les attaques* qu'elle subit.

Dans la City, l'annulation du voyage de M. Major, parfois qualifiée de réaction de *«panique»,* a irrésistiblement rappelé le précédent de *septembre 1976,* lorsque le chancelier de l'Échiquier du gouvernement travailliste de l'époque, M. Denis Healey, avait dû revenir de l'aéroport d'Heathrow, pour faire face à une aggravation des turbulences monétaires. La Banque d'Angleterre dispose de réserves évaluées à 44 milliards de dollars, et elle n'a pas épuisé l'emprunt de 7,3 milliards de livres sterling contracté il y a huit jours. Si, comme la tendance actuelle le laisse suggérer, la monnaie britannique *continue* d'être attaquée dans les prochains jours, cet *emprunt peut* être renouvelé.

Hausse des taux d'intérêt?

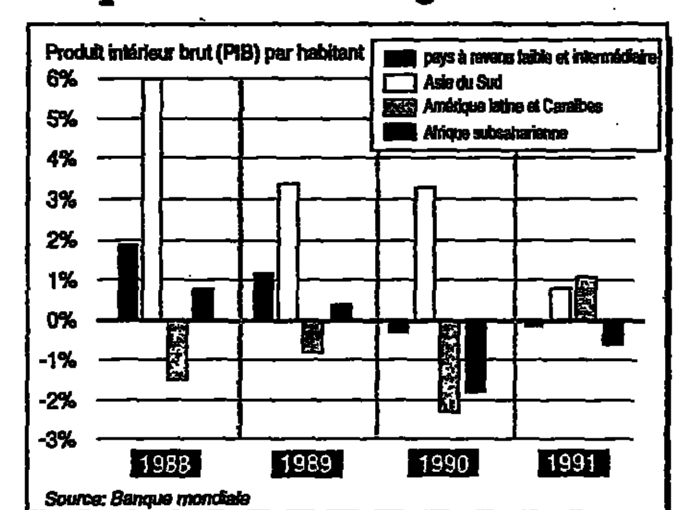
Avant d'en arriver à une dévaluation – réclamée par de nombreux parlementaires conservateurs et travaillistes, – le gouvernement de M. Major fera tout pour maintenir la parité de la *livre* à son cours pivot de 2,95 deutschemarks. Dans ces conditions, la *hausse des taux* d'intérêt constitue la seule parade possible, *au risque d'approfondir* la crise économique, notamment en aggravant la situation financière des milliers de Britanniques qui ont déjà du mal à honorer leurs traites hypothécaires.

La vraie raison de l'annulation du voyage de M. Major semble être la *difficulté de procéder aux arbitrages* budgétaires en cours. La récession a lourdement augmenté le poids des dépenses sociales (allocations-chômage notamment) et le gouvernement éprouve les plus grandes difficultés à contenir le déficit budgétaire. La nécessité d'emprunter davantage pour soutenir la livre n'arrange évidemment pas cette situation.

LAURENT ZECCHINI

Selon le rapport annuel de la Banque mondiale

La pauvreté a augmenté dans la plupart des pays en voie de développement



Les pays dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant était inférieur à 7 620 dollars en 1990 sont considérés comme des économies à revenu faible et intermédiaire. L'Afrique subsaharienne comprend les pays situés au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud. La région Asie du Sud comprend notamment l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh.

Dans son rapport annuel *rendu public mardi 15 septembre* et qui couvre la période juillet 1991-juin 1992, la Banque mondiale indique qu'elle a consenti, par le biais de ses deux filiales (1), 21,7 milliards de dollars de prêts aux pays *pauvres au cours de son dernier* exercice.

Au-delà de résultats économiques contrastés dans le tiers-monde, la Banque souligne que la faible croissance de l'économie mondiale a contribué à *accroître les difficultés dans la* plupart des pays pauvres.

«La réduction de la pauvreté est notre objectif primordial pour les années 90», avait déclaré en mai le président de la Banque mondiale, M. Lewis Preston. Pourquoi ce soudain rappel d'une stratégie présentée comme prioritaire depuis déjà plus de deux ans? Le rapport de la Banque fournit l'explication.

Alors que les études de l'institution laissaient espérer, en 1990, une réduction de 300 millions du nombre de pauvres dans le monde d'ici à l'an 2000, l'objectif *«ne semble plus être réaliste»,* note aujourd'hui la Banque mondiale. *«En fait, le nombre d'êtres humains à vivre dans la pauvreté absolue à la fin du siècle sera probablement plus élevé qu'il ne l'était en 1985.»* Pour la seule Afrique, la pauvreté touche 228 millions de personnes – 191 millions en 1985, – soit plus de la moitié de la population du continent.

Pour la deuxième année consécutive, les économies des pays à faible et à moyen revenu ont pratiquement stagné en 1991. La production globale de ces pays a progressé de 1,9 % l'an dernier, et le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est de nouveau inscrit en baisse de 0,1 %. Selon le rapport, plusieurs facteurs expliquent ces *«modestes»* résultats. Les transformations structurelles et l'effondrement du commerce avec l'Union soviétique et les États qui en sont issus ont d'abord provoqué *«une profonde récession dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale», entraînant une* chute de la production moyenne de ces pays de 14 % en 1991.

Des fortunes diverses

Le ralentissement de l'activité économique mondiale a aussi largement contribué à la détérioration de la situation du tiers-monde, freinant notamment *«la demande de produits primaires et d'articles manufacturés exportés par ces pays».* Subissant les effets de la faible croissance du commerce international – 3 % en 1991, contre 5 % un an plus tôt – les pays en développement ont vu le volume de leurs exportations de marchandises diminuer de 2 % en 1991.

Cette *«récession économique»* a en outre été *«le facteur dominant dans l'évolution des produits de base»,* des produits qui constituent souvent l'essentiel des revenus de ces pays. L'indice des prix – en *dollars constants* – des trois principaux groupes de produits de base autres que le pétrole a *ainsi* diminué de 6,7 % en 1991, soit son plus bas niveau.

Pour autant, les pays en voie de développement *ont connu des fortunes diverses.* En Amérique latine, les résultats se sont généralement améliorés : le PIB de la région a augmenté de 3 % en 1991, inversant la tendance à la baisse du revenu annuel par habitant enregistrée les années précédentes.

Aggravation due à la sécheresse

Le taux de croissance a dépassé 4 % en Argentine, au Chili et au Mexique, et a atteint le niveau record de 9,1 % au Venezuela. En Asie de l'Est, la croissance a atteint *6,8 % en 1991, toujours stimulée* par le dynamisme des exportations, le *raffermissement de la demande* intérieure et les bonnes performances confirmées de la Chine.

En revanche, l'Afrique subsaharienne a de nouveau enregistré une baisse de son revenu par habitant de 0,6 % en *1991,* en dépit d'une croissance de 2,4 % des économies *de cette région, portée par les* bonnes performances de certains pays.

Les termes de l'échange (rapport du prix des importations et des exportations) ont continué de se *détériorer* en 1991 et le fardeau de la dette s'est encore alourdi, *s'ajoutant à la tragique sécheresse* qui touche les pays d'Afrique australe et orientale.

Les paiements au titre du service de la dette des pays d'Afrique subsaharienne ont atteint 21 % des *exportations en 1991, contre* 19 % en 1990.

OLIVIER PIOT

(1) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA).

Après vingt-cinq ans d'existence

La Carte bleue Visa change d'aspect

Après un quart de siècle d'existence, la Carte bleue Visa s'offre un nouveau visage : au bleu-vert familier à quelque huit millions de porteurs de cartes en France, va se substituer un dégradé de bleu pailleté d'étoiles ainsi qu'un nouveau logo. L'opération de renouvellement prendra environ deux ans et ne touchera que les cartes internationales, la Carte bleue nationale et la carte haut de gamme «Premier» restant en l'état.

Créée en 1967 sur l'initiative de cinq grandes banques françaises (BNP, Crédit lyonnais, Société générale, CCF et le CIC), la Carte bleue regroupe aujourd'hui 283 établissements bancaires adhérents et est devenue internationale en 1973, date de son alliance avec BankAmericard, devenu depuis Visa. Visa revendique 62,2 millions de cartes en Europe et traite dans le monde un volume de 2 240 milliards de francs. L'autre grand réseau européen de carte bancaire, dont l'existence en France date également de 1967, Eurocard, revendique 28 millions de porteurs en Europe et représente un volume d'affaires de 1 259 milliards de francs. Eurocard France regroupe le Crédit mutuel et le Crédit agricole.

ÉCONOMIE

SOCIAL

La conférence de presse de rentrée de la CFE-CGC

M. Paul Marchelli dénonce « ceux qui se sont trompés depuis longtemps »

« Nous sommes mal gouvernés », s'est insurgé, mardi 15 septembre, M. Paul Marchelli au cours de sa conférence de presse de rentrée. Le gouvernement *« ne peut pas continuer impunément à ajouter des phénomènes aussi dangereux que l'accroissement du chômage, le freinage du pouvoir d'achat ou l'augmentation des prélèvements obligatoires »*, a précisé le président de la CFE-CGC, qui relève *« un très grand mécontentement en particulier de la part de l'encadrement »*.

Dans ces conditions le président de la CFE-CGC *« ne s'étonne pas de voir que 50 % des Français s'apprêtent à voter « non » au référendum de Maastricht »*. Mais s'il estime qu' *« il y aura des comptes à régler vis-à-vis de ceux qui se sont trompés depuis longtemps, cette situation franco-française ne doit pas mettre l'avenir de l'Europe en péril »*. Car *« même si le traité* [lui] *semble imparfait, il* [lui] *paraît nécessaire de franchir cette étape »*. Et de se féliciter, en particulier, de voir que, dans le domaine social, le protocole annexé au traité *« ouvre la perspective d'un espace de négociation entre les partenaires européens »*. En ce qui concerne la montée du chômage, M. Marchelli a plaidé pour que *« le coût social de la modernisation des entreprises soit pris en charge par ces dernières »* et non pas par la collectivité. Il a de plus proposé d'entamer une réflexion sur les secteurs où *« par-delà la contrainte concurrentielle, on peut faire l'économie de gains de productivité »*. *« Il est nécessaire d'avoir une autre capacité d'imagination »*.

Une dotation de 2 millions de francs

Création d'un fonds de secours pour aider les intérimaires de RMO

Pour aider les salariés intérimaires qui connaîtraient des difficultés particulières, après la liquidation judiciaire de la société de travail temporaire RMO, les partenaires sociaux du secteur ont décidé la création d'un fonds de secours, doté de 2 millions de francs. Celui-ci accordera des prêts sans intérêt, dans l'attente du versement des salaires (1). Les deux syndicats professionnels (le PROMATT et l'UNETT), la CFDT, la CGC, FO et la CGT ont aussi conclu un accord, le 10 septembre, pour tenter de régler ensemble les conséquences sociales de cette affaire. Ils veulent intervenir pour éviter les difficultés avec les organismes bancaires. Ils ont obtenu des dispositions exceptionnelles de la part des ASSEDIC et demandent au ministère du travail que le fonds de garantie des salaires, auquel cotisent les entreprises temporaires, apporte sa contribution.

(1) IREPS, 8 rue Bayard, 75008 Paris. Tél. : 40-74-50-66

Mille emplois supprimés depuis 1991

L'ensemble des syndicats de la Bourse proposent des mesures pour relancer les transactions

« Nous, travailleurs de la Bourse, sommes les dindons d'une farce de mauvais goût. » Ce constat amer, dressé lundi 14 septembre par l'intersyndicale des personnels de la Bourse – regroupant l'ensemble des syndicats (CGT, FO, SPI, CFDT, CGC, et CFTC), – reflète l'inquiétude de la profession boursière face à la détérioration de la situation sociale et de l'emploi.

Selon l'intersyndicale, sur les 6 313 salariés que comptait la profession à la fin de l'année 1989, il ne devrait rester que 4 000 à la fin de cette année, avec près de 1 000 emplois perdus depuis le 31 décembre 1991. Les raisons avancées par les syndicats sont multiples : l'informatique, notamment depuis l'automatisation du traitement des ordres avec le système Relit, la baisse des affaires bien sûr, mais aussi le manque de discernement des autorités de tutelle. Aussi les syndicats demandent-ils l'ouverture de réelles négociations tant avec les ministères du travail ou des finances qu'avec les représentants de l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB). L'intersyndicale a aussi élaboré des propositions propres à relancer l'emploi. Celles-ci concernent notamment la suppression de l'impôt de Bourse, qui *« permettrait de reprendre à Londres une partie des affaires qui s'y traitent »* ; la création d'un nouvel indice qui pourrait se substituer au CAC 40 et comprendre jusqu'à 250 valeurs ; la remise à la criée des valeurs du CAC permettrait également, selon eux, de *« recréer un lieu de rencontre entre les observateurs et les acteurs du marché »* (à l'image de ce qui s'est fait à la Bourse de New-York). Enfin, la création d'une Bourse de l'emploi pour tous les métiers de la finance (Bourse, banque, assurance) permettrait notamment aux opérateurs boursiers un reclassement assorti à leur qualification. Dans cette optique, une réunion a eu lieu au mois de mars 1992 avec l'AFB (Association française des banques), l'AFSB et la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Si ces dernières ont opposé un refus catégorique, les banques étaient prêtes, selon les responsables syndicaux, à étudier cette proposition.

Cela étant, le nombre des sociétés de Bourse continue de se réduire, il n'en subsiste aujourd'hui que 40 en activité et 12 « en sommeil ». Et la déflation devrait se poursuivre : de source syndicale, au moins quatre plans sociaux sont en cours d'élaboration.

F. Bn.

□ **Fonction publique : + 1,4 % d'augmentation au 1er octobre.** – M. Michel Delebarre, ministre d'État chargé de la fonction publique, devait présenter, mercredi 16 septembre en conseil des ministres, un projet de décret relatif à l'augmentation de 1,4 %, le 1er octobre, des salaires des 4,5 millions de fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière. Cette disposition est conforme à l'accord salarial 1991-1992 signé le 12 novembre 1991 avec quatre organisations syndicales, qui prévoyait 6,5 % de hausse d'ici au 1er février 1993 répartis entre 0,5 % et 2 points d'indice au 1er août 1991, 1 % au 1er novembre, 1,3 % au 1er février 1992, 1,4 % au 1er octobre et 1,8 % au 1er février 1993 (*le Monde* du 14 novembre 1991).

L'ombre du traité

Suite de la première page

Cette situation entraîne pour la première fois depuis longtemps un recul important des prélèvements obligatoires.

Les seconds militent au contraire pour une baisse des impôts payés par les ménages, notamment de l'impôt sur le revenu, persuadés qu'ils sont qu'aucun redémarrage durable de l'activité économique et des investissements ne se produira si les Français n'augmentent pas leurs dépenses de consommation. Une question que s'est posée M. Pierre Bérégovoy jusqu'à la fin août et à laquelle le premier ministre semble avoir finalement répondu par la négative : pas d'augmentation des impôts mais pas de baisse non plus pour les ménages, ne serait-ce que parce que presque tous les pays de la Communauté sont en train d'augmenter leurs fiscalités pour limiter les déficits.

Si le traité est rejeté par une majorité de Français, les contraintes pesant sur le budget de l'année prochaine, pour n'être plus européennes, n'en resteront pas moins extrêmement fortes : un déficit budgétaire qui s'accroît rapidement, c'est plus de méfiance de la part des marchés des changes qui y voient le risque à terme d'une accélération des hausses de prix. Méfiance qui se traduirait par des taux d'intérêt à long terme plus élevés et donc des dépenses budgétaires supplémentaires : l'Etat aura payé l'année dernière plus de 150 milliards de francs (plus de 10 % du total de ses dépenses) au titre de la dette publique. Les partisans de la relance par le budget n'ont pas toujours tort mais oublient trop souvent le coût exorbitant des emprunts que l'Etat contracte sur le marché obligataire pour financer ses déficits annuels.

D'une certaine façon, un « non » à Maastricht imposerait même, comme à l'étranger, plus de rigueur en France. Le rejet des contraintes et des disciplines imposées par le traité entraînerait un doute général sur la volonté des pays européens de persister dans leur politique de lutte contre l'inflation. Non seulement les gouvernements des pays à monnaie faible ou discutée devraient relever fortement leurs taux d'intérêt à court terme, mais les marchés qui règnent presque souverainement sur les taux à long terme augmenteraient à leur tour les leurs en prélevant des primes de risque supplémentaires. A l'évidence, l'argent prêté à long terme serait encore plus coûteux, la seule question véritable étant de savoir pendant combien de temps : quelques mois ou quelques années.

La France, dont le tiers du déficit budgétaire est financé par de l'épargne étrangère, serait touchée par un tel mouvement. C'est bien pourquoi la contrainte européenne disparaissant avec le rejet du traité, serait remplacée par une contrainte des marchés encore plus forte. Le gouvernement, quoi qu'il en dise, a bien été forcé de prévoir une telle éventualité : un « non » au référendum repousserait d'une semaine – du 23 au 30 septembre – le conseil des ministres consacré au projet de loi de finances pour 1993. Cela pour durcir le dispositif et l'adapter à la tourmente. Accepté ou refusé, le traité de Maastricht empoisonne déjà le budget de l'année prochaine.

On découvre mieux maintenant l'erreur qui a été commise entre 1988 et 1990. Pendant ces années bénies, les recettes fiscales, dopées par une forte activité économique, dépassèrent largement toutes les prévisions faites, donnant des marges de manœuvre assez importantes au gouvernement. Au cours de la seule année 1989, l'Etat encaissa 42 milliards de francs de plus que prévu.

Une dette de 2000 milliards de francs

Cette manne servit surtout à engager des dépenses supplémentaires, notamment sous le gouvernement Rocard. L'éducation nationale et la fonction publique en furent les principaux bénéficiaires. Seul M. Edouard Balladur aux finances en 1987 eut le louable souci de désendetter l'Etat, ce qu'il fit pour une cinquantaine de milliards de francs grâce à l'argent des privatisations de l'époque (71 milliards de francs). Rétrospectivement, l'effort apparaît minime par rapport à une dette dont le stock accumulé avoisine maintenant les 2000 milliards de francs.

Les apparences furent trompeuses. Parce que le déficit budgétaire – qui atteignait encore 153 milliards de francs en 1985, soit 3,2 % de la richesse nationale – fut ramené en quelques années aux environs de 90 milliards (1,4 % du PIB, produit intérieur brut, en 1990), l'impression générale fut que nous étions sur la bonne pente et qu'il suffisait d'attendre pour revenir à l'équilibre. Tout se passa alors comme si la forte croissance des années 1987 à 1990 allait durer toujours, comme si les recettes allaient continuer d'augmenter au même rythme que la richesse nationale, soit d'environ 7 % l'an en valeur. Tout naturellement, l'endettement de l'Etat passa au second rang des préoccupations.

Les événements qui suivirent ont cruellement démenti cet optimisme. Alors que l'activité économique ne progressait plus que très lentement – stagnant même pendant de longs mois – les recettes fiscales s'effondraient tandis que les dépenses engagées – essentiellement des dépenses de fonctionnement – continuaient, elles, de progresser allègrement.

Beaucoup de chiffres ont été avancés sur le manque à gagner qu'ont entraîné pour l'Etat le ralentissement de l'activité économique et la part plus grande de notre production vendue à l'étranger (à taux de TVA zéro). En 1991, les pertes de recettes ont été d'environ 86 milliards de francs, amenant le déficit budgétaire à 132 milliards de francs, soit 1,9 % du PIB. La dérive est importante : plus de 50 % en un an. Encore les chiffres officiels la sous-estiment-ils de presque 30 milliards de francs puisqu'il a été fait appel à des recettes « exceptionnelles » du genre contributions à la guerre du Golfe et prélèvements sur des caisses publiques. Tout cela pour dire que le déficit budgétaire a en réalité bel et bien doublé en un an. La rapidité de la dégradation est une leçon que les pouvoirs publics ne sont probablement pas prêts d'oublier.

Leçon d'autant plus cuisante qu'aucune amélioration ne s'étant produite, le déficit a eu tendance à se creuser davantage cette année. Les pertes de recettes fiscales auraient encore avoisiné 90 milliards de francs. L'Etat semble cependant avoir limité la casse à hauteur d'une trentaine de milliards de francs, grâce aux recettes non fiscales et aux prélèvements sur recettes, celles notamment qui sont versées à la CEE. Le manque à gagner serait donc d'une soixantaine de milliards.

La remontée des cours mondiaux de céréales depuis dix-huit mois, remontée provoquée par des récoltes médiocres, réduit les contributions des Etats au budget européen. L'écart à combler entre prix mondiaux et prix européens varie dans des proportions importantes, apportant, selon les années, dépenses supplémentaires ou économies budgétaires. L'aisance dont avait bénéficié M. Rocard quand il était premier ministre ne s'explique pas uniquement par de fortes recettes fiscales mais aussi par des milliards économisés sur les contributions au budget européen : 3,3 milliards en 1989, 7,3 milliards en 1990. Le même phénomène est en train de jouer pour 7 milliards de francs sur l'année 1992 (84 milliards prévus, 77 dépensé).

Des bases réduites et incertaines

A ces 60 milliards de pertes de recettes globales (fiscales et non fiscales) s'ajouteraient une trentaine de milliards de francs de dépenses supplémentaires. Le déficit budgétaire devrait donc ressortir à quelque 180 milliards de francs, soit un peu plus de 2,5 % d'un PIB qui avoisine maintenant les 7 000 milliards de francs. Reste que l'on ignore les cessions d'actifs qui s'ajouteront aux 11 milliards déjà engrangés et dont certaines pourraient se faire de gré à gré, en dehors des humeurs du marché.

C'est sur ces bases réduites et incertaines que le projet de budget pour 1993 a été mis au point. Les dépenses prévues augmentent de 3,5 %, atteignant 1 370 milliards de francs ou – si l'on compte les prêts de l'Etat – 1 382 milliards de francs. Les recettes se comporteraient plus normalement que ces dernières années et augmenteraient comme le PIB en valeur (le produit intérieur brut atteindrait presque 7 500 milliards), soit de 5,5 % : + 2,6 % en volume, + 2,8 % en prix.

La progression plus rapide des recettes que des dépenses réduirait de quelque 20 milliards de francs le déficit budgétaire qui serait ainsi ramené aux environs de 170 milliards de francs, au-dessus des 150 milliards « admis » par M. Bérégovoy dans la lettre qu'il avait adressée en mai à chacun des membres du gouvernement. Mais on peut faire confiance à la direction du budget pour améliorer la présentation des comptes de l'Etat. Telle dépense importante qui, par sa croissance rapide, a rendu difficile l'établissement des budgets précédents peut devenir par la suite l'occasion d'économies, vraies ou fausses. Il en ira ainsi en 1993 avec les milliards de francs que coûte chaque année l'indemnisation des sinistres à l'exportation garantis par l'Etat à travers la Coface. Aucun budget n'est jamais sincère l'année même de sa présentation.

Faire bonne figure

Le gouvernement va donc essayer de présenter un budget dans lequel le déficit ne dépassera pas – ou peu – 2 % de la richesse nationale. Cela pour faire bonne figure vis-à-vis des autres pays européens et des critères de convergence imposés par le traité de Maastricht. Il est important pour la tenue du franc au sein du système monétaire européen (SME) de continuer à jouer les bons élèves de la classe. Ce que nous sommes en réalité, même si la vision projetée sur 1993 fait peut-être la part trop belle à la reprise de la consommation et donc à l'augmentation des recettes fiscales. Même si, malgré toutes les bonnes résolutions prises, les effectifs de la fonction publique augmentent : du fait de l'éducation nationale (+ 10 000 environ), de la police, des gardiens de prison...

Dans ce contexte difficile, les mesures fiscales devraient être réduites au minimum. Le gouvernement se contentera de mener à son terme la réduction à 33,3 % de l'impôt sur les sociétés actuellement à 34 %. Il en coûtera quelque 5 à 6 milliards de francs intégralement compensés par la taxation des plus-values latentes sur les titres en valeurs d'OPCUM (organismes de placements collectifs des valeurs mobilières) SICAV et fonds communs de placement. Une mesure de remboursement partiel de TVA due par l'Etat aux entreprises (règle dite du décalage d'un mois) pourrait également être annoncée. Mais les sommes en jeu sont très importantes : 100 milliards de francs.

Reste que si la dégradation des comptes de l'Etat a surpris tout le monde par sa rapidité, le retour d'une forte croissance économique – qui se produira plutôt en 1994 que l'année prochaine – peut à l'inverse rétablir les équilibres plus vite que prévu. C'est dès maintenant la question que l'on doit se poser. Elle est essentielle pour déterminer la politique économique que nous devons mener, entre rigueur et relance. Elle est plus importante encore pour la Grande-Bretagne et surtout l'Italie aux prises avec des difficultés vis-à-vis desquelles les nôtres apparaissent bien minces. Des pays qui risquent après des années de facilité d'en faire trop, trop vite, pour satisfaire aux critères de Maastricht.

Au risque de prolonger la stagnation économique.

ALAIN VERNHOLES

COMMUNICATION

Prise de participation et création d'un GIE commun

La Générale occidentale (« l'Express ») rachète 40 % du « Point »

Un accord a été conclu, mardi 15 septembre, entre Mme Françoise Sampermans, PDG de la Générale occidentale (filiale du groupe Alcatel-Alsthom chargée de ses activités communication, propriétaire du groupe Express) et M. Bernard Wouts, PDG du *Point*. Cet accord, qui avait démarré sur des bases purement techniques en avril, s'est considérablement enrichi depuis (*le Monde* du 22 août).

Au terme des discussions qu'ont eues les deux PDG, qui conservent chacun son poste, cet accord aboutit au rachat par la Générale occidentale de 40 % des actions minoritaires de la société éditrice du *Point*, la Sebdo – 20 % détenus par le groupe suisse Ringier et 10 % possédés par le groupe Sud-Ouest et 10 % par les Éditions Mondiales – tout en se fondant sur la garantie *« de l'identité rédactionnelle des deux titres »*. Cet accord comprend aussi l'étude d'une structure de type GIE (groupement d'intérêt économique), opérationnelle en janvier 1993. Commune aux deux titres ainsi qu'à leurs journaux « satellites » – *Lire, Biba, Télécâble* et l'hebdomadaire polonais *Spotkania* pour le groupe Express ; *Gault et Millau* pour la Sebdo, – cette structure, dont M. Wouts serait directeur général, s'occupera d'achat de papier, de distribution et de stratégie publicitaire.

Cet accord constitue, selon les deux directions, une réponse à l'internationalisation de la concurrence et à la récession publicitaire. Il permet aussi à la Générale occidentale de se développer dans la communication et au *Point* de remplacer ses actionnaires minoritaires, M. Nicolas Seydoux (Gaumont) conservant pour l'instant sa majorité de 51 %. Officialisé et présenté aux comités d'entreprise de *l'Express* et du *Point* le 16 septembre, cet accord inquiète cependant les journalistes, qui, en dépit des assurances sur l'identité des deux titres, craignent *« une fusion rampante »*.

Y.- M. L.

La préemption du réseau de La Cinq par le gouvernement

Les producteurs déposent un recours en Conseil d'État contre ARTE

Après que trois producteurs ont déposé un recours devant le Conseil d'État contre la décision du gouvernement de préempter le créneau nocturne du réseau de La Cinq en faveur d'ARTE, c'est au tour du syndicat de cette profession d'entrer en lice. L'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) a décidé de lancer une action en dommages et intérêts devant le Conseil d'Etat contre la chaîne culturelle.

Les producteurs estiment que le statut juridique d'ARTE les pénalise financièrement, dans la mesure où la chaîne franco-allemande n'est soumise à aucune obligation en matière d'investissement dans la production. Rappelons que les chaînes généralistes françaises, publiques et privées, sont obligées de consacrer un minimum de 15 % de leur chiffre d'affaires à la production d'œuvres d'expression française. Cette obligation ne concerne pas Canal Plus, bien que la chaîne cryptée consacre une part non négligeable de ses investissements à des téléfilms.

□ **M. Alain Ayache a fait appel à la justice pour récupérer son papier journal.** – M. Alain Ayache (*le Meilleur* et *Spécial dernière*) a indiqué, mardi 15 septembre, à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la situation de la presse et l'audiovisuel qu'il avait dû, le 11 septembre, faire intervenir le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris pour récupérer 76 tonnes de papier qui lui appartenaient, et qui étaient bloquées depuis dix jours par le Livre CGT à l'imprimerie parisienne Offprint. Le papier a été livré à l'imprimerie Méaulle à Bernay (Eure), où l'éditeur fait désormais imprimer ses journaux. M. Ayache a affirmé qu'après avoir obtenu l'accord du Livre CGT sur des dommages-intérêts de l'ordre de 500 000 F, ceux-ci ont, en fait, été payés par l'imprimerie Offprint (groupe Hersant).

هكذا من الأصل

LE MONDE DES CARRIÈRES

ASSOCIATION ORSAC
cherche

CHARGÉ DE MISSION
(H/F)

(Position cadre C.C.N. 1966) pour coordonner et promouvoir l'insertion socio-professionnelle de personnes handicapées ou inadaptées accueillies par ses établissements.

PROFIL :

personne expérimentée, ayant une bonne connaissance de l'insertion (pratique, juridique), de l'accompagnement social, du monde de l'entreprise. Des capacités d'initiative, de dynamisme, de rigueur, de relations sociales sont indispensables. C.D.D. pouvant se transformer en C.D.I. Poste basé à BOURG-EN-BRESSE. Prise de fonction : 1-11-92. Adresser candidature avant le 30-09-92 au : Secrétariat général de l'ORSAC, 2, rue de la Bourse, 69001 Lyon.

CIE AÉRIENNE
cherche
CHEF D'ESCALE
basé à Cotonou (Benin).
Libre 1-11-92, CDD 6 mois.
Parlant français et russe ou bulgare. Connaissance en anglais et aviation souhaitée.
48-62-95-36.

Clinique médico-chirurgicale
130 lits
recherche

CADRE INFIRMIER

Formation supérieure, connaissance gestion clinique C.C. VHP ou FIEHP, expérience 5 ans minimum.
Poste évolutif vers fonction de directeur adjoint, responsable des ressources humaines.
Rémunération attractive pour candidat de valeur.
Disponible rapidement.

Adresser candidature à M. le directeur, clinique de l'Orangerie, 11, bd Anatole-France, 93300 AUBERVILLIERS.

EDITEUR PARIS-8e

RECHERCHE

COMMERCIAL ALLEMAND

Parfaitement bilingue FRANÇAIS-ALLEMAND pour prospection et suivi clientèle allemande. Emploi à plein temps ou partiel.

Envoyer curriculum vitae + lettre manuscrite à : INTERPRESS 64, rue des Mathurins, 75008 Paris.

ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE
INTERNAT GARÇONS
Région parisienne
recherche septembre 1992

ÉDUCATEUR INTERNAT.

de langue maternelle anglaise. Possibilité logement couple.

LECTEUR, LECTRICE D'ANGLAIS.

TÉL. 34-25-48-21

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE LA VIGNE ET DU VIN

recrute

MAITRE DE CONFÉRENCES

PROFIL :
Recherche : physiologie des micro-organismes des fermentations.
Enseignement : physicochimie et microbiologie du vin.

Ecrire à : C. CHARPENTIER I.U.V.V., université de Bourgogne, 21000 DIJON.

L'ASSOCIATION « BEAUVAIS MÉDIA »

Recherche un(e) journaliste professionnel(le) pour un contrat à durée déterminée de six mois, du 15 novembre 1992 au 15 mai 1993.

Il aura pour principale mission la rédaction et le suivi technique du journal municipal de la Ville de Beauvais (56 000 habitants).

Salaire : 8 000 F à 9 000 F net selon références et expérience professionnelle.

Adresser candidature manuscrite avec CV détaillé + photo et prétentions à M. le directeur de la publication de « Beauvais 92 », mairie de Beauvais, 60000 BEAUVAIS.

Date limite d'envoi des candidatures : 15 octobre 1992.

LABORATOIRE CNRS

ORSAY (30 personnes)

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

Doct.-ing. ou doct 3e cycle ou ingénieur

Pour GESTION et DÉVELOPPEMENT de son centre de calcul
Profil très large.
CDD (14 000 F brut/mois)
Transformable en poste de fonctionnaire CNRS

Appeler le 60-19-01-16 ou Fax : 60-19-34-90.

SEM D'AMÉNAGEMENT

en expansion
région parisienne
recherche

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS CONFIRMÉ

Formation supérieure (grande école, architecture-urbanisme, aménagement).
Bonne expérience aménagement urbain et immobilier.

UN ASSISTANT CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Formation universitaire bénéficiant d'une première expérience dans le domaine de l'aménagement.

Pour ces 2 postes : adresser lettre + CV + photo et prétentions à SARRY 78 14, rue Joël-Le-Theule BP 276 78053 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.

Un métier pour réussir
Secrétaire - WORD 5
opératrice-dactylo
pupitreur programmeur IBM
FORUM HALLES 40-39-83-26.

URGENT
ÉCOLE SECONDAIRE PRIVÉE
recherche
PROFS ttes disciplines
SECRÉTAIRE sténodactylo.
Tél. pr RDV : 42-80-03-71.

La Laboratoire
Léon Brillouin (Saclay)
recherche un

TECHNICIEN en ÉLECTRONIQUE

pour le réglage, la maintenance et le développement des chaînes de détection neutroniques analogiques et des systèmes de traitement et d'acquisition numériques associés. Ecrire à : M. KOSKAS, LLB. CEA SACLAY, 91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex.

MAISONS DE RETRAITE SITUÉES A CHARLY (69), A SAINT-BERNARD (01) RECHERCHENT INFIRMIERS (ES) D.E., POUR INTERVENTION EN LIBÉRAL. TÉL. : 92-32-34-50.

Officier ministériel offre emploi stable sténodactylo, niveau minim. Bac G1 ou correspondant. Tél. : 43-28-58-95.

Rech. AIDE DE LABORATOIRE. 25 h/sem. Ecole St-Gabriel, 21, rue de la Lisette, 92200 BAGNEUX. Tél. : 46-57-61-22.

INSTITUT DE FORMATION à l'animation embauche

FORMATEUR POLYVALENT

au 1/11/92. CDD. 1 an. 8 000 F net mensuel. Justifier d'une formation de niveau 3 acquise, et/ou d'une expérience profession. confirmée. Lettre + CV, sous réf. 8554 le Monde Publicité 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

COUPLE PARIS CENTRE rech. employée de maison sérieuse, non fumeuse. Plein temps, déclarée. Log. dans studio indép., tt cft. Réf. exigées. A partir du 1er sept. Écr. au Monde Publicité sous n° 8552 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Pris Cedex 15

L'A.R.I.A.

(Association pour la Restauration des Immeubles Anciens)

recrute rapidement pour MULHOUSE

CHARGÉ(E) D'OPÉRATION

POUR L'ÉTUDE ET LE SUIVI D'OPÉRATIONS PROGRAMMÉES D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

- Formation initiale bâtiment de préférence.
- Excellentes capacités relationnelles.
- Capacité rédactionnelle.
- Grande sensibilité aux aspects sociaux de la réhabilitation.

Une expér. prof. en O.P.A.H. ou bien au sein d'une collectivité territoriale sera un plus.

Lettre, CV et prét. sont à env. à

Mme la Directrice de l'A.R.I.A.
Cours des Chaînes
15, rue des Franciscains
68100 MULHOUSE
Tél. 89-66-11-14

LE COMITÉ FRANÇAIS D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ

recherche

1 CHARGÉ D'ÉTUDES

Ayant solide formation. Sc. soc. et statistiques. Poste à pourvoir immédiat., contrat à durée déterminée de 6 mois.

Env. CV, lettre de motivation et articles publiés au C.F.E.S. 2, rue Auguste-Comte 92170 VANVES

URGENT

Poste double salaire local, logé, pour enseigner FLE. Lycée et Alliance Française au 01/10/92. Niv. souhaité : maîtrise FLE ou maîtrise hongrois. Écrire : M. PELTIER KOFFUTH UTCA, 11 MISKOLC, 3525 HONGRIE Tél. : 36 (46) 327-687

formation professionnelle

STAGES DE DOCUMENTATION DANS UNE AGENCE DE PUBLICITÉ

VOUS ÊTES

ÉTUDIANT(E) EN DOCUMENTATION

BAC + 2, BAC + 3
nous vous proposons :

– Si vous êtes spécialiste de l'iconographie et connaissez le Macintosh, la conception d'un plan de classement pour nos logos et illustrations. Stage de 2/3 mois qui commencera le plus tôt possible. Réf. A5613078A

– Si vous êtes plutôt généraliste : revue de presse, synthèse documentaire, photocopies, classement, gestion du fonds documentaire. Stage à l'année à 3/4 temps ou plein temps. Réf. A5613078B

Convention de stage demandée.

Merci d'adress. lettre manusc. et CV en précisant la réf. du stage choisi à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret Cdx.

---

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

Particulier vend Renault Clio RN 1. 2, 5 portes, rouge, année 1991, 28 000 km. Prix : 43 000 F. Tél. : 48-94-56-31.

capitaux propositions commerciales

Invention Brevetée toilette chien recherche partenaire Sté S.T.P.E. 6, av. Charles-de-Gaulle 95350 St/Brice-s-Forêt

DEMANDES D'EMPLOIS

Assist. secrétaire polyvalente. Parfaitement bilingue anglais, espagnol moyen, ayant sens de l'initiative et respons., ch. poste motivant. 43-36-51-04.

CADRE BANQUE

AGENCE
Exp. 15 ans, bonne maîtrise
– particuliers,
– dépôts épargne,
– prêts animation,
– commerciale,
– gestion personnel et macro-informatique,
cherche équivalent Ile-de-France.
Tél. : 45-39-51-59 (répondeur).

CHIRURGIEN GÉNÉRALISTE
Français, 40 a. exp. France et outre-mer, bil. fr.-angl., rech. poste de préf. en Asie du Sud-Est. Ecr. au Monde Publicité sous numéro 8567, 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

F., 42 ans, sérieuse, cherche emploi RESPONSABLE DE MAGASIN de prêt-à-porter ou autre, portefeuille clientèle assuré. Très bonne commerçante, 25 ans expérience. De préf. Paris ou banlieue sud. Temps disponible. Libre de suite. Tél. : 69-85-76-69 apr. 15 h.

ASSISTANTE ANGLAIS
Bon esp., rech. poste respons. initiative. T. 43-36-51-04

HOMME TERRAIN
Exp. structure de vente France-export.
Recrutement, format., animat., encadrement d'équipes commerciales, spécialiste industrie pharmaceutique, imprimerie, édition, orgas. événements.
Prop. ses. missions. Résultats
Tél. : 48-23-80-38

J.F. 21 ans, dynamique aimant les contacts humains, recherche poste dans le domaine réception, standard sur Paris, région parisienne. Tél. : 40-05-06-82 ou 44-48-82-48.

J. F., 23 ans, HEC + DEA littéraire cherche emploi de préférence secteur culturel ou média. Écrire sous réf. 8570. Le Monde Publicité, 15/17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris cedex 15.

J.H., 29 ans, 2 ans exp. prof. DUT GEA + DESS rech. poste compta. Tél. : 87-22-76-75.

JH 20 a. recherche ENTREPRISE pr contrat de qualif. BTS maintenance automatisme par altern. Avt le 17/09 : 64-32-88-78.

RELAXOLOGUE

Prat. santé entreprises + exp. confirm. en ccial, marketing (dipl. Issec-IMD).

Etudie ttes prop. de collab. consultants, ent., organisme. Le Monde publicité sous réf. 8563 15-17, rue du Colonel-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15.

SUITE FERMETURE
usine Lyon
DIRECTEUR SITE
+ DIRECTEUR COMMERCIAL
cherche poste identique.
Toutes régions même étranger, CHAM/MECA/PHY/CHIMIE.
DESS gestion direction entreprise.
6 ans d'expérience en management.
Réf. de haut niveau international.
Disponibilité immédiate.
Écrire au Monde Publicité sous n° 8572,
15-17 rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris-cedex 15

TRADUCTRICE

Diplômée anglais-allemand ch. poste. Tél. : 43-79-33-49.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée).

F. 50 ans - ASSISTANTE DE DIRECTION spécialisée relations publiques et recrutement - dynamique - adaptable - disponible pouvant assurer encadrement équipe jeune.
RECHERCHE : poste à responsabilités dans secteur similaire ou autres sur Paris ou R.P. ouest et nord, possibilité exonération URSSAF (Section BCO/JC 2262).
PARIS - F. - SC. PO. - DEA INFO - 20 ans expérience enseignement - IUT Université Ets. privés d'enseignement supérieur - animatrice stages intra-entreprise.
RECHERCHE : poste consultant management communication R.P. dans cabinet ou resp. formation - entreprise, banque, tourisme, presse, audiovisuel ou dir. études stages dans grande école (Section BCO/BD 2263).
COMPTABLE UNIQUE - 46 ans - Etudes supérieures - bonne expérience comptabilité générale toutes déclarations sociales, fiscales, missions d'audit avec commissaire aux comptes, gestion de personnel - pratique de l'outil informatique.
RECHERCHE : poste à durée indéterminée ou missions ponctuelles au sein de PMI PME ou grande entreprise Paris - Ile-de-France (Section BCO/BD 2264).
H. 40 ans - Maîtrise sciences éco. - IEP - ISA - expertise-comptable - expériences d'audit, conseil et de direction d'entreprises.
RECHERCHE : poste de direction générale, direction financière d'entreprises moyennes ou de conseil notamment dans les domaines de redressement d'entreprise ou des échanges économiques avec l'ancienne Indochine (Section BCO/JC 2265).
F. - RESPONSABLE DU PERSONNEL - maîtrise en droit privé + IAE - 12 ans expérience secteur tertiaire et industriel en gestion administrative du personnel, paie, recrutement, relations avec organismes sociaux et représentants du personnel.
PROPOSE : sa collaboration à PME-PMI Paris et R.P. (Section BCO/JC 2266).
F. - 43 ans - 14 ans expérience commerciale (relations publiques, gestion achat-vente, formation de personnel) dans le secteur de la mode, haute couture et fourrure - trilingue anglais, espagnol.
RECHERCHE : poste de chef de vente ou de directrice commerciale dans tous secteurs d'activité sur Paris (Section BCO/JC 2267).
INGÉNIEUR ESME - Longue expérience au sein groupe international informatique dans le secteur marketing industriel.
PROPOSE : à entreprise ses compétences et expérience des activités promotionnelles pour assurer responsabilités dans projets suivants : logistique événements (salons...) - marketing produits - gestion centre séminaires/DEMOS (Section BCO/JC 2268).
JEUNE TECHNICIEN SUPÉRIEUR en informatique industrielle - connaissant IBM - PC et compatibles langage et pascal MS-DOS UNIX WINDOWS, ayant travaillé sur le contrôle qualité par vision artificielle et sur API télémécanique APRIL SIEMENS.
RECHERCHE : poste évolutif secteur indifférent sur région quart Sud-Est et R.P. (Section BCO/JC 2269).
RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT à échelon national de mutuelles vie - diplôme CHEA – 25 ans expérience en : régimes retraite par capitalisation et articles L. 441, etc. - épargne, prévoyance (ind. - coll.) - recrutement, animation réseau salar., encadrement et gestion du personnel, gestion structure nationale - techniques de développement - rel. publiques.
RECHERCHE : poste Paris - R.P. (Section BCO/JC 2270).
H. 42 ans - INGÉNIEUR - 12 ans expérience informatique de gestion, direction de projets - service et consultant (SSII), compétences en management, conseil, organisation, conduite de projets, formation, relations commerciales entreprises, suivi, dévelop. - connaissances : IBM, gros et minis systèmes, MERISE. AX. AL. SDMS, sécurité des syst., contrôle qualité logiciels...
RECHERCHE : direction info. ou resp. domaine ou consultant (SSII) Paris – R.P. (Section BCO/JC 2271).
DIRECTEUR DE CONTROLE DE GESTION - 49 ans - ESCP finance + DPLBA London B - school, bilingue français, anglais (espagnol) - 20 ans expérience dans multinationales - polyvalent PME ou groupe - bonne maîtrise fonctions - financière, comptable, analytique, reporting, informatique, personnel - sachant motiver et animer une équipe de gestion vers son objectif de rentabilité.
RECHERCHE : poste similaire sur R.P. - France - étranger (Section BCO/JC 2272).
J.H. 26 ans - IEP + DESS finance - 6 mois expérience en analyse financière en secteur automobile, nombreux stages bancaires.
RECHERCHE : poste d'analyste financier ou de crédit en banque-assurance, automobile ou sté financière sur Paris et R.P. (Section BCO/JC 2273).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40. poste 27.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix « Que des affaires exceptionnelles » écrit le guide Paris pas cher, ss bijoux or, ttes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA

Angle bd des Italiens 4, Ch.-d'Antin, magasin à L'ÉTOILE, 37, av. Victor-Hugo, autre gd choix.

Échanges

Etudiante cherche à Paris chambre en échange de baby sitting ou cours de soutien. Fr., all., engl. Tél. : (16) 50-09-84-06.

Cours

ANGLAIS INTENSIF

du 28-09 au 23-10 : 1 310 F. Mini-groupes, 5 niv. Matin, après-midi, soir ou W.E. EUROPA. Formation. 42-86-22-41 ou 3615 EUROFOR.

COURS D'ARABE

Tous nivx. Jour, soir. Samedi. Enfants : mercredi et samedi. Inscript. AFAC : 42-72-20-88.

Gymnastique à domicile. Par professeur de culture physique diplômé d'État. Travail sérieux. Bonnes références. Tél. : 42-39-04-93 (répondeur).

MODÉLISME-STYLISME
Coupe, couture. 45-84-27-59. Initiation et perfection.

Association organise cours Allemand-Anglais tous niv. en petit groupe 43-42-15-86.

Lecture

J.F. dipl. DEUG littéraire ferait lecture 1/2 h/jour à pers. aimant lire. Sa réf. : 8571, le Monde Publicité, 15-17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Matériel informatique

A SAISIR
Vends lot Mac Intosh 2 FX 8/80 mo
+ Lecteur + clavier
+ Moniteur couleur Fornac 21 pouces Trinitron
+ Table à digitaliser Wacom A 3
+ Logiciel exception inclus
Ensemble état neuf. Prix 80 000 F.
Tél. : 92-51-82-84 ou 92-21-24-18.

Vacances, tourisme, loisirs

HÔTEL-RÉSIDENCE
ANGLET, BIARRITZ, PARME : 70 studios-appts. Kitchenette, TV satel., tél. direct, piscine, tennis, practice golf filet, squash, hammam, sauna, s. musculat., rest., bar. Tél. : 59-52-87-65. Fax : 59-63-59-19. Soirée étape : 250 F.

HOME D'ENFANTS

JURA

(900 m altitude près frontière suisse)

Agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIe s., confortablement rénovée. 2 ou 3 enfts par chbre avec s. de bns, wc. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts, idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, tennis, poney, initiat. échecs, fabric. du pain.
2 090 F semaine/enfant.
Tél. : (16) 81-38-12-51.

Jeunes filles au pair

Jeune Italienne cherche place comme jeune fille au pair à Nantes pour l'année scolaire. Alessia Bucci, c/o Dr Pape Rombergstr. 14 W-5 Cologne, 41 Allemagne.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS. Arts-et-Métiers Beau STUDIO, 3e ét. Confort. Avec chambre de service. Prix : 390 000 F. Tél. : 48-04-84-48.

MARAIS TEMPLE

3 p., cuis., sal. de bains, wc. GDE TERRASSE s/rue, 5e étg. 920 000 F. - 48-04-35-35.

5e arrdt

DUPLEX TERRASSE

« comme une petite maison » SERGE KAYSER 43-29-60-60.

Jardin des Plantes, stand. récent 33 m² de qualité de vie, sud, calme, gde terras. aménageable, dernier ét. Part. : (16) 41-87-39-20.

6e arrdt

6e ARRONDISSEMENT
RUE JACOB
Sur cour pavée et dans imm. 18e siècle, charme. DUPLEX. POUTRES. 3 réceptions, 3 chambres, 2 salles de bains, cuisine équipée. Excellent état. Prix : 4 MF. Parking possible. Tél. : 45-87-84-30.

INSTITUT. Soleil, 82 m² env. Charme, 3e, asc. 2 900 000 F. SERGE KAYSER 43-29-60-60.

R. SÈVRES 580 000

Beau studio tt cft. Gde s. de bns, rangements. Idéal investisseur. CASSIL - 45-66-01-00.

RUE DE SAVOIE. 50 m² DE CHARME. 1 400 000 F. 45-31-61-10.

7e arrdt

INVESTISSEUR
AV. DUQUESNE : 45-55-29-15.
2 PIÈCES, 63 m² sur avenue.

9e arrdt

Me N.-D.-LORETTE. Dans immeuble propre, beau studio entièrem. équipé. S/cour calme. Haut. 3 m s/plafond, interphone, digicode. 350 000 F. 42-71-61-48.

11e arrdt

LUXUEUX 99 m²

3/4 P. salle de bains avec jacuzzi + chambre de service 2 300 000 F Immo Marcadet 42-51-51-51.

NATION près métro. Imm. brique STUDIO coin cuis., tt cft. 3e étg s/rue. Px : 315 000 F. CRÉDIT - 43-70-04-64.

PL. VOLTAIRE. Bel imm. SPLENDIDE 2 p. cuis, wc, bains, 1er étg s/rue et cour. Digicode. 698 000. CRÉDIT - 43-70-18-00.

13e arrdt

13e, MAISON 150 m², living + 3 chbres, patio, cave, possib. terrasse. 3 800 000 F. 45-46-28-25.

14e arrdt

Me ALÉSIA 490 000 F

Beau studio. Kitchenette, bains, w.-c. Très clair, sans vis-à-vis. CASSIL : 45-66-43-43.

15e arrdt

FALGUIÈRE 890 000 F

Grand 2 PIÈCES impeccable. CASSIL RIVE GAUCHE : 45-66-43-43.

Me CHARLES-MICHELS Rue Beaugrenelle. P. de t., stand., BEAU 2 P., cuis. équipée, s. de bains. Marbre, tapis, asc. 6e ét., asc. 670 000 F. 48-04-35-35.

16e arrdt

RANELAGH

Gd 2 P. 57 m² + terrasse 15 m² s/jard., calme. 950 000 F. NOTAIRE : 44-77-37-63.

17e arrdt

APPARTEMENT GRAND STANDING 420 m²
Très grande façade sur parc Monceau (triple réception 90 m² + 8 grandes pièces) luxueusement aménagé. Boiseries. Prix élevé justifié. Intermédiaires s'abstenir. Tél. : (16) 88-50-23-99. Fax : (16) 88-25-79-63.

19e arrdt

MAISON JARDIN

Soleil. Prox. B.-CHAUMONT. SERGE KAYSER. 43-29-60-60.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE. EGLISE. 4-5 PCES, 120 m². Imm. 1935. 2,75 MF. COTIMO : 47-83-62-74

BOULOGNE

Proximité métro. Livraison immédiate. 4 pces - 102 m² - 3e étg. Superbe séj. 45 m² - 3 chbres. Prix : 2 890 000 F. Parking inclus.

BREGUET 47-58-07-17

maisons individuelles

A 10 mn de la mer et du golfe de Saint-Tropez. Maisons dans hameau au cœur d'un village provençal, 3 chbres, living, terrasse. Garage, jardin. Frais réduits. 895 000 F. Les Barrys. Tél. : 94-56-07-13.

Exceptionnel, Buttes-Chaumont. Maison invisible de la rue, 90 m², jardin privatif, bureau, 2 ch., s.d.b., 2 wc, cheminée. Tél. : 43-60-30-40, h. de bur.

Ppataire vd superbe maison à rénover. 190 m² habitables jard. + s./sol aménageable. 4, av. DE LA FRILLIÈRE. S/pl. vendredi 13 h-18 h. 48-04-94-24.

appartements achats

CABINET KESSLER

78, Champs-Elysées, 8e

recherche de tte urgence beaux apparts de standing ptes et gdes surfaces. Evaluations grat. sur demande. 45-22-03-80. - 43-59-68-04.

EMBASSY SERVICE

rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS-RÉSIDENTIEL

(1) 45-62-16-40

PROPRIÉTAIRES

Vous vendez ou louez un appt avec ou sans cft. Adressez-vous à un professionnel FNAIM. Immo-Marcadet. 42-51-51-51. Fax : 42-55-65-55.

Recherche 2 à 4 P. PARIS. Préfère RIVE GAUCHE. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43 même le soir.

ACHÈTE COMPTANT NOTAIRE STUDIO à 3 PCES. DÉCISION IMMÉDIATE. Maximum 700 000 F. 48-04-84-48 poste 267.

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS. Préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e. Paie compt. chez notaire. - 48-73-48-07.

pavillons

Tres exceptionnel pav. 160 m² habit. + s.s. total, gar. 2 V., séj. 38 m², 4-5 ch, 2 s. de b., 2 wc. 688 m² terr. clos pays. 94 Le Plessis-Trévise. 45-93-11-41. Px : 2 150 000 F.

XVIIIe VAUVENARGUES PAVILLON

Caractère à rénover quartier très calme, proximité métro et bus. Jardin + cour, possibilité extension. 2 200 000 F. Agence s'abst. Tél. : (1) 42-63-08-18.

villas

LES TERRASSES DE JOINVILLE

Imm. villa grand standing. 3 duplex, 140 m², terr.-jard. 100 m², 75 m² et 65 m². 19000 F le m² moyen. Loft 138 m². Jardin 85 m². 16 600 F le m² moyen. Livraison immédiate. Documentation et RV : Immo Marcadet. 42-51-51-51.

RAMATUELLE-PAMPELONNE
5 minutes de la plage.
Villa sur terrain 1 600 m2.
Petite vue sur mer.
2 500 000 F.
LES BARRYS.
Tél. : 94-56-07-13.

chalets

A LOUER LES ARCS SUPERBE CHALET

100 m² sur les pistes, meublé, 10-11 pers. (16) 25-21-01-61.

terrains

TERRAINS CONSTRUCTIBLES
VUE SUR MER
Gassin, Grimaud, Ramatuelle, Saint-Tropez.
LES BARRYS. Tél. : 94-56-07-13.

viagers

Grands appartements occupés dans sites exceptionnels.

CEV. 42-68-05-43.

locations non meublées offres

Paris

17e MONCEAU, rare, 120 m². Terrasse 100 m², sans vis-à-vis. PARTENA : 40-07-88-50.

7e, BD ST-GERMAIN. Apt. 130 m², 5e étg. Balc. Gd stand. 20 000 F. 40-07-88-50.

ILE SAINT-LOUIS

Idéal pied-à-terre superbe duplex 82 m² luxueux charme, caractère, vente ou location. 48-24-63-66 ; soir et W.E. 42-40-35-94.

PARIS-12e près du Bois, 2 p. rén., dble vitr., chauf. gaz indiv. S. d'eau, W-C sép., cave, 5e ét. ascens. grd balc. 4 500 F ch. et taxes compr. Tél. 42-66-00-06 avant 8 h ou apr. 18 h.

RUE DE COURCELLES

6e et dernier étage. Grand 2 PIÈCES, cuisine équipée. Balcon et terrasse. Ascenseur direct. 8 700 F charges comprises. Tél. : 40-34-23-20.

UNIVERSITÉ

270 m², 7 P. 30977 F net. ASM 48-24-63-66 et WE 42-40-35-94.

VIIe ARRT. GD STANDING

Appt. 275 m², 7 pces, 1er ét., tt. cft. 25 000 F par mois. Tél. : 40-46-02-30.

Région parisienne

VERSAILLES centre lycée Hoche, Particulier loue studio 40 m². Caractère standing. 3 600 F CC. Tél. : 39-46-06-63, 10 h à 22 h.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS Gestion possible.

(1) 45-62-30-00

INFORMATICIEN Prof. libérale ch. Paris, location ss-location. Partage, dépend. 1/2 p. 4 000 F ch. compr. maximum. 64-43-88-38 (répondeur).

propriétés

MONTARGIS, 1 heure Paris, direct A6, vends cause succession, sur son terrain 2 HECTARES clos, partie boisée, splendide FERMETTE toute aménagée. Séjour, cheminée, 2 chbres, bns, wc, chauf. central fuel. Beau grenier aménageable. Belles dépend. Boxes chevaux. Px total : 549 000 F, crédit 100 % possible. Tél. 24 s/24.

(16) 38-85-22-92 ou (16) 38-85-56-56

fonds de commerce

Ventes

BRASSERIE-RESTAURANT

CHATEAU DE VINCENNES
Belle affaire d'angle.
Jardin d'hiver. Salle sonorisée pour séminaire.
150 places assises.
Gros chiffre d'affaire.
Prix justifié.

TÉL. : 43-28-25-76

Après 20 heures.

bureaux

Locations

JOINVILLE-LE-PONT

Imm. stand. Livraison sept 92. Bureaux activités 700 m² divisibles, 900 F le m² HT. Renseig. et documentation : Immo Marcadet. 42-51-51-51.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50.

locaux commerciaux

Ventes

Cœur vieux Montpellier, à vendre local à rénover, 240 m², lumière, espace. Pour atelier, bureaux, salle gym, danse, etc. 700 000 F. (1) 40-30-16-60.



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

هكذا من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
1er ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 109 m², 5e étage	10, rue du Mt-Thabor AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 900 9 250
2e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 60 m², 5e étage	5, rue Volney GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	6 500 + 1 072 325
4e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 60 m², 5e étage balcon	15, bd Bourdon CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	4 480 + 900 3 496
3 PIÈCES 116 m², 2e étage	15, rue des Lions-St-Paul SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	12 000 + 1 702 9 004
5e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 82 m², 4e étage	27, rue Mazarine AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	14 000 + 1 250 9 962
3 PIÈCES, IMM. NEUF 81 m², 2e étage parking, cuis. équipée	4, rue de la Collégiale GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	9 200 + 740 8 830
6e ARRONDISSEMENT		
6 PIÈCES 203 m², 5e étage	47, rue de Sèvres SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	23 300 + 2 558 16 776
7e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 123 m², 5e étage	12, place Joffre GCI – 40-16-28-69 Frais d'actes	14 708 + 2 088 571
6 PIÈCES 180 m², 2e étage	2, square Latour-Maubourg CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	17 500 + 2 610 12 870
3 PIÈCES 88 m², 2e étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	14 560 + 1 455 11 320
8e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 57 m², 1er étage	122, rue du Fg-St-Honoré AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7.700 + 614 5 479
3 PIÈCES 67 m², rez-de-ch.	45, rue de Courcelles AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	6 291 + 781 4 477
4 PIÈCES 105 m², 5e étage	27, rue Daru AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	15 350 + 1 300 10 923
9e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES 149 m², 1er étage	26, rue de Châteaudun AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	12 665 + 900 9 507
14e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 92 m², 1er étage parking	7, rue Jules-Guesde SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	10 650 + 1 181 7 668
5 PIÈCES 105 m², 6e étage parking	102, av. du Maine AGIFRANCE – 43-22-23-81 Frais de commission	10 859 + 1 020 7 727
15e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES NEUF grand standing 91 m², 2e étage	20 *bis*, av. de Lowendal SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	13 450 + 1 701 9 684
4-5 PIÈCES NEUF 158 m², 4e étage parking	20 *bis*, av. de Lowendal SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	23 050 + 2 946 14 436
STUDIO 35 m², 5e étage	17-19, rue Bausset CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	2 950 + 600 2 394
3 PIÈCES 104 m², 5e étage parking	69, rue Fondary SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	12 050 + 1 660 9 438
4 PIÈCES 110 m², 3e étage parking	69, rue Fondary SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	13 685 + 1 650 10 664
2 PIÈCES 50 m², 4e ét. balcon, parking	126, rue Lecourbe LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	4 750 + 602 3 690
16e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 53 m², 1er étage balcon, parking	185, bd Murat LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	5 542 + 529 4 266
STUDIO 37 m², rez-de-ch.	133, av. de Versailles SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44	3 400 + 524
17e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES 126 m², 3e étage	25, rue du Colonel-Moll AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	17 000 + 1 290 12 097
3 PIÈCES, IMM. NEUF 71 m², 2e étage balcon, parking	11, rue Galvani GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	9 065 + 710 8 700
19e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 40 m², 7e étage parking	2-10, rue de Joinville AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 350 + 610 3 095
20e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 110 m², 7e étage terrasse, parking	52-56, rue des Haies CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	7 370 + 1 475 5 576
78 YVELINES		
3 PIÈCES 66 m², 1er étage parking	42, rue des Ursulines AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 248 + 790 3 735
2 PIÈCES 52 m², 3e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du D-Timsit LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	3 900 + 1 020 3 078
92 HAUTS-DE-SEINE		
STUDIO, IMM. NEUF 36 m², 3e étage parking	ASNIÈRES 38-46, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	9 400 + 371 2 448
3 PIÈCES, IMM. NEUF 76 m², 1er étage parking	ASNIÈRES 38-46, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	5 800 + 753 4 176
4 PIÈCES, IMM. NEUF 82 m², rez-de-ch. terrasse, parking	BOULOGNE 62, rue de Bellevue GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	8 900 + 820 5 070
2 PIÈCES 50 m², 1er étage parking	BOULOGNE 8, rue de l'Abreuvoir AGIFRANCE – 46-95-81-85 Frais de commission	4 871 + 781 3 812
3 PIÈCES 68 m², 1er étage parking	BOULOGNE 8, rue de l'Abreuvoir AGIFRANCE – 46-03-61-83 Frais de commission	4 814 + 1 139 3 768
3 PIÈCES 70 m², 5e étage parking	LEVALLOIS 7, allée Claude-Michel AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 552 + 542 5 374
5 PIÈCES 157 m², 6e étage parking	NEUILLY 5, bd R.-Wallace AGIFRANCE – 46-24-60-49 Frais de commission	18 960 + 2 151 13 491
STUDIO 33 m², 3e étage parking	NEUILLY 22 ter, bd du Général-Leclerc GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes	3 945 + 479 273
4 PIÈCES 159 m², 2e étage Box	NEUILLY 74, rue de Chézy GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes	19 900 + 3 358 800
3 PIÈCES 70 m², 2e étage possibilité parking	NEUILLY 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	6 900 + 1 090 5 238
5 PIÈCES 138 m², 3e étage 2 caves	NEUILLY 15-17, av. Sainte-Foy AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	16 276 + 1 500 11 582
4 PIÈCES 81 m², 1er étage parking	PUTEAUX 1, rue Volta AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 375 + 960 3 824
4 PIÈCES 81 m², 1er étage parking, cave	PUTEAUX 1, rue Volta AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 375 + 960 3 825
94 VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES 100 m², 6e étage parking	JOINVILLE 8, rue Halifax SAGGEL VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	7 175 + 1 033 5 166
3 PIÈCES 68 m², 6e étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 31-33, av. Joffre LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	6 750 + 781 5 130
4 PIÈCES 92 m², 3e étage cave, parking	VINCENNES 4, allée J.-Daguerre AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	8 306 + 1 077 5 910

هكذا من الأصل

VIE DES ENTREPRISES

Alors que Saint Louis dément toute velléité d'OPA

La City s'interroge sur l'avenir du groupe papetier Arjo Wiggins Appleton

Le groupe papetier franco-britannique Arjo Wiggins Appleton (AWA) était au centre de toutes les rumeurs, mardi 15 septembre, à la Bourse de Londres. L'annonce d'une baisse de 19 % de son dividende pour le premier semestre – une mesure qui devrait être reconduite au second – a durement secoué le titre, qui chutait de 29 % à 129 pence. Analystes et gestionnaires de la City étaient d'autant plus pris à contre-pied, que la baisse des résultats – – 27 % – avancée pour justifier cette mesure était, elle, conforme aux prévisions. Et plutôt inférieure à la dégradation enregistrée par les autres grands groupes papetiers européens. L'allemand PWA (Papierwerke Waldhof-Aschaffenburg AG, par exemple, ne vient-il pas d'annoncer une chute de 87 % de son bénéfice imposable au premier semestre?

AWA a plutôt bien résisté à une *« conjoncture exceptionnellement difficile pour l'économie mondiale et l'industrie papetière en particulier »*, comme l'affirme le président de son conseil d'administration, M. Cob Stenham. La forte dégradation des résultats en Europe a été atténuée par la très bonne résistance du groupe aux Etats-Unis, où le résultat d'exploitation s'est même amélioré pour les six premiers mois de l'année (53 millions de livres contre 51 l'an dernier). AWA, en outre, s'est engagé dans une politique de réduction des coûts afin de *« parvenir à des prix de revient plus faibles que ceux des concurrents »*. En six mois, près de 820 millions de francs ont été investis à cet effet, qui devraient se traduire par une baisse de 3 % des effectifs (sans plan social).

Bien positionné sur des papiers à haute valeur ajoutée, le groupe, né de la fusion en 1990 du britannique Wiggins Teape Appleton et du français Arjomari Prioux, apparaît donc, au-delà des turbulences conjoncturelles, en bonne santé. De là à estimer injustifiée l'amputation du dividende, il n'y a qu'un pas que nombre de boursiers britanniques se sont empressés de franchir. Ils redoutent que cette manœuvre ne cache une tentative du groupe français Saint Louis, actionnaire à 39 % d'AWA, de modifier le rapport de force en sa faveur : une baisse des cours pourraient préluder une offre publique d'achat. Leurs craintes ont été avivées par l'arrivée à la direction générale du groupe de M. Alain Soulas, ancien directeur de la branche bois-papier-carton de Saint-Gobain, en remplacement du britannique Stephen Walls. La direction de Saint Louis démentait, mardi, vigoureusement cette hypothèse. *« Saint Louis devrait mettre 15 milliards de francs sur la table, elle ne les a pas. »*

PIERRE-ANGEL GAY

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PARTICIPATIONS

□ **Kaufhof prend 50,1 % de Kuoni.** – Le groupe allemand de distribution Kaufhof Holding AG, filiale du groupe Metro, a pris une participation de 50,1 % dans le capital du voyagiste suisse Kuoni Reisebüro AG. Pour l'heure, la fondation Kuoni Hugentobler-Stiftung conserve la majorité des droits de vote. Kuoni a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 2,5 milliards de deutschemarks (8,5 milliards de francs), dont la moitié en Suisse. Kaufhof (68 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé prévus en 1992) possède déjà un voyagiste, le groupe allemand International Tourist Services (ITS), quatrième dans son secteur en Allemagne. A l'étranger, ITS est présent en Belgique, aux Pays-Bas et en Espagne. Selon un porte-parole d'ITS, le groupe a déjà entamé des négociations avec la direction de Kuoni afin d'examiner une possible coopération entre les deux tour-opérateurs.

□ **Naf-Naf : entrée du Crédit lyonnais à hauteur de 10 % dans le capital de la société de prêt-à-porter.** – Le Crédit lyonnais a pris 10 % dans le capital du fabricant de prêt-à-porter Naf-Naf, un des derniers grands indépendants du Sentier. Le montant de l'investissement du Crédit lyonnais n'a pas été dévoilé. Au total, les investisseurs institutionnels détiennent désormais 22,8 % du capital de Naf-Naf, le solde restant entre les mains de la famille Pariente, qui a fondé et dirige l'entreprise. La marque au petit cochon réalise un chiffre d'affaires de 950 millions de francs et a dégagé l'an dernier un bénéfice net de 79 millions de francs. Elle exploite une centaine de magasins en France et a commencé à ouvrir des boutiques à l'étranger.

BOURSE

□ **Maxwell Communication : reprise de cotation au prix indicatif de 1 centime.** – La Société des Bourses françaises (SBF) a fixé un prix indicatif de 1 centime pour la reprise de cotation au règlement mensuel des actions de Maxwell Communication du 14 septembre jusqu'au 23 septembre (*le Monde* du 12 septembre). A l'issue de la séance du 23 septembre, les actions Maxwell Communication Corporation seront radiées de la cote officielle mais pourront néanmoins faire l'objet de négociations sur le marché hors cote. Lundi 14 septembre, le marché se présentait ainsi : 1 000 titres étaient demandés et 380 500 offerts. Mardi 15 septembre, l'action Maxwell Communication Corporation a pu être cotée au cours fixé par la SBF et 1 199 500 titres ont été échangés.

RACHAT

□ **Roquefort : les producteurs de lait souhaitent former une minorité de blocage.** – Le Syndicat des producteurs de lait de brebis s'est déclaré prêt, mardi 15 septembre à Millau, à s'entendre avec le Crédit agricole pour constituer une minorité de blocage au conseil d'administration de la Société des caves de Roquefort, mise en vente par le groupe Nestlé. M. José Bové, porte-parole de ce syndicat proche de la Confédération paysanne, a assuré que seuls demeuraient en course deux candidats au rachat de la société : les groupes Besnier, numéro deux du fromage en France, et Entremont. M. Bové n'a pas caché l'inquiétude que la candidature de Besnier – qui avait déjà racheté il y a quelques mois la filiale « lait de vache » Valmont – provoquait parmi les producteurs.

CONTENTIEUX

□ **Siemens et Medtronic règlent un litige portant sur les stimulateurs cardiaques.** – Le groupe électrique allemand Siemens AG et Medtronic Inc, spécialiste américain du matériel médical, ont mis fin au contentieux qui les opposait depuis 1988 sur des brevets de stimulateurs cardiaques. Afin d'éviter d'onéreuses procédures judiciaires, les deux compagnies ont conclu un accord prévoyant le versement par Siemens d'un arriéré de « royalties » (redevances) de 50 millions de dollars (238 millions de francs) sur des brevets déposés par Medtronic. Siemens paiera aussi des droits pour les dix ans à venir, 25 millions de dollars (118,75 millions de francs) étant versés d'avance. Medtronic et Siemens sont, dans cet ordre, les deux leaders mondiaux du marché du stimulateur cardiaque estimé à 1,5 milliard de dollars (7,125 milliards de francs).

RÉSULTATS

□ **Nestlé : le bénéfice semestriel en hausse de 16,5 %.** – Le géant agroalimentaire suisse Nestlé a annoncé pour le premier semestre un bénéfice net consolidé de 1,17 milliard de francs suisses (4,5 milliards de francs) en progression de 16,5 %. Le chiffre d'affaires sur la même période a progressé de 13,3 % à 26,29 milliards de francs suisses (101,5 milliards de francs), et la hausse des ventes en volume (3,3 %) devrait encore s'accentuer au cours du second semestre. En revanche, la progression sur douze mois du bénéfice net et du chiffre d'affaires sera conditionnée par le niveau des changes et en particulier par celui du franc suisse par rapport au dollar. Les exportations du groupe pourraient être affectées par une faiblesse persistante du billet vert.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 septembre ⬇

Marché agité

La Bourse de Paris, en baisse sensible à l'ouverture en raison des remous monétaires, a évolué de façon très irrégulière au cours de la matinée du mercredi 16 septembre. En recul de 1,36 % au début des transactions, l'indice CAC 40 est tombé à 1 792,51 points, soit de 2,4 %, à l'annonce des lésions cancéreuses découvertes lors de l'opération du président Mitterrand. Une heure plus tard cet indice abandonnait 1,71 % à 1 804,68 points. L'annonce du relèvement des taux britanniques de deux points (à 12 %) pour voler au secours de la livre vivement attaquée fit de nouveau chuter l'indice (– 2,5 %). Aux alentours de 13 heures le recul n'était plus que de 1 %.

Pour de nombreux opérateurs, les deux décisions du début de la semaine, le réalignement monétaire concernant la lire et la baisse des taux d'intérêt allemands, sont « un coup d'épée dans l'eau ».

La décision des banques de Belgique et des Pays-Bas d'abaisser une seconde fois depuis le début de la semaine leurs taux d'intérêt dans le sillage du relèvement de deux points des taux britanniques laisse penser mercredi aux milieux boursiers qu'un nouveau réalignement monétaire interviendra très prochainement. Pour les milieux financiers, cette nouvelle détente des taux d'intérêt de pays dont les monnaies évoluent dans la zone mark, indique que l'Allemagne pourrait faire un nouveau geste dans ce sens après sa baisse d'un quart de point de ses taux lundi, jugée trop modeste. Selon ces experts, cette nouvelle détente monétaire serait accompagnée d'un réalignement des monnaies faibles du SME : peseta, lire et livre.

NEW-YORK, 15 septembre ⬇

Un pas en arrière

Après avoir fortement progressé dans le sillage de la baisse des taux d'intérêt allemands, la Bourse de New-York a fait un pas en arrière *mardi 15 septembre.*

L'indice Dow Jones a perdu 48,92 points (- 1,4 %) pour terminer à 3 327,30. L'activité a été très soutenue avec quelque 202 millions de *titres échangés.*

« Les investisseurs s'inquiètent des événements sur les marchés européens et se demandent si l'Allemagne continuera à soutenir la croissance des économies mondiales (en contrôlant les taux d'intérêt) », déclarait Tommy Gallagher, analyste chez Oppenheimer and Co.

La baisse des places financières *européennes et de plusieurs devises* du SME vis-à-vis du deutschemark a pesé sur Wall Street dès son ouverture, ont noté des analystes. Des statistiques peu encourageantes ont également contribué à déprimer le marché. Le département du commerce a annoncé une baisse de 0,5 % des ventes de détail en août, alors que les experts tablaient sur un recul de 0,1 %, et les prix à la consommation ont enregistré une hausse de + 0,3 %, contre + 0,2 % *attendu.*

VALEURS	Cours du 14 sept.	Cours du 15 sept.
Alcoa	70	68 1/4
ATT	45 1/4	44 5/8
Boeing	37 3/4	36 3/4
Chase Manhattan Bank	23	22 7/8
Du Pont de Nemours	48 3/4	47 7/8
Eastman Kodak	45 1/4	44 1/8
Exxon	62 3/4	62 3/8
Ford	42 7/8	41 7/8
General Electric	77 1/2	77 1/4
General Motors	34 7/8	33 7/8
Goodyear	68 7/8	68 3/8
IBM	88 3/8	85 1/2
ITT	65 3/4	65 3/8
Mobil Oil	64 3/8	64 1/2
Pfizer	79 7/8	79 5/8
Schlumberger	69	68 1/2
Texaco	64 7/8	64 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	109 3/4	106 7/8
Union Carbide	13 5/8	13 1/2
United Tech.	56 3/8	55 3/8
Westinghouse	18 5/8	18 3/8
Xerox Corp.	77 1/2	76 3/4

LONDRES, 15 septembre ⬇

Vif recul

La faiblesse de la livre et les craintes que suscite en Grande-Bretagne le référendum français sur le traité de Maastricht ont balayé en quelques heures, mardi 15 septembre, l'euphorie manifestée la veille par le marché londonien.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 52,1 points (2,1 %) à 2 370. Les fonds d'Etat ont perdu du terrain dans le sillage de la livre devenue la monnaie européenne la plus vulnérable depuis la dévaluation de la lire. Lundi, le Footsie avait gagné *51,2 points.*

Le groupe papetier anglo-français Arjo Wiggins Appleton, qui a enregistré une baisse de 27 % de son bénéfice avant impôts au premier *semestre et a réduit de 20 % son* acompte sur dividende, a chuté de 53 pence à 129.

TOKYO, 16 septembre ⬇

Nette baisse

Le recul de la Bourse américaine quelques heures auparavant a pesé mercredi 16 septembre sur la Bourse de Tokyo qui a fini la séance sur une baisse significative. L'indice Nikkei a perdu 2,85 % à 17 944,70 points, soit 526,70 de moins que lundi (le marché japonais était fermé mardi, en raison d'une fête nationale). Il avait ouvert à 18 196,81 points, en baisse de 274,59 points ou 1,5 %.

Selon les opérateurs, les intervenants ont été déçus par la modestie de la baisse des taux directeurs allemands et ne sont pas intervenus très activement.

Le marché est aussi resté en retrait dans l'attente des résultats du référendum français sur Maastricht, ont dit les opérateurs.

VALEURS	Cours du 14 sept.	Cours du 16 sept.
Ajinomoto	1 360	1 310
Bridgestone	1 110	1 100
Canon	1 320	1 290
Fuji Bank	1 800	1 760
Honda Motors	1 390	1 420
Matsushita Electric	1 220	1 230
Mitsubishi Heavy	557	541
Sony Corp.	4 210	4 240
Toyota Motors	1 460	1 430

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4698	4602	Immob. Hôtelière	1000	1000
Amault Associés	185	....	Internt. Computer	130	....
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	53	52
Bque Vernes	700	685	Locamic	95	....
Boiron (Ly)	484	470	Matra Comm.	295 70	295 70
Boisset (Lyon)	218 50	....	Molex	125 20	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	780	780	Publ.Filipacchi	445	445
Calberson	251 50	....	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	314	314
Cardif	711	712	Select Invest (Ly)	88	88
C.E.G.E.P.	163	162 50	Serbo	213	210
C.F.P.I.	269	268	Sopra	315	....
C.N.I.M.	1052	1080	TF1	472	468
Codetour	269	264 10	Thermador H. (Ly)	330	325
Conforama	....	....	Unilog	260	259
Creeks	95	95	Viel et Cie	99	....
Dauphin	225	259	Y. St-Laurent Groupe	800	790
Delmas	1040	1040			
Demachy Worms Cie	365	....			
Devanlay	1065	1089			
Deville	136 50	....			
Dolisos	120	120			
Editions Belfond	180	....			
Europ. Propulsion	183 90	180			
Finacor	111	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	51 55	48			
G.I.M.	358	358			
Gravograph	182	182			
Guintoli	785	805			
I.C.C.	162 10	162			
Idianova	82 50	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 15 septembre 1992
Nombre de contrats estimés : 189 023

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	107,46	107,84	108,22
Précédent	107,56	107,92	108,36

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 93	Mars 92	Déc. 92	Mars 93
108	1,25	1,76	1,45	–

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 18 865

COURS	Septembre 92	Octobre 92	Novembre 92
Dernier	1 849	1 868,50	1 899,50
Précédent	1 889	1 906	1 932

CHANGES

Dollar : 5,0875 F ⬆

Le dollar remontait à 5,0875 francs, mercredi 16 septembre, au cours des échanges entre banques à Paris, contre 5,0035 francs à la clôture des *échanges interbancaires de la* veille et 4,9950 francs selon le cours indicatif de la Banque de France. La devise américaine était également en hausse à Francfort, s'établissant à 1,4936 deutschemark mercredi 16 septembre contre 1,4730 la veille en clôture.

FRANCFORT	15 sept.	16 sept.
Dollar (en DM)	1,4730	1,4936
TOKYO	14 sept.	16 sept.
Dollar (en yens)	124,88	124,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (16 sept.) .... 9 15/16-10 1/16 %
New-York (15 sept.) .... 3 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 ; 31-12-91)*

	14 sept.	15 sept.
Valeurs françaises	106,90	105,40
Valeurs étrangères	89,60	88,50
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	495,21	496,70
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 873,60	1 836,15

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	14 sept.	15 sept.
Industrielles	3 376,22	3 327,30

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	14 sept.	15 sept.
100 valeurs	2 422,10	2 370
30 valeurs	1 775,40	1 725,70
Mines d'or	73,10	72,50
Fonds d'Etat	90,11	89,14

FRANCFORT

	14 sept.	15 sept.
Dax	1 595,04	1 587,55

TOKYO

	15 sept.	16 sept.
Nikkei Dow Jones	Clos	17 944,70
Indice général	Clos	1 352,60

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,0615	5,0635	5,1482	5,1532
Yen (100)	4,0706	4,0743	4,1318	4,1387
Ecu	6,8200	6,8220	6,7917	6,7988
Deutschemark	3,3980	3,3985	3,4038	3,4068
Franc suisse	3,8511	3,8541	3,8786	3,8848
Lire italienne (1000)	4,1811	4,1898	4,0740	4,1012
Livre sterling	9,4431	9,4519	9,4140	9,4300
Peseta (100)	5,2060	5,2135	5,1620	5,1755

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4
Yen (100)	4 1/8	4 1/4	3 13/16	3 15/16	3 5/8	3 3/4
Ecu	11 9/16	11 11/16	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 5/8
Deutschemark	9 3/16	9 5/16	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
Franc suisse	7	7 1/8	7	7 1/8	6 15/16	7 1/16
Lire italienne (1000)	27	27 1/4	20	20 1/4	18 1/2	18 3/4
Livre sterling	11 1/8	11 3/8	11 1/8	11 3/8	11 1/4	11 3/8
Peseta (100)	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4	14	14 1/2
Franc français	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ **Mise en garde de la COB au groupe d'achat d'espaces publicitaires Aegis.** – Les autorités boursières ont annoncé, lundi 14 septembre, qu'elles *« réservent leur position »* sur le maintien à la cote officielle de Paris (au titre des valeurs étrangères) d'Aegis Group Plc, holding britannique du groupe d'achat d'espaces publicitaires Carat. En effet, ayant son siège à Londres, mais exerçant depuis peu la majeure partie de son activité en France, Aegis, dont le principal actionnaire est M. Gilbert Gross, ne relève plus des compétences britanniques depuis le 15 septembre. Des discussions sont donc en cours entre la société et les autorités boursières britanniques et françaises pour tenter de trouver une solution. Mais ce problème d'autorité de tutelle survient au moment où Aegis envisage de faire appel au marché financier du 15 au 28 septembre en lançant une augmentation de capital de 19,75 millions de livres (200 millions de francs). La Commission des opérations de Bourse (COB), bien qu'ayant approuvé l'opération, précise que ce visa *« n'autorise pas l'admission ultérieure des obligations »* émises à la cote officielle de Paris.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 16 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote

SICAV (sélection) 15/9

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 041	4 995	4 7	5 2
Ecu	6 846	6 838	....	....
Allemagne (100 dm)	339 120	339 450	329	349
Belgique (100 f)	16 460	16 473	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	300 990	301 410	291	311
Italie (1000 lires)	4 274	4 230	4	4 5
Danemark (100 krd)	88 010	88 070	83	91
Gde-Bretagne (1 L)	9 532	9 470	9 1	9 9
Grèce (100 drachmes)	2 726	2 725	2 4	3 1
Suisse (100 f)	382 620	383 350	373	393
Suède (100 krs)	92 590	92 430	88	96
Norvège (100 k)	85 780	85 610	82	90
Autriche (100 sch)	48 189	48 233	46 7	49 7
Espagne (100 pes)	5 238	5 219	4 9	5 5
Portugal (100 esc)	3 885	3 860	3 5	4 3
Canada (1 $ can)	4 155	4 104	3 8	4 2
Japon (100 yens)	4 048	4 034	3 9	4 1

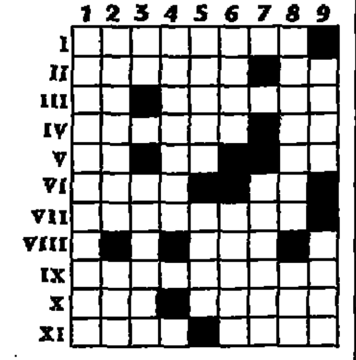
Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/9
Or fin (kilo en barre)	55950	55600
Or fin (en lingot)	55500	55700
Napoléon (20f)	322	320
Pièce Fr (10 f)	365	.....
Pièce Suisse (20 f)	322	320
Pièce Latine (20 f)	317	320
Souverain	411	424
Pièce 20 dollars	1905	1950
Pièce 10 dollars	915	1000
Pièce 5 dollars	545	.....
Pièce 50 pesos	2045	2080
Pièce 10 florins	330	320

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5869



HORIZONTALEMENT

I. Devient difficile quand il y a beaucoup d'incidents. – II. Porte dans le milieu. Adverbe. – III. Cité antique. Vieilles potées. – IV. Prouve qu'on sera bientôt à la fête. Bande d'étoffe. – V. En France. Est souvent sur la planche. Saint. – VI. Se lancer dans les retranchements. Apparu. – VII. Des femmes qui se font suivre. – *VIII. Fait la belote avec sa dame.* – IX. Font fuir des solitaires. – X. Donne l'exemple de la fermeté. Protège une couche. – XI. Prince troyen. Ville d'Italie.

VERTICALEMENT

1. Mesure pour les grains. – 2. Un temps chez les Grecs. Créateur pour les gnostiques. – 3. Peut *courir dans les prés. Les données* du problème. – 4. Ce qu'on doit faire avant de multiplier. – 5. Patronne. Edesse, autrefois. – 6. Coule en Afrique. Bien partie. – 7. *Moins solides quand elles sont* en « fonte ». – 8. Quand on les pose, ça ne manque pas de cachet. Direction. – 9. Nappe. Qui peut faire rougir.

Solution du problème n° 5868

Horizontalement

I. Soûlerie. – II. Antar. – III. Ré. Rideau. – IV. Crabe. Blé. – V. Lévi. Béer. – VI. Eu. Nier. – VII. USA. Ergot. – VIII. Relent. Ré. – IX. Si. *Ahan !* – X. Bu. Olen. – XI. Cuisinier.

Verticalement

1. Sarcleur. Oc. – 2. Onéreuses. – 3. Ut. Av. Alibi. – 4. Larbin. Us. – 5. Érié. Iéna. – 6. Berthon. – 7. Iceberg. Ali. – 8. Ale. Omée. – 9. Guérite. Nr.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 17 SEPTEMBRE

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra Garnier et son nouveau musée », 14 heures, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Autour de la place des Victoires », 14 h 15, 1, place des Victoires (Sauvegarde du Paris historique).

« Histoire mondiale du pain au Musée du pain », 14 h 15, sortie du métro Charenton-Ecoles, côté Prisunic (Paris et son histoire).

« Coins charmants de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

« Souvenirs révolutionnaires au cimetière de Picpus », 14 h 30, 35, rue de Picpus (E. Romann).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Chefs-d'œuvre du Musée Camondo », 14 h 30, 63, rue de Monceau (D. Fleuriot).

« Marais sud : l'église et le quartier Saint-Gervais. La maison de Marie Touchet », 14 h 30, place Saint-Gervais, devant l'église (A nous deux, Paris).

« Le village de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain des Prés (Arts et caetera).

« Le quartier des Gobelins, autour de la manufacture. Historique de la Reine-Blanche, Jean Gobelin et l'oeuvre de Rodin », 14 h 30, place d'Italie, devant la mairie (Paris, capitale historique).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escalier inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« La mosquée de Paris et l'islam en France », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (S. Rojon-Kern).

« Le Chinatown du treizième arrondissement », 14 h 30, porte de Choisy, devant le BNP (C. Merle).

« Hommes célèbres et sépultures curieuses : le cimetière Saint-Vincent », 15 heures, sortie du métro Lamarck-Caulaincourt (Monuments historiques).

« La cathédrale russe Saint-Alexandre-Nevsky. Histoire de la religion orthodoxe et de mille ans de christianisme en Russie », 15 heures, 12, rue Daru (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels de la rue du Bac, couvent et parc des Missions », 15 heures, sortie métro rue du Bac (D. Bouchard).

CONFÉRENCES

Centre national des lettres, 53, rue de Verneuil, 18 h 15 : « Quatre personnages en quête d'un chef-d'œuvre : l'École militaire », par J.-L. Reynaud (Sauver les documents en péril des bibliothèques françaises).

CARNET DU Monde

Naissances

– **Florian,**

petit frère de
Solène,
est né le 1er août 1992,
chez Eudes et Béatrice ROSTAND.

Il est le sixième petit-enfant de
Vianney et Maya ROSTAND,
et le vingt et unième arrière-petit-enfant de
Georges et Nicole ROSTAND.

– **Laurence Bertrand DORLÉAC,**
Stéphane SINCLAIR
et leur famille,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Jean,

le mercredi 9 septembre 1992.

– **Christophe PÉRY,**
Marie KERMINA-PÉRY
et Martin

ont *la joie d'annoncer la naissance de*

Victor,

le 2 septembre 1992, à Paris.

Décès

– M. et Mme Philippe Croizet
et leurs enfants,
M. et Mme Eric Croizet
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Mériem Jacqueline CATTAN,

survenu le 16 septembre 1992, à Paris, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 17 septembre.

On se réunira porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 14 heures.

179, rue Saint-Martin,
75003 Paris.

– James D. Clayburgh,
son époux,
Gabriel et Françoise Périn,
ses parents,
Chantal, Laurence et Inès,
ses sœurs,
Ses beaux-frères, ses neveux et nièces,
Son oncle et ses tantes,
Ses cousins et cousines,
ont la tristesse de faire part du décès dans sa quarante-deuxième année de

Sylvie CLAYBURGH,
née Périn,

à New-York le 22 août 1992.

La cérémonie religieuse et les obsèques *ont eu lieu à New-York.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

547 Broadway,
New-York NY 10012.
70140 Motey-Besuche.

La fondation Sylvie-Périn-Clayburg Memorial Fund a été créé au Garden State Cancer Center (One Bruce Street, Newark, NJ 07103, Etats-Unis).

– M. et Mme Vincent Dell'Aquila,
M. et Mme Pierre Brousse
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Bruno Dell'Aquila
et leurs enfants,
M. et Mme André Benoit,
Le docteur et Mme Marc Benoit,
et leurs enfants,
Mme Marie-Laure Benoit
et ses enfants,
M. Patrick Benoit,
M. et Mme Moussa Ismail
et leurs enfants,
ont la grande tristesse de faire part du retour à la maison du Père, survenu le 31 août 1992, à Djibouti, dans sa soixante-septième année, de

Antoine DELL'AQUILA,
officier *de l'ordre national du Mérite,*
médaille de l'aéronautique,
président-fondateur
des Parachute-Clubs de Marseille
et de Djibouti,
membre fondateur et *past* président
du Lions'Club de Djibouti,
président-directeur général de sociétés.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Djibouti, le 2 septembre.

L'inhumation, précédée d'une absoute, a eu lieu au Tholonet (France) dans l'intimité de sa famille et de ses amis.

« Vous seul, mon Dieu, pouvez donner ce qu'on ne peut obtenir que de soi. »

– Catherine et James,
ses parents,
Jean-Baptiste,
son frère,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

Juliette DURNERIN,

survenu le 13 septembre 1992.

Elle avait vingt-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 16 septembre en Bourgogne.

Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 13 octobre, à 19 heures, en la cathédrale d'Angers.

2, rue de la Devansaye,
49000 Angers.

– *Mme Jean Galceran,*
M. et Mme Jean-Marie Massadau-Galceran,
Parents et amis,
font part du décès de

Jean GALCERAN,

survenu le 17 août 1992, à Montpellier.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame-de-la-Paix, à Montpellier, suivie de l'inhumation à Saint-Pargoire (Hérault).

Jean Galceran a combattu dans le *511e régiment de chars pendant* la seconde guerre mondiale, il a participé aux campagnes de Tunisie et d'Algérie. *Il était titulaire de la médaille militaire,* de la croix de guerre, de la croix du combattant, de France-Algérie, de la *médaille des blessés,* ainsi que du Nicham Iftikhar. Président de la section héraultaise de la Fédération natio*nale des retraités de la gendarmerie* et de la garde républicaine pendant treize ans, il a eu le souci de défendre la demande de parité *des taux de réversion* des pensions des veuves civiles et militaires.
Agir et servir dans l'honneur a été son principe de vie.

– La famille et les amis de

André GEISSMANN

ont la grande tristesse de faire part de sa mort, le 14 septembre 1992.

« Terre lourde trinité de ma soif.
Terre et ce départ qui m'éloigne
[de tant de beautés pesantes. »

Mas de la Plaine,
Saint-Just-et-Vacquières,
30580 Lussan.

– Mme Marie-Louise Lafanechère,
son épouse,
Mme Chantal Lafanechère,
Mme et M. Lévêque
et leurs enfants,
M. Pierre Lafanechère,
M. Luc Lafanechère,
ses enfants,
Mme et M. José Violino,
Les familles Bergier, Bayer, Crabié, Lelouche, Couturier, Brulurut et *Soulier,*
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis *LAFANECHÈRE,*
officier en chef de 1re classe
du corps technique et administratif
des affaires maritimes,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

endormi dans la paix du Seigneur, le 14 septembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 septembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Cronstadt, Paris-15e.

– M. et Mme Hamish Munro-Lafon,
Mme Jean-Bernard Alicot,
M. et Mme André-Jacques Andrieu,
M. et Mme Philippe Desaulle,
ses enfants,
Ses *petits-enfants,*
Ses arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Roger LAFON,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 13 septembre 1992, dans sa cent deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris-5e, le vendredi *18 septembre,* à 10 h 30.

21, rue Soufflot,
75005 Paris.

– **Suzanne LERÉEC**

nous a quittés à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

De la part de
Fernand Leréec,
son fils,
Et de toute la famille.

3, rue des Petits-Degrés,
35400 Saint-Malo.
8, rue du Minage,
17000 La Rochelle.

– Katrin Lesèvre,
Martin Meppiel
et leur fille Tania,
M. et Mme Guillaume Lesèvre
et leurs enfants,
Elisabeth Chojnacka-Lesèvre,
M. et Mme Emile Vaussenat,
M. et *Mme Pierre Richard*
et leurs enfants,
M. et Mme Robert Vaussenat
et *leurs enfants,*
Toute sa famille, ses proches, ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort survenue, le 13 septembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, de

Lise LESÈVRE,
née Bogatto,
officier *de la Légion d'honneur,*
médaille de la Résistance,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la déportation.

Auteur du livre *Face à Barbie* paru aux Nouvelles Editions du Pavillon en 1987.

Une bénédiction sera donnée le jeudi 17 septembre, à 13 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, à Paris.
L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière du Père-Lachaise. Rendez-vous à 13 h 45, à l'entrée principale.

32, rue Darcau,
75014 Paris.

– M. et Mme Jean Dagen,
M. et Mme Philippe Dagen,
Pierre et Camille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Amédée LESTAJE,
née Marie Cagnac,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu à Paris, le mardi 8 septembre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Montauban, le vendredi 11 septembre.

25, boulevard Arago,
75013 Paris.

– Mme Maurice Pierre,
Ses enfants,
Ses *petits-enfans,*
Et toute la famille,
font part du retour à Dieu de

M. Maurice PIERRE,
officier de la Légion d'honneur,
contrôleur général de la marine (CR),
ancien directeur à la Shell,

survenu le 14 septembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée *en l'église Saint-*Jean-Baptiste de Sceaux, le vendredi 18 septembre, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lépanges (Vosges), ce même jour, à 16 heures.

5, rue du Clos-Saint-Marcel,
92330 Sceaux.

– *Mme Lucie Stroup,*
son épouse,
Le docteur Yvette Marion,
sa fille,
M. Gérard Stroup,
son fils,
Le médecin général Jean Marion,
son beau-fils,
Mme Maryse Stroup,
sa belle-fille,
Joffrey et Myrène,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

colonel STROUP,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1940,
croix de guerre 1944-1945,
médaille de la Résistance,
membre du réseau Kléber-Flore Vénus,

survenu le 13 septembre 1992, dans sa *quatre-vingt-dixième année.*

37, rue Exelmans,
78000 Versailles.

– Sochaux.

M. Claude Thievent,
M. et Mme Gilles Thievent,
M. et Mme Pierre Monnin,
Caroline, Sophie, Hugues, Loys, Chloée Thievent, Luc, Jacques, Christine, Anne Monnin,
ses petits-enfants,
Suzanne et Esther Monnin,
ses arrière-petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
ont le regret *de faire part du décès* de

M. Maurice THIEVENT,
maire honoraire de Sochaux.

Ses obsèques ont eu lieu le lundi *14 septembre 1992, au temple de* Sochaux.
L'inhumation a eu lieu dans la plus *stricte intimité, au cimetière* d'Allenjoie (Doubs).

Cet *avis tient lieu de faire-part.*

– Le docteur Pierre Paulin
et sa famille,
M. et Mme Georges Adelaide
et leur famille,
M. François Vidal
et sa famille,
M. Bernard Vidal
et sa famille,
Mme Annie Vidal
et *sa famille,*
M. et Mme Pierre Brugerolle-Vidal
et leur famille,
Mme Yvonne Sahut,
Les famille Bonniot, Guinat, Emptoz, Gay
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Noëlle VIDAL,
née Bonniot,

leur mère, grand-mère, sœur, tante et cousine,

survenu le 13 septembre 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Priez pour elle !

Le service religieux en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu le 16 septembre, dans l'intimité.

1, rue de Belgrade,
75007 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	96 F
Abonnés et actionnaires	85 F
Communicat. diverses	100 F
Thèses étudiants	55 F

Anniversaires

– Il y a deux ans, le 15 septembre 1990,

Marthe BER

nous quittait.

« Il est des êtres rares qui vous font croire en Dieu. Je pense sans cesse à eux afin de continuer à vivre. »
T. Williams (Lettre à Maria).

Patrice Alibran,
21350 Dampierre-en-Montagne.

Messes anniversaires

– L'Association des amis de Vasso Devetzi annonce la célébration d'un office pour le quinzième anniversaire de la mort de

Maria CALLAS.

Cathédrale orthodoxe grecque, 7, rue *Georges-Bizet, Paris-16e,* le 16 septembre 1992, à 17 heures.

Avis de messe

– Une messe du souvenir sera célébrée, *le vendredi 18 septembre* 1992, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine, à la mémoire de

M. Guy DARIC,

décédé le 16 août.

104, boulevard de Courcelles,
75017 Paris.

– Une messe sera célébrée, samedi 19 septembre 1992, à 11 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5e, à l'intention de

Anne-Marie SZALAY,

décédée le 14 août 1992.

M. Michel Carmona,
Mme Marie Szalay,
et ses enfants.

109, rue du Bac,
75007 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mercredi 16 septembre 1992 :

UN DÉCRET

– N° 92-987 du 10 septembre 1992 portant application de la loi du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs en ce qui concerne les dispositifs et transformations visant à augmenter la puissance du moteur des cyclomoteurs.

La mort de Pierre Sergent

L'homme de l'OAS

Membre du bureau politique du Front national et ancien chef militaire de l'OAS-métropole pendant la guerre d'Algérie, Pierre Sergent est décédé, mardi 15 septembre à Paris, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-six ans. Il était conseiller régional du Languedoc-Roussillon et conseiller municipal de Perpignan (Pyrénées-Orientales).

Pierre Sergent a été le plus acharné de ces soldats perdus que le sentiment d'avoir été trompés par de Gaulle dans le règlement de l'affaire algérienne et la hantise d'une menace communiste contre l'Occident avaient conduit à la rébellion.

Ce fils de la bourgeoisie parisienne est entré dans la Résistance dès le lycée. Il a combattu à dix-huit ans dans le maquis de Sologne. Il passe le concours de Saint-Cyr-Coëtquidan, est envoyé en Indochine à l'époque où l'armée française y perd chaque année une promotion de ses jeunes officiers. Le lieutenant Sergent, légionnaire et parachutiste, s'illustre dans la défense du camp retranché de Na San ; il est gravement blessé en avril 1953 au cours d'une opération dans le centre de Vietnam. Comme ses camarades, il n'oubliera jamais l'humiliation d'avoir dû s'incliner en 1954 devant un pouvoir communiste.

La guerre d'Algérie est pour lui le prolongement de celle d'Indochine : la poursuite du combat contre l'impérialisme de Moscou. Aussi ne pardonne-t-il pas au général de Gaulle sa *politique algérienne. Il est de* ceux qui, lors de l'affaire des barricades en 1960, refusent de partir en opération avec la 10e division parachutiste pour mener un combat qui, à leurs yeux, n'a plus d'objet. Il se retrouve muté à Chartres, s'embarque clandestinement pour participer avec le premier régiment étranger de parachutistes au putsch manqué d'avril 1961.

Sept ans dans la clandestinité

Tandis que les tribunaux militaires accumulent les condamnations, le capitaine Sergent entre dans une clandestinité qui durera sept ans.

Ni ses convictions personnelles ni son caractère ne portaient ce guerrier cultivé à la violence aveugle. Son antigaullisme et son anticommunisme obsessionnels en font cependant un adepte du terrorisme. Il est nommé chef d'état-major d'une OAS-métropole divisée en factions rivales. Pierre Sergent ne désavouera jamais, même s'il en a marqué publiquement du regret, les meurtres et les destructions qui jalonnent l'action du mouvement qu'il s'efforce de diriger.

Il se retrouvera bientôt quasi seul à en *maintenir l'existence,* la prison ou l'exil ayant eu raison des autres responsables de l' « armée secrète » et de son appareil politique, *le* « Conseil national de la résistance ». Recherché avec quelque mollesse par la police, il multiplie, jusqu'en 1968, interviews et déclarations, assurant, dès 1964, que *« de Gaulle est pratiquement mort physiquement et politiquement »,* prenant position pour M. Mitterrand contre le président-candidat aux élections de 1965, proclamant sa foi en l'Europe.

En juin 1968, il donne une conférence de presse à Paris pour soutenir *« les étudiants et les ouvriers »* des barricades. Il n'en est pas moins amnistié comme ses camarades. Il entame alors une carrière d'écrivain par la publication de *Ma Peau au bout de mes idées* que suivent plusieurs dizaines d'ouvrages.

Il entre en 1983 au Centre national des indépendants et paysans *(CNIP), considérant alors que* les amis de M. Le Pen forment un *« groupuscule d'extrême droite ».* Il les ralliera cependant en 1985 pour devenir membre du bureau politique du Front national. « Parachuté » à Perpignan, il en sera député de 1986 à 1988. Il échoue aux élections européennes, mais siège au conseil municipal.

Les rapports de Pierre Sergent avec le Front national et son chef sont semés de dissensions. Il n'est ni raciste, ni fascisant, se déclare européen et partisan d'une ouverture vers la droite. Il ne peut, à diverses reprises, s'empêcher de marquer sa différence, quitte à s'incliner ensuite. Ainsi désapprouve-t-il la *position de* M. Le Pen, favorable à Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe, mais accepte de voter une motion ambiguë. Son indépendance ne lui permet pas de jouer au sein du Front national un rôle majeur. Au demeurant, la mort de de Gaulle et l'effondrement du communisme lui avaient retiré l'essentiel de ses raisons de combattre.

JEAN PLANCHAIS

[Né le 30 juin 1926 à Sèvres (Hauts-de-Seine), Pierre Sergent, ancien résistant, avait été élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. Officier dans la Légion étrangère en Indochine et en Algérie, puis capitaine au 1er Régiment étranger de parachutistes, il participe en *1961* au putsch d'Alger contre la politique algérienne du général de Gaulle. Chef militaire de l'OAS-métropole de *1961 à 1962, il* est condamné à mort par contumace en 1962, puis par défaut en 1964, et amnistié en 1968. En 1983, *Pierre Sergent adhère au CNIP* qu'il quitte en 1985 pour le Front national dont il devient membre du comité central et du bureau politique. *Elu* au scrutin proportionnel, député des Pyrénées-Orientales, en 1986, il n'avait pu conserver son siège dans la deuxième circonscription de ce département en 1988. L'année suivante, il était entré au conseil municipal de Perpignan et il *avait été* élu conseiller régional du Languedoc-Roussillon en mars dernier comme tête de liste du Front national.]

□ ***Les hommages du Front national, du CNI et du RECOURS.*** – M. Jean-Marie Le Pen a rendu hommage, mardi 15 septembre, à Pierre Sergent en saluant en lui *« le grand Français, l'ami, le camarade de combat ». « Soldat, écrivain, militant national, Pierre Sergent aura consacré sa vie, jusqu'à l'issue de sa cruelle maladie, à la France et à sa renaissance »,* a ajouté le président du Front national. M. Jean-Antoine Giansily, nouveau *président du CNI dont fut membre* Pierre Sergent, a honoré en lui *« un homme chaleureux et inflexible sur ses principes, tout entier tendu vers le service du bien commun ».* Pour sa part, le RECOURS-France a rendu hommage à celui *« qui restera pour tous les Français d'Algérie de toutes confessions, pieds-noirs et harkis, l'un de leurs plus farouches défenseurs ».*

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE 1992

LEGENDE: ENSOLEILLE; ECLAIRCIES PEU NUAGEUX; NUAGEUX COUVERTS ECLAIRCIES; TRES NUAGEUX OU COUVERT; PLUIE OU BRUINE; NEIGE; AVERSES; ORAGES; BRUMES ET BROUILLARD; SENS DE DEPLACEMENT

METEO FRANCE

TEMPS PREVU LE JEUDI 17 SEPTEMBRE 1992 VERS MIDI

Jeudi : journée estivale chaude et orageuse. – En Bretagne puis en Basse-Normandie et en Vendée, le ciel sera très nuageux à couvert et des pluies orageuses se produiront dès le matin et même dans la nuit en Bretagne. Elles deviendront plus fortes en soirée.

Ailleurs, la matinée commencera avec du soleil, sauf bancs de brouillard locaux et dans le Roussillon, où des nuages maritimes rendront le ciel gris.

Puis des nuages orageux se développeront dans le Sud-Ouest et le Massif Central, en particulier sur Midi-Pyrénées et les massifs, où des orages isolés éclateront en soirée. Sur l'Aquitaine, le Limousin et les Charentes se produiront seulement quelques ondées sans orage.

Ailleurs, la journée sera chaude et ensoleillée.

Les températures matinales avoisineront 20 degrés dans le Pays basque. Elles seront comprises entre 15 et 19 degrés près de la Méditerranée, 11 et 15 degrés en Bretagne, 8 et 13 degrés ailleurs, avec localement 5 degrés à l'intérieur.

L'après-midi, les températures atteindront 18 à 21 degrés du Cotentin à la Bretagne. Ailleurs, elles seront au-dessus des normales saisonnières, avec 25 à 30 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 18 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC

METEO FRANCE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 16-9-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 15-9-1992 à 18 heures TUC et le 16-9-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	26	16	D
BIARRITZ	26	14	B
BORDEAUX	22	12	B
BOURGES	23	10	D
BREST	17	14	P
CAEN	20	13	C
CHERBOURG	17	14	C
CLERMONT-FER.	22	9	D
DIJON	22	9	D
GRENOBLE	24	11	D
LILLE	18	13	C
LIMOGES	21	11	B
LYON	22	10	D
MARSEILLE	28	16	D
NANCY	22	8	B
NANTES	21	11	D
NICE	26	19	D
PARIS-MONTS.	22	13	C
PAU	26	12	D
PERPIGNAN	28	13	D
RENNES	21	11	C
ST-ETIENNE	21	8	D
STRASBOURG	23	9	D
TOULOUSE	25	12	B
TOURS	25	9	D
POINTE-A-PITRE	28	24	N
ÉTRANGER			
ALGER	30	19	N
AMSTERDAM	19	14	C
ATHÈNES	28	18	D
BANGKOK	34	26	N
BARCELONE	27	18	D
BELGRADE	22	10	D
BERLIN	19	14	C
BRUXELLES	18	14	C
LE CAIRE	31	20	D
COPENHAGUE	18	13	A
DAKAR	31	26	N
DELHI	33	24	C
DJERBA	–	–	–
GENEVE	22	10	D
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	26	16	D
JÉRUSALEM	27	15	D
LISBONNE	37	20	C
LONDRES	20	10	B
LOS ANGELES	32	17	N
LUXEMBOURG	17	9	N
MADRID	34	13	D
MARRAKECH	39	22	D
MEXICO	20	13	C
MILAN	27	13	N
MONTRÉAL	24	13	D
MOSCOU	18	9	C
NAIROBI	24	12	C
NEW-YORK	27	16	N
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	29	17	D
PÉKIN	26	13	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	29	18	B
SEVILLE	42	20	D
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	14	10	N
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	23	21	D
TUNIS	31	19	N
VARSOVIE	16	9	N
VENISE	26	16	D
VIENNE	21	13	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

La fenêtre du second étage

LA fenêtre du second étage est *un carré gris*, que l'on montre au peuple soir après soir, pour ne lui rien montrer. En ce carré neutre, viennent s'engloutir commentaires, supputations et conjectures. Ni débats, ni questions, ni allusions ne troublent le défilé trépidant du journal. Est-ce pudeur? crainte? compassion? indifférence? Devant le pavillon de briques, le molosse médiatique marque l'arrêt comme un setter anglais docile.

Après que l'on ne nous eut rien caché, *le premier jour*, des coins et recoins du système urologique présidentiel, des causes et des conséquences, le silence est retombé, seulement entrecoupé de visites rituelles. On n'y discerne, *une minute et demie* en fin de journal, que le froufrou fugace des entrées et des sorties. Quelques amis ou courtisans se risquent, portant à la main des romans rares.

Un frère, un autre, une cousine, vont et reviennent, n'apportant que *leur présence, leur tendresse* et leurs souvenirs, et dévoilant étrangement, par leur seule présence, un pan de *l'intimité présidentielle* – la cousine rappelle qu'à dix ans il fut opéré de l'appendicite.

Trait d'union avec l'univers turbulent des bien-portants, le premier ministre gravit tout roide les marches, portant comme un flambeau l'article 21 de la Constitution. *Le peuple pressent bien que* quelque part, dans les états-majors, hors de vue des caméras, courent les vraies et fausses confidences comme des chevaux furieux, qu'on traque le bon tuyau.

Sans oser encore s'étonner de *ce silence, le peuple se satisfait* de l'os qu'on lui jette : des visages à déchiffrer. Le docteur *Gubler a lâché deux mots; Robert* Mitterrand est moins loquace que la veille; Pierre Bérégovoy fut *évasif, mais il souriait.*

Dans les foyers, on s'interroge *à mi-voix*. Tu crois que? Ah non, ils le diraient. Mais ils ne disent rien. Alors ça veut bien dire que...

La grande machine emballée du référendum continue sur sa lancée, comme si de rien n'était. Il se passe quelque chose à l'hôpital Cochin et il ne se passe rien, Paris bruisse en secret et le pays vaque ostensiblement, des gardiens de la Santé troublent incongrûment le silence et repartent comme un rêve.

Derrière la fenêtre du second étage, se devine un lieu envoûtant et unique où se frôlent comme dans une crypte les tabous du corps, de la souffrance et de la monarchie républicaine, où les certitudes et les habiletés se noient dans l'infini et le dérisoire.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 16 septembre

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Josiane Balasko, un hommage à Grace Kelly, Michel Delpech, Marco Masini, Fanny, Bashung.

22.45 Débat : Maastricht, oui ou non ?
Animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou. Avec la participation de leaders politiques *et de plusieurs grands témoins.*

1.00 Journal et Météo.

F 2

20.50 ▶ Téléfilm : L'Impure.
De Paul Vecchiali, avec Marianne Basler, Ian Stuart Ireland (1re partie).

22.35 Documentaire : *Le Grand Jeu URSS-USA.*
De Jean Labib. Texte dit par Jean Lacouture et Bernard Guetta. 2. La Grande Alliance (1938-1945).

23.40 Journal et Météo.

23.55 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field. Invités : Claude Chabrol, Stéphane Braunschweig, metteur en scène ; Marcel Gauchet, philosophe.

F 3

20.45 ▶ Magazine : La Marche du siècle.
Présenté par Jean-Marie Cavada.
Le Peuple des sourds, reportage de Marie-Pierre Courtellement et Daniel Maillot.

22.25 Campagne pour le référendum.

22.40 Journal et Météo.

22.55 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

23.05 Mercredi chez vous.
Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

20.05 Sport : Football.
A 20.30, PSG-PAOK Salonique ; A 21.00, Glentoran-O.M. ; A 22.45, résumé Leeds-Stuttgard.

23.00 Flash d'informations.

23.05 *Cinéma :* Dans la peau d'une blonde. □
Film américain de Blake Edwards (1991). (v.o.).

0.45 Cinéma : La Belle Noiseuse. ■■■
Film franco-suisse de Jacques Rivette (1991) (version courte).

M6

20.45 Téléfilm : Esprit de suite.
De Jean Hennin.

22.45 Téléfilm : Un sacré bout de femme.
De Noël Black.

0.25 Magazine : Vénus.

ARTE

20.40 Documentaire : Manuel de Falla, sa vie et sa musique.
De Larry Weinstein et David New.

22.00 Musique : Gala sevillana.
De Brian Large.

23.35 Documentaire : L'Ascèse de la marche.
De Daniel Moreau.

FRANCE-CULTURE

21.30 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. L'esprit des voix ; La voix du diable.

22.40 Les Nuits magnétiques.
Le besoin de croire. 2. Croire et savoir.

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Serge Added (le Théâtre en France dans les années Vichy).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (enregistré au Covent Garden de Londres en 1952) : Norma, de Bellini, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra royal de Covent Garden, dir. Vittorio Gui ; sol. : Maria Callas, Ebe Stignani, Joan Sutherland, *Mirto Picchi, Giacomo Vaghi*, Paul Asciak.

23.09 Concert (donné au Théâtre Hérode Atticus d'Athènes en 1957) : La Force du destin, extraits, *Le Trouvère, extrait, de Verdi;* Hamlet, extraits, de Thomas ; Prélude et mort d'Isolde, de Wagner ; L'Ami Fritz, extrait, de Mascagni ; Lucia di Lammermoor, extrait, de Donizetti ; La Vie brève, de de Falla, par l'Orchestre du Festival d'Athènes, dir. Antonino Votto.

Jeudi 17 septembre

TF 1

16.30 Club Dorothée.
Ricky ou la Belle Vie ; Huit ça suffit ; Clip ; Jeux.

17.30 Série : Loin de ce monde.

17.55 Série : Hélène et les garçons.

18.25 Jeu : *Une famille en or.*

18.55 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu ; La Roue de la fortune.

19.50 Divertissement : *Le Bébête Show* (et à 23.50).

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 ▶ Téléfilm : Une famille formidable.
De Joël Santoni, avec Anny Duperey, Bernard Le Coq (1re partie).

22.25 Magazine : Mea culpa.
Présenté par Patrick Meney.
Encore un « reality show ». Hélas !

23.55 Journal et Météo.

0.30 Le Débat.

F 2

16.45 Feuilleton : Beaumanoir.

17.10 Magazine : Giga.
La Fête à la maison ; Reportages ; Quoi de neuf docteur? ; Reportages.

18.25 Série : Magnum.

19.10 Campagne pour le référendum.

19.30 Jeu : Que le meilleur gagne plus.

19.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin, Journal des courses et Météo.

20.50 Magazine : Envoyé spécial.
De Paul Nahon et Bernard Benyamin. L'Europe vue de Pézenas, de Pierre Bonte et Didier Dehan ; Le Relais, de Benoît Gadrey et Gilles Balbastre ; Les Négresses blanches, de Geneviève Roger et Frédéric Tonolli.

22.15 *Cinéma :* Le Chien des Baskerville ■.
Film britannique de Terence Fisher (1959).

23.50 Journal et Météo.

0.05 *Magazine :* Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.
Invités : Félicie Dubois, Dennis Hooper, Bettina Rheims et le groupe Chanson Plus bifluorée.

F 3

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
Invité : Alpha Blondy.

17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.55 Un livre, un jour.
La Quatrième Orange, de Régine Detambel.

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Jeu : Hugodélire.

20.15 Divertissement : La Classe.

20.35 INC.

20.45 Cinéma : La Race des seigneurs. ■
Film français de Pierre Granier-Deferre (1973). Avec Alain Delon, Sydne Rome, Claude Rich.

22.25 Campagne pour le référendum.

22.40 Journal et Météo.

22.55 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

23.05 Cinéma : Les Félins. ■■
Film français de René Clément (1964). Avec Alain *Delon, Jane Fonda, Lola Albright.*

0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

16.30 *Cinéma : Simple mortel.* ■
Film français de Pierre Jolivet (1991). Avec Philippe Volter, Christophe Bourseiller, Nathalie Roussel.

18.00 Canaille peluche.
Don Coyotte et Sancho Panda.

— En clair jusqu'à 20.35 —

18.30 Ça cartoon.
Présenté par Valérie Payet.

18.50 Le Top.
Présenté par Yvan Le Bolloc'h.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. *Invitée : Juliette Gréco.*

20.30 Le Journal du cinéma.
Présenté par Isabelle Giordano.

20.35 Cinéma : Scorpion rouge. □
Film américain de Joseph Zito (1988). Avec Dolph Lundgren, M. E. Walsh, Al White.

22.15 Flash d'informations.

22.20 Cinéma : Calme blanc. ■■
Film australien de Phillip Noyce (1989). Avec Sam Neill, Nicole Kidman, Billy Zane (v.o.).

23.55 Cinéma : Sale comme un ange. ■
Film français de Catherine Breillat (1991). Avec Claude Brasseur, Lio, Nils Tavernier.

M 6

17.15 Jeu : Zygopolis.

17.35 Série : Campus Show.

18.05 Série : *Booker.*

19.00 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Météo 6.

20.45 Cinéma : L'Eté en pente douce. ■■
Film français de Gérard Krawczyk (1986). Avec Jacques Villeret, Jean-Pierre Bacri, Pauline Lafont.

22.45 Téléfilm : Inspecteur Kathy.
De Gary Nelson, avec Jamie Rose, Danny Aiello.
Une policière aux méthodes hardies.

0.25 Magazine : Fréquenstar.

ARTE

17.00 Cinéma : Vivre en paix. ■■
Film italien de Luigi Zampa (1946). Avec Aldo Fabrizi, John Kitzmiller, Gar Moore.

19.00 Documentaire : L'Art en Russie.
Extrait de la soirée thématique présentée par Manuel Meyer, diffusée le 14 juin.

19.30 Documentaire : Gens de Cuba.
De Ian Bruce et Ross Keith.
Portrait d'une société à travers des Cubains ordinaires, tous âges et tous milieux.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique.
Munich, ville du cinéma. Soirée proposée *par Susanne Drexl.*

20.41 Court métrage : Fotofinish.
De Sönke Wortmann.

20.55 Court métrage : *Marie.*
D'Ulrich Zrenner.

21.25 Court métrage : Jours d'été.
De Caroline Link.

22.10 Documentaire : J'aimerais mieux être un autre.
De Peter Buchka.
Un parcours dans l'œuvre cinématographique de Volker Schlöndorff, avec de nombreux extraits de films.

23.10 Documentaire : Le Festival de films de Munich a 10 ans.
De Simone Stevens.

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 92.
Rencontre européenne d'auteurs de théâtre : *Didier-Georges Gabily (France).*

21.30 Profils perdus.
Michel de Certeau, jésuite et historien (2).

22.40 Les Nuits magnétiques.
Le besoin de croire. 3. S'en sortir.

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Béatrice Fraenkel (la *Signature*).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 septembre 1991, lors des *Semaines musicales* d'Ascona) : Bugaku, 1re partie, de Mayuzumi ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur op. 11, de *Chopin ; Symphonie n° 4 en fa* mineur op. 36, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Tokyo, dir. Kazuyoshi Akiyama ; Yukiko Hori, piano.

23.09 Ainsi la nuit. Trio pour flûte, violon et violoncelle n° 1 en ut majeur, de Haydn ; Sonate pour violon et piano n° 5 en fa majeur op. 24, de Beethoven ; Quatuor pour violon, alto, violoncelle et piano en la majeur op. 30, de Chausson ; Licht und Liebe D 352, de Schubert.

0.30 Dépêche-notes

0.33 L'Heure bleue. *Jazz s'il vous plaît, par* André Clergeat.

هكذا من الأصل

Le Monde

Le président de la République en convalescence

M. Mitterrand va reprendre ses activités mais souffre d'un cancer de la prostate

Le troisième bulletin médical diffusé, mercredi matin 16 septembre, sur l'évolution de la santé du président de la République, opéré vendredi dernier de la prostate, précise que M. François Mitterrand souffre d'un cancer.

Le communiqué publié par le professeur Adolphe Steg, ancien chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin, qui a opéré le chef de l'Etat, et par le docteur Claude Gubler, médecin personnel de M. Mitterrand, indique en effet : *« Le président de la République se rétablit normalement, après l'intervention qu'il a subie il y a cinq jours. L'examen histologique des tissus retirés lors de l'intervention a montré l'existence, au sein d'un tissu prostatique, de lésions adéno-carcinomateuses* [NDLR : cancéreuses]. *Le taux de l'antigène spécifique prostatique est au-dessus de la normale. En revanche, celui des phosphatases acides prostatiques est normal. Le président de la République est traité en conséquence. Il quitte l'hôpital cet après-midi. Après une brève convalescence il reprendra ses activités et prendra part au vote dimanche, à Château-Chinon. »*

Le conseil des ministres a été exceptionnellement présidé, mercredi matin, à l'Elysée, par M. Pierre Bérégovoy, qui avait reçu délégation de M. François Mitterrand, en application de l'article 21 de la Constitution prévoyant que le premier ministre *« supplée le cas échéant le président de la République dans la présidence des conseils et comités. »* Les deux hommes en avaient arrêté l'ordre du jour, mardi matin, à l'hôpital Cochin.

Dans un entretien publié mercredi par *la Nouvelle République du Centre-Ouest* le professeur Bernard Debré, chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin – qui est également député RPR et partisan du « non » à Maastricht – affirme que l'intervention chirurgicale subie le 11 septembre par le chef de l'Etat *« n'était pas prévue ce jour-là »* et que *« tout a été un peu précipité. »* M. Debré avait assisté le professeur Steg lors de l'opération.

Une lésion et ses évolutions

Les termes du communiqué officiel signé du professeur Adolphe Steg et du docteur Claude Gubler, et diffusé à la demande de M. Mitterrand, ne laissent planer aucune équivoque : le président de la République est atteint d'un cancer de la prostate. Ils ne fournissent en revanche aucune indication quant au degré d'évolution de cette tumeur qui a fait l'objet de l'intervention chirurgicale du 11 septembre. On ne dispose ainsi d'aucun élément quant au degré de différenciation des cellules cancéreuses et quant à l'extension de cette lésion.

Le docteur Gubler s'est borné à indiquer, mercredi 16 septembre, après avoir lu le communiqué, que le fait que le taux de phosphatases acides prostatiques soit normal *« signifie que la complication majeure des adéno-carcinomes de la prostate, à savoir des lésions métastatiques osseuses, n'existe pas »*.

Une hormonothérapie

L'imprécision des termes du communiqué, le fait en particulier que le compte rendu de l'examen anatomo-pathologique n'ait pas été rendu public, ne permet pas de savoir quelle thérapeutique sera administrée à M. François Mitterrand. Selon le degré de différenciation des cellules cancéreuses et d'extension de la lésion, le traitement peut ou non associer une ablation totale de la prostate, une pulpectomie testiculaire bilatérale et des traitements médicamenteux hormonaux (œstrogénothérapie). Le docteur Gubler a simplement indiqué que le cancer dont souffre le président de la République est hormonodépendant et qu'en conséquence seul un traitement médical devrait lui être administré. Il a précisé qu'il ne s'agirait pas d'une chimiothérapie mais d'une *« hormonothérapie »*.

De l'avis des spécialistes de cancérologie et d'anatomopathologie, la lésion cancéreuse de la prostate est celle qui, dans l'ensemble de la pathologie cancérologique, présente la plus grande gamme de possibilités évolutives et pronostiques. Ainsi, les informations publiées par les médecins du président de la République ne permettent-elles pas en l'état de fournir d'indications sur les conséquences, à terme, de cette maladie sur les activités du chef de l'Etat, même si, à l'Elysée, on affirme qu'il s'agit d'*« une affection prise à ses débuts »* et que son état de santé ne *« saurait en rien affecter ses activités »*.

Toutefois, seuls la chronologie détaillée des différents examens diagnostiques qui ont pu être réalisés jusqu'à présent, leurs résultats et le détail de l'analyse histologique (score de Gleason) permettront de répondre à cette question.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

La Chine boude les discussions sur le contrôle des ventes d'armes

La Chine a informé les Etats-Unis qu'elle ne participerait pas aux rencontres entre les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sur le contrôle des armements au Proche-Orient, a annoncé mardi 15 septembre le département d'Etat américain.

Cette décision semble constituer la première réaction concrète de Pékin à la décision du président George Bush d'autoriser la vente de 150 avions F-16 à Taïwan.

La Chine avait participé en avril avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité à une première discussion sur le contrôle des ventes d'armes au Proche-Orient, organisée à Washington à l'initiative des Etats-Unis.

Un responsable du département d'Etat a estimé que le boycottage chinois ne signifiait pas que Pékin reprendrait ses ventes d'armes au Proche-Orient. – *(Reuter.)*

Près de Lyon

Un mort et près de vingt blessés dans une collision ferroviaire

Une personne est morte et une vingtaine d'autres ont été blessées, mercredi 16 septembre, dans une collision ferroviaire, à Saint-Germain-au-Mont-d'Or (Rhône), à une vingtaine de kilomètres au nord de Lyon. Un train de voyageurs qui se dirigeait vers Paris a heurté un train de marchandises roulant dans le même sens aux alentours de 8 h 45. Il avait quitté Lyon à 8 h 18 et comptait cinq voitures d'une capacité totale de 400 places, dont 24 seulement étaient réservées. Le conducteur du train de voyageurs a trouvé la mort dans cet accident. Une voiture du train de voyageurs a déraillé. On ignorait toujours, mercredi matin, la cause de cette collision. Le plan rouge a été déclenché par le préfet et quelque 150 pompiers et médecins du SAMU étaient présents sur place. Un numéro de téléphone a été réservé aux familles des voyageurs : 78-92-19-50.

EN BREF

□ **Grève des pilotes : Air Inter compte assurer plus de 66 % de ses vols.** – La compagnie Air Inter a revu à la hausse ses prévisions de trafic pour la journée du mercredi 16 septembre. En dépit de la grève des pilotes, elle prévoyait, la veille au soir, de maintenir 66 % de ses vols. Air France comptait, quant à elle, assurer la *« quasi-totalité »* de son programme et TAT 65 % de ses vols. La grève lancée à l'appel du Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL) et du Syndicat national des personnels navigants de l'aviation civile (SNPNAC) vise à protester contre l'*« absence de concertation »* dans l'élaboration à l'échelon européen des licences de pilotes, sur les conditions de travail et les retraites. La Commission de Bruxelles a tenu, mardi 15 septembre, à rappeler que ce sont les administations nationales des vingt-huit pays membres de la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC) qui élaborent ces projets et qu'elle-même n'était aucunement liée à ces décisions.

□ **M. de Villiers dénonce la « machine infernale » de Maastricht.** – M. Philippe de Villiers, animateur de « Combat pour les valeurs », qui menait campagne pour le « non », mardi 15 septembre, à Neuilly-sur-Seine, aux côtés de M. Michel Poniatowski, ancien ministre, a dénoncé, devant près d'un millier de personnes, dans l'Europe de Maastricht *« une machine infernale broyeuse d'identité, de souveraineté, de mémoire, de culture et d'amitié »*.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

*Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté de 31 à 46

Le numéro du « Monde » daté 16 septembre 1992 a été tiré à 497 566 exemplaires.

Au conseil des ministres

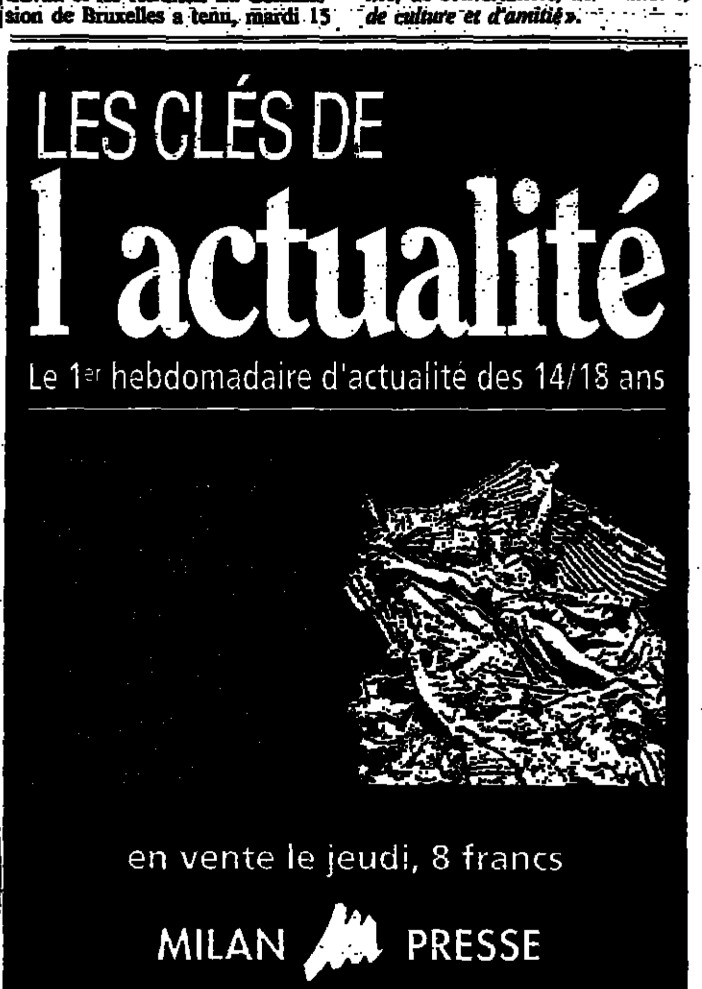
Le chef de l'Etat « exercera pleinement ses fonctions », déclare M. Pierre Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy a déclaré, mercredi 16 septembre, à la fin du conseil des ministres qui se tenait exceptionnellement sous sa présidence, à l'hôtel Matignon, en raison de l'hospitalisation de M. François Mitterrand, que *« le président de la République exercera pleinement ses fonctions »*. Le premier ministre, qui venait alors de prendre connaissance du bulletin de santé faisant état de lésions cancéreuses, avait indiqué auparavant, au début du conseil, que l'opération subie par M. Mitterrand avait *« parfaitement réussi »* et que son état de santé évoluait *« très favorablement »*.

M. Bérégovoy a ajouté, selon M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, que *« dans la plupart des cas, les cancers localisés évoluent très lentement au delà de la soixantaine et sont très bien contrôlés par un traitement médical dépourvu d'effets secondaires »*. *« Le patient peut mener une vie et une activité normales »*, a encore précisé M. Bérégovoy, qui a adressé au nom du conseil des ministres *« des vœux fidèles et affectueux de prompt rétablissement »*.

D'autre part, au cours de ce même conseil des ministres, deux projets de loi ont été approuvés : le premier par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement et des transports, relatif aux relations entre les transporteurs routiers de marchandises, les donneurs d'ordres et les sous-traitants, le second par Mme Martine Aubry, ministre du travail et de l'emploi, et relatif à l'emploi, au développement du temps partiel et à l'assurance-chômage.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde DES LIVRES



Demain dans « le Monde »

Les enjeux de Maastricht

Un dossier : les principaux points du traité, avec les arguments des deux camps.
L'avenir des Douze : la monnaie ; la culture ; les valeurs. Vers des partis politiques européens ?
La CEE et ses partenaires : comment le référendum français est vu des Etats-Unis, de Russie et d'Europe de l'Est.
Des points de vue de partisans et d'adversaires de Maastricht.

« Le Monde des livres » : Michel Leiris et Pierre Bourdieu

Francis Marmande et François Bott ont lu le *Journal* inédit de Michel Leiris. Un débat autour de Pierre Bourdieu : Michel Contat analyse *les Règles de l'art*. A propos du même ouvrage, qui soulève la colère de Danièle Sallenave, Roger Chartier étudie les problèmes que pose à l'historien la constitution du « champ » littéraire. Josyane Savigneau, enfin, rend compte du livre d'Elisabeth Badinter, *XY, De l'identité masculine.*

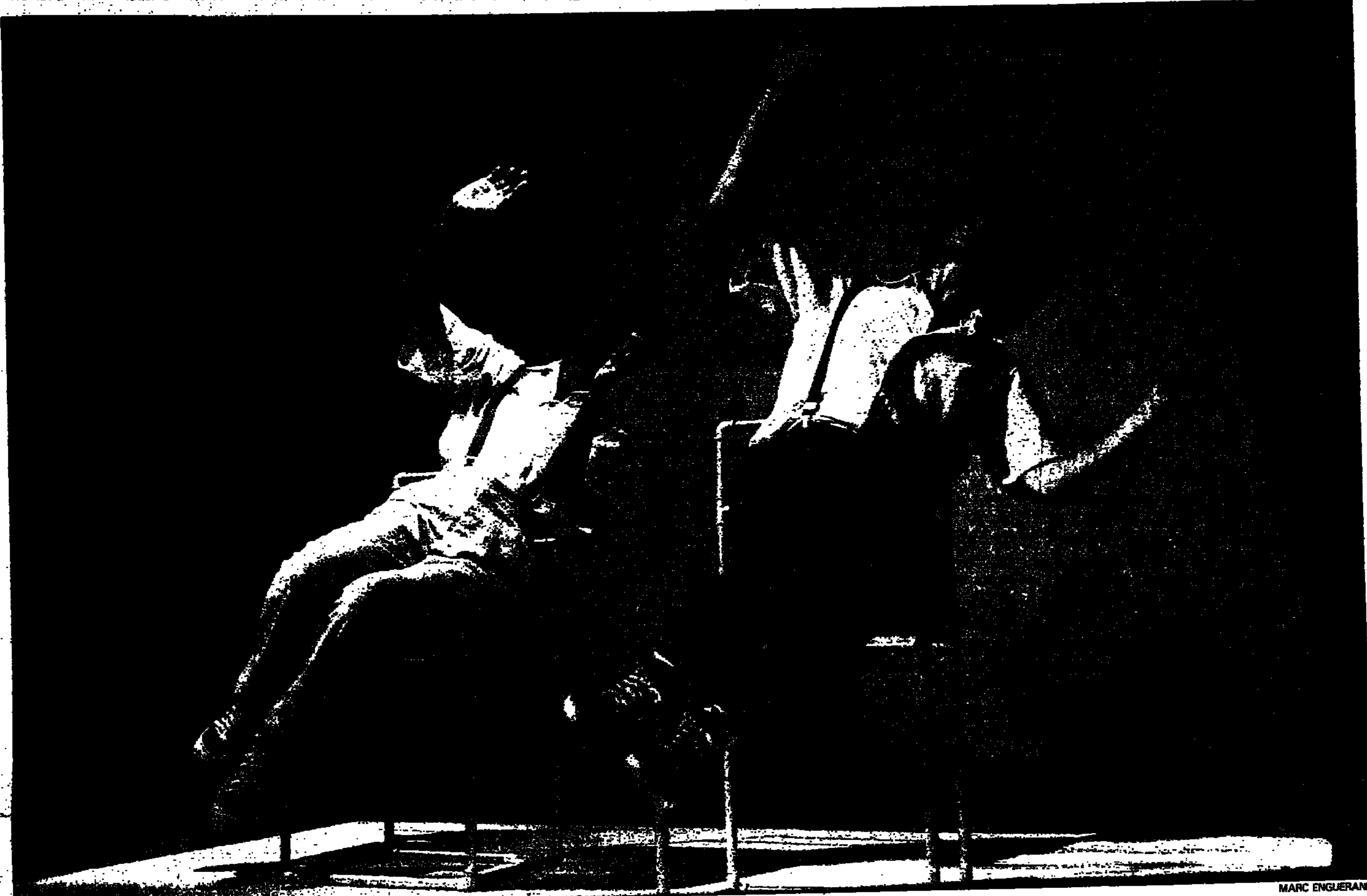


FESTIV
D'AUTO
ÉDI

هكذا من الأصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



MARC ENGUERAND

« Einstein on the Beach », de Bob Wilson.

FESTIVAL D'AUTOMNE XXIe ÉDITION

Du 18 septembre au 29 décembre se tient à Paris le XXIe Festival d'automne sous la direction d'Alain Crombecque. Par goût, il entend poursuivre la voie tracée par Michel Guy, fondateur du Festival, et avec qui il a travaillé dès la première édition, en 1972. Présenter des spectacles de référence, amener des découvertes, maintenir une identité, fragile dans la mesure où Paris n'est pas un désert culturel. (Lire nos articles pages 32 à 41.)

ALAIN CROMBECQUE a pris officiellement cette année la direction du Festival d'Automne. Fonction qu'il avait assumée entre 1974 et 1976, tandis que Michel Guy était secrétaire d'Etat à la culture. En outre, pendant les huit ans qu'il a passés à la tête du Festival d'Avignon, il a maintenu une collaboration entre les deux manifestations, pour certains spectacles coûteux ou/et « hors norme » – par exemple, en 1985, celui de Kantor, *Qu'ils crèvent les artistes*, en 1991 ceux des gymnastes et des musiciens iraniens. Il suit ainsi la voie tracée par Michel Guy, à laquelle il adhère totalement.

« Michel Guy a fondé ce Festival et lui a donné son identité. Un Festival qui a évolué, naturellement, s'est adapté aux demandes des artistes et des publics. Mais il garde sa raison d'être et son but : être un initiateur, inscrire des œuvres de référence et des paris sur l'avenir dans la vie artistique à Paris. Pendant toute une saison, si bien qu'on ne peut pas en réduire beaucoup la durée. Il n'est pas exhaustif, ce serait inintéressant. Il témoigne de goûts, d'options, de partis pris, qui demeurent dans une même ligne puisque je continue à travailler aussi bien avec Marie Collin et Joséphine Markovits, responsables du théâtre et des musiques. En définitive, le plus délicat est la sélection française. Quels spectacles choisir et comment les présenter pour que soit évidente la nécessité de les prendre au Festival. Pour certains « hors norme », comme Pierre Guyotat, Valère Novarina, leur participation est normale. Mais nous voulons également suivre des personnalités dont nous estimons le parcours particulièrement intéressant, sinon essentiel.

» Dire que l'on parvient à mener à bien tous les projets serait faux. Il arrive de négocier en vain plusieurs années pour faire venir un spectacle, trouver de l'argent, des dates concordantes. La question des dates est primordiale. Le Festival avait envisagé d'occuper une salle pendant sa saison. De fait, il a depuis cette année une permanence au Rond-Point. Mais étant donné le nombre et la variété des spectacles, ce ne sera jamais suffisant, et nous resterons soumis aux disponibilités des institutions.

» Ce qui a changé au Festival, c'est ce qu'il a lui-même apporté dans les mouvements artistiques, et sur quoi il doit porter un autre regard. C'est aussi le développement de manifestations semblables en Europe et dans le monde, avec lesquelles nous pouvons collaborer. Je pense que l'an prochain nous allons mettre au point avec le Festival de Berlin la création d'un opéra de Steve Reich, celle d'une œuvre de Mauricio Kagel, dans une mise en scène de Werner Herzog. Nous espérons la venue de Giorgio Strehler avec un Goldoni, la nouvelle version de Barufe a Chioggia *sans doute. Et nous n'avons pas perdu espoir de recevoir enfin Tamasaburo, la grande star du kabuki. Le Festival, en tout cas, célèbrera le centenaire de la naissance du cinéma. Sans nostalgie, c'est la promesse que nous nous sommes faite avec Michel Piccoli, président de l'association chargée de coordonner les manifestations. »*

En attendant, cette XXIe édition est riche de promesses. Les programmes de musique demeurent dans la tradition du Festival : musiques du monde (le Mozambique) et compositeurs contemporains, d'Emmanuel Nunes à Heiner Goebbels, de Xenakis à Berio, de Carlos Santos à Robert Ashley, de Heinz Holliger à Jean-Claude Eloy. Pour la danse, Merce Cunningham, fidèle, revient, et dans sa filiation plus ou moins directe, l'Américain Douglas Dunn, les Français Dominique Bagouet et Mathilde Monnier avec Elisabeth Petit. Plus deux groupes espagnols, Metros et 10 Y 10, Io Danza, pour célébrer l'année dédiée à Christophe Colomb.

Le Festival retrouve donc le cinéma, avec un chef-d'œuvre incontesté, *le Cuirassé Potemkine*, des films mal connus, ceux de Lituanie, et quelques phénomènes – dont Kenneth Anger – de l'underground new-yorkais en son âge d'or, les années 60. Quant au théâtre, il annonce la découverte d'un Québécois, Robert Lepage – qui avait fait une courte escale à Paris voilà trois ans, – celle d'un metteur en scène lituanien dont le nom évoque les romans de Lovecraft, Nekrosius. Une participation française importante, où se manifestent quelques-unes des grandes tendances actuelles, représentées par des auteurs comme Pierre Guyotat et Valère Novarina, Joël Jouanneau et Bruno Bayen, des metteurs en scène comme André Engel et Stéphane Braunschweig pour les hommes, Marie Vayssière et Gilberte Tsaï pour les femmes. Plus la présence de Bob Wilson avec deux spectacles séparés par près de vingt ans : *Docteur Faustus Lights the Lights* avec les étudiants de l'école Ernst-Busch de Berlin, et la reprise de *Einstein on the Beach*, sur une musique de Phil Glass.

De Bob Wilson à Stéphane Braunschweig, il y a plus qu'une génération d'âge, il y a vingt ans d'histoire du théâtre. Les vingt ans magnifiques qui ont vu l'affirmation d'images scéniques somptueuses, essentielles. Bob Wilson n'y est pas pour rien. Avec *Einstein on the beach* – et auparavant *le Regard du sourd, Lettre à la reine Victoria* notamment, – il a ouvert des portes, balayé des craintes, déblayé, apporté quelques réponses à des questions parfois informulées. Ce qui était d'abord une façon de faire voir et ressentir l'univers mental d'un enfant aphasique, est devenu une façon de parler de tout à tous, de raconter des histoires que chacun peut prendre en compte. Il y a eu le temps des images simples – quelques bougies, des tapis de feuilles mortes, les obliques déséquilibrées, les déplacements latéraux au ralenti de personnages en hypnose... Un jeu de poésie et d'humour naïf, qui, toutes proportions gardées, se retrouve dans son *Docteur Faustus Lights the Lights*. Puis, il y a eu les extravagants montages de néons, de vidéos, de lasers, de sons trafiqués, créant des univers de fantasmagorie lyrique, opéras distordus pris dans les géométries aberrantes dessinées par les chorégraphes. Il s'agit moins de « théâtre total » que d'un spectacle « autre », fondant ensemble dans une même danse de lumières les éléments disparates de la représentation.

COLETTE GODARD

Lire la suite page 32

هكذا من الأصل

THÉATRE



MARC ENGUERAND
BRIGITTE ENGUERAND

« Légendes de la forêt viennoise », de Horvath.



« Le Marin perdu en mer », de Joël Jouanneau.



VINGT ET UN ANS D'HISTOIRE ET DE THÉATRE

Suite de la page 31

Entre Bob Wilson et les théâtres traditionnels d'Orient existe un lien, un air de famille – la famille de ceux qui n'élèvent pas de barrière infranchissable entre le conscient et l'inconscient. Sur les théâtres d'Occident, l'influence de Bob Wilson a été considérable – au point que son nom a donné naissance à un adjectif et sert de référence. Ainsi dit-on du metteur en scène lituanien Eimuntas Nekrosius qu'il est «le Wilson de la Baltique», et que les spectacles du Québécois Robert Lepage sont «wilsoniens», car chez ces deux hommes géographiquement et culturellement éloignés, l'indicible est présent sur scène, dans une étroite union de concret et d'onirisme : *« Je ne peux pas être en désaccord avec les rêves,* dit Robert Lepage, *je les construis à partir de ressources sensibles.»*

L'image-clef, l'image-signe, le décor qui va plus loin que l'image offerte, qui installe la respiration du spectacle et sa «couleur», ne peuvent se créer qu'à partir d'une sorte de gémellité entre metteur en scène et scénographe, comme on le voit entre Patrice Chéreau et Richard Peduzzi, Georges Lavaudant et Jean-Paul Vergier. Ou ici, une fois de plus, entre André Engel et Nicky Rieti. Ensemble ils ont inventé le paysage des *Légendes de la forêt viennoise* de Horvath dans la Maison de la culture 93, à Bobigny, entièrement chamboulée – les spectateurs étant installés sur des plates-formes mobiles. Déjà, quand ils y avaient présenté *le Misanthrope*, on ne reconnaissait plus la grande salle, devenue une écurie. Ils avaient fait mieux à Strasbourg, transformant un ancien bâtiment administratif en hôtel louche Mitteleuropa pour leur *Kafka*. Mieux encore, ils ont amené en car des spectateurs «touristes» en *Week-end à Yaïk*, dans un pavillon *préfabriqué où était censée habiter une famille soviétique*. Finalement, ce qu'ils cherchent, c'est à retrouver la liberté d'un studio de cinéma, cette possibilité de faire imaginer une ville à partir d'un angle de rue, de donner une sensation de voyage par un simple mouvement de caméra... Les hommes de théâtre, pour la plupart, se voient cinéastes. André Engel et Nicky Rieti ne sont jamais aussi éclatants que face à des textes dramatiques bien structurés dont ils extirpent les ambiguïtés, et qu'ils prennent plaisir à déstabiliser. De certains acteurs, on dit qu'ils pourraient faire pleurer en lisant l'annuaire du téléphone. Dr Engel et Rieti, on peut dire qu'ils feraient *découvrir des sous-textes insoupçonnés dans la Cigale et la Fourmi.*

S'il est un acteur capable de dire des textes très insolites et de les rendre crédibles, c'est André Marcon. Il possède le pouvoir de faire paraître aussi claires qu'évidentes les écritures les plus touffues, les plus délirantes, foisonnantes. En lui, Valère Novarina a trouvé, au sens strict, son porte-parole. Celui qui se nourrit de la chair des mots, de leur sensualité. Celui qui leur fait parcourir son corps, son cœur, ses nerfs, qui les trimballe dans son sang, dans sa voix, ses yeux, ses mains... Valère Novarina a écrit *l'Inquiétude* (seconde partie du *Discours aux animaux*) pour ce drôle de faune au visage fermé qui s'anime au son des mots qu'il prononce.

Si, entre Bob Wilson et Stéphane Braunschweig, les «vingt glorieuses» du théâtre se sont parées de magie et d'images, elles ont vu également arriver des textes tout aussi riches en poésie. On a tellement simplifié la dialectique «voir/entendre» que l'on est tombé dans une polémique démagogique.

Les metteurs en scène s'étant, sur le modèle des cinéastes, qualifiés d'auteurs, les auteurs qui écrivent se sentent lésés, mal aimés. Ils crient à la tyrannie. Alors, avec une sorte de rage vengeresse, de fureur vitale, ils écrivent. Un lyrisme échevelé vient contrebalancer les phrases elliptiques succombant dans une syncope. A ne pas confondre avec la tirade, le monologue envahit les plateaux, pour le plus grand bonheur des comédiens qui y trouvent enfin la possibilité de déployer toutes les brillances de leur talent. Les metteurs en scène enclenchent le mouvement en adaptant des textes non dramatiques, interprétés en monologues croisés. Alors, certains auteurs ont pensé diriger eux-mêmes ces proférations qu'ils ont provoquées, s'incarner eux-mêmes dans le processus de leur création, ainsi Pierre Guyotat. Il «improvise publiquement», et se livre dans le torrent des mots qui se répètent, provocateurs et déchirés.

Joël Jouanneau apporte sa pierre à cet édifice qui relie l'écriture lue et entendue. Il a réuni des acteurs qui vont lire (dans la petite salle de l'Athénée) des textes de voyage tandis qu'il présente (dans la grande) une pièce de lui : *le Marin perdu en mer*, en même temps que son adaptation du livre de Joseph Conrad, *Au Cœur des ténèbres*, dont Francis Coppola s'est inspiré pour son *Apocalypse Now*. Doit-on préciser que la spectaculaire descente aux enfers de Coppola est aux antipodes du spectacle de Jouanneau. Un homme sensible, discret, mais avec un regard remarquablement aigu. Il travaille sur le détail, s'entoure de comédiens qui le saisissent à demi-mot. Depuis *l'Hypothèse* de Pinget au Festival d'Avignon, jusqu'à *l'Inquisitoire*, toujours de Pinget, la saison dernière à la Bastille, en passant par Beckett, Thomas Bernhard, ➡



ARCHIE KENT

« Docteur Faustus Lights the Lights », de Gertrude Stein.

BOB WILSON
et l'Allemagne

ARRIVÉ AU JUSTE MOMENT

AVANT même le retour d'*Einstein on the Beach*, Bob Wilson présente, du 22 au 30 octobre à Gennevilliers, *Docteur Faustus Lights the Lights* d'après Gertrude Stein, son dernier spectacle créé à Berlin (*le Monde* du 22 avril). Car depuis depuis plus de dix ans, c'est l'Allemagne qui l'a le plus souvent accueilli. Et, guidé par Heiner Müller, il a voulu travailler avec de jeunes comédiens, tout juste sortis d'une école, mais pas n'importe laquelle.

Depuis 1974, la plupart des spectacles de Bob Wilson ont tourné en RFA, et en 1979, Peter Stein l'invitait à la Schaubühne, de Berlin, où il montait *Death, Destruction and Detroit*. Un spectacle somptueux, grandiose, bouleversant et qui allait effectivement bouleverser le public, les gens de théâtre, les directeurs d'institution aussi, au point que de Berlin à Francfort en passant par Cologne, Munich, Hambourg – toutes les villes riches, – l'Allemagne allait devenir la scène préférée de Bob Wilson. De plus, après qu'il eut monté *Hamlet Machine* et *Quartett* de Heiner Müller, les deux hommes, si dissemblables, allaient se lier d'amitié, collaborer sur *The Civil Wars*, projet fou – et inachevé – de six opéras, produits dans six pays, dont l'ensemble devait être le clou des Jeux olympiques de Los Angeles.

« En fait, Bob Wilson n'aurait jamais pu choisir moment plus propice que ces années 70 pour apparaître sur la scène allemande. Après tant de mises en scène politiquement engagées, le désir était grand d'un théâtre qui ne cherchait rien d'autre que la beauté. Après tant d'activisme sur le plateau, Bob Wilson nous faisait voyager sous narcose. Par-dessus tout, après tant de rationalité et de prise de conscience obligée, cette œuvre qui n'avait pas même la prétention d'être comprise semblait une véritable cure. Ce théâtre d'images sans action, qui exclut l'analyse psychologique, la logique, qui n'interprète rien et ne fait que « montrer » sans même le soutien d'un texte littéraire, allait à l'encontre de tout ce qui avait pu exister jusqu'alors en Allemagne. Et le charme opérait », écrit Dieter Kranz, journaliste de RDA. Pourtant, le seul des spectacles à avoir connu un réel succès populaire est *Black Rider* créé en 1990 au Thalia de Hambourg. Spectacle que Wilson lui-même a tôt fait de remiser au second plan, d'autant que cet énorme succès lui a été plutôt préjudiciable auprès de ses fans.

Finalement, c'est surtout par son influence sur les metteurs en scène et les chorégraphes que peut se mesurer l'importance de Bob Wilson en Allemagne. Elle est évidente chez Heiner Müller quand il monte sa pièce *Der Lohndrucker* – vue au Théâtre de l'Europe en 1988. On l'a même remarquée chez Peter Stein, presque sous forme de citations, dans sa mise en scène de *Pelléas et Mélisande*...

Vint le moment où l'on a reproché à Bob Wilson de se citer lui-même, ce à quoi il répond : *« Chaque artiste utilise le vocabulaire qu'il s'est lui-même forgé. »* La reprise d'*Einstein on the Beach* décidera si ce vocabulaire garde sa puissance d'envoûtement. La présentation de *Docteur Faustus Lights the Lights*, avec les élèves de l'école Ernst Busch, la plus fameuse de l'ex-RDA, prouve en tout cas que des comédiens au talent frais, trop jeunes pour avoir vu *le Regard du sourd* (1971) ou même *Einstein on the Beach*, sont capables de redonner à ce vocabulaire sa vitalité, son humour insolite.

C. G.





« Weimarland » de Bruno Bayen.

VINCENT FOURNIER/ENGUERAND



« La Cerisaie » (photos de répétitions) de Tchekhov. (Photos de répétitions)

ELISABETH CARECCHIO

➡

Robert Walser, il fait *équipe* avec David Warrilow, *magicien* vulnérable, qui – entre son anglais natal et les sonorités de la langue française – s'est creusé sa tanière, d'où sourd une voix feutrée, des intonations d'un autre monde.

David Warrilow parle depuis un cosmos enfoui quelque part. Joël Jouanneau glisse sur des chemins de traverse invisibles à l'œil nu. Bruno Bayen revient. Un être à part, une sorte d'OVNI dans la constellation des metteurs en scène-auteurs. Il présente, en même temps, deux pièces dans deux théâtres. Au Petit Odéon, *l'Enfant bâtard*, contribution à l'année Christophe Colomb à travers les aventures de son fils naturel. A la Bastille, *Weimarland*, la fermeture d'un restaurant, de nos jours, dans la ville qui a abrité une république éphémère... Rive gauche-rive droite, et, dit Bruno Bayen *« on pourra glisser de l'une à l'autre en une même soirée, voyager de l'Espagne à l'Allemagne »*.

Les chemins de sa pensée sont des labyrinthes piégés qui aboutissent à des images d'une lumineuse simplicité. Au sens fort, elles dégagent un charme aussi pur et trompeur que l'eau des fées. Bruno Bayen est une sorte de Peter Pan surdoué, maître de son univers, univers parallèle à celui que nous croyons connaître, dans lequel nous croyons vivre... C'est de décalages que se nourrit le théâtre aujourd'hui. L'époque veut ça. Les certitudes sont tombées et à leur suite les murs. Les repères se sont évanouis, les jalons dansent la gigue. La vue se trouble, dédouble les images que les écrans démultiplient, que les ordinateurs inventent. Les vingt ans qui séparent Stéphane Braunschweig de Bob Wilson ne portent pas seulement l'histoire du théâtre.

Enfant d'Antoine Vitez, Stéphane Braunschweig possède naturellement l'intelligence de la scène. Il accorde à la pensée une confiance absolue, et au théâtre un rôle essentiel. Le théâtre transmet la pensée, il est indispensable pour se comprendre et comprendre le monde. Stéphane Braunschweig veut comprendre, c'est son obsession. A vingt-huit ans, il a dix ans de métier. On imagine son mépris étonné si on osait lui demander ce qu'il ferait hors du théâtre. Avec des moyens réduits, il s'est inventé une esthétique. Il crée des images cinglantes, indéniables. Des images hautaines, traversées parfois d'un souffle de tendresse. Il se veut esclave du texte. Un esclave tyrannique. Après avoir voyagé dans la dramaturgie allemande et la tragédie grecque pour raconter le parcours chaotique du pauvre homme, du soldat floué, il monte *la Cerisaie* et demande à Tchekhov de l'aider à comprendre comment guérir de l'enfance.

Quel lien réunit au travers des vingt ans qui les séparent deux hommes de théâtre aussi opposés que Bob Wilson et Stéphane Braunschweig? Aucun, si ce n'est que Stéphane Braunschweig présente la plupart de ses spectacles – et *la Cerisaie* – au Théâtre de Gennevilliers, chez l'homme en qui il a trouvé une sorte de père. L'homme qui, en France, a peut-être le mieux compris Bob Wilson, et accueille *Docteur Faustus Lights the Lights* : Bernard Sobel.

COLETTE GODARD

Gilberte Tsaï, Marie Vayssière

Décalages

DEUX femmes metteurs en scène à ce Festival : Gilberte Tsaï et Marie Vayssière. En parler ensemble, et à part des autres, ne relève pas *d'une quelconque exclusion, ni d'un féminisme hargneux*. Même si l'on constate que leurs spectacles sont accueillis au Théâtre de la Cité internationale, dirigé par une femme, Nicole Gautier. Et comme chacun sait, il n'y a pas de hasard. Seulement des coïncidences.

Quoi qu'il en soit ni Gilberte Tsaï ni Marie Vayssière ne font du « théâtre de femme », comme on dirait *« ouvrage de dame ». A ses débuts, Gilberte Tsaï* s'adressait à des publics d'enfants auxquels elle accordait le respect qui leur est dû. Elle a travaillé avec eux, cherchant à déceler en eux les racines des comportements adultes. Il y a eu ainsi la *Bérénice* de Racine, *interprétée par des adolescents qui, intuitivement,* étaient parvenus à restituer la détresse et la force, la perversité de cette immense tragédie amoureuse.

L'enfance est par nature un état de transit. Gilberte Tsaï *s'intéresse avant tout aux déplacements de personnes, au sens figuré comme au sens géographique.* Elle a porté sur scène la *Chine intérieure,* uni théâtre et peinture (*Tableaux impossibles*), enfance et philosophie (*Celui qui ne parle pas*). Elle s'intéresse aux métissages. Ici, elle juxtapose un texte d'elle, *Appartement témoin,* et un autre de Mohamed Rouabhi, *De plein fouet*.

Le parcours de Marie Vayssière est différent. *Le Pleure-Misère* est sa première mise en scène. Elle a été comédienne, a travaillé avec Tadeusz Kantor. Pourtant son spectacle ne se passe pas en Pologne. Il parle de l'Irlande. Dans les deux pays règne le catholicisme – *moins exalté en Irlande,* – et l'alcool *n'est pas* méprisé, – mais les dérapages de la fantaisie provoqués par le whisky sont encore plus truculents et tenaces que ceux nés dans les vapeurs de la vodka.

Donc, *le Pleure-misère* se passe dans un village irlandais où l'on a depuis longtemps oublié les limites de la raison. Où l'on parle beaucoup, où il pleut davantage. Un village aussi pauvre que ses habitants sont pittoresques. Marie Vayssière traduit l'histoire avec de la *pluie, une porte de bois, un drap blanc, quatre comédiens.* Juste de quoi suggérer, derrière les rires et les plaisanteries, une ambiance ambiguë, un air de mystère, comme si dans le ciel mouillé allaient danser les ombres des fées.

C. G.

LE MODÈLE DE L'ÉCOLE ERNST BUSCH

par Dieter Kranz

POURQUOI l'Ecole, pourquoi Ernst Busch et qui était-il? Un très grand acteur, chantre des ouvriers, surnommé le « Tauber des barricades » *en référence* à Richard Tauber, l'un des plus célèbres ténors des années 20.

Ernst Busch l'insoumis a été l'un des plus beaux fleurons de la RDA en même temps qu'une épine dans sa chair. Très lié avec Brecht et Hans Eisler, il a contribué à rendre populaires de nombreux chants politiques, et mieux encore, à ce qu'ils ne restent pas lettre morte. C'est pourquoi, fort logiquement, il fut jeté en prison par les nazis. Non moins logiquement, Ernst Busch compta parmi les comédiens qui apportèrent leur soutien à Brecht, revenu *d'exil pour fonder* le Berliner Ensemble. Incontestablement ce fut un artiste de grande classe, un personnage incisif. *Mais jamais, au grand jamais,* ne lui est venue l'idée d'enseigner. Si l'Ecole d'art dramatique de Berlin (Est) porte son nom, il ne *faut voir là que* reconnaissance posthume envers un artiste auquel la bureaucratie n'a vraiment pas facilité la vie. Et peu importe *si c'est* à son fondateur, Max Reinhardt, alors directeur du Deutsches Theater, qu'elle doit sa renommée. Après plusieurs déménagements, l'Ecole occupe une immense bâtisse hyper-fonctionnelle, abritant vingt salles de répétitions plus ou moins vastes et parfaitement adaptées au travail des élèves. La plupart des stars de la RDA y ont fait leurs premières armes. Et jusqu'à ces dernières années, l'Ecole a reçu toutes sortes de prix internationaux. La raison essentielle de ce succès pourrait être le choix de pédagogues parvenus à opérer la synthèse – réputée inconcevable – entre les théories de Stanislawski et la pratique de Brecht. De plus, tous les directeurs ont tenu à ce que les personnalités les plus en pointe de la vie théâtrale participent à l'enseignement, afin que les étudiants demeurent constamment en relation avec l'effervescence créatrice. Des acteurs notoires du Deutsches Theater, du Berliner Ensemble ont travaillé des semaines durant avec un ou deux étudiants, pas davantage, parfois sur une seule scène. Evidemment, un tel perfectionnisme exigeait des dépenses considérables, que la pauvre vieille RDA s'offrait sans sourciller. En 1955 déjà, le ministère de la *culture notait que* l'Ecole *« était de loin l'établissement le plus lourdement financé de tous ceux qui dispensaient un enseignement artistique »*.

La sélection était extrêmement sévère. Puisqu'en RDA les comédiens ne pouvaient être engagés (1) que sur diplôme émanant d'une des trois grandes écoles en fonctions, l'affluence était phénoménale. *En 1989 encore, deux* mille candidats se présentaient. Huit cents étaient automatiquement *éliminés parce qu'ils ne répondaient pas aux* critères de capacité physique. Les mille deux cents restants étaient alors soumis à des tests d'aptitude par petits groupes. Dix-huit obtenaient le droit à l'inscription.

Le planning des cours reflète le sérieux d'un enseignement qui accorde un temps important aux exercices corporels et vocaux, à la danse, à l'escrime. Puisqu'il s'agit de former des comédiens cultivés – Brecht l'avait explicitement réclamé, – les cours d'esthétique, d'histoire du théâtre et de littérature sont obligatoires. Enfin, il y a peu encore, comme dans tout établissement d'enseignement supérieur en RDA, les cours de marxisme-léninisme et les périodes de formation militaire étaient inévitables.

Plus d'un étudiant en a souffert. Pourtant la qualité, l'originalité, l'imagination souvent rétive des acteurs sortant de l'Ecole apportent la preuve qu'elle n'est pas un repaire de moutons, mais une fourmilière exubérante d'individus débordant de fantaisie créatrice.

Fréquemment, au plus tard dans leur seconde année *d'études, les élèves donnent des représentations publiques* dans une salle de Prenzlauer Berg mise à leur disposition. *Aujourd'hui*, le BAT (Berliner Arbeiter Theater, Théâtre ouvrier de Berlin) offre environ trois représentations par semaine. Il s'est constitué un répertoire de quatre ou cinq productions, dont plusieurs, notamment les œuvres de jeunesse de Schiller, comme *les Brigands, Don Carlos,* ou cette pièce de Goethe si rarement jouée, *la Fille naturelle,* ou encore *Sauvés* d'Edward Bond, sont parmi les plus intéressantes de Berlin.

Profondément convaincu que jouer est la meilleure des leçons de théâtre, l'actuel directeur de l'Ecole, Kurt Verth, encourage ses étudiants à participer aux spectacles des grandes institutions berlinoises. C'est ainsi que plusieurs groupes se sont relayés dans *Des chevaux bleus sur l'herbe rouge,* de Michaïl Schratow, au Berliner Ensemble, que plusieurs élèves ont travaillé avec Heiner Müller sur *Der Lohndrucker*. Avec *Docteur Faustus Lights The Lights,* Bob Wilson suit la tradition.

Contrairement à bon nombre d'institutions d'enseignement supérieur aujourd'hui « liquidées » – l'Ecole Hans Otto, par exemple, a été dissoute, – l'Ecole Ernst Busch a été *« transférée sous la souveraineté du Land de Berlin »* avec ses quatre options : comédie, mise en scène, cabaret, marionnettes. Des cent trente-cinq étudiants actuellement inscrits, environ la moitié viennent de l'Ouest. Lorsqu'après leurs quatre années d'études ils passeront l'examen final, ils ne seront pas assurés, comme c'était le cas au temps de la RDA, de trouver un engagement. *Mais étant* données leur formation et la notoriété de l'Ecole, ils n'auront pas grand souci à se faire pour leur avenir.

(Traduction Nicole Rothel)

(1) A l'Est comme à l'Ouest, les institutions allemandes sont des théâtres de répertoire, avec une troupe permanente, où les acteurs sont engagés pour une durée d'au moins un an.

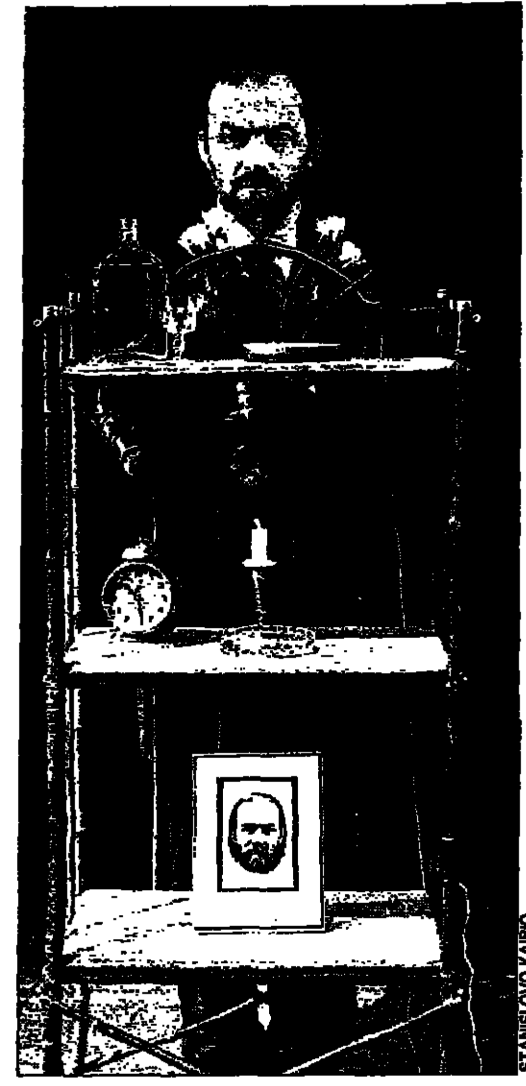
هكذا من الإهمال

THÉATRE

EIMUNTAS NEKROSIUS
metteur en scène lituanien

UN POÈTE A FRANCHI LES FRONTIÈRES

Depuis de longues années, le Festival d'Automne souhaitait faire connaître l'œuvre d'Eimuntas Nekrosius, homme de théâtre lituanien, particulièrement atypique. C'est d'ailleurs pourquoi les autorités soviétiques refusaient de donner leur accord. La situation ayant changé, il présente au Théâtre du Rond Point, du 30 septembre au 4 octobre son spectacle-manifeste, « Pirosmani, Pirosmani » et sa version de « Oncle Vania » de Tchekhov.


STANISLOVO KAIRO

« Oncle Vania », de Tchekhov, mise en scène d'Eimuntas Nekrosius.

par Franco Quadri

ON l'a appelé *« le Bob Wilson de la Baltique »* quand un de ses spectacles a été présenté pour la première fois de ce côté-ci du rideau de fer. Plus exactement dans la zone franche – à l'époque – de Belgrade ; c'était au BITEF, festival international consacré au théâtre de pointe et qui, il y a huit ans, offrait encore l'occasion de prestigieuses découvertes. Le metteur en scène lituanien Eimuntas Nekrosius avait reçu le Prix du jury. Avec son physique efflanqué de joueur de basket – aujourd'hui empâté – toujours en fuite devant les autres, sans doute pour préserver la discrétion hargneuse qu'il partage avec plusieurs de ses personnages. Ou peut-être, plus instinctivement, pour défendre une santé précaire. Et son nom même, Eimuntas Nekrosius, le destinait à traîner à sa suite le chuchotement d'obscures légendes.

Semblable au *Regard du sourd* de Bob Wilson, son spectacle *Pirosmani, Pirosmani* – la carte gagnante du BITEF – imposait le caractère visionnaire du silence. *Ce n'est pas seulement pour conjurer le mauvais sort* que cette production, qui date de 1981, continue depuis à être choisie comme une sorte de « manifeste » pour présenter et faire connaître le Théâtre national de Lituanie (son nom exact est Jaunimo Teatras, c'est-à-dire Théâtre de la jeunesse), aujourd'hui à Paris comme hier à New-York. *Pirosmani, Pirosmani* possède en effet les caractères d'universalité qui ont permis au travail d'un Kantor, par exemple, d'être compris dans le monde entier. Chez ces deux créateurs, on retrouve le dépouillement des décors de bois, le mouvement circulaire de motifs récurrents, à la façon du boléro. Les bureaucrates moscovites qui *auraient dû m'accorder, en tant que directeur* de la Biennale du théâtre de Venise, l'autorisation d'inviter la production ont refusé, prétextant qu'il était absurde pour un groupe balte attaché au théâtre contemporain de s'intéresser à un peintre géorgien du début du siècle. Mais bien d'autres frontières sont franchies quand un poète visite l'œuvre d'un peintre… Et la raison profonde de cette méfiance à l'égard de l'amitié entre Républiques a été, depuis, éclaircie.

Nekrosius ne copie pas les tableaux de Nico Pirosmani, même si parmi les figures évoquées certaines en retrouvent les formes naïves. Et il ne dit pas non plus si le réalisme austère des accessoires rappelle l'ancienne Tbilissi ou bien plutôt le folklore lituanien, dans la manière de montrer la vie du peintre avec son ancienne assistante, muette, qui lui prépare les couleurs, avec les signes d'une pauvreté quotidienne que, sur scène, le vieil homme peuple de rêves. A la place des hôtes illustres que l'artiste et son double attendent, une belle dame en noir arrivera dans la masure *pour annoncer la fin ; et le corps du peintre sera* amené sur une balance, recouvert de farine, tel un pantin de neige. *Pirosmani, Pirosmani* est un poignant *conte gothique, un polyptique* d'église sur lequel apparaît une humanité tourmentée, ainsi que des détails plaisants, tandis que derrière les vitraux blanchis se montrent les figures du souvenir et de la nostalgie…

En décembre 1985, je suis allé sur place, à Vilnius, pour la Biennale de Venise, toujours. J'ai retrouvé dans la sévère architecture de la ville et dans l'univers pictural de Ciurlionis des repères précis. Je me suis également rendu compte que *Pirosmani, Pirosmani* représentait tout juste un épisode dans l'itinéraire de Nekrosius, dans sa préférence pour les adaptations de récits non théâtraux, ou pour les textes qui se construisent pendant les répétitions. Cet itinéraire traverse des genres différents. *Quoi qu'il en soit, le metteur* en scène ouvre des portes sur plusieurs possibilités de lecture, et s'il ne craint pas d'utiliser le symbolique, ce n'est pas pour dissimuler le politique.

Ainsi dans *Quadrat*, histoire d'une brève rencontre en prison. La scène est presque nue, mais comme toujours susceptible de surprenantes métamorphoses. Malgré une surveillance incessante naît le rêve d'un amour impossible. Et voilà que la cellule délimite l'espace d'un enfer existentialiste et qu'elle représente en *même temps le pays.* Dans *Un jour comme un siècle*, tiré du roman d'Aichmatov et situé dans un village perdu ouzbek près d'une base spatiale, des flash-back bouleversants ramènent dans les années 30, ou retracent les manifestations de joie populaire à la mort de Staline, grâce à l'impressionnante facilité de Nekrosius pour transformer une dizaine d'acteurs en un peuple tout entier, et quelques objets en de multiples visages du monde. L'émotion était contagieuse au point de faire trembler l'interprète russe, qui me surveillait aimablement. Mais elle était défavorisée par rapport à moi qui étais équipé d'un casque avec traduction simultanée lituanien-italien, tandis qu'elle ne comprenait rien aux dialogues et ne disposait d'aucune aide.

Et les classiques ? Ce répertoire ne pouvait pas manquer d'interprétations libres, sinon carrément *bizarres ; mais la version* « opera-rock » de *Roméo et Juliette* ne m'a pas parue très convaincante, si ce n'est pour l'audace des constructions scéniques ; ou peut-être cette chorégraphique de guerilla civile demandait-elle des clefs de lecture particulières. *Oncle Vania*, que j'aurais vu évoluer au cours des successives reprises occidentales, de Vienne à Parme et à Berlin, était encore à l'étude : à l'époque, le metteur en scène se creusait la tête sur des problèmes secondaires, comme celui des vingt-cinq chambres où habitait cette *« famille dans la gêne »*, ou à propos de la petite bouteille de morphine que le docteur Astrov et Vania se disputent lors d'une tentative de suicide. En effet, le ménage de la grande maison, par des domestiques parasitaires aussi arrogants que des bureaucrates soviétiques, allait prendre dans la mise en scène une importance imprévue. Dans l'hystérie d'une ambiance survoltée, des soins à base de saignées et de cosmétiques – avant la lutte contre la drogue – étaient traités à coups d'irrésistibles gags dans la manière du cinéma muet, soulignés par un leitmotiv chaplinien et des *citations déclarées de la Règle du jeu.*

Le démontage du texte réalisé grâce à l'introduction de rythmes narratifs inédits, la dilatation grotesque de certains noyaux dramatiques font d'un spectacle dont les approches systématiquement insolites et dérisoires pourraient finir par irriter et lasser un moment de théâtre extraordinaire. Tout part des personnages, et s'exprime à travers leurs relations simultanées d'amitié-rejet, à travers aussi l'opposition des deux philosophies qu'ils représentent : d'un côté, l'idéalisme défaitiste du médecin, devenu *le moteur* théâtral de chaque action, de l'autre, l'esthétisme corrupteur de la magnifique Hélène. Elle séduit vraiment *tout* le monde, jusqu'aux serviteurs, sans parvenir à entailler ses appétits bourgeois.

La clef de cette lecture ironique et symbolique est le *refus* de réalisme, confirmé également par l'importance accordée dans la mise en scène et les décors à la peinture russe. Mais c'est tardivement que l'on découvre le sens politique d'un tel refus. Il apparaît nettement à un moment-clef, avant que la haine entre Vania et le professeur n'explose – ici sous forme de duel. Du groupe réuni pour une photo souvenir comme dans les *Trois Sœurs*, pendant la longue pause devant l'objectif, se dégagera, au début étouffé, puis avec un croissant abandon, enfin comme un hymne à la *résistance*, le chœur de *Nabucco*, le passage où le peuple enchaîné chante : *« Oh mia patria si bella e perduta… » (« Oh ma patrie si belle et perdue… »)*. On ne pourra plus alors se cacher qu'*Oncle Vania* raconte l'histoire d'une occupation…

La force de la scène est impressionnante, et il n'est pas ardu de comprendre, d'une part, l'extrême émotion qu'elle a dû provoquer dans une Lituanie en sourde révolte, d'autre part, le caractère de nécessité qui a donné un sens au travail de Nekrosius. On trouve aussi dans ses spectacles un aspect d'autobiographie. Ainsi dans *le Nez* de Gogol – sa dernière production, mais le Festival de Moscou annonce sa version de *Carmen*, – Nekrosius s'identifie à l'auteur, présent sur scène avec ses problèmes d'écriture, à côté de ce militaire qu'il a inventé, et qui se lève un beau *matin sans nez. Dans le spectacle, tout en parlant de* trompe faciale, c'est une excroissance habituellement cachée qui est extirpée ; et comme elle est destinée, dans l'histoire, à s'incarner en personne humaine, les incursions du rubicond Nez-Phallus sont irrésistibles. Simultanément, l'Auteur sera contraint au silence définitif par le démon qui l'a persécuté toute la soirée. Dans cette sarabande tragique et burlesque où de puissants mouvements de masse arrivent en contrepoint de situations felliniennes, une fois de plus, il s'agit d'un artiste angoissé, submergé par les vagues de la stupidité quotidienne. L'auto-ironie chez Nekrosius ne débouche pas sur l'optimisme, la preuve en est l'appel *résigné* à la vie qui clôt *Oncle Vania :* invitation déchirante qui semble sortir d'une clinique ou d'un tombeau où sont prisonniers des enterrés vivants.

(Traduction Federica Cane)

▶ *Critique dramatique à* La Repubblica, *ancien directeur du Festival de Gibellina et de la Biennale de théâtre de Venise.*

Robert Lepage, metteur en scène et comédien québécois

Un enfant qui jubile

Le théâtre de Robert Lepage est fait d'objets hétéroclites, de paroles cosmopolites qui se croisent, de musiques étrangères qui s'unissent. Metteur en scène et comédien, Robert Lepage vient du Québec et fait voyager ses images éblouies en Europe comme dans les Amériques. Il est apparu à Paris, en 1989, au Théâtre de Boulogne-Billancourt. Il est passé par Maubeuge, Salzbourg, Londres et nous revient avec deux spectacles dont il est l'auteur, le Polygraphe *et* l'Aiguille et l'opium. *Plus une trilogie de Shakespeare adaptée par Michel Garneau, qui a choisi la forme rythmée de la poésie pour parler de Robert Lepage.*

par Michel Garneau

Dans la salle où l'on répète les mots et les gestes
il y a partout des objets en chemin d'être
des déjà décors des projets costumes
et des choses rares et quotidiennes
qui seront bientôt tout à fait
on le voit bien avant que de l'entendre
des instruments inventés de musique
des instruments de musique inventée
des instruments de musique inventés
Robert me guide l'air gourmand
vers les mots les gestes et les chemins d'être
dehors le soleil règne ici dedans une riche pénombre
toute la lumière sur la table où l'on étale
une première fois les mots et les gestes
les femmes et les hommes de théâtre d'abord s'associent
pour faire la lumière à une grande table souventes fois faite
de plusieurs petites tables mises ensemble
et qui en sont marquées de coups de mots de phrases
et parfois de cœurs gravés
comme des tables de pique-nique
grands établis où l'on va travailler
l'air d'aller des misères et des merveilles
pupitre des délires dans la gourmandise de l'imaginaire
plateau où l'on invente la pire déchirure
et la *plus dépouillée sérénité*
et où l'on déchire sereinement l'invention
pour aller plus profond dans la surprise
et c'est là d'abord qu'un Robert règne
là où les plaisirs de l'intelligence sensuelle
font la première lumière
(et devrais-je scandaliser le monde je le dirai quand même
c'est ce moment du théâtre que par-dessus tout j'aime)
ce Robert a l'air d'un enfant qui connaît bien l'art
d'avoir l'air d'un enfant sage mais je l'ai vu
à l'orée du noir enfant qui jubile
d'avoir gagné le droit de s'amuser à part entière
il y a dans celle du théâtre la vieille énergie du sacré
et le sacré prime dans la plus pure énergie
c'est le sacré de l'enfance qu'on voit si clair
dans les infiniment variables cérémonies du jeu
oh la chance de faire du théâtre quand on est grand
c'est celle d'être aussi grand que l'enfant qui joue
j'ai vu ce Robert jouer sur une scène
il avait l'air d'un chat un peu mystérieux
et tout plein d'équilibre
il guide les femmes et les hommes de théâtres
à la table de gourmandise
comptoir composite des délires
étal usagé de l'imaginaire
il guide comme une grande bête bienveillante
les femmes et les hommes de théâtres dans quelques instants
du fleuve Shakespeare que j'ai navigués d'avance
pour leur changer la langue
je suis allé à la table de l'intelligence sensuelle
et de l'imaginaire gourmand dire un peu comment
je trouvais le fleuve et je me suis entendu dire :
nous avons perdu notre royaume
nous sommes en exil
nous habitons une île
nous avons des pouvoirs
nous domptons la bête et asservissons l'esprit
les fous et les ivrognes nous amusent
nous sommes dans le siècle fâchés contre le monde
pleins de gens déshonnêtes
nous ne croyons plus à l'amour
mais celles et ceux qui y croient
nous émeuvent
nous faisons semblant d'être sages
à force d'être vraiment vieux
nous nous livrons au jeu de l'imaginaire
avec complaisance
en nous donnant le beau rôle
mais nous le savons que nous sommes faits
avec la même affaire que les rêves
et que nos petites vies finissent par accoster
dans le sommeil
sans même laisser un petit brouillard derrière
nous nous faisons théâtre pour passer le temps
au tamis pour en sentir chaque respir
le savourer l'honorer et le laisser aller
dans l'espoir de l'amour
oh à tout le moins celui de l'amitié.

▶ *Ecrivain, dramaturge (Quatre à quatre, créé en France au Festival d'Avignon en 1978 par Gabriel Garran, les Guerriers, présenté aux Francophonies de Limoges en 1987 et à Paris en 1989).*

هكذا من الأصل

PHILIP GLASS

répétitif new-yorkais

PAPE AU ROYAUME POST-MODERNE

Répétitif, minimaliste, longtemps méconnu aux Etats-Unis, mal vu par l'avant-garde européenne, Philip Glass est de surcroît coupable de rencontrer un vrai succès populaire depuis une quinzaine d'années. Pianiste et compositeur, Jean-François Zygel est de ces spécialistes qui ne reprochent pas à sa musique son apparente simplicité, qui en saluent les subtilités cachées et son incroyable vitalité. «Einstein on the Beach» est aussi un opéra à écouter.


MARC ENGUERAND

« Einstein on the Beach », intermèdes vocaux de Phil Glass.


par Jean-François Zygel

LA musique de Philip Glass est reconnaissable au bout de quelques mesures seulement. Cette musique blesse ainsi notre conscience «cultivée», soucieuse de complexité formelle déclarée. Il se passe effectivement plus de choses harmoniquement dans les dix premières mesures du prélude de *Tristan et Isolde*, de Wagner, ou des *Valses nobles et sentimentales*, de Ravel, que dans toute une pièce de Glass (encore conviendrait-il de rappeler que le premier a su bâtir le prélude de *l'Or du Rhin* tout entier sur un seul accord, et le second son célèbre *Boléro* sur un unique principe de *répétition additionnelle*).

Pas de Glass dans les conservatoires, ni dans les *programmations de musique contemporaine de Radio-France*, ni au Centre de documentation de la SACEM, ni dans aucune des officines ministérielles en charge de la création, ni même – un comble pour un établissement se déclarant «populaire»! – à l'Opéra Bastille.

Primaire, commerciale, abêtissante, voire dangereuse selon certains, l'œuvre de Phil Glass commet de surcroît le crime impardonnable de rencontrer depuis une quinzaine d'années un incontestable succès populaire. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Et il lui a même fallu un certain courage pour approfondir des intuitions musicales alors complètement rejetées par les milieux autorisés (*«Le soutien de fondations était hors de question et les compositeurs établis pensaient que j'étais fou...»*, raconta le musicien au cours d'une récente interview). Glass n'arrivait à faire exécuter ses œuvres que dans des lieux confidentiels (*«Les gens grimpaient six étages pour assister à un concert. Nous avions de la chance si vingt-cinq personnes venaient, et encore plus si la moitié d'entre elles restaient pendant tout le concert!»*). Et il fut contraint, pour gagner sa vie, de se faire tour à tour plombier, charpentier, déménageur, chauffeur de taxi, et même assistant du sculpteur Richard Serra. Enfin, on associe facilement cette musique, sans crainte des clichés les plus ordinaires, à une idéologie planante de type baba-cool (ou, plus près de nous, «new age») que récuse absolument le compositeur new-yorkais.

D'ailleurs, connaît-on vraiment en France la musique de Philip Glass, en dehors de sa production des *années 1979-1983*? Ni le *Concerto pour violon* de 1986, ni les opéras de chambre *la Chute de la maison Usher* (1987) ou *The Juniper Tree* (1984), d'après Poe pour le premier et les frères Grimm pour le second, ni la pièce symphonique *the Light* (1987), ni l'opéra en trois actes *the Making of the Representative for Planet 8* (1985), ni même le plus ancien *Madrigal* pour six voix, violon et alto n'ont pour l'instant été créés en France, ni fait l'objet d'une commercialisation discographique. Plusieurs écoutes successives sont, de plus, souvent nécessaires pour goûter les subtils agencements des mosaïques rythmiques et formelles qui composent l'univers sonore du compositeur américain. Car si la musique atonale se caractérise trop souvent, sous l'apparente complexité du projet et de l'écriture, par une pauvreté consternante du résultat sensible, la nouvelle musique américaine, sous son apparente simplicité, laisse souvent apparaître à l'auditeur attentif de délicats «trompe-l'oreille» et des finesses de plume insoupçonnées au premier abord.

C'est que Phil Glass est loin d'être un naïf. Elève de Darius Milhaud et de Vincent Persichetti aux Etats-Unis, de Nadia Boulanger en France, la rencontre de la musique indienne (et notamment du compositeur et sitariste Ravi Shankar, avec lequel il cosignera par la suite un cycle d'œuvres intitulé *Passages*) et d'iconoclastes Américains comme Partch, Cowell ou Thomson va l'amener à rejeter aussi bien le dogme sériel (après un laborieux *Trio à cordes* dodécaphonique écrit pendant ses études à l'université de Chicago) que l'héritage néo-classique. Il pratiquera alors rapidement l'hypertonalité consonante – mais non fonctionnelle – qui caractérise, bon gré mal gré, le plus clair de la nouvelle musique.

De Bach, qu'il a scrupuleusement étudié avec Nadia Boulanger, Phil Glass retient le monothématisme, le mouvement rythmique continu (le silence lui semble inconnu) et la chaconne, promue ici paradigme du principe de répétition additive chère à l'auteur de *Music with Changing Parts*. Des musiques populaires du monde entier (Philip Glass est quasiment l'inventeur du concept de *world music*), il garde les échelles défectives, la stabilité harmonique, l'absence de modulations et les structures cycliques de la musique indienne (*«Pour moi, la musique mondiale est fondée sur la répétition. Il n'y a finalement qu'en Occident que l'on utilise d'autres structures»*).

C'est toute une génération de musiciens américains nés autour de *1935* (l'année de naissance de Terry Riley et de LaMonte Young, Steve Reich et Phil Glass étant nés respectivement en 1936 et en 1937) qui va découvrir dans l'idée du minimalisme un principe fascinant : faire écouter beaucoup dans peu de choses en jouant sur l'effet grossissant de ce véritable microscope qu'est la répétition périodique. La musique de Glass se présente alors comme une surface lisse, fluide, objective et transparente, soucieuse avant tout de logique formelle et de pureté esthétique. La voix même est utilisée de façon exclusivement instrumentale, les chanteurs devant simplement solfier les notes qui se présentent à eux. (Ce procédé, particulièrement remarquable dans *Music in Twelve Parts*, trouvera son apogée, avec une ironie souvent savoureuse, dans *Einstein on the Beach*.)

Another Look at Harmony («un autre regard sur l'harmonie») marque avec bonheur, en 1975, la fin d'expérimentations dont le systématisme, pour efficace qu'il était (il s'agissait alors principalement de mettre au jour un certain nombre de mécanismes formels), n'en rendait pas moins particulièrement austères, presque «didactiques», les premières œuvres de Glass. Mais c'est surtout sa collaboration avec Robert Wilson pour *Einstein on the Beach* qui amènera Glass à une ouverture, une fraîcheur, une fantaisie, un humour nouveaux chez lui. Un travail plus différencié sur la couleur, sur les ruptures de tempo et sur l'opposition de motifs contrastés donne alors un nouveau visage à sa production, particulièrement sensible dans les œuvres écrites entre 1977 et 1983 *(North Star, Dance, the Photographer, Akhnaten...)*.

Plus heureux lorsqu'il compose pour son propre groupe de musiciens, dont l'étonnant mélange instrumental et vocal, composé principalement de bois, de claviers et de voix, est rapidement devenu un «standard» de la musique new-yorkaise d'aujourd'hui, Phil Glass n'en dédaigne pas pour autant l'orchestre symphonique traditionnel, notamment mis à contribution dans ses opéras biographiques *Satyagraha* et *Akhnaten*, mais toujours utilisé de manière très idiomatique (*«Il ne m'est jamais venu à l'esprit d'essayer d'utiliser un son orchestral traditionnel. Je veux conserver ma sonorité. Je me concentre ainsi sur des timbres mélangés – comme si l'orchestre était un orgue»*).

Phil Glass a d'ores et déjà marqué notre fin de siècle musical de façon indélébile. Rarement un compositeur aura été autant imité, particulièrement dans le domaine des musiques commerciales, de film ou de variété, mais aussi, avec plus de subtilité il est vrai, par nombre de compositeurs «savants» de la jeune génération tonale, pour lesquels Phil Glass joue à peu près le rôle d'un Caccini inventant au tout début du XVIIe siècle pour ses amis de la *Camerata fiorentina*, avec les *Nuove Musiche* (une prémonition...), un style mélodico-harmonique d'une grande simplicité d'emploi, en complète opposition avec la science contrapuntique alors en vigueur. Et il n'est pas jusqu'à Ligeti qui ne reconnaisse la dette qu'il a contractée envers Glass lors de son séjour à New-York dans les années 60...

Porte d'accès limitée certes, mais impérieusement nécessaire à la nouvelle musique d'aujourd'hui, la musique de Phil Glass reste un seuil à franchir avec entrain et jubilation, sans se retourner peut-être, mais *en gardant toujours en mémoire qu'il a su réveiller*, en compagnie de Steve Reich, une création contemporaine moribonde, et inventer un vocabulaire dont la force et l'évidence assurent pour longtemps encore sa descendance.

هكذا من الأصل

MUSIQUE

ROGER WOODWARD
interprète Xenakis

UN AUSTRALIEN A L'ASSAUT DU GRAND ART

Woodward est artiste complet, compositeur, chef d'orchestre, humoriste et perfectionniste à égalité. Né à Sydney en 1941, il a longtemps étudié en Pologne, a croisé par professeur interposé la glorieuse lignée pianistique de Rachmaninov, a aimé fréquenter Frank Zappa, Cecil Taylor, au même titre que Chopin et Beethoven. Il s'est lancé dans tant d'aventures musicales insolites qu'on n'est pas surpris de le retrouver tout un concert (le 30 novembre, au Théâtre du Rond-Point) au service de Yannis Xenakis. Il y sera chef, soliste.


JEAN-PIERRE LELOIR

« Votre image est celle d'un franc-tireur, voire d'un marginal...

– Pour interpréter de grandes œuvres d'art avec sincérité, il faut se distinguer des exercices banals qui occupent le marché musical, de ses futilités et du temps perdu. Pour se pénétrer de l'âme du « grand art », il faut couper tout lien avec le monde commercial afin de garder du temps, ce temps si nécessaire pour toute élaboration artistique sérieuse. La question de savoir si mon choix a été sage ou s'il a apporté du succès est, pour moi, sans importance. Le plus important est de savoir que les grands compositeurs de notre époque sont satisfaits des résultats de mes efforts et que, avec mes collègues, *les standards les plus élevés de technique et d'interprétation sont maintenus.*

– Vous jouez de la musique contemporaine. Est-ce par militantisme, par plaisir, par goût de la complexité... ?

– Le choix d'interpréter la musique contemporaine procède de ces trois approches en effet. Bien qu'il n'y ait aucun parti pris chez moi pour la complexité en tant que telle. Le grand art vient du plus profond de nos âmes et des cieux, sous forme d'inspiration vivante avec sa qualité unique, magique, onirique. Le grand art est sauvage et pur ; il fait partie de la nature et de la création universelle ; il est essentiellement simple. Il n'est aucunement complexe, pas plus que n'est complexe l'acte d'interpréter son intelligence divine.

» J'ai présenté récemment un programme de « musique contemporaine » composé d'œuvres pianistiques de trois siècles différents. Il n'y avait rien là de complexe, ni dans les musiques du vingtième siècle, ni dans celles des deux autres siècles. Elles étaient toutes neuves, elles constituaient des organismes vivants ; il m'a fallu les préparer toutes avec le même dévouement et la même attention, en travaillant jusqu'à ce que les sons viennent du fond de moi-même, jusqu'à ce qu'ils fassent partie de mon for intérieur. Pouvoir partager de grandes œuvres d'art avec le public est un des grands plaisirs de la vie.

– Comment êtes-vous venu à Xenakis, vous qui aviez enregistré Scriabine ?

– Il y a des compositeurs qui ont une vision, qui osent courir des risques, qui sont en avance sur leur époque ; il y en a d'autres dont l'écriture est éclectique, qui s'attachent à faire plaisir à leurs managers et à un public bien spécifique qui, lui, demande un son immédiatement accessible. Il existe une troisième catégorie de compositeurs qui acceptent de conjuguer leur talent *naturel et leur prédilection pour les risques*, avec une acceptation de toutes sortes d'influences corruptrices. Pour une quatrième catégorie d'artistes, l'art est sacro-saint, si bien qu'il leur est impossible d'en partager la *beauté avec le reste du monde ; ils habitent une tour* d'ivoire, coupés de la réalité et privés des expériences enrichissantes apportées par le contact avec autrui.

» Dans toute cette gamme d'individus, j'ai tendance à préférer ceux de la première catégorie ; leur travail englobe différentes époques de style musical et diverses dimensions temporelles, et cela d'une manière que ne sauraient jamais atteindre les autres. Je compte parmi eux des rêveurs tels que Satie, Scriabine, Webern ou Cage, mais aussi, sur un autre registre, Xenakis, Bach, Debussy. Parfois, j'ai l'impression que si l'on veut saisir l'essence de l'art, son sens, il faut éviter toute perspective fixe. Des pensées merveilleuses, comme les grandes œuvres d'art, ne sont pas des meubles à placer dans la pièce parfaitement ordonnée de notre cerveau, selon un schéma convenu, afin d'être perçus ou même utilisés selon un ordre conforme aux habitudes. Le grand art déclenche quelque chose à l'intérieur de nous, hors de notre portée, quelque chose de spécial, de divin, qui échappe à toute tentative de rationalisation. Cette énergie magique, cette force mystique d'inspiration, crée quelque chose au plus profond de ma sensibilité, quelque chose que je recherche. C'est cette exploration, cette *ambition, à ce moment de ma vie, qui peut expliquer* pourquoi je choisis les œuvres de certains compositeurs.

» A vrai dire, cette question est trop difficile ; je ne peux y répondre ; tout ce que je peux dire, c'est que j'aime diverses expressions musicales pour diverses raisons et que je peux être attiré par une certaine expression musicale à un moment donné pour des raisons peu explicites et totalement inattendues, dont certaines échappent partiellement à ma compréhension ou même à mes tentatives de rationalisation. Curieusement, pour le musicien qui interprète, les différents publics à travers le monde ont tous face à elles des réactions équivalentes. *Tous. Bien qu'ils puissent donner l'impression de* changer d'un pays à l'autre. Lorsque l'avalanche tombe, elle ne tient pas compte des différences culturelles – langue, croyance, couleur ou autres traits particuliers ; tout est balayé *inéluctablement* par de tels phénomènes naturels.

– Votre vision de la vie musicale australienne ? La place que vous y occupez ?

– Avec mon épouse – Trish Ludgate, administratrice artistique, *Musica Viva*, Australie – et un certain nombre d'artistes et d'amis, nous organisons un festival de *nouvelle musique* à Sydney au printemps (octobre). Les enregistrements sur CD faits lors du festival sont édités par la société néerlandaise Etcetera ; la radio australienne (ABC) assure la diffusion des concerts en Australie. Je suis directeur artistique et je conçois le répertoire en fonction d'un ensemble de jeunes musiciens australiens qui, en 1988, se sont constitués en orchestre de chambre sous le nom de Alpha Centauri Ensemble (la constellation du même nom est visible dans le ciel de l'hémisphère sud). Sur la vie musicale en Australie, je connais peu de choses.

– Le monde de la musique nécessite-t-il à vos yeux des réformes urgentes ?

– Le monde de la musique serait différent si les artistes occupaient de nouveau les postes de responsabilité : ces postes sont actuellement sous la domination de bureaucrates quasiment ou totalement ignares en musique. Nombre de ces fonctionnaires sont corrompus et incultes. La manipulation politique des artistes c'est le nouveau goulag.

» Si les agences internationales dans les pays anglo-saxons nommaient des artistes de qualité aux postes importants, leur vision et leurs décisions en seraient *améliorées. Le système actuel privilégie celui des « vieux* potes ». Le phénomène est manifeste au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Australie ou dans d'autres pays anglophones tels que le Canada ou la Nouvelle-Zélande. *La qualité des interprétations musicales étant* dans ces pays moins intéressante que ce que l'on entend en Europe centrale, il est urgent que les choses changent là, c'est une priorité.

» Le pouvoir artistique détenu par des fonctionnaires ignorants tue beaucoup de talents ; surtout en Australie où les meilleurs artistes s'expatrient. Nombre de jeunes créateurs quittent leur pays alors que le public est de plus en plus demandeur. Le manque de tolérance à l'égard de la création en Australie ainsi qu'une longue histoire bien enracinée de méfiance envers les artistes nationaux ont contribué à la ruine de nos plus grands talents. Cela aussi devrait changer. Aucun budget sérieux n'est alloué chez nous pour engager les meilleurs chefs d'orchestre internationaux. Aucun orchestre australien n'a joué sous la direction d'Abbado, Muti, Kleiber, Mehta, Maazel, Boulez ou Masur. Prenons les deux plus grands chefs australiens. Le premier, Georg Tintner, ne travaille jamais en Australie. L'autre, Charles Mackerras, n'y travaille que rarement.

– Qu'avez-vous appris et que voudriez-vous apprendre du jazz et du rock des autres genres musicaux en général ?

– J'ai beaucoup appris de *Bohor* de Xenakis, ainsi que des grands spectacles et des œuvres électroniques. J'adore la peinture « urbaine » australienne, les films australiens, le vin australien et la beauté physique du pays, surtout dans le Nord. J'adore le hip hop, le free jazz ; j'adore Bruckner dirigé par Georg Tintner, un grand génie ; j'adore tout ce que fait Abbado ; j'adore Sviatoslav Richter. *J'adore tout ce qui est habité par* une âme libre, tout ce qui est sauvage et pur... dont, bien sûr, la musique de Xenakis. »

Propos recueillis par
ANNE REY

Heiner Goebbels, entre jazz et théâtre

Lui est un autre

Si l'éclectisme peut définir une esthétique ou un style, Heiner Goebbels est un esthète, un styliste, l'archange du mélange généralisé. Furieusement branché, évidemment. Et utile, par ses naïvetés comme par sa vitalité. Références littéraires distinguées, en prime. La France découvrira, ou presque, l'univers chamboulé du jeune Allemand, lors d'un concert au Théâtre du Rond-Point.

MUSSOLINI eut un fils, Romano, qui se fit pianiste de jazz. Ce doit être lassant pour Heiner Goebbels, *qui n'est pas le* fils de l'autre, de supporter la question de son nom. Peut-être pas aussi lassant, au fond, que de devoir endurer les propos qu'on lui prête à tout bout de champ. A ce degré, il doit exister des manuels de clichés à la mode, mais où ?

Allons-y : Heiner Goebbels serait un précurseur de la transgression des frontières musicales ; il fit un temps confiance à la force inventive de l'instant, il conçoit maintenant *« le jazz comme un potentiel d'énergie, et pas tellement comme un élément structurant »* (bien sûr, bien sûr), et il en est convaincu : *« Plus la musique est achevée, moins l'imagination a de chance. »* Dans le même style, on pourrait ajouter : plus on est grand, moins on est petit, et *« si t'as quelque chose besoin, tu peux toujours vas-y »* – inscription sur les murs du Riverbop, au milieu des années 70, on y reviendra.

Heiner Goebbels mérite mieux. Il n'est ni le premier ni le dernier, ni l'alpha ni l'oméga de la marine, mais il compte. Il a sa place. Ce qui est nettement plus important : il navigue à vue entre improvisation de masse, jazz à la masse, rock poisseux, funk métallique, ballet, mais pas exactement *le Lac des cygnes*, cinéma (oui, on n'a pas d'autre mot pour ça : on appelle ça cinéma aussi), théâtre (même observation) et performances. On pourrait résumer en disant « musique contemporaine », s'il n'y avait au fond l'âme, l'image du jazz – son imaginaire, pour aller vite, ses allusions, ses alluvions et des éclats de free – et si, tout bien pesé, les flonflons baveux pour patinage artistique n'étaient pas de la musique contemporaine aussi : contemporaine de Philippe de Villiers en particulier.

Loin d'être précurseur, unique et aussi hautain dans son splendide isolement d'un Chateau*briand qui aurait inventé l'harmonica* à Saint-Malo, Heiner Goebbels serait plutôt plusieurs. C'est-à-dire qu'il invente au milieu des années 70 le fil à couper le beurre dont on *retrouve la trace dans pas mal de civilisations* antérieures : le Liberation Music Orchestra à New-York, Komintern ou Marteau rouge en France, Berrocal à Sens, Alexander von Schlippenbach là-bas, François Tusques dans les usines, l'AACM à Chicago, l'AJA à Annecy, FMP à Berlin, Rava à Turin, Thollot partout, Chris McGregor ou Dollar Brand en exil, etc... Pour faire bonne mesure, on peut songer aussi aux limitrophes, le New Phonic Art, Kagel, Portal Unit et quelques autres.

Chez Heiner Goebbels, ça donne un groupe de souffleurs gauchistes – *mais oui*, inutile de se voiler la face – Sogenanntes Linksradikale Blasorchester, et la déclinaison exhaustive, comme une scénographie de Sade, Kama-Soutra de l'époque : duo avec Alfred Harth, rock sursaturé en petites formations (Cassiber ou Duck and Cover), chocs en douceur (Don Cherry pour *l'Homme de l'ascenseur*), illustrations sonores des textes de Heiner Müller (nous y voici !), saynètes pour radio expérimentale et toujours des communicants de pacotille pour lui faire dire : *« Je ne pense plus en catégorie de progrès, l'important pour moi, c'est d'être toujours en quête. »* (Ciel !)

L'œuvre toujours plus sanglante, plus diverse, plus contradictoire... La création de *Newtons Casino* à Francfort, le ballet *Red Run* (Amanda Miller), *la Jalousie* de Robbe-Grillet au Deutsche Jazz Festival, *Befreiung* (« Libération ») avec l'ensemble Modern, on voit bien que tout cela ne va pas exactement chercher du côté de Berlusconi, de Jean-Michel Jarre ou des machines de guerre pour invasion musicale interplanétaire.

C'est simple, violent, gai, communicatif et accélérateur, ça donne, oui, à penser, toujours en prise sur l'action des autres, leurs gestes ou leurs mots, leurs corps ou leurs ombres, c'est anxieux, allègre, mode, fouillis. Drôle de célébration par exemple de la Révolution française, la première, celle de 1789. On attend Goebbels au tournant des autres, pain sur la planche, 1830, 1848, la Commune, Octobre, Mai... C'est une aventure excitante, passée à l'as, on est heureux qu'elle existe, que des fous bien posés comme Goebbels fassent de la musique, fassent cette musique-là, en fassent de cette façon. Musique du côté de la vie, vivante, vitale. *Surtout vitale.*

FRANCIS MARMANDE



EMMANUEL NUNES
Rétrospective

COMPOSER DES ÊTRES VIVANTS

On dit de lui qu'il est l'héritier de Boulez et de Stockhausen. On pourrait aussi bien l'inscrire dans une famille plus large, qui comprendrait Mahler, Bach et Varèse. Mais toutes ces parentés n'élucident pas la personnalité d'Emmanuel Nunes, le singulier mélange dans sa musique de sensualité et de spiritualité, l'acuité d'une pensée analytique toujours ouverte au sentiment tragique. En huit œuvres et trois créations françaises, Paris honore ce Portugais de quarante-neuf ans, l'un des phares de notre fin de siècle. Interview en contrepoint.

GUY VIVIEN

par Costin Cazaban

CE n'est peut-être pas un hasard si Emmanuel Nunes a bâti l'une de ses œuvres sur des allusions (voilées) au deuxième mouvement du *Quintette à cordes* de Schubert, l'une des pages les plus intensément mystiques de la musique classique. Comme celle de cet illustre modèle, la musique de Nunes est une musique de l'attente.

TEMPS

« Je compare souvent le travail de composition avec l'analyse que Stanislavski a faite du travail de l'acteur : il disait que le temps de la déclamation ne peut être le temps chronologique. Certains mots donnent l'illusion que la durée se dilate, alors que plusieurs phrases peuvent passer en un éclair.

» En musique non plus, le temps de l'exécution n'est pas rétrogradable, l'auditeur est pris dans un flux d'événements sonores contre lequel il ne peut rien. Ses seuls aller et retour possibles sont ceux de sa mémoire. Pourtant, le temps de la composition n'est pas chronologique non plus. Je peux consacrer trois journées entières à l'écriture de trois mesures, qui seront exécutées en six secondes au moment du concert. Ou je peux consacrer six secondes à la composition d'une page entière. La musique, si on prend son processus dans sa totalité, est donc la confrontation de plusieurs temporalités. On peut décider de ne pas s'en préoccuper. On peut aussi – c'est mon cas – tenter de dominer cette disparité entre temps réel de la composition, développement réel de l'œuvre dans la durée du concert, et temps éclaté en tous sens dans la perception qu'en a l'auditeur. Mais comment faire affleurer tous ces temps, cachés derrière l'œuvre ? La maîtrise du moment par rapport au tout est une utopie. Mais nous vivons tous d'utopies aussi réelles que possible.

Ce Portugais né en 1941 à Lisbonne, qui vit en Allemagne et reste fidèle à l'IRCAM, à Paris, possède en effet un sentiment très personnel du temps. Dans une tension harmonique et un débit mélodique infailliblement soutenus, il donne ainsi le sentiment d'écrire un chant à nul autre pareil. Un chant de l'Etre avant l'incarnation, de l'Etre préalable à ses manifestations. Cette intensité calme, cette dialectique secrète entre des forces toutes intérieures et personnelles, définissent un compositeur en quête d'intemporalité dans notre monde pressé. Intemporalité dont il s'approche précisément par un contrôle très rigoureux du passé – comme, par exemple, dans *Ruf*, créé à Royan en 1977, un dialogue subtil avec le finale du *Chant de la Terre* de Mahler.

Nunes se reconnaît volontiers comme maîtres Pierre Boulez et Karlheinz Stockhausen. Du premier, il a étudié seul le traité intitulé *Penser la musique, aujourd'hui*, imaginant des exercices d'écriture appliqués aux principes bouléziens. De Stockhausen, Nunes a suivi les cours à Cologne et il s'est passionné au premier chef pour son approche de la forme ouverte, *« forme à réversibilité multiple »*, s'intéressant notamment à la manière dont cette forme peut être vécue comme telle, dans le temps unidirectionnel de l'écoute. En vrai Méditerranéen, qui pense d'abord en termes de « mélodie » (dans une acception certes remaniée du terme, comme déploiement horizontal se cherchant dans ses propres volutes), Nunes a eu à intégrer l'expérience du postsérialisme, du positivisme propre à l'esprit de Darmstadt (1). Ainsi a-t-il contribué fortement à la constitution d'une nouvelle esthétique. Pour toute une génération – celle des quarante-cinq-cinquante-cinq ans – qui ne croit plus à l'immanence du dogme, sans pour autant succomber aux charmes de l'empirisme et de la nostalgie.

ORGANISME

» Je n'essaie jamais de réaliser une forme musicale. J'essaie plutôt de créer un organisme. Son existence peut être très longue ou très courte, il peut mourir irrémédiablement ou ressusciter tout à coup, ce n'est pas mon problème. J'essaie de le faire vivre comme un être vivant, animal, plante ou cristal.

» De même, je ne vois guère de différence essentielle entre mes œuvres qui s'appuient sur des textes et celles qui ne le font pas. Les différences proviennent des stratégies que j'emploie à chaque fois et qui changent à peu près radicalement d'une pièce à l'autre. Il y a dans Machina Mundi *quelques moments d'écriture instrumentale déjà repérables dans mon* Duo pour piano et clarinette. *Mais il y a également des moments d'écriture chorale qui n'existent et qui n'existeront que là. Mon rapport au texte est éminemment complexe, à la fois systématique et arbitraire. Prenez l'exemple des madrigaux du seizième siècle. Toute allusion à la guerre est à cette époque traditionnellement illustrée par un rythme pointé. Mais on pouvait trouver ce même rythme pointé dans des madrigaux amoureux. La logique signalétique – système ou repères dont on ne peut pas se passer quand on met en présence poésie et musique – interfère donc avec une autre logique : l'organicité de l'œuvre elle-même, sa poussée intrinsèque. En fait, la composition se construit simultanément à une infinité de niveaux. On a l'habitude de désigner une œuvre comme* Minnesang *par l'expression « poèmes mis en musique ». Je parlerais plus volontiers de « musique mise en poèmes ».*

Mélodiste généreux, Nunes a une sensibilité ascétique sur le terrain du contrepoint. C'est chez lui une autre contradiction fertile. Voilà, en outre, un musicien qui ne laisse guère sa pensée baguenauder lorsqu'il crée, qui s'observe et s'analyse de près et qui, en outre, garde sa lucidité envers l'image musicale induite par les moyens qu'il met en œuvre (une méditation mobilisant de grands effectifs choraux et instrumentaux comme *Machina Mundi*, que l'on découvrira cet automne, sera d'abord ressentie par le public comme une grande cantate à l'ancienne : rien ne peut s'y opposer et Nunes le sait).

Le filiforme Portugais enfin aime jouer d'aventure avec son reflet, et récapituler, comme dans *Quodlibet* (créé salle Wagram fin novembre) toutes les étapes de son évolution créatrice. L'œuvre, symboliquement, est destinée à se déployer sur plusieurs étages dans l'espace de la salle. Et c'est là encore un symptôme qui ne trompe pas de l'état d'esprit « Darmstadt après Darmstadt ». Le style n'est pas la donnée inéluctable. On voit s'inscrire au crédit d'une création que le choix y soit conséquent, et clairement appréciable, entre la complexité musicale et la complexité acoustique. Compositeur de la luxuriance et de la gesticulation plane (d'une vie à fleur de terre, pourrait-on dire), Emmanuel Nunes est aussi, du point de vue de l'harmonie, un réducteur sévère. Son matériau – dense – laisse entendre en négatif tout ce qui en a été ôté, refusé, rejeté, impitoyablement éliminé. Comment s'étonner que ce qui reste ait à ce point la puissance de l'évidence ? Encore qu'il faille une certaine durée pour que ces limitations assumées prennent toute leur force.

MOTS

» Les mots, ça vaut ce que ça vaut. Quand je dis contrepoint, je n'associe pas ce mot aux règles de fabrication du dix-huitième siècle. Pensez à la différence faite par Boulez entre polyphonie et hétérophonie : à ce degré de subtilité, la différence devient extrêmement personnelle. Ce n'est jamais par son vocabulaire ou par son discours théorique qu'un compositeur prouve son originalité. C'est par son œuvre, et rien qu'elle. Ceci dit, je ne me suis jamais soucié de me montrer moderne, encore moins postmoderne. Musicalement, je parle comme je désire parler.

Ainsi la forme a-t-elle chez Nunes besoin de s'imbiber d'elle-même pour devenir pleinement significative et prégnante. C'est ce qui se passe dans les deux *Litanies du feu et de la mer* pour piano et, plus encore, dans *Grund* pour flûte et bande (huit trajets superposés ou entrecroisés de flûtes préenregistrées). L'architecture répétitive n'a aucun rapport avec ce qu'aurait pu en faire l'école américaine du même nom. On se perd, puis on se retrouve dans ce labyrinthe. On ressent jusqu'à l'obsession le conflit savamment ménagé entre une prolifération mélodique irrépressible, sans cesse en expansion, et le caractère quasi carcéral du lieu où cette prolifération peut s'effectuer : un *ambitus* à la fixité impitoyable. Nourrie d'elle-même, sans adjuvants anecdotiques ni événements dramatiques, cette musique donne l'impression d'une éternité que seule pourrait troubler quelque ultime apparition. Imminence/hors temps : on revient toujours aux mêmes contradictions.

Et puis d'autres œuvres d'Emmanuel Nunes, celles qui s'appuient notamment sur un texte poétique ou une pensée mystique, sont évidemment à la recherche d'un métalangage à mi-chemin du mot et du son. Cette *« langue secrète, présente sous l'aspect lexical »* à laquelle le compositeur tente de donner une réalité, entrevue chez le théosophe du dix-septième siècle Jacob Boehme (*Minnesang*) ou dans la Kabbale (*Tifereth*). Dans *Minnesang*, pour chœur *a capella*, la répétition obsessionnelle des mêmes intervalles, conjuguée à l'extrême luminosité de l'harmonie, donnent l'illusion d'un monde sonore préexistant à tout acte compositionnel, monde que le musicien révèle par décalques successifs non sans se ménager de bout en bout tout le temps de la contemplation.

JOIE

» Quand vous observez des substances organiques au microscope mais aussi les astres du système solaire, vous êtes frappé par l'exubérance qui règne partout. La jubilation est inscrite dans la nature. Et quand un interprète est grand, même s'il joue pour la millième fois une œuvre qu'il connaît par cœur, il y ajoute toute la luxuriance de sa vie intérieure. L'exubérance que l'on peut déceler dans certaines de mes œuvres, comme Grund, *n'est pas le résultat d'une volonté. Elle s'inscrit elle aussi dans la réalité même du phénomène musical. Une œuvre d'art peut-elle d'ailleurs n'être que le fruit de la pensée ? Si on le prétend, c'est qu'on a mal écouté ou que l'œuvre a été mal pensée.*

Musik der Frühe (2), avec ses rugosités varésiennes et les grands appels d'air de ses aigus suspendus au-dessus d'un grand vide, d'un puits de lumière, résonne d'un primitivisme moins extasié. Mais le discours obscur de cette œuvre péremptoire nous renvoie lui aussi à quelque chose d'innommé, aspire à être cette chose même, à lui substituer sa présence radieuse. On voit s'y constituer, dans un corps sonore, ce *« désir, mère de l'éternité »* dont parle Boehme.

(1) Haut lieu de la création contemporaine en Allemagne, où se sont croisés dans les années 50 Boulez, Stockhausen, Maderna, Nono, Cage...

(2) *Musik der Frühe* a été enregistré par l'Ensemble Inter Contemporain, dirigé par Peter Eötvös, sur un compact qui comprend également *Esquisses* par le Quatuor Arditti (Erato). Un second CD regroupe *Grund*, par le flûtiste Pierre-Yves Artaud, et *Minnesang*, par le Groupe vocal de France, direction Michel Tranchant (MFA/Adda). La rétrospective Emmanuel Nunes n'aurait pu avoir lieu sans l'aide de la Caisse des dépôts, de la SACEM et, surtout, de l'Association ORCOFI et de la Fondation Gulbenkian.

ESPACE

» Depuis pas mal d'années, je travaille à différents aspects spécifiques de la spatialisation. Dans Quodlibet, *que l'on entendra sur deux étages, salle Wagram, à Paris, alors qu'il fut créé sur cinq niveaux au Théâtre Coliseo de Lisbonne, l'effectif instrumental est calculé en fonction de l'emplacement des sources sonores : quand on entend un violon à une hauteur de cinq étages, l'impact et le timbre changent complètement. Mais c'est dans* Lichtung, *créé cet hiver dans la grande salle de Beaubourg, que j'ai réalisé pour la première fois la liaison profonde du rythme et de l'espace. Il y a des moments de la pièce où ils sont indissociables. Je n'ignore pas la précarité de ces musiques spatialisées : pour peu que le public soit mal placé, il n'y a tout simplement plus rien à écouter. Il n'existe pas encore de par le monde une seule salle qui permette une géographie variable des perspectives sonores. Nous travaillons donc le mieux que nous pouvons à des expériences inouïes, que nous dominons en théorie sans avoir les moyens pratiques de le prouver. Mais croyez-moi, grâce à la confiance que m'a faite l'IRCAM, le programme de spatialisation de* Lichtung *est parfaitement au point. Qu'on me donne la salle, je n'aurai rien à y changer. »*

هكذا من الأصل

MUSIQUE

DES MOTS ET DES SONS
d'Arnold Schoenberg à Robert Ashley

PROMENADE DANS LA MAISON DE LA VIE

«Le langage est la maison de la vie», disait Luciano Berio pour justifier que les musiciens, de tout temps, et de bien des façons, aient cohabité avec les poètes dans la chaleur du verbe. Le mariage toujours recommencé de la voix et des mots est au centre du programme musical de cet automne. Tous les genres, et surtout les plus insolites, seront représentés. L'occasion d'un retour en arrière dans l'histoire de la musique vocale de notre siècle.

TOUT pourrait commencer sous la lune, dans la tête d'un clown. Oui, quelque chose s'est déclenché dans l'histoire de la musique – de la musique vocale en tout cas – au soir du 16 octobre 1912 à Berlin. Quand Albertine Zehme, une «diseuse» de cabaret, créa le *Pierrot lunaire* de Schoenberg.

Que s'est-il alors passé ? Une série de transgressions qui allaient notamment laisser pantois Stravinsky, Varèse et Ravel. La voix passait les bornes que des siècles de musique lui avaient assignées. L'accompagnement instrumental cessait d' «accompagner» et menait avec la ligne vocale un bras de fer, une sorte de duel, une partie complémentaire, un dialogue égalitaire.

Car dans le cycle de vingt et un mélodrames que lui avait inspiré les poèmes sulfureux du poète français Albert Giraud, Arnold Schoenberg avait rompu avec tout un passé. Chanter, auparavant, passait schématiquement par trois voies : la voie communautaire avec le service religieux; la cérémonie bourgeoise de l'opéra; le rituel convivial ou salonnard de la mélodie et du lied.

Le Pierrot lunaire inaugure la voie expérimentale. L'interprète est sommé *«de ne pas chanter»* mais de parler son texte *«sans hauteurs de sons fixes»* : le Sprechgesang est né. La formation de chambre qui lui donne la réplique, cachée derrière un rideau, n'est jamais la même d'une pièce à l'autre : au décor instrumental s'est substitué un protagoniste aux timbres variés, un complice costumé de couleurs changeantes selon l'humeur.

Atmosphère de café littéraire, écriture vocale expressionniste : contexte daté, indéniablement. Pierre Boulez allait pourtant s'arrêter, face au *Pierrot*, à des singularités plus profondes et plus cachées : une contradiction remarquable entre la rigidité de l'écriture contrapuntique de la partie instrumentale, et les rapports tonaux qu'elle entretient avec la partie chantée; la brièveté, et parfois l'étonnante fugacité, des vingt et une pièces du cycle, en rapport avec l'environnement instrumental en constante métamorphose. C'est ainsi que *le Marteau sans maître*, composé plus de quarante ans plus tard par le compositeur français, allait apparaître comme le descendant direct du *Pierrot*. Même disparité de l'instrumentation de pièce à pièce; même distribution de l'ensemble en trois cycles de poèmes (successifs chez Schoenberg, enchevêtrés chez Boulez). A ceci près que l'écriture vocale, quittant le Berlin des années 10 et le style expressionniste, adopte un caractère instrumental, une sorte d'anonymat en quelque sorte, conformément à l'abstraction des années 50.

Le Marteau sans maître, rencontre du Boulez sériel et de la poésie de René Char, a constitué jusqu'à aujourd'hui l'œuvre-étiquette du compositeur. Est-elle pour autant celle où l'approche de la poésie par sa musique va le plus loin ? Certes non. Et l'on ne peut s'étonner que le plus intellectuel de nos musiciens ait choisi, pour s'en approcher au plus près, le plus musicien de nos poètes. Soit, dans *Pli selon pli*, Stéphane Mallarmé.

Lui, s'est demandé : comment, quand on est poète, ne pas se rêver musicien ? Quitter le sot bavardage de la parole pour parvenir à un *«volatil dépouillement en traits qui se correspondent»*. Une précarité sévère, une lisibilité des structures en deçà ou au-delà du sens, c'est ce que l'auteur du *Faune* enviait aux musiciens qu'il aimait (Wagner, plus que Debussy, curieusement, mais c'est une affaire de dates et de mode). Dès sa jeunesse, Mallarmé, protestant contre l'hérésie d'un art pour tous, présentait la musique comme l'art aristocratique dont il rêvait de reproduire *«le mystère»* dans le langage parlé : *«ouvrons*, écrivait-il, *à la légère Mozart, Beethoven ou Wagner, jetons sur la première page de leur œuvre un œil indifférent, nous sommes pris d'un religieux étonnement à la vue de ces processions macabres de signes sévères, chastes, inconnus. et nous refermons le missel vierge de toute pensée profanatrice.»*

L'une des propositions mallarméennes de musicalisation de l'écrit, avec ses blancs (ses silences) et sa combinatoire aléatoire (ses diverses possibilités d' «exécution» dans l'esprit du lecteur) sera la «partition» du *Coup de dé*, défini comme une *«spatialisation de la musique poétique»*. L'étape ultime sera *«le Livre architectural et prémédité»* dont il ne subsiste que quelques feuillets mais que Mallarmé voyait comme une représentation de l'univers en son entier, avec ses feuillets permutables et «polyphoniques», les rythmes différents de tous ses pliages possibles, livre à exécuter à plusieurs voix comme un motet, livre rêvé comme *«représentation avec concert»* selon les mots mêmes de l'auteur, symphonie poétique.

Extraordinaire pari que celui d'*«évoquer, dans une ombre exprès, l'objet tu par des mots allusifs, jamais directs, se réduisant à du silence égal»*. Traduisez que la poésie du poème provient de ce qui n'y est pas dit. La réponse de Boulez fut à la mesure de l'utopie mallarméenne. S'emparant, dans *Pli selon pli*, de trois poèmes hermétiques et surtout, dans *Improvisation III* (remise deux fois sur le métier, en 1981 et 1983), du plus hermétique de tous, *«A la nue accablante tu»*, le musicien ne retient du sonnet que le premier quatrain : le texte n'est plus l'objet premier, à respecter à la lettre, ni même la ligne de crête de l'œuvre chantée. La voix s'immerge dans l'ensemble censé l'accompagner, les mots cessent d'être supports d'un sens, par tout un ensemble de vocalises, de désarticulations rythmiques, d'étirement des hauteurs. Double paradoxe.

Emmanuel Nunes, dont la rétrospective devrait constituer l'événement de cette rentrée *(lire page précédente l'article de Costin Cazaban)*, a repris le problème là où Boulez l'avait laissé. *Vilsumbre* pour chœur a capella que l'on découvrera le 17 novembre, et qui poursuit dans la voie de *Minnesang*, réclame le droit *(que Mallarmé n'aurait pas désavoué)* à des *«lectures»* radicalement différentes du même quatrain (un poème en portugais de Mario de Sa Carneiro). Lecture sensible, certes. Mais aussi phonétique, mathématique, morphologique, axée sur les seules sonorités vocaliques ou uniquement sur les attaques consonantiques, pour n'aboutir qu'à la fin à l'énoncé intégral du texte préalablement décortiqué. Jeu de cache-cache uniquement cérébral, goût typiquement post-sériel pour faire compliqué là où l'on pourrait faire simple ? *«Même chez Wagner, le rapport du texte à la musique n'est pas aussi orienté vers la compréhension immédiate qu'on voudrait le faire croire*, répond Nunes. *Pour peu que la voix saute de l'extrême grave à l'extrême aigu ou s'engage sur un intervalle malaisé, les mots deviennent moins audibles. Sans parler des effets de flou provoqués par toute la gamme intermédiaire entre le parlé et le chanté. Mais pensez à tous les textes littéraires qui jouent, eux aussi, sur l'enfouissement du sens, le flou, sur différents niveaux de complexité syntaxique. Pensez à Proust. Ces jeux de clair-obscur sont dans la nature même du geste créatif.»*

Quel sens prennent *«les mots de la tribu»* dès lors qu'ils s'inscrivent, selon l'expression de Berio, sous la *«bienveillante protection»* de la musique, et peut-on même alors parler de sens ? D'où naît cette musique qu'ils ont eux-même suscitée par leur signification lexicale, mais aussi par leur sonorité phonétique ? Pensons par exemple au cycle *Libération* de Jean-Claude Eloy dont on entendra le 7 novembre deux volets : le choix de la langue s'inscrit-il dans ce cas particulier du côté du sens ? Du son ? ou d'un «tout culturel» particulièrement nébuleux, étant entendu que l'une des interprètes (japonaise) chante dans sa langue, qui n'est pas la nôtre. Désir de communiquer par toutes ces voies détournées ? Tentative de «désignifier» ?

Et Heinz Holliger, homme-orchestre suisse que l'on se réjouit de retrouver en bonne place, cette année encore, au programme automnal ? Quels réflexes compositionnels viennent déterminer ses choix stylistiques ou instrumentaux, selon qu'il compose une saynète paysanne sur une légende en dialecte haut-valaisan, confié à un récitant (*Alb-Cher*, pour chœur et instrumentistes amateurs) ou qu'il donne à un haute-contre, voix aristocratique s'il en est, un cycle de lieder sur des poèmes de Robert Walser, avec accompagnement de clarinette, de contrebasse et d'accordéon (*Beiseit*, création française le 19 octobre) ?

En attendant de découvrir l'opéra baroque revisité avec un peu de folie et beaucoup de gaîté par le Catalan Carlos Santos, on s'arrêtera encore un instant aux deux pôles les plus éloignés l'un de l'autre de cette promenade entre paroles et chant. Le pôle américain est une calotte glacée, occupée par Robert Ashley avec le *skat* synthétique et jazzé qu'on lui connaît, narration linéaire à plusieurs voix entrecroisées, sans un silence, sans un souffle d'air, sans courbe, sans articulation, sans ligne d'horizon. On ne peut s'empêcher de penser que cet enfant du Michigan apporte quelque chose d'intrinsèquement américain à l'opéra – s'il faut encore employer ce mot dans le cas d'*Improvement* (4 et 5 novembre) et d'*el Aficionado* (6 et 7 novembre). Cette absence de «blanc» entre le fond sonore et l'entrecroisement de voix flottant dans l'espace sonore évoque irrésistiblement le continuum urbain américain aux horaires d'embouteillage maximum. Même si le Michigan ressemble plutôt à la Beauce...

Enfin Berio. L'Italien. La mémoire du grand opéra et du bel canto, l'homme de la transcription, de la citation, du *«son qui devient sens»* grâce à tout un système de références, une connaissance encyclopédique du passé de la musique et des situations dramatiques. Berio, le foyer chaud de notre «maison» de musique et de sons.

A. R.


FRIEDMANN SIMON

Carles Santos, minimaliste flamboyant

De Carles Santos, Catalan de tous les étonnements, on s'étonnera d'apprendre qu'il besognait dans les années 60, à l'égal de Meredith Monk (de retour aussi cette année), dans le rôle de *performer*, versant pur et dur, côté dérive sonore et recherche vocale. On le retrouve vingt ans plus tard à la tête de fanfares, pour l'ouverture et la fermeture des Jeux olympiques de Barcelone. Et, simultanément, comme maître d'œuvre de spectacles baroques et burlesques réunissant cinquante personnes, prototypes de l'art vocal et choral minimaliste et post moderne, revisités par l'hispanité flamboyante. Dans *Tramuntana Tremens*, que l'on verra du 23 au 25 octobre à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, les chœurs, constitués de professionnels, portent des costumes extravagants, floraux, végétaux et lunaires. Carles Santos paye de sa personne, dirigeant le dos au public à l'avant-scène, pour plonger au finale la tête dans une énorme bassine d'eau. Elan rafraîchissant.

ENFANTS LÉGITIMES ET ILLÉGITIMES

Evénement impensable à l'Opéra Garnier : Merce Cunningham en création avec sa compagnie et son répertoire. Une première particulièrement émouvante trois mois seulement après la mort de John Cage, son compositeur et ami. Le chorégraphe américain serait-il devenu le grand «classique» que certains voudraient nous faire croire ? Dans le sillage de Cunningham, une affiche assez bizarrement composée comme une possible descendance : on a donc fait un peu de généalogie.

LE Festival d'automne, dès qu'il le peut, retourne à ses seules véritables amours : Merce Cunningham, encore, toujours, son œuvre, sa vie et son héritage protéiforme. Une monomanie à laquelle on adhère. Voilà donc le chorégraphe et sa compagnie programmés, cette année, et pour la première fois, à l'Opéra Garnier. Et tout le monde trouve cela normal. Il y a vingt et un ans exactement, en 1973, avec une pièce intitulée *Un jour ou deux*, Merce Cunningham, John Cage et Jasper Johns mettaient les danseurs en grève. Les musiciens ne comprenaient rien à la partition. Et le public hurlait. Il s'agissait déjà d'une commande du Festival d'automne, de Michel Guy, en accord avec Rolf Liebermann, alors directeur de l'Opéra.

A côté de Merce Cunningham, figure du «commandeur», âgé de soixante-treize ans, on trouve, à l'affiche, Douglas Dunn, Dominique Bagouet, également à l'*Opéra Garnier*, *Mathilde Monnier* et Elisabeth Petit. Ces choix ne sont pas le fruit du hasard. On a cherché le sens de cette parentèle qui unirait les uns et les autres à l'insaisissable Américain. Où il apparaît que les liens les plus directs ne sont pas forcément les plus probants.

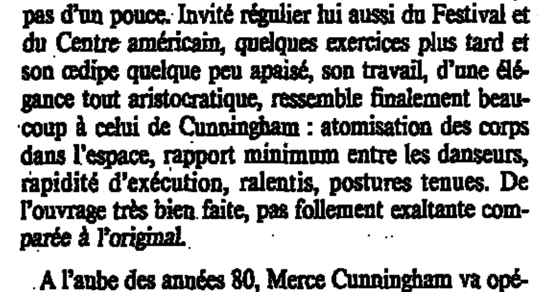
Bref rappel pour situer les comparses. Douglas Dunn a dansé chez Cunningham de 1969 à 1973 avant de fonder sa compagnie. Dominique Bagouet, qui dirige le Centre chorégraphique de Montpellier, et Mathilde Monnier, chacun à sa manière, prouvent qu'il n'est pas nécessaire d'avoir suivi en direct l'enseignement du chorégraphe pour en subir les effets. Quant à Elisabeth Petit, initiée au contemporain jusqu'en 1978, elle a préféré devenir championne de bharata-natyam, à Madras. De retour en Occident, elle est bien décidée à mélanger les genres et les musiques. Mathilde Monnier la rejoindra pour cette expérience.

Une première certitude au vu du programme : l'importance de la musique en direct, des compositions originales écrites exprès pour la chorégraphie. Une exigence qui renvoie au couple de référence *Cage/Cunningham*. *Même fauchés, ils ont toujours* gardé la ligne : créer avec des artistes vivants (faisant une exception pour Eric Satie). Le saxophoniste soprano Steve Lacy accompagne, encore une fois, Douglas Dunn and Dancers. Comme il bouge très bien, avec un sens du swing unique, il sera sur scène pour *Landing*. Louis Sclavis, également saxophoniste et clarinettiste, accompagne, comme il en a *l'habitude* depuis 1989, Mathilde Monnier. Il sera également aux côtés d'Elisabeth Petit, en même temps que des musiciens indiens. A l'instar de Steve Lacy, d'autres compositeurs de haut niveau, inventifs, hors des sentiers battus, composent pour la danse.

John Cage est mort le 12 août d'une attaque cérébrale. Il avait soixante-dix-neuf ans. Pourtant, on ne se sent pas orphelin de cet homme, qui fut, malgré leur faible différence d'âge, le père spirituel de Merce Cunningham depuis leur rencontre en 1938, à la Cornish School (Seattle). Ses théories appliquées au mouvement ont contribué à créer la danse contemporaine, creusant, à l'époque, un fossé apparemment irréversible avec la *modern dance*, telle que la pratiquait Martha Graham – chez laquelle, rapellons-le, Merce Cunningham fut soliste, réputé pour la qualité d'élévationde ses sauts.

John Cage sera présent. Cadeau posthume inattendu : il a signé le rideau de scène de la création, *Enter*. On entendra sa poétique musicale de *Beach Birds* et celle d'*Inventions*, deux pièces reprises avec *Change of Adress*, *Neighbours* et *Loosestrife*. On reconnaîtra son oreille attentive – il était devenu le conseiller musical de la compagnie – sur la partition de David Tudor, *qui a* composé la musique d'*Enter*.

Quand deux créateurs décrètent, en substance, que chaque son est musique et que tout mouvement est danse, quand ils le prouvent avec éclat face à l'*establishment*, la leçon fait école. Les postmodernes, soit les chorégraphes incarnant *l'après-Cunningham* aux Etats-Unis, veulent pousser le bouchon plus loin, contestant le maître, lui reprochant de s'être arrêté en chemin. *Douglas* Dunn quitte Cunningham pour rejoindre les «radicaux» : il met au point un solo de quatre heures, nommé *101*, pendant lequel il ne bouge pas d'un pouce. Invité régulier lui aussi du Festival et du Centre américain, quelques exercices plus tard et son œdipe quelque peu apaisé, son travail, d'une élégance tout aristocratique, ressemble finalement beaucoup à celui de Cunningham : atomisation des corps dans l'espace, rapport minimum entre les danseurs, rapidité d'exécution, ralentis, postures tenues. De l'ouvrage très bien faite, pas follement exaltante com*parée à l'original*.



A l'aube des années 80, Merce Cunningham va opérer une deuxième *révolution. En douceur*, cette fois-ci. Il prend les postmodernes, et les autres, de vitesse et à contre-pied. Il annonce son désir de travailler autour du concept de «virtuosité», se rappelant avec jubilation les cours de classique balanchinien qu'il prenait à l'école de l'American Ballet. On sait qu'il était très doué, sensible à la rapidité d'exécution des mouvements. Le corps a une mémoire : celle acquise pendant la jeunesse aime à resurgir quand la vieillesse arrive.

Ainsi reprend-il l'initiative, et oblige-t-il ses émuleset ses détracteurs à se resituer. C'est lui à nouveau quimène le jeu, inventant une danse d'une complexité jouissive, avec des sauts et des arabesques d'un classicisme rarement égalé. Les purs et durs parlent de trahison. Sans rire. Ce virage aura des répercussions multiples : les clones disparaissent car l'imitation devient trop ardue. Ceux qui s'opposaient à lui – souvent issus de sa compagnie ou ayant suivi les cours de son école – profitent des circonstances pour se délier de leurs serments corporels minimalistes. Ils ont épuisé la fascination du vide.

Pas de pointes chez Cunningham, il ne faudrait pas exagérer. En revanche, l'intelligente Karole Armitage, une «ex» de la compagnie, qui a également dansé chez Balanchine, *pense que le moment* est venu de remettre ses pointes. Et William Forsythe a déjà compris que mieux vaut aller en Europe pour réussir ce rétablissement quasi historique.

Une deuxième fois – en moins d'un demi-siècle, le chorégraphe relance les enjeux – il affirme ainsi que l'on doit toujours compter sur sa vigueur, sa capacité à changer – à un moment où l'expressionnisme allemand, en Europe, remettait sérieusement son hégémonie en cause. C'est, en effet, vers plus de théâtralité, plus de costumes que les postmodernes vont se tourner. Le travail récent de Douglas Dunn en témoigne, si l'on en croit les critiques de la presse américaine. Burt Spree, du *Village Voice*, parle même d'influence butoh.

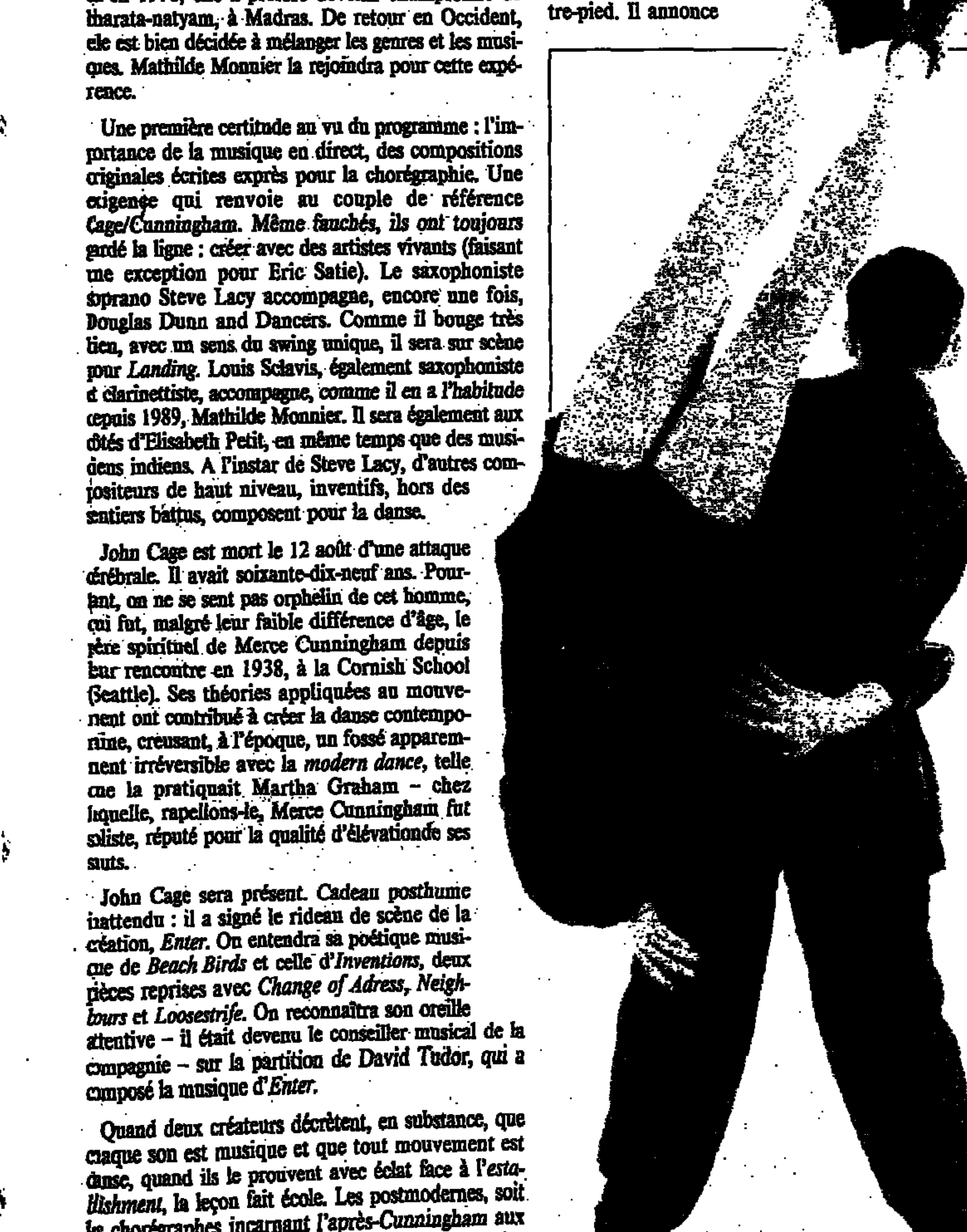
Qu'en est-il des Français ? Mathilde Monnier a été formée par Viola Farber – l'une des plus célèbres interprètes du Cunningham des temps héroïques (1953-1965), – qui a dirigé un moment le Centre national de danse contemporaine d'Angers. Une disciple très orthodoxe, un excellent professeur, de l'avis de tous ses élèves. A ses débuts chorégraphiques, qu'elle signe avec Jean-François Duroure, Mathilde Monnier semble se soucier de Cunningham comme d'*une guigne : courses, costumes délirants, théâtre, on* parierait plutôt pour l'influence de Pina Bausch. Ce qui ne se démentira pas quand elle fera cavalier seul. Son univers se rapproche de celui d'un François Verret, chez lequel elle a commencé sa carrière de danseuse. On retrouve pourtant la manière de Cunningham dans certains mouvements d'ensemble. Ou quand Mathilde Monnier danse en solo avec un musicien en scène, que ce soit *Récitatif* avec Joëlle Léandre ou *Chinoiseries* avec Louis Sclavis. Au dernier Festival d'Avignon, elle composait un duo pour elle et Viola Farber. Les années 70 n'en finissent pas de mourir.

Elisabeth Petit, qui comme tout le monde a fait le pèlerinage à New-York à la fin des années 70, en est repartie avec une certitude : le refus de la danse occidentale. Elle n'a pas été happée par la frénésie chorégraphique des lofts, *ni par l'invention des avant-*gardes. Elle se montre davantage sensible aux idées philosophiques hindoues, qui poussent comme des champignons. Elle part pour Madras, où elle devient une danseuse reconnue. La mort récente de son maître, Shri V.S. Muthuswamy Pillai, décide de son retour en France. Elle entend faire cohabiter gestuelle et musique indiennes avec celles de notre modernité. Elle n'a pas choisi par hasard de travailler avec Mathilde Monnier, qui pour stimuler son imagination part cette année se confronter aux danseurs africains. Assistera-t-on à un véritable métissage chorégraphique ? Réponse au Festival de Lille, commanditaire d'Elisabeth Petit, puis au Festival d'automne.

Et Dominique Bagouet, que vient-il faire dans cette affiche ? Formé principalement au classique chez Rosella Hightower, à Cannes, il est bien le seul à ne pas fréquenter les cours de l'école Cunningham quand, à son tour, il se rend à New-York. Pourtant, c'est probablement son œuvre qui est la plus redevable, *en France, au chorégraphe américain, et pas seu*lement pour sa longue collaboration avec le compositeur Gilles Grand. Sa rigueur janséniste structure son goût du baroque et du théâtre. L'esprit libre de Dominique Bagouet s'est trouvé connecté sur les mêmes longueurs d'onde que Cunningham. Il est certainement l'enfant, non reconnu, mais le plus légitime de la famille Cunningham.

Bagouet, très à l'aise avec la musique, apporte à l'Opéra Garnier le ballet créé pour l'ouverture du Corum de Montpellier : *So schnell*, sur la cantate BWV 26 de Bach. Sa compagnie dansera aussi *A Story as a Falling*, jolie pièce composée par Trisha Brown *pour sa compagnie cet été à Montpellier-Danse.* Apporter une œuvre dont on n'est pas l'auteur quand on présente sa troupe pour la première fois à Garnier témoigne d'une grande élégance.

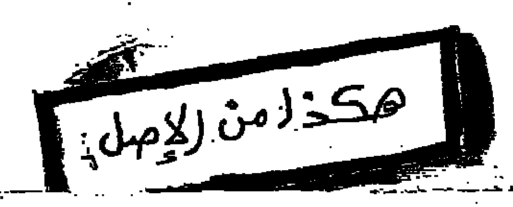
DOMINIQUE FRÉTARD



D.R.

Les anges pervers franchissent les Pyrénées

Evitez d'évoquer les castagnettes et les mantilles *quand vous* parlez avec eux de danse, et tout ira bien. Pour les experts ibériques, Ramon Oller, de la compagnie Metros, et Monica Runde et Pedro Berdayés, de la compagnie 10 Y 10 *Danza, figurent parmi* les plus intéressants. Pas espagnoles pour rien, les deux troupes arrivent au Centre Georges-Pompidou avec des histoires pleines d'anges. Pas vraiment les angelots ravis du peintre *Francisco de Zurbaran*, mais ceux tristes et désenchantés de cette fin de siècle. Le Catalan Ramon Oller signe *Aqui no hi ha cap Angel*, et les deux Madrilènes quatre pièces, paraît-il très dansantes : *Actos impuros* et *C33 and Others Tales*, où un faune et un androgyne décident de consoler l'ange, *Hoy* et *Meeting Point* terminant le programme.



KENNETH ANGER
réalisateur indépendant

LE RIDEAU S'OUVRE AILLEURS

KENNETH ANGER a sans doute réalisé moins de cinq heures de film dans sa vie, il est pourtant tenu pour l'un des phares du cinéma indépendant. Précurseur, il renoue parfois avec ses grands prédécesseurs : à l'Exposition universelle de Bruxelles, en 1958, prenant exemple sur Abel Gance et son *Napoléon*, il projette *le Dôme du plaisir* sur trois écrans distincts. On l'associe généralement à l'*underground* new-yorkais des années 60, cristallisé autour de la Coopérative des cinéastes cofondée par les frères Jonas et Adolfas Mekas qui, bravant les censures et les polices locales, veulent imposer la liberté du cinéaste, aussi absolue que celle du musicien, du poète ou du peintre. Anger, qui à cette époque-là vivait à Paris, affirme s'être tenu à l'écart du mouvement et avoir toujours fait cavalier seul.

Les tout-puissants standards hollywoodiens ont toujours engendré leurs moutons noirs. Cinéastes « indépendants », « marginaux » généralement new-yorkais – guerre froide entre Côte est et Côte ouest – particulièrement vivaces dans les romantiques années 60, avec leurs utopies de libération à tout va, et notamment sexuelle. La fantaisie prenait le pouvoir, les frères Mekas entraînaient le mouvement « underground », Michael Snow truquait la pellicule, le Festival leur rend hommage ainsi qu'au sulfureux Kenneth Anger.

De *Fireworks* à *Lucifer Rising*, on évoque à son propos Jérôme Bosch et Francis Bacon. Anger reconnaît bâtir ses films à la manière d'un peintre. Il est responsable de tout – scénario, décor, costumes, photo, – procédant par histoires courtes, en images muettes. *« Construire sur le dialogue me semble trop compliqué*, déclare-t-il un jour. *Il faut que l'image jaillisse de l'inconscient, comme le poème. »* Mise entre les parenthèses dissociées des images et des sons, la réalité (sociale ou autre) le cède aux fantasmes et aux fantômes, le film devient un rideau qui s'ouvre sur un autre monde.

Il était une fois... Fils d'un cadre supérieur de la Douglas Aviation, Kenneth Anger naît à Santa-Monica, à deux pas des studios hollywoodiens où, à l'âge de quatre ans, beau comme un chérubin, il incarne le petit prince dans *le Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, que coréalisent Max Reinhardt et William Dieterle. Mais il n'y a pas de conte de fées sans Carabosse et Kenneth Anger se donne une enfance malheureuse. *« Je suis un accident de parcours*, affirmait-il au *Washington Post* en novembre 1984. *Né dix et douze ans après mes aînés, j'ai découvert que j'étais un enfant non désiré le jour où j'ai entendu les partenaires de bridge de ma mère lui dire : « Quelle tragédie, Lillian, que tu aies eu cet enfant si tard. Nous sommes venues parce que nous te savions clouée à la maison à cause de ce gamin. »* Pour faire bon poids, Anger ajoutait que sa sœur dirigeait un comité local pour la réélection de Ronald Reagan et que son frère, diplômé de l'université de Berkeley, avait bombardé la Corée, puis, avant de prendre sa retraite *« dans le comité le plus réactionnaire du pays »*, entraîné les recrues en partance pour le Vietnam...

S'il ne suit pas la carrière que lui souhaitait son père dans l'aéronautique, Kenneth Anger choisit la voie tracée par sa grand-mère, costumière, au temps du muet, aux Artistes associés. A ce titre, elle habilla (et déshabilla) Rudolph Valentino dans plusieurs de ses films, dont *le Fils du cheikh*. Kenneth Anger vouera un véritable culte à Valentino, allant jusqu'à payer 5 000 dollars le portrait au pastel qui fit la couverture du premier numéro de la revue *Photoplay*.

« Mon premier film, je l'ai tourné en 1937, j'avais sept ans. Mes parents avaient une caméra 16 mm – pas plus onéreuse qu'une Camcorder aujourd'hui, – nous rentrions de vacances au parc de Yosemite, il restait un peu de pellicule, la date limite en était proche, mes parents m'ont permis de m'en servir, pour qu'elle ne soit pas gâchée. C'est ainsi que j'ai réalisé Ferdinand le Taureau, *d'après un conte de Munro dont, plus tard, Disney tirera un court métrage.*

» Mon film suivant, Who's Been Rocking my Dreamboat?, *fut le premier à faire usage de la musique populaire. Cette chanson des Mills Brothers – le tube de l'été 1941 – me paraissait bien refléter l'Amérique de l'époque et prédire sa prochaine entrée en guerre...* Escape Episode, *que j'ai tourné ensuite, est assez proche du* Médium *que Gian Carlo Menotti n'a pas encore écrit – l'assistante d'un spiritualiste en a assez de donner sa voix aux fantômes que « convoque » le chiromancien, – mais je tournais toujours comme au temps du muet : avec une caméra sans son. »*

Retour au mythe de la virilité, avec ce *Fireworks*, tourné en 1947, qui amorcera vraiment la carrière du cinéaste : il a dix-sept ans. Quinze minutes de noir et blanc, rêve, sensualité, ambiguïté. Un jeune homme beau comme Adonis (Anger) battu par des « marines », un cœur arraché, une main sculptée, meurtrie, à laquelle un certain « feu d'artifice » rend sa pureté – obsession érotique d'un adolescent en mal de cinéma.

« J'ai tourné Fireworks *en un week-end. Mes parents étant partis à l'enterrement d'un proche, j'ai rassemblé à la maison quelques amis, de vrais « marines » rencontrés à Hollywood. En fait, des cameramen en herbe qui suivaient des cours à l'université de la Californie-Sud (USC) pour le service cinématographique de la « Navy ». C'est pourquoi ils se sont si facilement laissés convaincre... Quand j'ai expliqué que je voulais un film « rêvé », un fantasme, sur une certaine idée de la violence et de la virilité, ils se sont montrés très coopératifs. »*

Deux ans après sa première projection au Musée d'art moderne de San-Francisco en 1947, *Fireworks* est

Rainer W. Fassbinder,

Sans

LES téléspectateurs français ne font pas partie des privilégiés qui ont pu voir le feuilleton-fleuve de Rainer Fassbinder *Berlin Alexander Platz*, d'après le roman d'Alfred Döblin. Déjà en 1983, le Festival d'Automne en avait présenté l'intégrale en version originale, avec écouteurs. Cette année, ce sera les 12 et 13 décembre au Palais de Tokyo, en copie neuve, avec des sous-titres français.

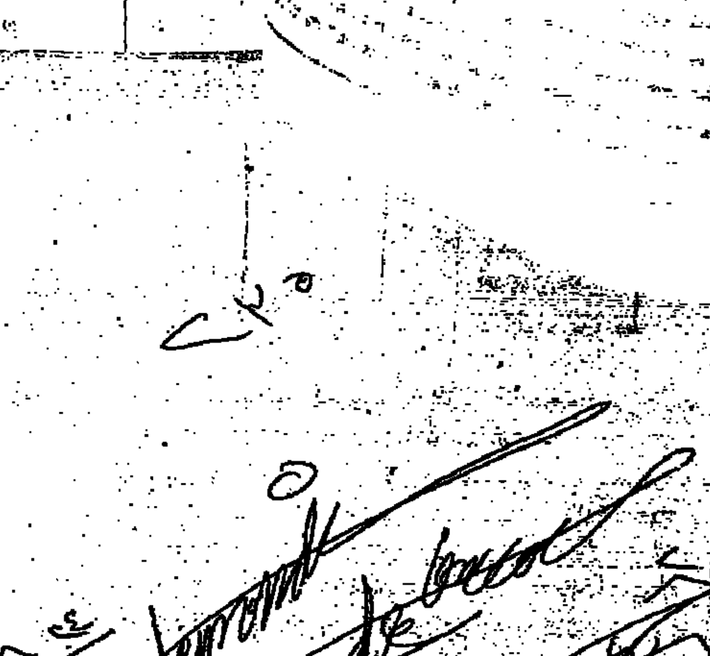
Rainer Fassbinder est une légende. Dans les années 70, il a réuni autour de lui des comédiens rebelles à l'institution avec qui il a fondé l'Anti-Théâtre, pour qui il a écrit ses pièces. Ils ont tourné dans ses films ou dans ceux de gens comme Werner Schroeter ou Daniel Schmid qui, avec lui, ont contribué à faire naître et vivre ce que l'on a appelé « le nouveau cinéma allemand ».

Rainer Fassbinder est mort en 1982. Il a réalisé les quatorze heures de *Berlin Alexander Platz* en 1979/1980, et y travaillait depuis bien plus longtemps. Depuis toujours peut-être, et quand, sans un mark, il tournait quelque chef-d'œuvre comme *l'Année des treize lunes*, il ne payait personne, mais chacun espérait en retour participer à ce feuilleton serpent de mer.

Rainer Fassbinder est mort. Il a laissé un vide que personne n'a comblé. Les comédiens de Fassbinder sont dispersés. Son compositeur fidèle, Peer Raben, continue à composer. Entre théâtre et opéra, Werner Schroeter court d'une scène à l'autre, aux dépens du cinéma – où il ramasse des prix... Daniel Schmid vient de terminer *Hors saison* – présenté au Festival de Locarno (*le Monde* du 15 août), et qui va prochainement sortir en France, – mais il n'avait pas tourné depuis *le Baiser de Tosca*, et *Jenatsch* en 1987. Pourquoi cette famille si riche de promesses est-elle restée sans enfants ?

« Parce que nous ne formions pas une famille, répond Daniel Schmid. *Ni une bande. Fassbinder n'était ni notre père ni notre chef. Mais il était là de façon indispensable, avec son charisme, son magnétisme, son besoin obsédant d'être aimé, de tout contrôler. Il était là, parmi des gens qui lui devaient tout. Il se voulait dépendant de la dépendance qu'il créait autour de lui. Mais il supportait seulement ceux qui, comme Ingrid (Caven), Werner (Schroeter) ou moi, l'ont aimé, et lui ont résisté. Avec le temps passé, il me manque comme ami plus que comme cinéaste.*

» Nous avions vingt ans quand nous nous sommes connus, à l'école de cinéma de Berlin,



présenté au Festival du film maudit, à Biarritz. Membre du jury, Jean Cocteau retrouve dans cette œuvre des obsessions familières, lui fait décerner le Prix du film poétique, écrit à Anger pour lui confirmer son enthousiasme. Le jeune homme n'hésite pas : après *Puce Moment*, sur Hollywood en déclin, il prend le bateau et débarque à Paris au printemps de 1950. Il y restera douze ans. En effet, Henri Langlois fait de plus en plus souvent appel à lui pour apporter une sorte d'ordre au chaos de la Cinémathèque française. *« Il avait des centaines de films américains qui ne portaient que les titres français – à moi de retrouver les originaux... De plus, je traduisais les notes d'Henri en anglais, ce qui n'était guère facile : il avait une écriture particulièrement baroque. »*

Il tourne chaque fois qu'il le peut. *Rabbit's Moon*, juste après son arrivée à Paris. Plus tard, en Italie, *Eaux d'artifice*, promenade onirique dans les jardins de la Villa d'Este, petite fugue baroque sur *l'Hiver* de Vivaldi pour laquelle, espérant retrouver l'ampleur atteinte – *« en trichant »* – par Piranese, il a recours à une actrice naine, amie de Fellini. Plus tard encore, en 1954, il s'inspire d'une soirée hollywoodienne où il est convié pour célébrer Halloween, la nuit des masques. *« Revêtez le masque de votre folie »*, dit l'invitation. Chacun, et chacune, arrive déguisé en dieu ou déesse. *« J'ai voulu que ce souvenir là ne se perde pas à tout jamais. »*

Luxuriant de couleurs, sur une musique baroque de Janacek, *Inauguration of the Pleasure Dome (le Dôme du plaisir)* se promène dans le rituel d'une secte imaginaire, présidée par un personnage tantôt dieu (Shiva) tantôt figure historique (Néron), entouré de divinités, mâles ou femelles, dont une Astarté incarnée par Anaïs Nin. Anger s'en prend bientôt à une autre mythologie, celle, indestructible, de Hollywood. *« Pour moi, les acteurs ce sont des dieux grecs*, disait-il. *Ils me fascinent. Ce sont des personnages obscurs, des pompistes, des serveuses, sur lesquels les feux de la rampe provoquent soudain de bien curieux effets. »*

Il écrit *Hollywood Babylone*, livre à scandale(s) par excellence, pour payer son loyer, prétend-il. Publié à Paris en 1960, le livre mettra dix ans à franchir l'Atlantique. Comme, plus tard, dans *Hollywood Babylone 2*, Anger se livre à un véritable jeu de massacre, passant en revue, de manière irréfutable, les amours de D. W. Griffith (qui, comme Chaplin, aimait la jeunesse), le journal intime de Mary Astor (insatiable), les photos des films porno où figura Joan Crawford, celles de Jayne Mansfield après l'accident de voiture où elle mourut décapitée, les arrestations dramatiques (Fatty Arbuckle pour viol et mort d'une starlette) ou drôlatiques (Robert Mitchum pour usage de marijuana), les mille et un suicides (un chapitre entier avec pour rubriques : « Pendaison », « Saut dans le Vide », « Pillules et poison »), les amours des unes (Tallulah Bankhead avec l'actrice noire Hattie McDaniel) et des autres – dont celles de Cary Grant avec Randolph Scott.

Une photo montre les deux hommes prenant un petit déjeuner devant la piscine de la maison qu'ils partageaient à Santa-Monica. Rien dans le texte ne confirme une liaison de manière explicite, mais la photo, sans commentaire, figure dans le chapitre des relations sexuelles inattendues... *« C'était une manière élégante de s'en sortir*, dit aujourd'hui Anger. *A l'époque, Grant vivait encore, il était particulièrement enclin à intenter procès dès qu'on touchait à sa vie privée. »*

Un proche, récemment décédé, lui laissant une petite somme d'argent, Anger revient aux Etats-Unis et investit son héritage dans le projet qui lui vaudra, en 1963, reconnaissance et succès public, *Scorpio Rising*. *« Partageant à Brooklyn l'appartement d'une amie, je me rendais souvent à Coney Island. C'était le rendez-vous des motards venus faire étalage de leurs dernières montures. Des machines presque surréelles. Bardées de phares-regard, on aurait cru d'étranges créatures venues de l'espace ou du fond des mers. Je les ai abordés, leur disant que j'aimerais filmer leurs engins, ils se sont peu à peu habitués à me voir, j'ai fini par m'introduire dans leurs vies... »*


CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

Anaïs Nin dans « le Dôme du plaisir ».

Sur des chansons d'Elvis Presley, Ray Charles et bien d'autres, *Scorpio Rising* est sans doute le premier *bike movie* du cinéma américain. Un peu homosexuels, un peu drogués, éminemment narcissiques, les motards sont comblés par cette mise en vedette, qui fait d'eux les derniers représentants d'un romantisme analogue à celui des anciens cow-boys. *« Ils adoraient se voir à l'écran. Ils prenaient ça pour un hommage, alors que le film est une satire du machisme rock-motard. »*

Anger voyage, découvre les philosophies indiennes, le bouddhisme, la magie – toutes recherches nouvelles dont il nourrit le *Lucifer Rising*, qu'il entreprend au milieu des années 60. Il y aura en fait deux *Lucifer*. Filmé par Michael Cooper, photographe fétiche des Rolling Stones et des Beatles – la pochette de *Sergent Pepper* est de lui, – le premier sera incarné par un jeune homme originaire de la Nouvelle-Orléans, Bobby Beausoleil. *« Il avait dix-neuf ans, et faisait partie d'un groupe rock. Je lui ai prêté de l'argent pour acheter des amplis, il s'en est servi pour acquérir une cargaison de marijuana mexicaine qu'il a planquée dans mon studio sans que je le sache. Je l'ai immédiatement fichu dehors – dommage, il était beau, un vrai scorpion. »*

Pour se venger, Beausoleil, qui sera plus tard condamné à vie pour sa participation aux tueries de Charles Manson, reviendra voler la pellicule tournée. Anger refusant de payer les 10 000 dollars de rançon – *« C'est le premier film rançonné de l'histoire du cinéma »*, commente-t-il joyeusement – la « famille » Manson enterre la pellicule dans la fournaise de la vallée de la Mort. Des chutes oubliées par Beausoleil dans un bac de montage, Anger tire *Invocation to My Demon Brother*. Enthousiaste, Mick Jagger en compose la musique, électronique, à l'aide d'un synthétiseur Moog.

Au début des années 70, ayant trouvé financement auprès de la British National Film Bank et de la télévision allemande, Anger reprend le projet. Mais après dix ans, dont quatre de montage, ce *Lucifer Rising* de vingt-huit minutes n'aura pas le visage de Mick Jagger. *« Je voulais qu'il incarne Lucifer, ange de la lumière et de la rébellion, et non pas diable traditionnel. Mick avait donné son accord, mais entre-temps il s'est marié avec Bianca, et s'est mis à arborer une croix d'or, ce qui n'a pas cessé de m'agacer, car il s'éloignait de tout ce qui était païen. De ce qui était lui. »*

« Les gens disent qu'il ne manquait que le sexe au scandale du Watergate. Eh bien, c'est faux ! », lançait Kenneth Anger en 1984, annonçant la mise en chantier de *Washington Babylon*. Aujourd'hui, il a abandonné le projet. *« Ces gens-là sont trop ennuyeux. »* Il fut aussi question qu'il adapte les deux *Hollywood Babylone* pour le producteur Edward Pressman. Les deux hommes ne s'étant pas entendus sur le budget, *Babylon* deviendra une série de vingt-trois épisodes, coproduite par le Producers Entertainment Group et une société française, Pandora. Anger cède les droits et l'usage de son nom. Il ne tournera cependant pas, occupé qu'il est à la rédaction de *Hollywood Babylon 3*, où il traitera de la jeune génération...

Mais son premier amour reste la mise en scène. *« Simplement, j'en ai eu assez d'œuvrer sur de trop petits budgets. A une époque, Jean Cocteau m'avait accordé le droit de filmer son ballet* le Jeune Homme et la Mort, *avec Jean Babilée et Nathalie Philippart. Or, même avec pour aval une lettre de Cocteau, aucun producteur n'a voulu se risquer sur un film de vingt minutes, en Technicolor, pour lequel Walkhevitch avait déjà élaboré de nouveaux décors à partir de ses originaux : « C'est trop cher pour un court. » Quel dommage que ces soi-disant producteurs n'aient pas su penser au long terme : avec Philippart et Babilée, ce serait devenu un classique, autant dire une rente. »*

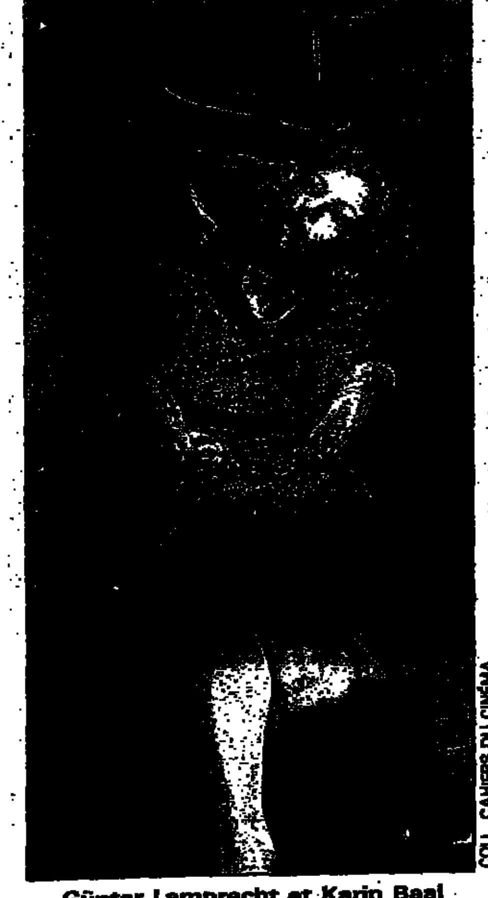
L'attente de Kenneth Anger touche peut-être à sa fin. Il pense avoir bientôt complété le financement de *la Fille de Pan*, biographie filmée de Rosaleen Norton, une sorcière de Sidney (Australie). Morte en 1979, elle avait atteint une sorte de gloire dans les années 50. *« Visionnaire, elle était aussi peintre*, explique Anger. *La saisie publique de ses tableaux, considérés comme obscènes par la police, provoqua un énorme scandale, presque aussi grand que celui provoqué par sa liaison avec un célèbre chef d'orchestre symphonique... »* Peinture, musique, sorcellerie, sexe et scandale – une œuvre-somme pour Kenneth Anger?

HENRI BÉHAR

★ Pour tous renseignements concernant le programme et la location du Festival d'Automne, tél. : 42-96-96-94.

cinéaste allemand

lendemain


COLL. CAHIERS DU CINÉMA

Günter Lamprecht et Karin Baal dans « Berlin Alexander Platz ».

en 1966. Nous venions chacun de notre province – lui de Munich, moi des Grisons – et du matriarcat, élevés lui par sa mère, moi principalement par ma grand-mère. Il n'a pas été reçu à l'école. Nous nous sommes revus deux ans plus tard, toujours à Berlin, dans l'ascenseur de l'Europa Center. Il s'est fichu de moi en me traitant de gosse de riche qui ne savait rien et ne ferait jamais un film. Lui-même, qui a si bien compris les paumés d'Alexander Platz, était un enfant de l'intelligentsia, avec un père médecin et une mère traductrice. Je l'ai suivi à Munich.

» Je n'ai jamais rencontré personne aussi libre de préjugés, aussi libre dans ses rapports avec les gens. Combien de fois il a emmené chez des producteurs son ami marocain qui ne parlait pas un mot d'allemand. Il n'envisageait même pas de le laisser dans l'antichambre, et peu lui importaient les réactions de ses éventuels financiers. N'importe où, il pouvait communiquer avec n'importe qui, ou au contraire se buter dans le mutisme. Il nous a fait ça un soir où avec Ingrid, nous avions été invités à dîner chez Michel Foucault. Rainer est venu, n'a pas ouvert la bouche, a fait semblant de ne rien comprendre, ni l'anglais, ni le français, pas même l'allemand. Il jouait au Gaspard Hauser, et a complètement bloqué la soirée. Je n'ai jamais su pourquoi.

» Il était si étrange. La seule façon pour moi de faire ce que je voulais était de m'éloigner, parce qu'il devait toujours prendre pied partout. Il s'est lancé dans le théâtre pour dépasser Peter Stein. Il avait un chien qu'il avait appelé Zadek. Stein et Zadek étaient ses deux bêtes noires. Quand j'ai réglé le show d'Ingrid au Pigall's, il a fait tout un foin, menaçant d'interdire le spectacle parce qu'il n'avait pas donné les droits de ses textes qu'elle chantait. La première se passe et deux jours après je vois, dans le fond de la salle, un type en costume et chapeau blanc, une fleur rouge à la boutonnière. C'était Rainer, déguisé en gangster de Las Vegas, qui venait écouter Ingrid. Elle l'avait vu, et a chanté Der Wind *en évoluant autour de lui... Comme pas mal d'artistes, il protégeait son côté enfant avec une force viscérale.*

» Nous étions unis par une façon de vivre, par une communauté de vue sur ce que nous ne voulions pas. Nous ne voulions pas ressembler à nos parents. Comme dans toutes les générations, mais pour nous, c'était forcément très violent. Le titre du film d'Alexander Kluge, Artistes sous chapiteau, perplexes *nous convenait tout à fait. Pourquoi n'avons-nous pas continué ensemble ? J'essaie de comprendre la façon dont c'est arrivé. Le ver était dans le fruit. Rainer est mort à deux jours de Romy Schneider, avec qui il voulait tant travailler. Il n'y est pas parvenu, comme il n'a pas eu la couverture de* Time Magazine, *dont il rêvait tant. Je pense à un passage du* Conte d'hiver. *Quelqu'un dit à peu près :* « Un jour viendra, nous irons quelque part, nous prendrons du temps, nous parlerons et nous dirons comment nous nous sommes perdus, comment nous nous sommes enfermés chacun dans notre solitude. »

C. G.

هكذا من الأصل

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Bob Roberts

de Tim Robbins,
avec Tim Robbins, Giancarlo Esposito, Ray Wise, Brian Murray, Gore Vidal, Rebecca Jenkins.
Américain (1 h 43).

Portrait imaginaire, mais nullement invraisemblable, d'un jeune chanteur réactionnaire et manipulateur, candidat aux élections sénatoriales américaines.

VO : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (45-80-77-00) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).
VF : Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

Le Chêne

de Lucian Pintilie,
avec Maia Morgenstern, Razvan Vasilescu, Victor Rebengiuc, Dorel Visan.
Roumain (1 h 45).

Les amours loufoques et rebelles d'une jeune femme et d'un toubib anticonformiste tracent un portrait échevelé, hilarant et sinistre de la Roumanie d'hier et d'aujourd'hui.

VO : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

Horizons lointains

de Ron Howard,
avec Tom Cruise, Nicole Kidman, Thomas Gibson, Robert Prosky, Barbara Babcock, Colm Meaney.
Américain (2 h 20).

Au siècle dernier, les tribulations à la conquête d'une Amérique ouverte à tous les espoirs des immigrants d'un jeune Irlandais pauvre et d'une riche et jolie compatriote.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, TodAO, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, TodAO, 8e (43-59-92-82) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex Fauvette bis), dolby, 13e (47-07-55-88) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, handicapés, dolby, 18e (45-22-47-94).

J F partagerait appartement

de Barbet Schroeder,
avec Bridget Fonda, Jennifer Jason Leigh, Steven Weber, Peter Friedman, Stephen Tobolowsky.
Américain (1 h 47).

La cohabitation de deux jeunes femmes célibataires se transforme progressivement en cauchemar quand l'une d'elles prend peu à peu toutes les habitudes et apparences de l'autre.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, dolby, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Gaumont Parnasse, handicapés, dolby, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), handicapés, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Léolo

de Jean-Claude Lauzon,
avec Gilbert Sicotte, Maxime Collin, Ginette Reno, Julien Guiomar, Pierre Bourgault, Giuditta del Vecchio.
Canadien (1 h 50).

Entre réalisme et cauchemar, la vie rêvée et subie, sensuelle et burlesque, improbable et impayable, du plus jeune rejeton d'une famille québécoise haute en couleur.

Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).

Loin du Brésil

de Tilly,
avec Emmanuelle Riva, Jenny Cleve, Christophe Huysman, Eric Doye, Charlotte Clamens, Gilles Treton.
Français (1 h 40).

Autour de la mère, marquée par un drame sentimental ancien, se retrouvent tous les membres d'une famille bourgeoise, entre lesquels vont éclater affrontements, complicités et révélations.

VO : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Novembre

de Lukasz Karwowski,
avec Marine Delterme, Judith Henry, Alexander Kajdanowski, Michel Vitold, Zbigniew Zapasiewicz.
Franco-polonais (1 h 38).

D'après un fait divers réel, l'histoire d'une étudiante prise de crises de folie qui ressemblent fort à un cas de possession.

VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

Tomorrow

de Joseph Anthony,
avec Robert Duvall, Olga Bellin, Sudie Bond, Richard McConnell, Peter Masterson, William Hawley.
Américain, noir et blanc (1 h 42).

Inspirée de Faulkner, l'histoire des relations entre un pauvre gardien de scierie et la jeune femme enceinte qu'il a recueillie, puis l'enfant de celle-ci après la mort de la mère.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

Reprises

L'Inconnu du Nord-Express

de Alfred Hitchcock,
avec Farley Granger, Ruth Roman, Robert Walker.
Américain, 1951, noir et blanc (1 h 40).

Crime, chantage, phobie et manipulation : peut-être la mieux réglée des machinations de Sir Alfred.

VO : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

Pleins Feux sur l'assassin

de Georges Franju,
avec Pierre Brasseur, Jean-Louis Trintignant, Dany Saval, Jean Babilée, Marianne Koch, Philippe Leroy-Beaulieu.
Français, 1961, noir et blanc (1 h 28).

Un mystère policier et onirique, avec crimes inexpliqués dans une vaste propriété où des héritiers désargentés organisent un spectacle, typique du fantastique feuilletonesque aux arrière-pensées sociales de Franju, la comédie en sus.

Latina, 4e (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, handicapés, 14e (45-43-41-63).

Sélection

Agantuk le visiteur

de Satyajit Ray,
avec Utpal Dutt, Mamata Shankar, Deepankar De, Bikram Bhattacharya, Dhritiman Chatterjee, Rabi Ghosh.
Indien (2 h).

L'arrivée impromptue dans une famille conformiste d'un oncle disparu depuis longtemps offre à Satyajit Ray l'opportunité d'un sublime film-testament, d'une grande tension dramatique au service d'une sagesse teintée d'humour.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Antigone

de Danièle Huillet, Jean-Marie Straub,
texte de Bertolt Brecht,
avec Astrid Ofner, Ursula Ofner, Hans Diehl, Kurt Radeke.
Franco-allemand (1 h 40).

Au plus près du texte, Straub et Huillet construisent pourtant l'espace de pur cinéma qui laisse se déployer la tragédie *antique, le romantisme de sa traduction* par Hölderlin et l'engagement de son adaptation par Brecht.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

Le Coup de foudre

de Rudolf Thome,
avec Geno Lechner, Julian Benedikt, Margarita Broich, Kyana Kretzschmar, Nicolai Wolf Thome, Sophie Gräber.
Allemand (1 h 43).

Une mise en scène simple et juste pour raconter une histoire d'amour d'aujourd'hui, métaphore délicate et ironique de la réunification allemande.

VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'Eunuque impérial

de Tian Zhuangzhuang,
avec Jian Wen, Liu Xiaoqing, Zhu Yu, Tian Xiaojun, Hsu Fan, Lin Wai.
Chinois (1 h 59).

Une évocation fine et sensible des derniers jours de l'empire chinois, du point de vue de ces serviteurs tout-puissants qu'étaient les eunuques.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Histoires de fantômes chinois II

de Ching Siu Tung,
avec Leslie Cheung, Joey Wang, Michelle Li, Wu Ma, Jackie Cheung, Waise Lee.
Hong Kong (1 h 30).

Un éblouissant tourbillon de combats, d'aventures fantastiques et d'humour, où se mêlent visuel moderne et sagesse traditionnelle.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Impitoyable

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris, Jaimz Woolvett, Saul Rubinek.
Américain (2 h 10).

Un western sombre comme la nuit, où Eastwood roule dans la fange les archétypes du genre et les mythes de l'idéal américain affrontés en un combat douteux qui est, aussi, un film magnifique.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex Kinopanorama), handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61).
VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex Fauvette bis), dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

L. 627

de Bertrand Tavernier,
avec Didier Bezace, Jean-Paul Comart, Charlotte Kady, Jean-Roger Milo, Nils Tavernier, Philippe Torreton.
Français (2 h 25).

Tavernier a réussi le tour de force de raconter à la fois une chronique au quotidien et une histoire formidablement dramatique, en suivant pas à pas un flic des stups – remarquable Didier Bezace – et ses collègues.

Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40 36-65-70-88) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-47-94).

Luna Park

de Pavel Lounguine,
avec Oleg Borisov, Andreï Goutine, Natalia Egorova, Nonna Mordioukova, Michaël Goloubovich, Alexandre Feklistov.
Russe (1 h 50).

Entre le jeune voyou raciste et ce père juif et intello qu'il se découvre un jour, Lounguine invente un jeu complexe et émouvant qui tient de la séduction, de l'affrontement et de l'enquête.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; U. G. C. Danton, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14).
VF : U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Festivals

Intégrale Antonioni

Le musée du Louvre organise un «Progetto Antonioni» – comprenez «Rétrospective intégrale de l'œuvre d'Antonioni». Une filmographie modeste par la quantité (quinze longs métrages et sept courts en près de quarante ans), mais d'une qualité et d'une rigueur exceptionnelles, qui dessinent le parcours cohérent d'un grand auteur. A côté des indispensables *Chronique d'un amour*, *L'Avventura*, ou *Identification d'une femme*, on pourra aussi découvrir les premiers courts métrages néoréalistes du cinéaste (*Gens du Pô*, *Nettoyage urbain*). Cette rétrospective est également présentée, sur une plus longue durée, au cinéma Europa Panthéon.

A l'auditorium du Louvre jusqu'au 28 septembre. Tél. : (1) 40-20-52-99. Minitel 3615 code Louvre. A l'Europa Panthéon (5e) jusqu'au 6 octobre. Tél. : 43-54-15-04.

Festival Ciné Japon

Le cinéma japonais avait fait l'année dernière une apparition remarquée au Max Linder (qui prolonge sa célébration d'Ozu jusqu'au 22 septembre). Seize films nippons, moins connus, reviennent aujourd'hui, mais à l'Utopia latin. Intégrés à une programmation audacieuse, *Baby-cart, l'enfant massacre*, de Kenji Mitsumi, exalte l'ultra-violence, *Grand Bouddha*, du même auteur, les arts martiaux mâtinés de bouddhisme, et *l'Ange rouge*, de Yasuzo Mazumara le baroque érotique.

Jusqu'au 29 septembre. Utopia latin. Tél. : (1) 43-26-84-65.

Festival international de Biarritz

Après Arcachon, c'est au tour de Biarritz d'offrir un festival dédié aux cultures latines. Intitulé «Cinémas et cultures de l'Amérique latine», le festival présente une compétition de 7 films inédits, jugés par 7 personnalités de 7 pays européens différents (Jorge Semprun présidera le jury). Le public pourra en outre profiter d'une rétrospective mexicaine (axée sur l'amour et les conflits sociaux), assortie de diverses expositions consacrées à la peinture et à la littérature latino-américaine.

Du 22 au 27 septembre. Tél. : (16) 59-22-37-00.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

Les entrées à Paris

Résultats en demi-teinte pour cette semaine de rentrée : elle enregistre une fréquentation globale supérieure à la semaine correspondante de l'an dernier (poursuivant ainsi la tendance favorable amorcée depuis trois semaines), sans qu'aucun film n'atteigne de score considérable.

En tête des nouveautés, on trouve *Impitoyable*, mais avec à peine 80 000 spectateurs en 38 salles, le film de Clint Eastwood reste en dessous des prévisions. A 65 000 entrées pour trente écrans, *la Main sur le berceau* obtient un résultat honorable sans plus. Vrai succès, en revanche, pour *L.627* avec 57 000 entrées dans seulement 18 salles et avec quatre séances quotidiennes. Bertrand Tavernier peut remercier Paul Quilès pour son coup de main promotionnel. Le quatrième titre de la semaine, *Luna Park*, souffre de pareille concurrence malgré son passage remarqué à Cannes, et n'attire que 17 000 spectateurs.

Guère de scores spectaculaires non plus parmi les films des précédentes semaines. A 66 000 en deuxième semaine, *Un cœur en hiver* bat un peu moins vite, mais avec 160 000 entrées en quinze jours, c'est d'ores et déjà un succès. Les quatre autres champions (tous américains) enregistrent de notables baisses : – 45 % pour *l'Arme fatale 3*, mais un puissant 670 000 en cinq semaines, – 55 % pour *Alien 3*, mais un déjà considérable 315 000 en trois semaines, – 50 % pour *le Dernier des Mohicans* assez décevant à 240 000 sur la même durée, et – 50 % pour *Boomerang*, à 150 000 en quinze jours.

Il faut encore signaler deux résultats surprenants : qui aurait prévu les 100 000 entrées de *Opening Night* de Cassavetes ? Et qui pouvait pronostiquer un dénouement aussi rapide, et aussi fatal, pour *la Peste*, qui, en troisième semaine, attire à peine 7 000 curieux, après avoir perdu la moitié de ses écrans, pour un total de moins de 60 000 entrées ?

THEATRE

Spectacles nouveaux

Brûlez tout!

de Lanford Wilson,
mise en scène
de Stephan Meldegg.
avec Patrick Chesnais, Claire Nebout, Roger Mirmont et François Berléand.

Une danseuse, artiste raffinée, partage son appartement avec un publicitaire homosexuel. Elle envisage vaguement de se marier avec un vieux copain scénariste quand arrive un fonceur, gérant d'un resto à pizzas.

La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9e. A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. De 29 F à 110 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Stéphane Braunschweig,
avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Cruveiller, Claude Duparfait, Jean-Marc Eder, Yedwart Ingey, Chantal Lavallée, Flore Lefebvre des Noëttes, Léon Napias, Louis-Guy Paquette, Anastassia Politi, Alexandra Scicluna, Agnès Sourdillon et Pascal Robault (alto).

On attend chaque spectacle de Stéphane Braunschweig avec curiosité, on est certain qu'il saura pour le moins éveiller et retenir l'intérêt. Dans *la Cerisaie*, il voit une parabole à propos d'un lieu où l'on se croit épargné par la mort. Le rêve des acteurs qui se veulent des géants.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 18 septembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F.

Dalva

de Jim Harrison,
mise en scène
de Garance,
avec Garance et Philippe Polet.

Une Américaine d'aujourd'hui, libre et riche, se penche sur son passé familial à travers le Journal de son grand-père, ami des Indiens. Une prise de conscience dure à assumer.

Cartoucherie Atelier du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 16 septembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé

de Molière,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Valérie Delbore, Catherine Gandois, Isabelle Habiague, Laurent Manzoni, Olivier Perrier, Mark Saporta et Daniel Znyk.

Quand Jacques Lassalle dirigeait encore le Théâtre national de Strasbourg, il avait monté ces farces autour du personnage de Sganarelle, qui après avoir voyagé s'installent enfin à Paris.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. A partir du 22 septembre. Du lundi au dimanche à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 15. 80 F et 130 F.

Solo

de Willy Russell,
mise en scène
de Josiane Balasko,
avec Josiane Balasko.

La vie banale d'une femme banale de quarante-deux ans, qui s'ennuie et hésite à lâcher son mari pour aller en vacances en Grèce avec une amie. Un rôle épatant pour Josiane Balasko.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10e. A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-46-79-79. De 80 F à 220 F.

Une aspirine pour deux

de Woody Allen,
mise en scène
de Francis Perrin,
avec Francis Perrin, Cyrielle Claire, François Siener, Rim Turki, Ophélie Koering et Christian Bialé.

➡

DE LA SEMAINE

→

Tortures morales d'un homme qui, en dépit de toutes les psychanalyses, se rêve beau comme Boggy, aussi courageux, aussi tombeur. C'est Woody Allen, revu par Francis Perrin.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9e. A partir du 17 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 h 45. Tél. : 42-81-05-43.

Une histoire de l'œil

d'après Georges Bataille,
mise en scène
de Jean-Christian Grinevald,
avec Pascal Bribe, Marie-Line Burguière, Stéphane Fatout, Fernand Lebeau, Cécilia Maltaverne et Carol Vanni.

Mise en scène du « regard froid », sur les images glacées de l'érotisme brûlant.

Théâtre de la Main-d'or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'or, 11e. A partir du 16 septembre. Du lundi au samedi à 22 heures. Tél. : 48-05-67-89. De 80 F à 120 F.

Weimarland

de Bruno Bayen,
mise en scène
de l'auteur,
avec Dominique Reymond, Axel Bogousslavsky, Eric Doye, Laurence Mayor, Delphine Boisse, Charlie Nelson, Gigi d'All'Aglio et Marie Pailhès.

L'ancienne RDA s'évanouit sous le coup de la réunification. A Weimar, un restaurant disparaît. Bruno Bayen raconte la folle journée du portier.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 90 F.

Paris

L'Eloge de la folie

d'après Erasme,
mise en scène
de Laurence Février,
avec Laurence Février.

La réussite d'un pari « audacieux » : un spectacle d'été bourré d'intelligence, de drôlerie, de charme.

Artistic-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 21 heures, le jeudi à 19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-06-36-02. De 60 F à 120 F.

Le Fou et la Nonne

de Stanislas Ignacy Witkiewicz,
mise en scène
d'Abbès Zahmani,
avec Cécilia Hornus, Xavier Maly, Azize Kabouche, Isabelle Gomez, Omar Bekhaled, Olivier Fabre, Jean-Louis Boutevin et Hervé Blanc.

Le prêtre est semblable au Fou et le Fou représente celui qui ne marche pas droit – c'est-à-dire le poète. Alors on l'enferme et on lui envoie une nonne pour le soigner. L'amour viendra tout bousculer.

Théâtre de la Main-d'or - Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. Durée : 1 h 15. De 80 F à 120 F.

Lili

de Liliane Rovère,
mise en scène
de Jean Gillibert,
avec Liliane Rovère.

Lili est une fillette, une adulte, un rêve. Entre la vie et la mort, elle nage.

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, 5e. Du mardi au dimanche à 20 h 45. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

Mediterrania

par les Comedians
mise en scène
des auteurs,
avec Xavier Amatler, Jaume Bernadet, Montserrat Catala, Robert Govern, Ma Angeles Julian, Jin-Hua Uan, Mathilde Muniz, Maria Rosas, Joan Valenti et Oriol Camprodon, Ezequiel Guillem et Joan Montanyès (musiciens).

Le cycle hispanique de l'Odéon commence avec ce groupe catalan, dont le spectacle transporte la chaleur du soleil, le parfum des fruits, le bruit de la mer et le rire des gens heureux.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 h 30. De 30 F à 150 F.
Dernière représentation le 20 septembre.

Nouvelles improvisations de Pierre Guyotat

Un auteur à l'écriture désarçonnante en plein processus d'improvisation, de création.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 4e. Le lundi à 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. 70 F et 85 F.

Oh, les beaux jours!

de Samuel Beckett,
mise en scène
de Pierre Chabert,
avec Denise Gence et Guy Cambreleng.

L'inégalable Denise Gence, qui a été et peut devenir tous les personnages du théâtre, est la Winnie de Beckett, ancrée dans la terre comme dans la vie.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. 110 F et 140 F.

Les Petits Marteaux

de Gilles Cohen,
mise en scène
de l'auteur,
avec Lionel Abelanski, Muriel Combeau et Jean-François Boisadan (pianiste).

Ce n'est pas parce qu'on s'aime qu'on ne se fait pas mal, au contraire. Même quand on se tape dessus à petits coups de marteau. Les querelles de couple sont les plus meurtrières.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 heures. De 50 F à 110 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par :
Colette Godard

MUSIQUE

Classique

Jeudi 17 septembre

Bartok
Suite de danses

Prokofiev
Concerto pour piano et orchestre n° 3

Debussy
Iberia

Ravel
La Valse
Laurent Cabasso (piano),
Orchestre national de France,
Charles Dutoit (direction).

Le National fait sa rentrée dans un programme qu'il connaît bien (exception faite, peut-être, des *Suites de danses* de Bartok). Qu'il connaît bien et dans lequel il a souvent fait des merveilles. Une bonne nouvelle, Laurent Cabasso *tient le piano, pour ce concert sur lequel* les projecteurs seront forcément braqués. Et ce pianiste, très discret, a besoin de se faire entendre dans un cadre si prestigieux.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 100 F.

Beethoven
Sonate pour piano « Pathétique »

Chopin
Préludes op. 28

Schubert
Lieder, transcrits par Liszt
Alexandre Tharaud (piano).

Encore un excellent pianiste français ! Alexandre Tharaud n'est pas le plus *connu de ces jeunes loups qui tentent de* devenir chefs de meute. Il n'est pas le moins bien armé pour remporter la victoire : sa maîtrise technique est digne de son talent de musicien. En fait, il est un magnifique pianiste.

Maison de l'Europe, 20 h 30. Tél. : 42-72-94-06. 100 F.

Bartok
Contrastes

Berg
Adagio du Concerto de chambre

Stravinsky
Histoire du soldat, extraits de la suite instrumentale
Florent Boffard (piano),
Philippe Aïche (violon),
Romain Guyot (clarinette).

Agés d'à peine trente ans, ces trois musiciens n'en sont pas moins déjà des maîtres appréciés : *Philippe Aïche* est violon solo de l'Orchestre de Paris, Florent Boffard est pianiste à l'Ensemble InterContemporain et Romain Guyot s'est lancé dans une carrière de soliste qui promet. Ils ont à peine trente ans, et ils consacrent tout un programme à la musique du XXe siècle, pas la plus aride, certes, mais qui fait, malheureusement, encore peur au public.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 50 F.

Gluck
Armide
Della Jones (mezzo-soprano),
Gregory Cross,
Andreas Jaeggi (ténors),
Philippe Huttenlocher (basse),
Vincent Le Texier (baryton),
Martine Mahé,
Virginie Pochon,
Veronica Cangemi (sopranos),
Orchestre et chœurs des Musiciens du Louvre,
Marc Minkowski (direction),
Pier Luigi Pizzi (mise en scène),
Luca Vegetti (chorégraphie).

Le Festival de musique baroque de Versailles s'ouvre avec faste. Il y a beaucoup à attendre de cette production d'*Armide* de Gluck.

Versailles. Château (le 17, 20 h 30 ; le 19, 17 heures ; le 20, 19 h 30). Tél. : 42-72-77-72. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 1000 F.

Vendredi 18

Honegger
Jeanne au bûcher
Marthe Keller,
François Chaumette,
Eric Legrand (récitants),
Catherine Dubosc,
Valérie Millot (sopranos),
Hélène Blajan (contralto),
Jean-Claude Orliac (ténor),
Bernard Polisset (basse),
Chœur et maîtrise de Radio-France,
Orchestre national de France,
Charles Dutoit (direction).

Jeanne au bûcher, l'oratorio d'Honegger, n'a jamais été autant joué que cette année. Ceux qui aiment cette musique efficace, ce texte grandiloquent, se donneront rendez-vous, salle Pleyel. A partir du 9, ils pourront également se rendre à *la Bastille, où l'œuvre sera mise en* scène. A Pleyel, comme à Bastille, les interprètes sont à la hauteur.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 120 F à 190 F.

Samedi 19

C. Schumann
Romances pour alto et piano

Schumann
Romances pour clarinette et piano
Marchenerzahlungen

Mozart
Trio pour alto, clarinette et piano « les Quilles »
Pascal Devoyon (piano),
Vladimir Mendelssohn (alto),
Michel Lethiec (clarinette).

Le Festival de Prades monte à Paris. Ces trois remarquables interprètes sont, en effet, des habitués de la manifestation fondée en l'honneur de Casals, au tout début des années 50. Leur programme est fait pour eux. Le lendemain, même lieu, même heure, la pianiste Claire Désert et le Quatuor Parisii jouent le *Quintette* de Schumann.

Sceaux. Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-60-07-79. De 90 F à 120 F.

Dimanche 20

Rameau
Pièces de clavecin en concert
Christophe Rousset (clavecin),
Kaori Vemura (viole de gambe),
Florence Malgoire (violon).

Menés par l'excellent claveciniste Christophe Rousset, Kaori Vemura (viole de gambe) et Florence Malgoire (violon) interprètent les *Pièces de clavecin en concert* de Rameau, des œuvres splendides, aux harmonies recherchées, au charme indéfinissable.

Versailles. Château, 17 heures. Tél. : 42-72-77-72. Location Fnac, Virgin. 150 F.

Mardi 22

Schumann
Gedichte Lieder op. 35
Gedichte Lieder op. 36
Liederalbum für die Jugend
Margaret Price (Soprano),
Graham Johnson (piano).

Margaret Price et Graham Johnson dans des *lieder de Schumann* : un récital à ne rater sous aucun prétexte, d'autant que le prix des places est étonnamment raisonnable.

Rueil-Malmaison. Château, 21 heures. Tél. : 47-32-35-75. De 120 F à 180 F.

Régions

Besançon

Bartok
Concerto pour violon et orchestre

Beethoven
Symphonie n° 7
Gérard Poulet (violon),
Orchestre philharmonique de Strasbourg,
Theodor Guschlbauer (direction).

Le Festival de Besançon rend hommage au violoniste Gérard Poulet en lui offrant la possibilité de se faire entendre dans un concerto qu'il joue avec la perfection qui caractérise le jeu d'un violoniste pas encore reconnu pour ce qu'il est : le chef de file, avec Régis Pasquier, *du renouveau du violon français.*

Le 18. Grand Kursaal, 20 h 30. Tél. : 81-83-42-93. De 120 F à 260 F.

Chartres

Chabrier
Bourrée fantasque pour piano

Alkan
Préludes pour piano

Fauré
Hahn
Duparc
Satie
Rosenthal
Mélodies

Debussy
Pour le piano
Isabelle Vernet (soprano),
Jean-Claude Pennetier (piano).

Programme français, de pièces rarement exécutées en concert, à l'exception, bien sûr, de *Pour le piano* de Debussy. Elève de Régine Crespin, Isabelle Vernet est une remarquable jeune chanteuse qui a eu tort de chanter des *rôles trop lourds* pour elle (elle ne s'y est pas cassé la voix, mais elle l'aurait pu) et la curieuse *idée* d'imiter son professeur jusqu'au point où il aurait été possible de les confondre. Jean-Claude Pennetier l'accompagne. Cet homme-là devrait être élevé à la dignité de « Trésor national »... de façon qu'il soit plus connu à l'étranger.

Le 19. Musée des beaux-arts, 21 heures. Tél. : 37-28-82-82. 150 F.

Lille

Honegger
Pacific 231

Lalo
Symphonie espagnole

Beethoven
Symphonie n° 3 « Héroïque »
Tedi Papavrami (violon),
Orchestre national de Lille,
Jean-Claude Casadesus (direction).

Passée de mode, la *Symphonie espagnole* ? Sans doute, et c'est pourquoi il faut aller écouter le jeune et éblouissant Tedi Papavrami *la* jouer avec *le* National de Lille. Son jeu a le charme, la virtuosité ailée qui captivent dans un « concerto » qui exige ces qualités... qui reviennent à la mode chez les violonistes.

Le 19. Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Toulouse

Bach
Concerto italien

Chopin
Sonate pour piano op. 58

Scriabine
Préludes
Poèmes pour piano op. 32 et 34 « Tragique »
Fantaisie pour piano
Tatiana Nikolaeva (piano).

Une fois, à la télévision, dans une émission produite par Eric Lipmann, Nikolaeva a joué un nocturne pour la main gauche de Scriabine, rien que pour la réentendre nous ferions le voyage de Toulouse. Cette sonorité, cette science dans la restitution de la polyphonie, cette grande allure sont inoubliables. *Comme les deux récitals précédents,* celui de Tatiana Petrovna Nikolaeva est donné dans le cadre du Festival Piano aux Jacobins.

Le 18. Halle aux grains, 21 heures. Tél. : 61-22-80-22. Location 61-11-02-22. De 90 F à 130 F.

Takacs
Toccata et fugue

Saint-Saëns
Préludes pour piano pour la main gauche

Saxton
Chacony

Bach
Chaconne, transcrite par Brahms

Lipatti
Sonatine

Blumenfeld
Etude

Scriabine
Prélude et Nocturne op. 9

Godowsky
Métamorphoses symphoniques sur la « Schatz-walser »
Leon Fleisher (piano).

Tout un programme pour la main gauche ! Pourquoi pas, si c'est celle de Leon Fleischer, que les aléas de la vie ont obligé de laisser l'autre au repos. Les pièces qu'il a réunies sont de celles qui renseignent sur le degré de sadisme qui présida à leur naissance.

Le 19. Cloître des Jacobins, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00. De 60 F à 130 F.

Berg
Sonate pour piano

Liszt
Bénédiction de Dieu dans la solitude

Janacek
Sonate pour piano

Debussy
Préludes pour piano

Messiaen
Extraits des Regards sur l'Enfant Jésus
Michel Béroff (piano).

Voilà un programme comme Michel Béroff les aime et comme il les a si souvent menés au succès. Des œuvres qui voient l'intellect constamment sollicité par le sensible.

Le 22. Cloître des Jacobins, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00. De 60 F à 130 F.

Jazz

Saxomania Phil Woods

Starring Phil Woods, c'est le titre du *dernier disque de* Claude Tissendier avec Saxomania (1 CD OMD IDA 031). Dans le contexte, le sens de ce genre qui conjugue la célébration et l'étiquette est évident. Claude Tissendier offre un cadre solide et narcissiquement flatteur à l'illustre saxophoniste de Springfield *(Massachusetts). Du coup, on entend* Phil Woods pas mal au long de l'enregistrement, comme sur scène, où Saxomania répète l'opération.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Festival de Montlouis-sur-Loire

Un goût de septembre et de Touraine. Le calme retrouvé après les agitations de l'été : Phil Woods, Alain Brunet, Dee Dee Bridgewater, Sylvain Bœuf et autres composent un programme élégant.

Du 17 au 20 septembre, à Montlouis-sur-Loire, sixième édition. Tél. : (16) 47-45-12-25 et (16) 47-45-00-46.

Rock

Johnny Hallyday

Célébration rituelle, nouveaux trucages, écrémage du dernier album, morceaux choisis dans l'histoire d'une carrière qui a *parcouru tout le spectre, du grandiose* au ridicule, c'est Johnny à Bercy.

Les 16, 17 et 18, 20 h 30 ; le 19, 21 heures ; le 20, 17 heures. Palais omnisports de Paris-Bercy. Tél. : 40-02-60-02. De 175 F à 295 F.

Triptyque Wim Mertens

Un triptyque : Wim Mertens n'y va pas à l'économie. En trois volets donc, les agissements chantés d'un artiste transversal à qui les mélanges de genre ne *font guère peur, quitte à pousser la* sophistication aux limites de la préciosité. Rappel des albums de l'artiste, par l'artiste. Seul au piano (le 25, pour un remake de *Stratégie de la rupture*, sorti l'an passé chez DeLabel), en duo avec clarinettes, saxophone et synthétiseur (le 1er octobre) et, pour commencer, avec orchestre en avant-première du prochain album (*Shot and Echo*). Chic et sensible.

Les 16 et 15. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

LA SÉLECTION

Tournées

Stray Cats

Dans le sillage du mouvement punk, ils donnèrent au rockabilly une nouvelle jeunesse, alliant l'énergie du temps à la compétence instrumentale que requiert le genre. Ils s'étaient séparés et Brian Setzer, le Chat-chef, avait tenté la carrière solo à laquelle ses talents de guitariste et de compositeur pouvaient le faire prétendre. Quelques semi-échecs plus tard, les trois musiciens se réunissent car le rockabilly ne meurt.

Le 17 septembre, Nancy, Espace culturel de Seichamps, 20 heures, 130 F. Le 18, *Dijon, le Forum, 20 h 30, 150 F.* Le 19, Meisenthal (près de Strasbourg), Rock à l'Usine, 20 heures, 145 F.

Festival du Devenir à Saint-Quentin (Aisne)

Festival maintenant installé, qui a abandonné un Palais des sports à la mauvaise réputation pour un chapiteau et qui propose une programmation consistante malgré l'annulation du concert de Bodycount, le groupe rock d'Ice T. qui devait conclure le festival le dimanche (il sera remplacé par les Buzzcocks). On retiendra, le vendredi, une soirée à dominante *blues (Fly and the Tox,* Luther Allison), qui sera suivi pour les jeunes d'une soirée dansante, une rave, comme ils disent. Le lendemain, du rock français (Little Rabbits, Black Maria, *Jad Wio, Dominic Sonic) et anglais* (Pop Will Eat Itself) et du rap provençal (Massilia Sound System). Le dimanche, avec les Buzzcocks, la Souris déglinguée, les Godfathers (rock intégriste) et Babes in *Toyland* (nouveau rock américain bruyant).

Du 17 au 20 septembre, Saint-Quentin (Aisne). De 50 F à 120 F. Réservations : 23-62-02-79.

Chanson

Chanson plus bifluorée

Drôles, ces « aventuriers de la dèche perdue » passent en revue le répertoire de la chanson française, le retrouvent, le recréent, le remodèlent avec quatre voix et une guitare, et un humour talentueux. Textes, effets vocaux, extrapolations et jeux en tout genre évitent tout ennui.

Les 21 et 22. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 120 F à 140 F.

Musiques du monde

Trio Hugo Diaz

Le tango vu du versant urugayen, ce qui revient (presque) au même, en tout cas sur la philosophie. Hugo Diaz, habitué des *bals* tango en *Urugay, puis* des récitals de musique contemporaine, a créé son trio il y a huit ans avec le chanteur Anibal Oberlin. En trio ici avec Luis Alberto Etchebarne au piano, Venicio Ascone à la contrebasse.

Les 16, 17, 18, 19 et 22. Trottoirs de Buenos-Aires, 20 h 30. Tél. : 40-26-28-58. De 60 F à 90 F.

Elba Ramalho

Chantre du Nordeste indépendant, Elba Ramalho n'a jamais renié ses origines – le Nordeste brésilien, – même si elle a largement mélangé ses musiques. Jolies chansons, belle présence, carrière en continu, Elba, sa voix pointue, son charme fleuri, son opiniâtreté souriante.

Le 18. *Elysée-Montmartre,* 19 h 30.

Festivals

Nuits de nacre à Tulle

Les cinquièmes Nuits de nacre de Tulle (Corrèze) auront lieu du 13 au 20 septembre prochain et sont dédiées à Astor Piazzola. Le musicien argentin avait donné il y a quatre ans, lors de ce festival international d'accordéon, l'un de ses tout derniers concerts européens. Dans la ville où est installée la seule manufacture d'accordéons française, Maugein, ces Nuits de nacre veulent rendre hommage à un instrument qui fut, selon les organisateurs de ce festival, *« la providence des musiques populaires urbaines et semi-urbaines apparues au cours du siècle »*, du tango argentin au raï algérien, et au zydeco cajun, et qui a aussi fait des intrusions en force dans le jazz et la musique contemporaine.

Au programme de cette deuxième partie de festival, Jacques Higelin (avec harmonica et percussions seuls, le 19), Joe Rossi (le 17), Michel Portal (le 18), la musique yiddish de Talila et Ben Zimeth (le 17), le Brésilien Sivuca (le 18), et l'étonnant chanteur Allain Leprest (le 19). S'y ajoutent expositions et projections (dont un film de Pierre Barouh consacré aux précédentes éditions des Nuits de nacre).

Nuits de nacre. Centre corrézien de développement culturel, BP 163, 19 005 Tulle cedex. Tél. : 55-26-89-60.

Rencontres de chants polyphoniques à Calvi

Tout sur la voix. De la Géorgie aux excellents Flying Pickets, en passant par les polyphonies corses et féminines de Donnisulana, les diphonies du musicien et musicologue Trân Quang Hai, l'Ensemble vocal Benjamin Britten. Présenté par l'ensemble A Filetta (la fougère) et la très active association culturelle de Calvi, U Svegliu Calvese.

Rens. La Poudrière, tél. : 95-65-23-57.

> La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
> « Jazz » : Francis Marmande.
> « Rock » : Thomas Sotinel.
> « Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

DANSE

Skite 1992

Skite ? Le nom de communautés spirituelles russes, au XV[e] siècle. Et, aujourd'hui, *celui de cet atelier chorégraphique* de recherche et d'expérimentation, auquel auront pris part dix compagnies de dix pays. Détectées par le flair très pointu de Jean-Marc Adolphe, directeur artistique de Skite : *il s'y trouvera peut-*être la relève des héros des années 80, un peu fatigués ces temps-ci. La compagnie Ivoire (France) présente *Transport Phenomena* de Heddy Maalem, puis l'Américaine Meg Stuart danse son solo *Thought Object* (1) ; Jocelyne Montpetit (Canada) propose *Lettre à un homme russe* (2). Enfin, trois présentations publiques, *Fragments d'expériences*, témoigneront des travaux des différents ateliers (3).

***Théâtre de la Cité internationale,* (1) 17 septembre, 19 heures, (2) même jour, 21 heures, (3) 2,3 et 4 octobre, 21 heures. Tél. 45-89-38-69. 70 F.**

Biennale internationale de la danse à Lyon

Pasion de Espana

Attention, ne comptez pas trop trouver des places à la dernière minute, il s'est déclenché dans Lyon un intérêt considérable pour cette Biennale. Cette semaine : danse contemporaine avec Ola et Tsé (1), Véronique Ros de la Grange (2), Mal Pelo (3), Jean-Claude Gallotta (4), *10 Y 10 Danza* (5), Bouvier-Obadia (6). Danses anciennes avec Ris et Danceries (7) et le Trio Yepes (8), « classique espagnol » avec le Ballet Nacional de Espana (9), flamenco avec Javier Baron y su *Grupo (10). Bal La Paloma* Paso/Tango (11), et grande Feria dans le Vieux Lyon (12) Olé !

(1) Théâtre Les Ateliers, 16 au 19, 18 h 30, 40 F. (2) Théâtre de Lyon, 16 au 18, 20 h 30, 80 F. (3) Le Radiant (Caluire), 18 et 19, 20 h 30, 80 F. (4) Théâtre du 8e, 20 et 21, 20 h 30, 100 et 120 F. (5) Salle Gérard-Philipe (Villeurbanne), 21 et 22, 20 h 30, 80 F. (6) Transbordeur, 22 et 23, 20 h 30, 100 F. (7) Théâtre du 8e, 20 h 30, 100 et 120 F. (8) Théâtre des Célestins, 20, 17 heures, 100 et 120 F. (9) Halle Tony-Garnier, 17, 18,19, 20 h 30, 130 et 160 F. (10) Maison de la Danse, 17, 18,19, 23 heures, *100F. (11) Transbordeur, 19, de* 22 heures à l'aube, 100 F. (12) Quartier du Vieux-Lyon, toute la journée du 20. Tél. : 72-41-00-00.

Odile Duboc en Franche-Comté

Sept jours, sept villes

Suite et fin du voyage entrepris sur son nouveau domaine par Duboc, affirmant ainsi symboliquement l'implantation du Centre chorégraphique national de Franche-Comté. Elle renoue avec ces « événements de rue » qui lui sont chers : non destinés à un public averti, ils sont posés sur le parcours des passants qui les voient ou ne les voient pas...

Montbéliard, « *Mercredi Piéton* » (rue piétonne et place *Dorian*), le 16, de 15 à 17 heures. Vesoul, « Du marché à l'Eglise », le 17, de 11 heures à 12 h 30. Besancon, « La place Granvelle », le 17, de 19 h 15 à 20 heures, et « Ballade au Parc Micaud », le 18, de 16 heures à 17 heures. Dôle, « De l'Eglise au Théâtre », le 19, de 11 h 30 à 13 heures. Port-sur-Saône, « Au bord du fleuve », le 20, de 15 heures à 16 heures. Tél. : 84-57-02-89.

Le Ballet de Nancy à Biarritz

Le temps d'aimer

Sous l'impulsion de Pierre Lacotte, la compagnie nancéenne prend du nerf et du panache. Et son répertoire se diversifie. Elle en donne la preuve avec les riches programmes présentés à Biarritz : *Symphonie en D* de Kylian, un extrait de *La Belle au bois dormant* de Marius Petipa, *la Somnambule* de Balanchine, *Noces de Sang* d'Antonio Gadès (le 18) ; *Giselle*, dans une version fort soignée et pleine de fraîcheur due à Pierre Lacotte (le 19) ; *Les Quatre Tempéraments* de Balanchine, *Sans titre* de Lar Lubovitch, à quoi s'ajouteront *L'Après-midi d'un faune* de Nijinski et *Salomé* de Béjart, dansés par Patrick Dupond (le 20).

Palais des Festivals, les 18,19 et 20, 21 heures. Tél. : 59-22-20-21. 150 et 220 F.

> La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

ARTS


Exposition « Les Etrusques et l'Europe » au Grand Palais.

Nouvelles expositions

La XVI[e] Biennale internationale des antiquaires

Cent trente antiquaires internationaux exhibent leurs trésors mis en scène par Pier Luigi Pizzi sous la coupole du Grand Palais. Une promenade à travers les siècles et les objets du monde entier, avec un arrêt attentif auprès des livres rares et un regard de convoitise pour la haute joaillerie ; *et réciproquement.*

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris-8e. Tél. : 43-59-85-24. Tous les jours de 11 heures à 23 heures, dimanche de *10 heures à 20 heures. Du 18 septembre* au 4 octobre. 70 F.

Les Etrusques et l'Europe

On leur doit l'introduction du vin en Gaule. Ils n'avaient pas envahi la France depuis trente-cinq ans. Les Etrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes, jusqu'à devenir la proie de véritables « étruscomaniaques » européens.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris-8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 19 septembre au 14 décembre. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 60 F).

Luc Choquer

Prix Niepce 1992, membre de l'agence Métis, Luc Choquer est un coloriste novateur. Après sa « Planète France », il présente « Dievuschka » (jeune femme), un portrait photographique des jeunes filles *de l'ex-URSS, « dernier bastion inconscient qui n'a pas succombé à la grisaille ».*

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Du 17 septembre au 9 novembre. 25 F (entrée du musée).

Paris

A visage découvert

De la grimace, du cri, du masque, et du silence, en une très belle exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. *Jusqu'au 4 octobre. 25 F.*

Jean Chauvin

Le Corbusier le collectionnait. Aujourd'hui, deux rétrospectives rendent hommage à ce sculpteur discret, décédé en 1976. Avec des dessins et des bronzes couvrant l'ensemble de sa carrière, elles seront l'occasion de découvrir une œuvre d'abord abstraite et épurée, qui s'orienta ensuite vers des formes plus distinctement féminines ou des villes rêvées.

Espace art et patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4e. Tél. : 48-04-87-77. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 octobre. Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Sculptures et dessins. Fondation de Coubertin, Domaine de Coubertin, tél. : 30-85-69-89. Tous les jours sauf lundi et *mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h,* entrée 15 F. Jusqu'au 15 novembre.

Collection Caisse des dépôts

Installations, vidéo, environnements, la Caisse des dépôts montre, du sol au plafond, une partie résolument contemporaine de ses acquisitions : Absalon, Tania Mouraud et Felice Varini, entre la débauche et l'austérité.

Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, Paris-6e. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 17 octobre.

En avion

Après le train, et le bateau, la Mission du patrimoine photographique propose la voie des airs. Nadar à bord de son ballon, les premiers vols, les portraits de pionniers et pilotes, appareils volants en tout genre : deux cents photos signées Lartigue, Rodtchenko, Kertész, Brassaï, Beaton...

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 novembre. 25 F (entrée du musée).

Générique 1 : Désordres

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Jana Sterbak et Tunga se dressent contre l'ordre moral imposé *par une certaine Amérique puritaine.* « Désordres » doit être la première d'une série d'expositions de groupe intitulée « Générique ».

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris-1er. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au *8 novembre. 30 F.*

Brice Marden, Opalka, Michel Verjux, Hommage à André Cadere

Quatre artistes d'âge, de souche et de sources diverses, aux œuvres marquées d'une exigence presque janséniste.

***Musée d'art moderne de la Ville de Paris,* 11, av. du Président-Wilson, Paris-16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 4 octobre. 20 F.**

Manifeste

Les collections du Musée national d'art moderne et celles, récentes, du Centre de création industrielle, déployées à tous les étages du Centre Georges-Pompidou. Peinture, architecture et design de ces trente dernières années.

Centre Georges-Pompidou, place *Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél.* : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre.

Duane Michals

L'espace photographique de Paris clôt son année américaine avec Duane Michals. Les habitués des séquences narratives et oniriques seront surpris par sa vision de Paris : des photos où l'on voit la ville, mais aussi ses habitants, dans des mises en scène précises où l'auteur mêle autant la réalité que son Paris imaginaire.

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie, Paris-1er. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre. 10 F.

Galeries

Carl André

Douze œuvres récentes, dans lesquelles l'Américain, pionnier de l'art minimal, explore les possibilités de l'étain et du granite. Un travail qui, plus que tout autre, demande à être perçu avec les yeux plutôt que les oreilles.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3e. *Tél. : 42-71-09-33.* Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

Ernst Caramelle

Caramelle aime faire douter les spectateurs de leurs sens, poser des questions simples (« Qu'est-ce que l'art ? ») ou encore s'attaquer à des problèmes complexes, comme celui de la place prise par les lieux d'exposition au détriment des œuvres. Un artiste contre (?) des commissaires, avec souvent l'humour en plus.

Galerie Crousel-Robelin-Bama, 40, rue Quincampoix, Paris-4e. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 octobre.

Joseph Cornell

Trop rarement montrées, les boîtes magiques d'un artiste américain attiré par le surréalisme, qu'il trouvait cependant trop noir. Comparé par Robert Motherwell au capitaine Achab, Cornell est aujourd'hui considéré comme le lien entre le surréalisme et le pop art.

Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris-3e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre.



SÉLECTION DE LA SEMAINE

➡

Jean Hélion

Le choc (ou pour certains la divine surprise) causé par le retour d'Hélion à une peinture figurative ne doit pas faire oublier sa brillante période abstraite, dans les années 30. La galerie Marwan Hoss en offre une belle *évocation* en une cinquantaine d'œuvres.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1er. Tél. : 42-96-37-96. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Peter Joseph

Toiles récentes d'un Britannique discret qui avoue une admiration pour Rothko. Construites en deux couleurs composant un rectangle central et sa bordure, elles réclament une certaine empathie de la part du spectateur, qui ne le regrettera pas : le soin apporté par Joseph à ses harmonies et à leur éclairage provoque une émotion durable.

Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Tél. : 42-78-11-71. Tous les jours sauf dimanche *et* lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 octobre.

Le Corbusier et la couleur

Un bon accrochage de dessins et *toiles* puristes qui souvent ne dépareraient pas les cimaises de nos musées. Mais l'exposition révèle aussi un artiste enthousiaste et parfois drôle et montre de surprenantes et rares *sculptures* colorées, assemblées par un des grands architectes du siècle, qui s'était longtemps rêvé *peintre*.

Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3e. Tél. : 48-87-73-94. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Giuseppe Penone

Première exposition des travaux récents de l'artiste italien, héros de l'arte povera. Sculptures et dessins développent les thèmes de l'arbre, de l'homme, et de leur lien naturel, le serpent.

***Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 48-06-92-23.* Tous les jours sauf dimanche et lundi de *11 heures à 13 heures et de 14 heures à* 19 heures. Jusqu'au 10 octobre.**

Paul Rebeyrolle

Rentrée en beauté pour Paul Rebeyrolle avec un accrochage de ses anciennes séries des *Aveugles* et *On dit qu'ils ont la rage*, et surtout avec la première exposition de ses toiles récentes sur le thème des *Panthéons*, galerie Daniel Templon. Sujets critiques et militants, servis par une exécution d'une vigueur peu commune.

Galerie Lelong, *13, rue de Téhéran*, Paris 8e. Tél. : 45-63-12-19. Tous les jours sauf samedi matin, dimanche et lundi, de 10 h 30 à 18 h.
Galerie Daniel Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Pierrette Bloch

Depuis ses peintures de 1963 où le manche du pinceau creusait des courbes dans la pâte fraîche, Pierrette Bloch continue aujourd'hui sa calligraphie aux crins de cheval. Les poils rêches plantés dans la toile ondulent au moindre souffle. Tendus au mur, ils s'enroulent en boucles pour construire une longue phrase, ponctuée de barbelures, projetant sur le blanc l'ombre d'un discours.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 octobre.

James Welling

Cet artiste américain, qui utilise principalement la photographie, *présente trois* séries récentes (paysages de mer, photographies du soleil, drapés) qui sont autant de réflexions sur les relations entre le réel et sa représentation, notamment en bouleversant le motif et la matière de l'image.

Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, *Paris 3e. Tél.* : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 11 heures à 13 heures et de *14 heures à 19 heures*. Jusqu'au 31 octobre.

Régions

Antibes

Eduardo Chillida

Derniers jours pour voir les travaux du grand sculpteur espagnol d'aujourd'hui, l'œuvre sur papier et les sculptures en terre. Où Chillida peut être monumental et impressionner.

***Musée Picasso, château Grimaldi,* 06600. Tél. : 93-34-71-07. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 septembre.**

Arles

Jasper Johns

A travers une série de gravures depuis 1960, une bonne façon d'approcher les recherches polymorphes du peintre américain.

***Fondation Vincent-Van-Gogh, Palais de* Luppé, 26, rond-point des Arènes, 13200. Tél. : 90-49-94-04. Tous les jours de 10 *heures* à 12 h 30 *et de* 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 30 F.**

Dieppe

Raoul Ubac et le vitrail

A l'occasion de l'installation d'un vitrail de Raoul Ubac en l'église de Varengeville, près de ceux de Braque, une exposition de l'artiste belge qui, creusant son *sillon* dans l'ardoise, *la sculpture ou* la peinture, savait évoquer la nature lorsque l'homme la façonne.

Château-musée, rue de Chastes, 76200. Tél. : 35-84-19-76. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Marseille

Jean-Michel Basquiat

Ultime occasion de visiter l'exposition rétrospective de Jean-Michel Basquiat. Black, il a conquis Soho avec ses tags. Et le reste du monde avec ses tableaux. L'exposition de Marseille retrace sa trajectoire *fulgurante et révèle son formidable* potentiel de peintre.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 septembre.

Meymac

Jesus-Rafael Soto

Il reste peu de temps pour faire le point sur l'œuvre de Soto, à travers les quatre-vingts œuvres – dont un pénétrable – *réunies à l'abbaye de Meymac. Vénézue*lien de Paris, ou parisien de Caracas, il est aujourd'hui un des représentants les plus marquants de l'art cinétique et de son extension dans l'environnement urbain.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. *Tél.* : 55-95-23-30. *Tous* les jours de *10 heures à 12 heures et de* 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre. 15 F.

Poitiers

James Turrell

Cet Américain, un méditatif, de la côte ouest, voue son temps à l'espace *et la* lumière et entend nous y plonger. A Poitiers plus que jamais, où il faut vraiment plonger en maillot de bain, pour s'immerger dans l'œuvre.

Confort moderne, 185, faubourg du Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-46-08-08. Mercredi, vendredi de 13 heures à 19 heures, jeudi de 13 heures à 23 heures, vendredi de 13 heures à 19 heures, samedi de 14 heures à 23 heures, dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Rochechouart

Tony Cragg

Dernière occasion pour rencontrer l'œuvre d'un des plus surprenants produits de la sculpture britannique des années 80, capable d'empiler avec art les matériaux les plus hétéroclites.

Musée départemental d'art contemporain, Château, 87600. Tél. : 55-03-*77-77. Tous les jours sauf lundi, mardi,* de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 27 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

L'Art en mouvement

Une exposition historique, de Degas à Tinguely en passant par les futuristes et les cinétiques, qui restitue une histoire des avant-gardes à travers le mouvement grâce à *des œuvres souvent exception*nelles. Des plus sérieux aux plus ludiques, un hommage à tous ceux qui voulaient faire bouger les choses.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. *Tous les jours de 10 heures à* 19 heures. Jusqu'au 15 octobre.

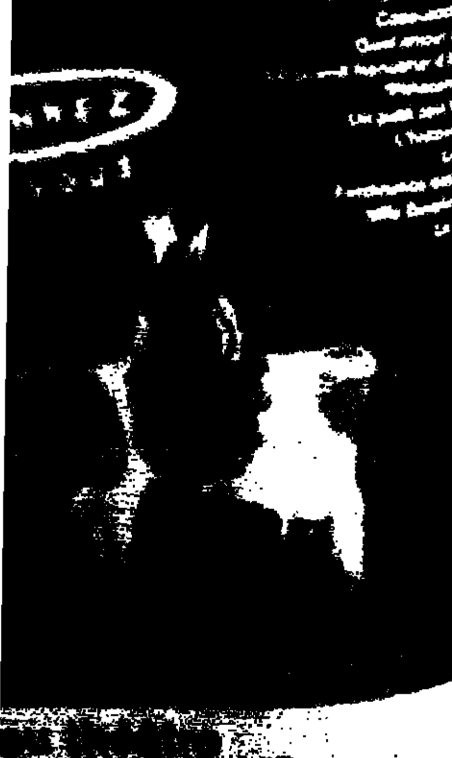
Tanlay

Bernard Réquichot

Peintures, dessins, papiers choisis, reliquaires d'un marginal, contemporain d'Yves Klein auquel on peut l'opposer, et dont l'œuvre arrachée au corps, curieusement fraîche, mérite plus ample reconnaissance.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre. 10 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Edelmann
« Photo » : Michel Guerrin



DISQUES

Classique

Granados

Douze Danses espagnoles
Scènes romantiques
Jean-François Heisser (piano)

Rarement enregistrées, les douze *Danses espagnoles* de Granados sont de petits chefs-d'œuvre dont la variété des harmonies, le jaillissement mélodique est transcrit dans une écriture pianistique dont la plénitude s'appuie sur des harmonies agencées avec une absence totale de convention proches du travail effectué par Chopin dans ses mazurkas et ses valses (les éclairs de génie en moins).

D'allure schumanienne (la « folie » en moins), les *Scènes romantiques* seraient un palimpseste des *Davidsbündlertantze* du compositeur allemand (le désir de partir en guerre contre l'arrière-garde de la *musique en moins*).

C'est sur ces « moins » que butent *ces pièces du compositeur* espagnol, l'empêchant d'atteindre à l'universalité. A l'image de celle d'autres compositeurs de la même époque ou de temps plus récents qui éprouvent des difficultés à franchir les frontières de leur pays (*Fauré*, Reger *et Hindemith*, par exemple). Causes renforcées par l'assoupissement de l'Espagne musicale entre l'arrivée au pouvoir de Franco et sa mort : rien d'autre ne peut *expliquer* que les admirables *Goyescas* du même Granados et l'*Iberia* d'Albeniz ne soient davantage jouées qu'elles ne le sont.

Jean-François Heisser est un traducteur autorisé de cette musique. Son jeu est *fidèle dans son* rendu minutieux de la moindre nuance, somptueux dans sa réalisation pianistique et émouvant dans son approche poétique.

1 CD Erato 2292 45803-2.

A. Lo.

Rock

Eric Clapton

Unplugged

L'émission « Unplugged », diffusée par la chaîne musicale MTV, est devenue un point de passage obligatoire pour le Bottin mondain du rock, entendu dans son acception large, puisque les rappers de De La Soul s'y sont produits, dans les mêmes conditions que leurs camarades, sans instruments électriques, avec des guitares sèches, des pianos à cordes, des basses acoustiques. L'exercice est suffisamment intéressant pour que certains en tirent la matière d'un disque. Après Paul McCartney, voici Eric Clapton qui revisite une partie de son répertoire, entouré de ses collaborateurs habituels.

Clapton sans électricité n'est plus un virtuose, son jeu linéaire est fait pour la guitare électrique. Lui manquent pour le modèle acoustique *que les talents polyphoniques* de Mark Knopfler, la brutalité de Keith Richards. Restent les chansons et l'esprit. Or Clapton finira par rester comme un compositeur important *(Layla*, bien sûr, ici dépouillé du riff d'introduction, mais aussi *Tears in Heaven*, la chanson dédiée à son fils mort en 1990, enfin audible, sans les arrangements sirupeux de l'original) et surtout comme un vrai bluesman. *Unplugged* ajoute au répertoire enregistré de Clapton deux compositions de Robert Johnson *(Walking Blues, Malted Milk)*, un titre de Bo Diddley *(Before You Accuse Me)* sans parler de versions nouvelles de piliers de son répertoire *(Nobody Loves You When You're Down and Out* ou *Rollin' and Tumblin'* de Muddy Waters).

Reprise/WEA 9362-45024-2.

T.S.

Jazz

Art Pepper

Laurie's Choice

Après une vie mouvementée, la paix retrouvée grâce à Laurie, précisément, Art Pepper enregistre *Laurie's Choice* à Tokyo, Atlanta ou Kobé (Japon). Le trio varie – George Cables ou Milcho Leviev au piano, – pas le jeu, le plus débridé du plus pur des altos. Un temps, les plumeaux du jazz ont boudé Art Pepper : ça tombe bien *et c'est élégant, il est justement en* prison pour différence d'appréciation, sur la réglementation des produits toxiques, avec l'administrationn fédérale. On ne s'est même pas aperçu qu'il portait tout le poids du blues en lui et se déchirait jusqu'au free, le tout en version californienne. Les plumeaux du jazz s'apprêtent aujourd'hui à une révision déchirante. C'est élégant et ça tombe particulièrement bien : Art Pepper est mort en 1982.

1 CD FSR 192.

Oliver Lake Trio

Zaki

Le jazz aurait pu prendre ce tour. Les plumeaux s'y sont opposés. La tendance dominante serait au genre Willisau où ce trio a été enregistré en 1979. On la trouverait dominante. Oliver Lake serait entendu à sa juste place, décalée, extérieure, incroyablement précise et farouche à la fois. Ca défriserait. Donc, tout est bien en l'état. Oliver Lake attendra encore pour connaître le sort d'Art Pepper. C'est la loi.

1 CD Hat Art 6113.

F.M.

هكذا من الأصل؛



